TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 11 082

DERNIÈRE ÉDITION

MERCREDI 17 SEPTEMBRE 1980

Après un incident diplomatique

Le commandant des forces françaises à Nouméa est rappelé à Paris

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 255 CFA ; Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; G.-B., 35 p.; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 700 l. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 35 esc. ; Sénégal, 225 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr.; E.-U., 85 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris nº 650572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les paroles et les silences des évêques allemands

Le chancelier Schmidt a réagi très vigoureusement contre l'appel de l'épiscopat catholique allemand qui sera lu en chaire le 21 septembre et a ironisé sur ses critiques contre l'endettement de l'État. Mais, dans le même moment, plusieurs chefs de gouvernements régionaux démocrates-chrétiens rejettent avec autant de violence un appel au vote socialiste lancé par des pasteurs et des théologiens protestants.

Est-ce à dire qu'entre la conférence épiscopale ouest-allemande et un groupe de « chrétiens évangéliques » la balance soit égale ? La première est un organisme officiel, présidé par le cardinal Josef Höffner, archevêque de Cologne. En dehors d'une échappée vers les finances et la diplomatie, la lettre pastorale rappelle surtout les principes de la morale et l'obligation pour la politique de se conformer aux commandements de Dieu, en dénonçant notamment la loi sur l'interruption de la grossesse.

Comme d'habitude, les évêques allemands ne désignent personne et les généralités servent à concilier l'irénisme et la fermeté. Il y a un précédent illustre, mais totalement oublié, d'un tel art des demi-mots que tout le monde peut exploiter. C'est l'encyclique du 14 mars 1937 de Pie XI, « Mit brennender Sorge » (avec un souci brûlant), qui est généralement présentée comme une ardente condamnation du national-socialisme, alors que, ni dans la première version rédigée par l'épiscopat allemand ni dans le texte définitif publié par le Saint-Siège, il n'y est expressément mentionné. On n'y lit que des développements vagues contre le « néo-paganisme ».

Rien de comparable cette fois. Mais l'exemple montre la permanence d'un style qui sait parfaitement éviter que le « oui » soit un « oui » et le « non » un « non ». Reste à mesurer si une conférence épiscopale a mission de formuler l'un ou l'autre quand — alors même que des droits essentiels ne sont pas menacés — les citoyens sont appelés à émettre un vote.

Depuis le concile Vatican II, les conférences épiscopales ont assurément une liberté complète de parole, même si, comme c'est le cas aujourd'hui, leurs expressions diffèrent notablement des prises de position du pape sur les mêmes thèmes. Dans la lettre pastorale du 21 septembre, il n'est question ni du chancelier Schmidt, ni de M. Franz-Josef Strauss, ni de socialisme, ni de christianisme social. Les évêques peuvent donc affirmer qu'il ne convient pas de leur faire dire ce qu'ils n'ont pas dit.

Il demeure que la question des « silences de l'Eglise » à l'époque du nazisme n'a jamais cessé de se poser et que jamais les évêques allemands d'aujourd'hui n'ont accepté qu'elle le fût en pleine clarté, même dans les grands débats publics des « Katholikentage ». S'ils l'avaient accueillie, examinée, autrement que dans la sphère restreinte des débats entre historiens, leurs prises de position sur des problèmes immédiats — et certes moins graves que le nazisme — ne soulèveraient pas autant de procès d'intentions.

L'expérience des dix dernières années a montré de plus en plus que l'efficacité diminuait, que la frontière des confessions chrétiennes ne coïncidait pas avec celle des grands choix politiques, qu'enfin les électeurs se déterminaient clairement selon leur conscience de citoyen, bien plus qu'en se réglant sur la parole de leurs évêques.

Les aléas de telles interventions ne sont pas particulières à la République fédérale. En Italie, ils émaillent chaque campagne électorale. En d'autres pays, la plus cynique hégémonie de l'argent pourrait appeler des mises en garde aussi justifiées que les appels à la primauté de la vie. Partout, les pasteurs des différentes confessions ont à trouver les mots et la clarté nécessaire qui leur éviteraient de tomber sous la double accusation de ne pas parler ou de trop parler.

● **TURQUIE**

Les militaires ont l'intention de convoquer à Ankara une Assemblée constituante

La vie reprend un cours normal en Turquie, quatre jours après le coup d'Etat militaire. La rentrée des écoles primaires s'est faite dans le calme, lundi 15 septembre. Les entreprises et les banques ont recommencé à travailler.

Mardi matin, le général Evren a indiqué, au cours d'une conférence de presse, qu'une Assemblée constituante serait convoquée pour rédiger une nouvelle loi fondamentale. D'autre part, le conseil national de sécurité a chargé les sous-secrétaires d'État, qui sont des hauts fonctionnaires, d'administrer leurs ministères. M. Turgut Ozal, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sous M. Demirel, exerce par intérim les fonctions de premier ministre. Un nouveau gouvernement sera bientôt constitué.

L'armée, puissance économique

De notre correspondant

Ankara. — Dans son message à la nation, le 30 août dernier, le général Evren, chef d'Etat-major de l'armée turque, disait, une fois encore, qu'il fallait donner la priorité au développement de l'industrie nationale d'armement. Il regrettait que l'industrie nationale de l'armement ait été presque abandonnée dans les années qui précédaient l'embargo des armes américaines en février 1975.

Le général notait que l'embargo « *nous a appris beaucoup de choses* ». A présent, ajoutait-il, l'armée turque paie la facture de ses années d'erreurs et de négligences graves ; son équipement n'est pas à la mesure de ses effectifs ni de ses objectifs.

Déjà, en avril dernier, le général déclarait à notre envoyé spécial (*le Monde* daté 27-28 juillet) : « *L'expérience historique démontre que la voie la plus sûre est celle de l'approvisionnement national et nos efforts déboucheront sur une industrie militaire substantielle. Elle pourra dans quelque temps pourvoir aux besoins des forces armées turques. Déjà celles-ci coopèrent avec l'industrie et assurent une production de matériel pour certaines unités.* »

ARTUN UNSAL.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Indifférence

Il était une fois l'Afghanistan, et puis vint la Pologne et, enfin, il y eut la Turquie. Mais, l'un s'achemine vers l'oubli, l'autre nous passionne déjà moins, et le troisième ne nous a jamais vraiment intéressés.

Quant à la voix de la France, elle demeure étrangement muette, comme si nous étions incapables de comprendre que tout ce qui touche partout aux libertés met fatalement en cause notre propre liberté.

MICHEL CASTE.

● **CHINE**

Pékin ne prendra pas exemple sur les seuls pays socialistes pour réviser la Constitution

Ouvrant la séance inaugurale des travaux de la Commission pour la révision de la Constitution, dont la création a été approuvée la semaine dernière par les députés, le maréchal Ye Jianying, président du comité permanent de l'Assemblée nationale, a laissé entendre que la prochaine Loi fondamentale de la Chine s'inspirerait de différents modèles constitutionnels, y compris ceux de pays non communistes.

Le maréchal Ye a déclaré en effet que la nouvelle Constitution devrait tenir compte « des conditions prévalant en Chine et de la propre expérience des Chinois, tout en consultant les Constitutions d'autres pays, en particulier celles des pays socialistes, afin de tirer la leçon de ce qui est valable et moderne en elles ». Pékin s'intéresserait de plus en plus au « modèle » yougoslave.

D'autre part, la conférence consultative politique du peuple chinois vient de faire un certain nombre de recommandations au nouveau premier ministre, M. Zhao Ziyang. Elle lui conseille notamment d'« entretenir des rapports plus étroits avec les personnalités de tous les milieux », de « s'abstenir de tournées d'inspection superficielles et de voyages hâtifs à l'étranger ».

Un Dieu qui redevient homme

par ANDRÉ FONTAINE

Lorsque mourut, le 9 septembre 1976, l'immortel Mao Zedong, on décida tout naturellement de lui bâtir, face à la porte de la Paix céleste, un énorme mausolée dont la présence dérange passablement l'harmonie subtile d'un des plus extraordinaires ensembles architecturaux de la planète. Un peu comme si l'on s'était avisé de planter aux lieu et place de l'Obélisque, pour y abriter les restes du général de Gaulle, une réplique modernisée du Panthéon.

Quatre ans après la disparition du Grand Timonier, le mausolée est toujours là. Mais il était fermé au public le jour de l'anniversaire de cet événement, auquel la presse n'a pas fait la moindre référence. Ses portraits longtemps omniprésents sont décrochés l'un après l'autre, au point qu'à Pékin, pardon Beijing, il n'en resterait plus que deux ou trois. Il n'y avait pas de discours, jadis, dans lequel il ne fût cité toutes les trente secondes. C'est à peine si une mention de son nom apparaît, maintenant, de loin en loin.

Comme on ne s'étonne plus de rien, personne ne paraît surpris de voir ainsi tomber dans une trappe celui qui était, à en croire Chen Boda, président du « groupe central de la révolution culturelle », le « *plus grand génie de l'humanité depuis des centaines d'années, le plus grand génie de la Chine depuis des millénaires (1)* ». Avant de chercher à prendre la place de Mao, Lin Biao, son « *plus proche compagnon d'armes* », qui avait fait de la récitation du petit livre rouge l'occupation quotidienne de centaines de millions de Chinois, soutenait que sa pensée était « *l'arme la plus tranchante et la plus acérée de la révolution mondiale... la vérité universelle, le guide éternel de nos actions... Chacune de ses phrases*, ajoutait-il, *dépasse dix mille des nôtres* ».

(Lire la suite page 5.)

(1) Extrait du « document nº 12 » diffusé dans les milieux dirigeants chinois en mars 1972 et publié à Taïwan.

POINT

L'école oubliée

Eclatée en dix dates successives, la rentrée scolaire de 1980 ne ressemble pas aux précédentes, celles du même jour « J », de la même heure « H » pour tous les écoliers de France. Pourtant, à cette nuance près, le rituel n'a guère changé. Rituel familial, rituel commercial. Rituel politique aussi : comme chaque année, les auditeurs et les téléspectateurs n'ont pu échapper aux discours officiels, rassurants ou véhéments c'est selon, tenus aussi bien par le gouvernement que par les syndicats. Avec, pour ajouter à la caricature, une polémique fratricide sur des grèves à venir.

Où sont, dans cette cérémonie sans joie, les préoccupations des parents confrontés au coût de la vie, des enseignants saisis par le doute sur leur métier, et des élèves qui, de ces angoisses et de ces incertitudes, font les frais ?

Ce déphasage entre les propos d'état-major et la réalité quotidienne de l'école, à qui profite-t-il ? Le ministère de l'éducation, en brandissant l'épouvantail de l'agitation, se façonne à bon compte une image de gardien des valeurs sûres. Puisées, de préférence, dans le passé, même si on les colore du vernis d'un langage emprunté à l'informatique.

Victoire apparente qui ne suffira pas à donner un souffle nourricier et une âme convaincante à l'éducation nationale, à ceux qui y vivent et à ceux qui en vivent. Sentiment amer que la résurgence d'idéologies inégalitaires et la complaisance du ministre à leur égard ne peuvent que renforcer.

La crise de l'école n'est plus à l'ordre du jour. La lutte contre l'échec scolaire est une vieille lune. L'égalité des chances est brocardée. L'aide éducative aux démunis est remise à plus tard.

Ainsi, tout ce qui avait fait l'ambition de l'école depuis la fin des années 60, tout ce que ses crises périodiques recelaient d'enjeu, semble aujourd'hui suspect. Hors de propos.

(Lire page 14.)

UNE GUERRE CIVILE QUI S'ÉTERNISE

Le Tchad « libanisé »

La guerre que se livrent, depuis début avril, les forces coalisées autour de M. Goukouni Oueddei, président du gouvernement transitoire (GUNT) tchadien, et les Forces armées du Nord (FAN) dirigées par M. Hissène Habré, connaît depuis environ trois semaines un regain d'intensité à N'Djamena. Dans la localité proche de Kousseri (Cameroun), les réfugiés tchadiens se comptent toujours par dizaines de milliers.

Des personnalités appartenant aux deux camps ont entrepris ces derniers temps des voyages pour exposer leurs thèses. Du côté des forces coalisées, M. Acyl Ahmat, ministre des affaires étrangères et chef de la faction pro-libyenne (C.D.R.-Volcan nouveau), a quitté Bagdad lundi 15 septembre pour Damas. Le lieutenant-colonel Kamougue, chef des FAT (« Sudistes »), a été reçu la semaine dernière à Paris par M. Galley, ministre de la coopération. Chef des Forces armées du Nord, M. Hissène Habré, qui s'était rendu à Lomé (Togo) le 21 août, a depuis été reçu successivement en Guinée et au Sénégal.

De notre envoyé spécial
PATRICE CLAUDE

N'Djamena. — Les charognards tournent dans le ciel de N'Djamena. Il y a longtemps que les tirs d'armes automatiques ne les effraient plus. La guerre civile se poursuit dans ce qui fut la capitale du Tchad. La ligne du front n'a pratiquement pas bougé depuis le 21 mars, début de la « *deuxième bataille* ». Aujourd'hui, ce sont les FAN de M. Hissène Habré qui gagnent un pâté de maisons puis le reperdent. Demain ce seront les FAP de M. Goukouni Oueddei qui avanceront, puis reculeront. Ni les engagements rapprochés sur le front ni les pilonnages quotidiens qui ont repris depuis trois semaines, la nuit surtout, ne semblent de nature à changer le précaire équilibre qui s'est installé sur le terrain.

Grosso modo, les FAN tiennent toujours les quartiers populaires, les deux tiers de la capitale, et ce qu'on appelle la « *ville africaine* », où la Mosquée, contrairement à ce qui avait été avancé, est encore debout et dresse ses deux minarets blancs dans le ciel. Les forces de M. Hissène Habré sont également présentes dans la langue de terre en bec de canard au confluent du Chari et du Logone, qui, à cet endroit, font office de frontière entre le Tchad et le Cameroun.

Quant aux forces coalisées du Gouvernement d'union nationale (GUNT), elles occupent toujours la banlieue sud de la ville, Farcha notamment, et ce qui fut le quartier résidentiel de N'Djamena, soit un petit tiers de la cité. Grâce au bac qui fonctionne quelques heures par jour entre Kousseri au Cameroun et Farcha, nous avons pu circuler quelques heures dans ce quartier.

Passé le village de Farcha, ce qui frappe de prime abord, après des affrontements aussi longs et aussi violents, c'est le nombre de bâtiments administratifs et de résidences diverses qui sont encore debout.

(Lire la suite page 8.)

● **PÊCHE : Paris publie un mémorandum sur l'organisation du Marché commun.**

(Lire page 13.)

● **ILE-DE-FRANCE : Les nouvelles orientations du schéma directeur sont rendues publiques.**

(Lire page 13.)

« LA NOMENKLATURA »

Le Gotha des maîtres de l'U.R.S.S.

M. Jagielski, le négociateur du gouvernement polonais, ne s'est réellement énervé qu'une fois durant ses difficiles tractations avec les grévistes de Gdansk. C'est quand les représentants des ouvriers ont parlé d'abolir les privilèges de la « *nomenklatura* ». « *Je préférerais que nous n'abordions pas cela* », a-t-il dit. Et l'un de ses adjoints a lancé à l'assistance, qui a éclaté de rire : « *Les membres du parti ne bénéficient d'aucun privilège* » (1) !

Bien que la Pologne ne soit pas l'U.R.S.S., on comprendra beaucoup mieux ce que cette scène peut avoir de stupéfiant après avoir lu et médité quelque peu *la Nomenklatura*, l'étude encyclopédique que vient de publier Michaël Voslensky sur un des sujets les plus tabous aux pays du socialisme réel (2).

Ancien collaborateur du comité central du P.C.U.S. et ancien membre à part entière du gotha académique soviétique, M. Voslensky, qui a choisi, en 1976, la nationalité autrichienne, connaît son sujet sur le bout du doigt. C'est un enfant du sérail qui « mange le morceau ».

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 4.)

(1) Voir le reportage de Bernard Guetta dans *le Monde* du 2 septembre.

(2) *La Nomenklatura : les privilégiés en U.R.S.S.*, par Michaël Voslensky, Belfond, éditeur, 463 p. Env. 69 F.

Le Monde

idées

SUITE POLONAISE

La tension s'est apaisée en Pologne, où le travail a repris à peu près partout. Quelles perspectives d'avenir peut-on imaginer pour ce pays au passé chargé de tant d'épreuves ? Zbigniew Rapacki définit les conditions auxquelles la vie des Polonais pourrait devenir « supportable » et pense que la France aurait un rôle à jouer en la matière. J.H. Brünn croit que l'autogestion fournit la réponse la mieux appropriée, d'autant plus qu'elle est le seul terrain sur lequel on puisse imaginer une convergence de l'Est et de l'Ouest. Maximilien Rubel est plus radical. Prenant le contre-pied du langage officiel sur le *« socialisme réellement existant »*, il estime qu'à l'Est, il est *« réellement inexistant »* et que les grèves polonaises montrent qu'il demeure entièrement à construire.

Une vie qui serait supportable

par ZBIGNIEW RAPACKI (*)

LE rideau vient de tomber sur le premier acte. Mais si l'on est arrivé à parer au plus pressé, rien n'est réglé sur le fond. Certes, le parti s'est trouvé acculé à des concessions importantes, mais il peut fort bien se mettre à grignoter les avantages obtenus par les grévistes, une fois le calme revenu. Imagine-t-on M. Kania brûlant subitement ce qu'il a adoré et adorant ce qu'il a brûlé jusqu'ici ? Il y va de la survie du pouvoir : comment imaginer que son monopole, s'étendant sur la gestion exclusive de l'économie, aille de pair avec la liberté d'information et donc de critique ? Un avant-goût en a été fourni par la transmission à la radio de l'homélie du primat : la première moitié a été tout simplement supprimée et on n'a retenu de la seconde que ce qui arrangeait les autorités. Et c'est ainsi que certains commentateurs français ont parlé de l'Eglise comme étant en perte de vitesse...

Le dénouement de la crise n'en élimine pas les causes, et notamment les deux plus importantes :

1) Un programme chimérique d'investissements qui a englouti des crédits gigantesques et dont 30 % seulement auraient été utilisés à bon escient. Le retard technologique ne cesse de se creuser : les délais d'installation de nouvelles usines sont si longs que même l'outillage devenu opérationnel accuse un retard considérable sur les nouvelles données occidentales, en mutation rapide.

Quant aux matières premières, elles sont gravement hypothéquées pour des décennies et, de toute façon, leur livraison ne peut pas effacer l'ardoise. Restent les produits alimentaires dont la rareté grandissante sur le marché intérieur a conduit au résultat que l'on sait ;

2) La spécificité polonaise. On s'extasie sur la liberté de l'Eglise, sur l'existence d'un mouvement contestataire toléré, sur la facilité (relative) des voyages à l'Ouest, etc. On parle moins souvent du revers de la médaille : désordre, démoralisation, abaissement de la moralité publique, comportement économique défiant le bons sens. La Pologne est, depuis des décennies, l'homme malade du bloc soviétique. La manière dont s'y est établi le pouvoir communiste fait penser à une greffe sur un organisme épuisé par la guerre. La greffe n'a pas pris. Le phénomène de rejet s'est manifesté à des intervalles de plus en plus rapprochés. De surcroît, les équipes successives aux leviers de commande se sont à chaque fois avérées être les plus mauvaises de l'Europe de l'Est.

Certes, le système communiste ne pèche pas par excès d'efficacité. Nulle part il ne serait ratifié par ses sujets si on les laissait s'exprimer librement. Il n'empêche qu'il fonctionne mieux ailleurs, y compris en Tchécoslovaquie, car le niveau intellectuel de ses cadres y est supérieur, et le facteur de compétence n'y est pas négligé au même point.

Les « partis frères » commencent à porter des jugements sévères sur le malade. C'est de Berlin-Est que viennent les commentaires les plus acerbes. Sous un diagnostic sans complaisance perce l'envie d'apporter une « aide fraternelle » et de se faire récompenser par la même occasion pour une fidélité à toute épreuve et pour la discipline prussienne dont on n'est pas peu fier. Mais la recette est-allemande n'est précisément pas applicable en Pologne. Comment un parti aux abois et habitué à asseoir son emprise sur la population par la démoralisation pourrait-il imposer une discipline de fer ?

Si les choses demeurent en l'état, la Pologne ne cessera pas d'être un baril de poudre qui risque de transformer en une vision de cauchemar le beau rêve de la coexistence. Car les Polonais, surtout les jeunes, croient qu'ils n'ont rien à perdre. Une tentative d'« aide fraternelle » provoquerait un bain de sang.

Ce qu'appelle le cas polonais, c'est une médecine puissante étalée sur une longue période. Il faudrait d'abord un dialogue du pouvoir et de la société, par l'entremise de l'Eglise, seule capable, du fait de son autorité morale, d'obtenir de la population un comportement civique, et avec la participation du mouvement contestataire.

Une telle confrontation pourrait peut-être déboucher sur une vision d'avenir à même de donner une raison d'espérer à des gens persuadés de travailler pour rien aussi longtemps qu'existe un contraste aussi scandaleux entre la condition ouvrière et le standing des privilégiés. Il serait vain d'escompter une amélioration de la productivité singulièrement basse, avant que le climat de confiance soit rétabli.

Les créanciers de la Pologne pourraient de leur côté consentir un moratoire de dettes au moins partiel. On voit mal, en effet, comment le pays parviendrait à assurer le service d'une dette, qui approche la somme de 3 milliards de dollars par an. Ensuite, une aide alimentaire pourrait être accordée à la Pologne, de même qu'une nouvelle ligne de crédits. Il arrive souvent que, pour sauver la mise initiale, on continue d'aider le débiteur. Mais on ne renfloue ses finances, en règle générale, qu'à la condition que la situation soit progressivement assainie.

Bien entendu, la réussite de l'entreprise requiert la participation d'un partenaire de choix : l'U.R.S.S. La philosophie de M. Brejnev ne le prédispose pas à envisager, au sein de son empire, des aménagements qui risquent de jurer avec la belle harmonie de l'ensemble ; une configuration post-bréjnévienne s'y prêterait peut-être plus facilement. Mais la situation polonaise ne permet pas des atermoiements.

La voix de la France

Force est donc de demander ce que gagnent les Soviétiques à vouloir maintenir un système incapable de s'implanter au bout de trente-cinq ans. S'agit-il de préserver leurs positions en Europe centrale sur le plan politico-militaire ? Personne, ni parmi les grévistes ni parmi les contestataires, n'envisage que la Pologne quitte le Comecon ou le pacte de Varsovie. On ne met même pas en question la propriété collective des moyens de production. Dès lors, le désordre de la Pologne et l'impossibilité où elle se trouve de subvenir à ses besoins par ses propres moyens sont-ils dans l'intérêt du Kremlin ? Trouve-t-il normal que les pays occidentaux règlent les factures d'un Etat communiste pour honorer les sentiments anti-communistes de sa population ? Ne vaudrait-il pas mieux que le pays sorte du marasme où le système l'a plongé en faisant appel à ses propres forces vives ? La Pologne cesserait, du même coup, d'être étouffée par la haine stérile contre les Soviétiques. Cette question, Jacek Kuron l'a posée lucidement et à deux reprises dans *le Monde* (29 janvier et 1er mars 1977). Que ne l'a-t-on pas écouté ! Finalement, la solution devrait comporter deux éléments :

Un débat à l'intérieur et un autre débat entre les principaux pays occidentaux et l'U.R.S.S., où le plan d'aide serait assorti des réformes nécessaires pour garantir enfin l'emploi rationnel des moyens disponibles et — pourquoi pas — de la définition d'un palier à ne pas franchir.

MM. Carter et Schmidt se déclarent prêts à aider la Pologne. Il est temps qu'à son tour la France fasse entendre sa voix. Elle respecte avec une remarquable constance les intérêts de l'Etat soviétique (comme elle l'a fait auparavant pour la Russie des tsars), et témoigne d'une compréhension sans bornes pour les exigences de sa sécurité. A ce titre, elle se trouve bien placée pour proposer des accommodements qui feraient avancer les choses en Pologne sans modifier l'équilibre européen. Comment le Kremlin pourrait-il ne pas prêter une oreille complaisante à un ami aussi éprouvé ? On ouvrirait ainsi aux Polonais — et dans l'attente de temps meilleurs — la perspective d'une vie *supportable*.

(*) Ancien universitaire polonais.

Le salut par l'autogestion

par J.-H. BRUNN (*)

IL faut saluer le calme et la victoire des ouvriers polonais. Mais leur lutte est loin d'être terminée. Les nouveaux syndicats seront sûrement en butte au noyautage des communistes : c'est pour ceux-ci un devoir léniniste. Et il est intéressant de remarquer, à propos des luttes futures, la disparition du mot d'ordre des conseils ouvriers mis en avant au début des grèves. Dans son article « *D'abord renforcer l'autogestion* » (1), M. Kuron s'en était fait le protagoniste avant d'être emprisonné, le temps des négociations. Gomulka en avait accepté le principe en 1956. Mais ils furent rapidement mis aux oubliettes, tout comme le furent les soviets (conseils) d'usine en U.R.S.S., après la révolution d'Octobre.

Il faut dire que cette revendication, authentiquement socialiste, s'attaque aux fondements mêmes de l'oppression, au socialisme étatique, à l'économie centralement planifiée, incompatible avec toute demande d'ajustements catégoriels qui mettrait le plan en péril. Or une telle planification est utopique, comme l'ont montré les ajustements économiques répétés et en catastrophe, faute d'avoir pu opérer les ajustements plus souples du marché. Bien qu'antinomiques de l'économie planifiée, les conseils ouvriers pourraient donc être acceptés par les pouvoirs communistes en difficulté, une certaine décentralisation ayant été maintes fois proposée en vue d'améliorer la gestion.

Les conseils d'entreprise portent d'autre part en eux le germe de la société autogestionnaire qui pourrait émerger de la faillite du socialisme étatique — patente dans la production et l'approvisionnement, — la liberté, la paix sociale, la paix tout court. Les masses s'en détournent, sans pour autant se mobiliser en faveur d'un retour des moyens de production aux mains de propriétaires privés ou capitalistes. D'où leur profond désarroi, qui les entraîne vers des dérivatifs hélas trop connus. La seule issue est une véritable société autogestionnaire, libérée du carcan planificateur, mais préservant la propriété collective des moyens de production. Aucune autre voie ne peut conduire sans catastrophe à la libération des peuples à l'Est. Et elle a, de surcroît, l'intérêt capital d'offrir une convergence avec celle qui pourrait faire sortir les peuples de l'Ouest de l'impasse où ils se trouvent également.

A l'Ouest, en effet, l'économie s'enfonce dans une crise dont ne la tirent ni les concessions au système opposé, avec les interventions multiformes de l'Etat, ni le retour au libéralisme pur et dur tenté par M. Barre et par Mme Thatcher. Faute de reconnaître les deux tares inhérentes au libéralisme capitaliste : division de la société en salariés et en personnes tirant leurs revenus de la vente des biens et des services — les secondes profitant plus de la hausse des prix (en vendant plus cher à tous) qu'elles n'en pâtissent en tant que consommateurs ; accumulation de capitaux financiers improductifs, mais spéculatifs et inflationnistes, c'est l'inflation-stagnation, le désordre monétaire, le chômage, qui engendrent l'incertitude, l'angoisse, et souvent la misère. Aussi les travailleurs se détourneront-ils de plus en plus de ce régime, auquel ils n'adhèrent que faute de mieux, puisqu'ils se détournent également du socialisme étatique. Ici aussi les espoirs déçus engendrent le désarroi avec le recours aux sectes, à la drogue, au terrorisme, à la délinquance.

Seule une véritable société autogestionnaire peut, comme à l'Est, permettre de sortir de l'impasse. Les sources en sont lointaines : pluralisme proudhonien, coopérativisme anglais, association des travailleurs tentée par les communards, les révolutionnaires irlandais en 1916, les soviets de base vite éliminés, la renaissance de 1968. Elle a souffert des sarcasmes et du double anathème des capitalistes et des marxistes, également attachés au salariat. L'expérience yougoslave, bien que grevée des séquelles du stalinisme et d'illusions perfectionnistes, fut une réussite partielle.

Mais la lucidité et la clarté s'imposent. Des plans d'orientation sont certes utiles, mais il n'y a de gestion, donc d'autogestion, des entreprises que dans le cadre de l'économie de marché. Celle-ci est, en outre, la seule garantie des libertés, comme Marx l'avait fort bien démontré (que n'avait-il songé, ce marxiste, que la planification totalitaire engendrerait le totalitarisme ?). La gestion, en partie déléguée à des managers compétents, doit néanmoins être responsable, c'est-à-dire qu'elle doit être sanctionnée par le partage des profits et des risques (jusqu'à une certaine limite, comme dans les sociétés à responsabilité limitée) entre tous les participants, travailleurs et collectivités d'investissement. C'est pourquoi ce libéralisme-là, soulagé des tares évoquées plus haut, ne sera pas utopique comme celui de M. Barre et celui de Mme Thatcher. Les mécanismes économiques étant semblables à ceux du système actuel, le passage pourra être progressif (de même que l'émergence d'une telle société hors du socialisme étatique), ce qui est capital à une époque où tout bouleversement expose à l'Apocalypse.

L'idée autogestionnaire a fait des progrès énormes en peu d'années. De vieilles habitudes de pensée empêchent qu'elle soit envisagée avec toutes ses conséquences, même par des hommes lucides mais assumant de lourdes responsabilités. Pourtant, il y a urgence. Comme le souligne M. Edmond Maire, l'action quotidienne est liée au projet politique. C'est donc dès maintenant qu'il faut « trouver des formes d'action porteuses de la dynamique autogestionnaire ». C'est dans cette optique que doivent être repensées toutes les orientations de l'action politique et syndicale, chez nous, mais aussi chez ceux qui luttent pour la liberté dans les pays de l'Est.

(1) *Le Monde* du 20 août 1980.

(*) Professeur à l'université de Paris-Sud.

CORRESPONDANCE

L'heure de saint Nicolas

Un de nos lecteurs, M. Thaddée Petersell, de Paris-16e, nous demande d'ajouter les précisions supplémentaires aux indications données par André Fontaine dans son article du 3 septembre (« L'heure de saint Nicolas ») sur les relations polono-soviétiques :

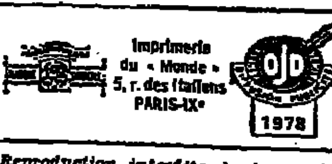
En 1920, à peine deux ans après avoir recouvré l'indépendance, perdue depuis cent vingt-cinq ans, la Pologne a attaqué l'Union soviétique, en gâchant ainsi l'occasion unique d'avoir enfin des relations de bon voisinage avec le voisin de l'Est, un des deux ennemis « héréditaires ». Ce faisant, et après avoir failli essuyer une défaite majeure, la Pologne, pays neuf et mal assuré, a annexé un vaste territoire, peuplé de millions de Biélorussiens et d'Ukrainiens, un tiers de la population globale, constituant une minorité nationale peu désirable. Après l'assassinat du président de la République, Narutowicz, un véritable démocrate, c'est très démocratiquement que les Polonais ont élu un Parlement et un président super-réactionnaire et porté au pouvoir un gouvernement de coalition entre les partis de droite et d'extrême droite. Fait exceptionnel dans l'histoire mondiale, une partie de l'armée, sous la conduite du maréchal Pilsudski, allié au parti socialiste (de tendance social-démocrate) a renversé par un putsch militaire, le gouvernement « démocratique », mais trop réactionnaire !

Après avoir acquis une autorité morale indiscutable, en s'identifiant à la cause nationale polonaise, face aux occupants prussiens protestants et russes orthodoxes, l'Eglise catholique a joué à fond le nouveau régime polonais avec ses deux corollaires : l'exploitation de la classe ouvrière par des patrons avides et de la paysannerie par les grands propriétaires de latifundia (Radziwill, Potocki, Sapieha).

En 1938, la Pologne a participé aux côtés de l'Allemagne hitlérienne et de la Hongrie de Horthy au dépeçage de la Tchécoslovaquie. A cette occasion, comme plus tard pendant les discussions entre les alliés et l'U.R.S.S., la Pologne a montré un tel fanatisme antisoviétique et a si nettement refusé l'aide éventuelle de l'armée rouge, que cette attitude n'a pas peu contribué au pacte Molotov-Ribbentrop.

[Précisons, d'autre part, qu'en ce qui concerne les officiers polonais massacrés à Katyn, leur nombre était d'environ quatre mille cinq cents et qu'ils l'ont été en avril 1940 et non pas comme nous l'avons écrit pendant la retraite soviétique de 1941.]

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

Le socialisme réellement inexistant

par M. RUBEL (*)

LES pays où, en plein vingtième siècle, la classe ouvrière est amenée à combattre pour les droits politiques qu'au dix-neuvième siècle le mouvement ouvrier a conquis de haute lutte sous les régimes dominés par la bourgeoisie, son Etat et son capital, ces pays ont encore à franchir l'étape de la révolution démocratique, condition *sine qua non* du développement de ce mouvement vers la révolution socialiste synonyme d'abolition du salariat et de l'Etat. Telle est la prémisse de la doctrine que les maîtres du pouvoir politique et policier dans les pays qu'ils ont proclamés socialistes prétendent « appliquer » en se réclamant du « socialisme scientifique ».

L'action « réformiste » des travailleurs polonais, en lutte pour les droits que la classe ouvrière a obtenus au dix-neuvième siècle des pouvoirs bourgeois, constitue la réfutation la plus éclatante des prétentions « scientifiques » des dirigeants politiques de l'Est et des idéologues à leur service. Elle est à l'image des batailles ouvrières du siècle dernier : ouvriers « chartistes » en Angleterre, ouvriers français — associés aux « bourgeois » — pendant les Trois Glorieuses, révolution de février 1848, mouvement « réformiste » des ouvriers allemands avant et après le régime bismarckien. On pourrait y ajouter le mouvement ouvrier et paysan dans la Russie tsariste à partir des réformes agraires, mouvement dont mencheviks et bolcheviks unis proclamaient, en fidèles disciples de Marx, qu'il constituait une étape démocratique bourgeoise et donc capitaliste sur la route révolutionnaire conduisant à la fin de la « préhistoire humaine ».

Les ouvriers polonais démasquent ainsi la démagogie et la volonté de puissance du pouvoir. Leur action prouve que ce pouvoir n'est pas socialiste, mais réactionnaire, et que son essence, pour parler comme Marx, est proprement bonapartiste.

L'action ouvrière en Pologne et l'appui qu'elle a reçu de l'ensemble de la population prouvent que l'idéologie religieuse dispensée par l'Eglise catholique y est mieux reçue et supportée que l'idéologie marxiste-léniniste ; elle est « *le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur* » (Marx), monde dirigé par une oligarchie qui s'est approprié des pouvoirs seigneuriaux, politiques et économiques. Ce régime pousse l'imposture jusqu'à couvrir de l'étiquette « socialiste-scientifique » une marchandise frelatée, dont tous les ingrédients sont empruntés au mode de production classiquement capitaliste, sans les avantages démocratiques conquis par les classes laborieuses dans la plupart des pays où règne le capital, privé ou anonyme, national ou multinational. Cette nouvelle variante du « socialisme impérial » possède des caractéristiques certes originales (explicables par les conditions historiques créées dans l'hémisphère oriental après la deuxième guerre mondiale), mais il peut surtout se targuer de particularités qu'il a su emprunter au capitalisme occidental dans ses formes tant primitives qu'évoluées.

Réellement inexistant, le socialisme soviétique — modèle imposé militairement et policièrement aux pays de la zone d'influence obtenue en 1945 — a pris le masque d'un régime qui se vante d'avoir dépassé le stade bourgeois-capitaliste de l'évolution sociale, alors qu'il n'a pas même atteint ce stade, lequel, conformément aux enseignements de la théorie « classique », doit être le prodrome d'une révolution appelée à faire disparaître les classes sociales, donc le salariat ; l'argent, donc le capital ; le pouvoir politique, donc l'Etat, donc les conflits entre Etats, donc les armées, la guerre, et les misères que l'espèce humaine semble s'évertuer à s'infliger elle-même.

(*) Editeur de Marx dans « La Pléiade ».

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

EUROPE

LE CHANGEMENT DE RÉGIME EN TURQUIE

AU COURS DE SA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PRESSE

Le général Evren a annoncé la constitution prochaine du gouvernement

Ankara. — Le général Evren a tenu, ce mardi 16 septembre au matin, sa première conférence de presse.

De notre envoyé spécial

Il a, dans une déclaration liminaire, annoncé pour cette semaine la constitution du nouveau gouvernement. Il a indiqué que les réformes institutionnelles promises dans les heures qui ont suivi le coup d'Etat seraient mises en œuvre par une Constituante. Avant la réunion de l'Assemblée, sur la composition de laquelle le général s'est refusé à tout commentaire, une Constitution provisoire sera préparée. Le général a seulement indiqué que le mode d'élection du président de la République serait modifié, et que des mesures seraient prises contre l'absentéisme des parlementaires. Il a promis un retour rapide au régime civil.

Le général a annoncé que le plan de redressement économique préparé en janvier par M. Demirel, chef du parti de la justice (conservateur), alors premier ministre, serait, *grosso modo*, poursuivi. Les mesures prises alors marquaient une certaine volonté de libéraliser l'économie. Le chef de l'Etat a ajouté que les relations du travail seraient réorganisées *« dans un esprit sauvegardant les droits des travailleurs et respectant ceux des entrepreneurs »*.

Le général a rappelé la fidélité de la Turquie à ses alliances, en premier lieu au sein de l'OTAN, et le désir d'Ankara de poursuivre la coopération avec la C.E.E. Au nombre des pays avec lesquels les autorités entendent développer leurs relations figurent, au premier chef, les Etats-Unis, les Neuf et les pays occidentaux. Les pays islamiques ont été cités en deuxième lieu et, enfin, les voisins de la Turquie. L'Union soviétique, *« puissance ayant une responsabilité importante dans le maintien et le développement de la paix et de la stabilité dans le monde, occupe, parmi ses voisins, une place particulière »*.

Répondant à des questions de journalistes turcs, le général a déclaré que les quatre chefs des partis qui se trouvent dans des enceintes militaires ne sont pas *« en garde à vue »*, mais bien *« sous la protection de l'armée »*. Les partis ne sont pas *« dissous »* mais *« suspendus »*. Aucune poursuite ne sera engagée contre des députés qui ne faisaient pas l'objet de demande de levée d'immunité avant le 12 septembre. Il n'y aura pas de purges dans l'administration, et notamment dans l'enseignement, sauf à l'encontre de fonctionnaires, directement ou indirectement impliqués dans des actes de terrorisme.

Analysant les causes du coup d'Etat, le général a expliqué que l'intervention de l'armée avait eu pour but, non de *« renverser la démocratie »*, mais de la *« sauvegarder »*, face à ceux qui voulaient la détruire par la terreur et l'anarchie, ceci dans la *« torpeur »* des institutions constitutionnellement prévues pour la défendre.

« Le régime démocratique, a-t-il déclaré, *est un régime de vertu »*, et ne peut *« continuer à exister que par la présence des hommes vertueux »*. Plusieurs références implicites ont été faites par le général aux activités récentes de M. Erbakan, président du parti du salut national (islamique intégriste). Ses déclarations pourraient laisser présager des poursuites contre ces *« délits »* et même ces *« crimes »*.

JEAN-PIERRE CLERC.

Les Neuf maintiennent leur coopération avec Ankara

De notre correspondant

Bruxelles. — Jugeant encourageants les résultats de la mission accomplie au Proche-Orient pendant l'été par M. Gaston Thorn, leur président, les Neuf voudraient être en mesure de présenter des propositions concrètes lors du conseil européen de la fin de l'année. C'est ce qui ressort de l'échange de vues qu'ont eu les neuf ministres des affaires étrangères, lundi 15 septembre, à Bruxelles.

« La déclaration publiée par les Neuf au conseil européen de Venise (13 juin) suscite, au Proche-Orient, une très grande attention et une très grande attente. On voudrait que l'Europe dise plus clairement ce qu'elle envisage de faire. Il y a nécessité pour elle d'aller plus loin dans ses propositions », a déclaré M. François-Poncet.

Pour les Neuf, il s'agissait moins d'analyser les résultats de la mission du ministre luxembourgeois que de décider ce qui allait se passer maintenant.

« Il convient, désormais, pour les Neuf, de passer de l'idée générale à la proposition concrète », a observé M. François-Poncet.

Cette tâche a été confiée aux directeurs politiques des ministères des affaires étrangères.

Les ministres, qui se retrouveront le 24 septembre à New-York, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, indiqueront alors la liste exacte des concepts évoqués dans la déclaration de Venise. On s'engage ainsi dans une phase de réflexion, mais il a été indiqué qu'il ne s'agirait pas là d'un repli. Cette nouvelle phase se déroulera en liaison avec les interlocuteurs du Proche-Orient. Certains rendez-vous ont déjà été pris : M. Thorn se rendra le 29 septembre en Cisjordanie afin de rencontrer les élus palestiniens et, à la fin du mois, il doit revoir M. Klibi, le secrétaire général de la Ligue arabe.

Les Neuf ont aussi approuvé lundi une déclaration où ils expriment leur inquiétude sur la situation au Liban. Ils répètent leur attachement à l'unité du pays et mettent en garde tous ceux qui envisageraient de la remettre en cause.

A propos des événements de Turquie, les ministres des affaires étrangères ont fait preuve d'une grande circonspection. Le coup d'état militaire n'est pas condamné, tant s'en faut. Les Neuf expriment, certes, leurs préoccupations, et après avoir relevé l'intention manifestée par les généraux turcs de rendre dès que possible le pouvoir aux civils, insistent pour que les droits de l'homme soient respectés. Mais ils se prononcent ensuite pour le maintien d'une coopération étroite entre la Communauté et la Turquie. En d'autres termes, l'aide financière promise par les Neuf sera donc fournie. *« Cela est nécessaire, ne serait-ce que pour donner les meilleures chances au processus de retour à la démocratie parlementaire »*, a déclaré M. François-Poncet.

Le ministre a commenté à l'intention de ses collègues un mémorandum par lequel le gouvernement français invite les Etats membres, dont c'est la responsabilité, à régler sans tarder le problème du siège des institutions de la C.E.E. Ce document fait référence *« aux difficultés que rencontre l'Assemblée européenne pour assumer ses fonctions (...) du fait de la dispersion des lieux dans lesquels elle exerce ses activités »*. Ceux-ci sont au nombre de trois : Strasbourg, où se tiennent la grande majorité des sessions ; Luxembourg, où est installé le secrétariat de l'Assemblée et qui abrite quelques sessions ; Bruxelles, où travaillent la majorité des commissions parlementaires. Une forte tendance existe au sein de l'Assemblée pour demander que Bruxelles devienne le lieu de travail principal, voire unique. C'est pour couper court aux pressions dans ce sens, a expliqué M. François-Poncet, que Paris souhaite voir des décisions prises au niveau politique.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'armée, puissance économique

(Suite de la première page.)

Depuis deux ans, l'armée organisait des expositions pour montrer au public les produits fabriqués dans les usines militaires. Elle invitait les dirigeants du secteur privé à prendre une part plus active à la fabrication de matériel de défense dont le pays a besoin.

En Turquie, trois fondations ont été créées afin de renforcer l'armée. La plus importante se consacre aux forces aériennes. Ses avoirs dépassent 2 milliards de livres (1 franc français vaut 19,2 livres turques), grâce aux dons du peuple et des entreprises du secteur privé. Cette fondation, qui a vocation de lancer l'industrie nationale d'aviation, vient d'installer la société Tusas, avec un capital de 1,5 milliard de livres. A l'heure actuelle, les pourparlers avec les firmes américaines et européennes se poursuivent en vue de produire en commun dans quelques années le premier avion de fabrication turque.

D'autre part, à l'heure actuelle, les avions à réaction sont réparés sans aide extérieure et certaines pièces sont également fabriquées en Turquie.

La deuxième fondation s'occupe des forces terrestres, ses avoirs atteignent environ quatre cents millions de livres. Cette fondation a été à l'origine de la création de l'usine d'appareils électroniques militaires, qui a commencé sa production pour satisfaire les besoins de l'armée de terre.

La marine, enfin, a sa fondation qui finance la construction de quelques bâtiments de guerre dans les arsenaux militaires turcs. Les dons des particuliers constituent la première source de ses revenus. Ainsi, la fondation de la marine a, cette année, touché quelque 50 millions de livres en mettant en vente des pièce d'or commémoratives.

Mais l'armée turque ne s'occupe pas seulement des établissements qui travaillent directement pour la défense nationale. Elle a été amenée, pour assurer des rémunébres, à prendre une part imporbres à prendre une part importante à l'économie du pays.

Elle intervient, par l'intermédiaire de l'OYAK (Office de la mutuelle d'assistance de l'armée), créé en 1961. Cet office doit assurer aux militaires des garanties sociales complémentaires à celles que donne la Caisse de pension des fonctionnaires d'Etat (Emekli Sandigi). La loi l'autorise à faire des investissements industriels et commerciaux conformes au programme économique, établi selon les orientations du plan quinquennal de développement, avec des fonds qui s'élèvent à 4,6 milliards de livres turques (l'OYAK est un des principaux groupes économiques du pays).

L'Office verse des retraites complémentaires. Il doit aussi amortir des prêts — notamment pour le logement — aux officiers et sous-officiers, dont les conditions de vie matérielles s'étaient détériorées dans les années 50-60. Le capital de départ fut réuni grâce aux cotisations, en fait aux prélèvements automatiques d'environ 8 % sur les salaires de base des officiers et sous-officiers actifs. A ce capital de départ, on doit ajouter les revenus annuels des investissements industriels. Depuis, l'OYAK, soumis comme n'importe quelle compagnie privée, aux lois commerciales ordinaires, a constamment étendu ses activités. L'Office, géré par des administrateurs intelligents et capables (des militaires et des civils), s'est finalement transformé en une compagnie de holding qui a des participations, en général majoritaires, dans quelque vingt-deux entreprises industrielles et commerciales. Il faut ajouter à cela huit autres participations indirectes par ses filiales.

Les capitaux investis représentent environ actuellement 2 milliards de livres dans ces diverses entreprises qui emploient près de vingt mille personnes. L'OYAK a investi surtout dans l'industrie automobile, le ciment, la construction de logements. Il a des intérêts dans la pétrochimie, les conserves, les assurances, les usines de pneus (il est associé, parmi d'autres, à la compagnie américaine Goodyear). Ainsi, l'OYAK, avec 42 % des actions, qui représentent quelque 267 millions de livres, est associé à la régie Renault. La compagnie OYAK-Renault se classe à présent parmi les dix premières firmes turques.

L'OYAK est surtout associé avec le holding turc Kutlutas, un des plus importants groupes privés dans le secteur de la construction de maisons préfabriquées et du marketing. Il détient en outre 11 % des actions d'Aselsan, usine électronique militaire, dont le principal actionnaire est la Fondation pour le renforcement de l'armée de terre. Cette usine a récemment commencé à produire pour l'armée turque des appareils de communication sans fil.

En outre, l'OYAK gère une vingtaine de supermarchés éparpillés sur l'ensemble du territoire, qui offrent aux familles de militaires, à des prix avantageux, divers produits allant du détergent aux réfrigérateurs.

En revanche, l'idée de créer une banque n'a pas encore abouti. La somme totale des cotisations des militaires s'est élevée à quelque 933 millions de livres à la fin de 1979. Les revenus des capitaux investis dans les entreprises industrielles et commerciales étaient de l'ordre de 587 millions de livres. Selon les prévisions pour 1980, on s'attend à 1,6 milliard de livres de cotisations et 828 millions de livres de revenus. En raison de l'inflation galopante (100 % en 1979), l'OYAK éprouve des difficultés à satisfaire les besoins de ses adhérents, désireux surtout de devenir propriétaires d'un logement. Environ deux mille demandes de prêts pour la construction sont présentées chaque année. Or la somme de 450 000 livres accordée à présent paraît dérisoire.

L'OYAK, qui accorde des prêts à un taux annuel de 7 % seulement (jusqu'à une date récente l'intérêt n'était même pas de 5 %), perd beaucoup d'argent (le taux pratiqué sur le marché dépasse largement 30 % par an). Il ne peut pas accroître facilement la somme de 450 000 livres pour un prêt au logement alors qu'il y a cinq ans un prêt de 300 000 livres était largement suffisant pour acheter un appartement.

L'OYAK a évidemment besoin de se procurer des fonds pour relancer de nouveaux investissements, mais il ne peut, sans mécontenter ses milliers d'adhérents, élever le loyer de l'argent qu'il prête. Les militaires — en activité ou à la retraite — figurent parmi les premières victimes de l'inflation galopante. Avec la pension versée par la caisse de l'Etat, plus celle de l'OYAK, un ancien militaire ne peut envisager l'achat d'un appartement, ni même d'une voiture Renault, qui vaut à présent 300 000 livres turques (le prix de vente étant d'environ 75 000 livres il y a cinq ans à peine).

Le général Gormus, président du conseil d'administration de l'OYAK, a tiré la sonnette d'alarme lors de la dernière assemblée générale fin juin. Il souhaite que l'Etat encourage davantage, grâce à une nouvelle législation, la construction de logements et envisage une politique d'octroi de crédits à long terme à des taux très bas à ses fonctionnaires civils et militaires. Sinon, disait-il alors, l'OYAK risque de n'avoir plus guère de ressources à partir de 1981.

ARTUN UNSAL.

LE P.S. CONDAMNE LA SUPPRESSION DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

M. François Mitterrand a évoqué, dimanche 14 septembre, le coup d'Etat militaire des généraux turcs. Le premier secrétaire du P.S. a souligné que ce coup d'Etat *« ne modifie pas l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest »*. Il a ajouté : *« La leçon de ces événements est que, si la démocratie ne sait pas équilibrer ses pouvoirs, cela finit comme ça. »*

De son côté, M. Lionel Jospin, chargé, au sein du secrétariat national du P.S., des questions internationales, a notamment déclaré, le 13 septembre : *« Le parti socialiste affirme sa solidarité avec M. Bulent Ecevit et le Parti républicain du peuple, membre de l'Internationale socialiste, et avec les forces démocratiques et syndicales touchées par la répression. Il rappelle que la Turquie, située au cœur d'une région particulièrement troublée, est liée par un accord d'association avec la Communauté économique européenne, et membre du Conseil de l'Europe, ce qui lui impose de respecter les principes démocratiques et les libertés politiques. Le parti socialiste condamne la suppression des institutions démocratiques et redit sa conviction que le recours à la répression ne pourra en aucun cas résoudre les graves problèmes auxquels le pays est confronté. Il entend lutter pour la restauration des libertés dans ce pays. »*

PROCHE-ORIENT

Israël

Les autorités démentent l'existence d'un plan de retrait partiel de Gaza

De notre correspondant

Jérusalem. — Le maire de Gaza, M. Rachad Chawa, n'aura pas attendu longtemps pour obtenir des éclaircissements au sujet d'une éventuelle initiative israélienne concernant l'avenir du territoire de Gaza (*le Monde* du 16 septembre). Au siège du gouvernement militaire, dans le territoire, on vient de démentir catégoriquement qu'il y ait le moindre préparatif d'un retrait ou d'un redéploiement de l'armée, et le moindre changement dans l'administration. A Jérusalem, dans l'entourage du premier ministre, on a également démenti qu'Israël soit engagé dans une application unilatérale du projet d'autonomie ; on précise que cette idée n'a jamais été discutée en conseil des ministres.

On rappelle par ailleurs qu'à plusieurs reprises, Israéliens et Egyptiens ont envisagé d'appliquer, d'abord dans le territoire de Gaza, le projet d'autonomie, mais à condition qu'un accord global concernant également la Cisjordanie ait été conclu auparavant. De source gouvernementale, on indique que le président Sadate lui-même a fait référence à cette éventualité dans une récente lettre adressée au premier ministre, M. Menahem Begin.

Ces mises au point impliquent qu'une initiative israélienne à Gaza ne saurait faire partie des « gestes » attendus au Caire et à Washington de la part des dirigeants de Jérusalem, pour faciliter la reprise des négociations et les discussions lors du prochain sommet tripartite, qui doit avoir lieu à la fin de l'année aux Etats-Unis. Ces démentis prouvent d'autre part que le gouvernement israélien n'est pas prêt à suivre les conseils de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, qui affirme qu'Israël doit se résoudre à une décision unilatérale, et donc à un retrait partiel dans les territoires occupés, sans attendre un accord général sur l'autonomie.

FRANCIS CORNU.

La polémique autour du « lobby juif »

M. AVI PRIMOR : M. Guy de Rothschild sera balayé par l'histoire.

Dans une interview au *Quotidien de Paris*, publiée ce mardi 16 septembre, M. Avi Primor, qui représentait en France l'Organisation sioniste mondiale, se défend d'avoir cherché à constituer un *« lobby juif »* et s'en prend violemment aux Rothschild, en particulier au baron David qui, au nom du Conseil représentatif des institutions juives françaises (CRIF), a demandé son rappel en Israël. *« Le sens de ma mission en France*, déclare-t-il, *n'était pas de transformer les juifs français en autant de sionistes — l'eussé-je tenté, j'aurais échoué — mais d'exalter chez les juifs le sens de leur appartenance à une famille que est avant tout une famille culturelle, de contribuer à susciter l'hébréophonie autour d'Israël; comme la France, ni plus ni moins, a développé la francophonie. »*

M. Primor ajoute : *« Si David et Guy de Rothschild ont demandé mon rappel en Israël, ce n'est parce que j'ai voulu leur arracher la communauté juive française, qui assure son influence politico-sociale et une véritable puissance à travers la gestion financière du Fonds social juif unifié, pour la soumettre à l'influence d'Israël, c'est parce que la direction de cette communauté juive leur échappe effectivement, et qu'ils ont cru, en m'éliminant, éliminer le chef de ce qu'ils appellent « une bande de voyous et d'insurgés », c'est-à-dire les jeunes générations juives.*

Le chah aussi croyait avoir sauvé son trône en exilant Khomeiny. Tôt ou tard, Guy de Rotchschlid sera balayé par l'histoire. »

Iran

LE SORT DES OTAGES AMÉRICAINS

M. Muskie affirme qu'aucun processus de négociation n'est engagé avec Téhéran

Le président Carter a exprimé, lundi 15 septembre, un relatif optimisme dans l'affaire des cinquante-deux otages américains détenus en Iran depuis plus de dix mois, tandis que le secrétaire d'Etat, M. Edmund Muskie, préconisait la plus grande prudence.

Les déclarations faites par l'imam Khomeiny, et qui paraissaient assouplir les conditions posées à la libération des otages (*le Monde* daté 14-15 septembre), *« pourraient très bien conduire »* à une solution du problème dans un avenir encore indéterminé, a dit le président Carter à Corpus-Christi, au Texas.

Quelques heures plus tard, dans une conférence de presse tenue à Washington, M. Muskie mettait en garde contre l' « *erreur* » qui consisterait à fonder des espoirs prématurés sur des déclarations de tel ou tel dirigeant iranien. Il a répondu sèchement « *non* » à un journaliste qui lui demandait si l'on pouvait considérer qu'un processus de négociation avec l'Iran était engagé.

Les familles des cinquante-deux otages, cependant, ont décidé d'agir collectivement : elles ont adressé au président du Parlement iranien une lettre, rendue publique lundi, par laquelle elles se proposent comme intermédiaires directs pour la recherche d'une solution et reconnaissent les *« affronts et outrages »* subis dans le passé par le peuple iranien.

Lundi matin, à Téhéran, le président du Parlement iranien, l'ayatollah Rafsanjani, avait estimé que les députés iraniens iraient *« plus loin »* que les quatre conditions posées par l'imam Khomeiny et a laissé prévoir qu'ils demanderaient aux Etats-Unis de présenter des excuses à propos de leur politique passée en Iran.

Toutefois, il n'a pas explicitement précisé si ce *« repentir »* serait exigé par le Majlis comme une condition préalable à la libération des otages ou s'il ne serait qu'un élément de la discussion en vue du règlement du contentieux irano-américain.

Un porte-parole militaire iranien a affirmé lundi qu'un calme précaire régnait à la frontière irakienne après dix jours de violents combats entre les forces armées des deux pays. Dimanche, pour la première fois les marines de guerre étaient intervenues, selon Téhéran, qui affirme qu'une vedette irakienne a attaqué un poste frontière iranien près du Golfe, à partir du Chatt el Arab. Il est cependant difficile de juger de l'ampleur des combats, en raison de l'absence de précision quant aux effectifs engagés de part et d'autre, et du caractère totalement contradictoire des informations publiées par les deux parties. Les lourds bilans donnés de part et d'autre sont invérifiables, les correspondants de presse étrangers n'ayant pas accès aux zones de combat. — *(A.F.P., Reuter.)*

UNE MISE AU POINT DE M. ALI AMINI

Dans une déclaration rendue publique à Paris, l'ancien premier ministre iranien, M. Ali Amini, a démenti les informations publiées par des journaux américains affirmant qu' *« il coordonnait les activités des groupes d'opposition au régime de Téhéran en vue de préparer un coup d'Etat militaire »*.

M. Amini rappelle qu'au début de la *« révolution de 1978 »* il avait pris la décision de soutenir un *« mouvement dont la revendication principale était le rétablissement des droits fondamentaux du peuple qui avaient été usurpés par le régime du chah »*. *« Toutefois*, ajoute-t-il, *mon comportement envers le régime et le gouvernement actuels n'est pas d'encourager la violence ou le coup d'Etat, mais au contraire de soutenir les mouvements qui s'opposeraient avec logique et par des moyens démocratiques à ceux qui, par leur conduite dictatoriale et monopolisante, ont aboli les droits les plus élémentaires du peuple et terni l'image humanitaire de l'Islam et de l'Iran. »*

EUROPE

Chypre

Les pourparlers intercommunautaires reprennent à Nicosie

De notre correspondant

Nicosie. — Les négociations reprennent, ce mardi 16 septembre, à Nicosie, entre les représentants des communautés grecque et turque de Chypre, dans le but de trouver une solution au problème. Six ans après l'invasion de l'île et l'occupation de 40 % de son territoire par les troupes turques en 1974, l'espoir renaît que les conditions d'un dialogue véritable, qui conduira à un règlement équitable, aient mûri.

Le décor reste le même : l'hôtel Hydra-Palace, sur la ligne de démarcation, qui divise la capitale chypriote. Les négociateurs aussi sont les mêmes, M. Georges Joanides pour les Chypriotes grecs, et M. Umit Suleiman Onan pour les Chypriotes turcs. Ce qui a changé radicalement c'est la situation en Turquie après la prise du pouvoir par le général Kenan Evren, qui aura, de toute façon, des répercussions sur les négociations intercommunautaires.

Un test

Lesquelles ? Il est prématuré de faire des pronostics. « *Les échecs du passé ont vivement préoccupé les Nations unies* », déclare M. Joanides, le négociateur chypriote grec. « *L'ONU a donc procédé à une analyse minutieuse des motifs et elle est à présent en mesure de traiter les différents problèmes et situations de façon à éviter une nouvelle impasse qui serait dangereuse pour tous* », estime-t-il.

En effet, les deux parties à Chypre attendent beaucoup du nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies à Chypre, M. Hugo Gobbi, qui présidera activement les pourparlers intercommunautaires. Il a d'ailleurs trouvé la formule d'accord qui a permis de reprendre les pourparlers et de sortir d'une impasse qui durait depuis quinze mois. M. Gobbi a ainsi réussi à satisfaire les exigences des deux parties : les Chypriotes grecs, en employant le terme « *fédération* » et non celui de « *confédération* » en ce qui concerne l'aspect constitutionnel du problème, et les Chypriotes turcs, avec le terme « *bizonal* » et non « *birégional* » à propos de l'aspect territorial du conflit.

La première question inscrite à l'ordre du jour des pourparlers était le retour des Chypriotes grecs à Famagouste, située sur la côte est de l'île, et occupée depuis 1974 par les troupes turques. C'est la clé du règlement. Le deuxième point porte sur les mesures pratiques à adopter pour restaurer la confiance mutuelle entre les deux groupes ethniques de l'île. La communauté turque de l'île s'intéresse tout particulièrement à cette question. Seront ensuite examinés l'aspect constitutionnel, c'est-à-dire les pouvoirs qui seront conférés au gouvernement central et aux administrations locales et la question territoriale, à savoir le pourcentage de territoire qui sera administré par chaque communauté.

La partie chypriote grecque est prête à examiner les principes d'une fédération comportant deux régions. Elle a d'ailleurs préparé un projet de Constitution et est prête à annoncer des mesures pratiques de rapprochement des deux communautés.

Quoi qu'il en soit, il ne semble pas qu'un progrès réel puisse apparaître avant quatre semaines, les négociateurs n'ayant qu'une seule rencontre hebdomadaire, ce qui laisse à M. Gobbi la possibilité dans l'intervalle de rapprocher les points de vue. Cette nouvelle phase servira essentiellement de test, et l'échec de ce dialogue serait un échec pour les Nations unies.

DIMITRI ANDREOU.

Grèce

WASHINGTON PRÉSENTE UN NOUVEAU PROJET DE STATUT DES BASES AMÉRICAINES

Athènes (*A.F.P.*). — L'ambassadeur des Etats-Unis à Athènes, M. Robert McCloskey, a remis, le 15 septembre, au ministre grec des affaires étrangères, M. Constantin Mitsotakis, un nouveau projet de statut des quatre bases américaines en Grèce. Le gouvernement grec a accepté d'étudier ce texte.

Dans un communiqué remis à la presse à l'issue de son entretien avec l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Mitsotakis, a rappelé que la Grèce posait comme condition à la signature d'un nouvel accord gréco-américain sur les bases que soit réglée la question de sa réintégration dans le commandement militaire de l'OTAN, d'où elle s'était retirée en 1974 pour protester contre l'indifférence de l'OTAN devant le débarquement des troupes turques sur l'île de Chypre.

Suisse

Après les violents affrontements de la semaine dernière

Les jeunes manifestants zürichois observent une trêve

De notre envoyée spéciale

Zurich. — Une semaine après les manifestations les plus violentes qu'elle ait jamais connues, Zurich a *retrouvé* son calme habituel. Pas d'affiches, pas de graffiti. Quelques vitrines brisées, non encore remplacées, dans la très opulente Bahnhofstrasse, indiquent qu'il s'est passé *là quelque chose. La dernière assemblée* générale du « mouvement des jeunes » avait décidé une trêve pour cette semaine. Un certain ordre règne aussi — quoi qu'on dise — du côté des « spontis », et cette trêve est actuellement respectée.

La ville risque cependant de *connaître à nouveau*, le 20 septembre, un de ces accès de fièvre qui la secouent le samedi soir depuis le début de l'été. Un « comité pour le droit et l'ordre » appelle à un rassemblement ce *jour-là, le parti socialiste* envisage d'organiser un défilé et on s'attend que le « mouvement », *lui aussi, manifeste*. De quoi déconcerter la police zurichoise, laquelle a montré, ces derniers mois, qu'elle pouvait perdre son sang-froid.

Tout a commencé le 30 mai. Le *public d'une première à l'Opéra* essuyait, ce soir-là, les œufs et les quolibets de quelques dizaines de *jeunes gens venus protester* contre l'attribution par la ville de 61 millions de francs suisses à la réfection du bâtiment. L'intervention de la police, dès ce premier incident, suffit à *déclencher un mouvement de solidarité* d'une ampleur inattendue qui, pendant tout le mois de juin, secoua la ville.

Les jeunes gens demandaient que leur soit attribuée une usine *désaffectée* située derrière la gare, dans la Limatstrasse. Ils l'eurent : le parti *socialiste ayant accepté de s'en porter* garant envers le conseil municipal, le « centre autonome de la jeunesse » était ouvert le 2 juillet. Le calme ne revint pas pour autant. Dans la nuit du 12 au 13 juillet, six mille manifestants dressaient des barricades dans le centre de la ville.

La police ressortait les deux voitures anti-émeutes dont on l'avait gratifiée en 1968 et qui n'avaient plus servi depuis. Les Zurichois, plutôt enclins de coutume à considérer tout signe de vitalité *comme indécent*, commençaient qui à se demander ce que pouvaient bien vouloir ces *jeunes gens, qui, à estimer* que le désordre avait assez duré et qu'on ne pouvait tolérer plus longtemps qu'une poignée de trublions livre la ville « *au chaos et à l'anarchie* ». *Obéissant à ce dernier courant*, le conseil municipal décidait, assez maladroitement, le 10 septembre, de *fermer* le centre de la Limatstrasse. Le surlendemain, le centre de Zurich, après une nuit d'émeute, avait l'air d'un champ de bataille. Tandis que les commerces de luxe avaient baissé *les rideaux de fer sur ce qui* leur restait de vitrines intactes, plusieurs milliers de manifestants se heurtaient de nouveau à la police deux jours plus tard.

Le désarroi des autorités

Les excès de langage pour qualifier ces troubles donnent la mesure de la léthargie dans laquelle avait vécu la ville jusqu'à cet été chaud. Le bilan est en fait relativement léger : dégâts vite réparés, aucun blessé grave, aucun manifestant maintenu en détention. Mais le mouvement, sans *leader*, sans organisation, sans idéologie et sans autre revendication que celle de ce centre autonome qui, *de toute évidence*, ne le justifie pas à elle seule, plonge les autorités dans le plus profond désarroi. La police, après avoir illustré sa maladresse en dispersant brutalement des rassemblements qui *se voulaient pacifistes, admet qu'elle* est débordée. Que faire contre trente garçons surgis de la nuit qui dévalent la Bahnhofstrasse *en patins à roulettes* en brisant les vitrines ? Elle lance chaque vendredi des appels angoissés à la population pour que les passants s'écartent des manifestants.

Car les fauteurs de trouble n'ont même plus l'uniforme — jeans et baskets — qui permettait d'identifier les soixante-huitards. « *Il y en a même qui sont très bien habillés, savez-vous...* » Le mouvement, en effet, a recruté parmi les douze à *vingt ans dans* tous les quartiers, dans tous les milieux. Il s'improvise au fil des semaines avec le minimum d'organisation : des assemblées générales où tout se décide et qui sont convoquées d'une fois *sur l'autre* (la dernière a rassemblé deux mille cinq cents personnes dans une salle prêtée *par la ville après la fermeture* du centre), deux ou trois radios pirates qui, à l'italienne, appellent aux manifestations et les guident, quelques tracts et, surtout, le bouche-à-oreille. *Trois mois et demi après le début* des troubles, pas un des jeunes protestataires n'a encore prétendu parler au *nom* d'un *mouvement* dont la devise est : « *Aucun pouvoir à personne.* »

Le conseil municipal multiplie fébrilement les réunions stériles et cherche *en vain un interlocuteur pour* engager le dialogue. En juillet, deux de ses membres, Mme Lieberherr, chargée des questions de la jeunesse, et M. Kaufmann, adjoint au maire, avaient même accepté un face-à-face télévisé avec deux protestataires. Ces deux « porte-parole » *offrirent ce jour-là à la Suisse alémanique* trois quarts d'heure de dérision sur le thème : « *Il faut fusiller tous les jeunes.* » Que criait-on la nuit du 12 juillet sous les fenêtres de l'hôtel de ville ? « *Macht aus dem Staat gurkensalat* » (« *Faites de la salade de concombre avec l'Etat* »). De quoi *s'arracher les cheveux même pour* ceux qui, se faisant violence, essaient de comprendre.

Dans les milieux les plus libéraux on cherche confusément des causes à cette effervescence. On avance la *crise économique (mais sans conviction)* ou celle des valeurs (mais sans pousser plus avant l'analyse). En fait, Zurich ne compterait guère que quelques poignées de jeunes chômeurs. Le système d'enseignement n'est pas contesté, et si des lycéens et des étudiants de plus en plus *nombreux se sont mêlés récemment* à un mouvement qui était né sans eux, la rentrée s'est effectuée sans aucun incident. Lorsqu'on les interroge, les jeunes Zurichois évoquent *pêle-mêle les loyers chers, l'inéquitable* répartition du budget de la culture, l'ennui de la vie à Zurich. Ils disent qu'ils se sentent étrangers à cette société de l'argent, qu'on ne leur accorde aucune responsabilité, aucun « *espace pour vivre* », que « *l'air n'est pas pur dans cette ville* ». « *C'est pas une raison qui compte* », répond M. Kaufmann.

Au pays de la démocratie-modèle, *qui ne participe pas au consensus* étouffe. C'est ce qu'expriment les manifestants, qui revendiquent un « *Rechtsfreier Raum* », un espace hors du droit. Déjà, à l'intérieur de leur mouvement, se dessine une ligne de démarcation entre ceux qui, prenant le terme au sens strict, demandent la *réouverture* du centre de la Limatstrasse, et ceux qui, au contraire, donnent à l'autonomie un *sens plus large*. Les premiers pourraient avoir prochainement gain de cause. Les seconds auront procuré *à la capitale de la haute finance* quelques sensations fortes pendant cet été. Mais on voit mal quelles *pourraient être les retombées de leur* mouvement dans la vie publique. Là n'est d'ailleurs pas leur propos.

CLAIRE TREAN.

Italie

ROME S'ENGAGE A GARANTIR LA NEUTRALITÉ DE MALTE

Rome (*A.F.P.*). — Les gouvernements italien et maltais ont officiellement échangé le 15 septembre les documents par lesquels l'Italie s'engage à garantir la neutralité de l'île méditerranéenne ; Malte s'engage à observer un statut de neutralité, ce qui exclut explicitement l'appartenance à des alliances, le stationnement sur le sol maltais de forces ou de bases étrangères et l'utilisation des chantiers navals maltais par des unités des flottes américaine ou soviétique.

Le gouvernement italien s'engage à respecter le statut de neutralité. Il invite les autres pays à faire de même et s'engage à ouvrir des consultations immédiates au cas où cette neutralité sera menacée, apportant en ce cas son appui à Malte auprès du Conseil de sécurité des Nations unies.

Cet engagement diplomatique est doublé d'une promesse d'aide économique, financière et technique dont les modalités seront annoncées ultérieurement. On chiffre à 20 milliards de lires (*10 millions de francs*) par an le niveau de l'aide que l'Italie consentirait à Malte pour une durée de cinq ans.

L'Italie promet également une assistance militaire, sans en préciser la forme, dans le cas où la neutralité de Malte serait violée ou menacée. Selon le communiqué officiel, cet accord est conforme au mandat donné en 1976 par la C.E.E. à l'Italie, en vue de s'entendre avec La Valette sur la neutralité de l'île.

Pologne

POUR FACILITER LA REPRISE DU TRAVAIL

Les autorités précisent que les accords conclus à Gdansk sont applicables à toutes les entreprises

Les autorités polonaises multiplient les appels à la reprise du travail partout et insistent sur le fait que les accords de Gdansk sont applicables à toutes les entreprises. Elles protestent contre les « revendications irréalistes ». Pendant que les nouveaux syndicats indépendants s'organisent, et après la visite de M. Jagielski à Moscou, plusieurs personnalités dirigeantes du parti ont été envoyées dans les autres capitales du pacte de Varsovie et même à Belgrade pour expliquer la situation polonaise aux chefs des partis amis.

Varsovie (*A.F.P., A.P., U.P.I.*). — Le présidium du Front d'unité nationale (organisation qui coiffe le parti ouvrier unifié polonais (communiste), le parti paysan, le parti démocrate, divers groupes catholiques et d'autres organisations de masse) s'est réuni lundi 15 septembre à huis clos. Rien n'a filtré de cette réunion, mais la télévision a diffusé le discours prononcé par M. Jablonski, président du *Conseil d'Etat* (présidence collégiale de la République). Celui-ci a lancé un appel pour que les ouvriers reprennent le travail et accroissent leur productivité. Abondant dans le sens d'un article de *Trybuna Ludu*, l'organe du parti (*le Monde* du 16 septembre), M. Jablonski a dit aussi qu'il fallait lutter avec détermination contre la corruption, quels que soient le nombre et la position de ceux qui s'en sont rendus coupables. Enfin, il a dit que « *tous les Polonais devraient être fiers que nous ayons pu trouver une méthode de dialogue politique* » ; mais, a-t-il ajouté, « *la stabilisation exige une lutte déterminée contre tout ce qui est hostile à l'unité de la nation, tout ce qui suscite et provoque la haine, veut saper les structures de l'Etat et est contraire à nos alliances, qui constituent la garantie fondamentale de l'indépendance de la Pologne* ».

Pour sa part, *Trybuna Ludu* rappelle dans un article de première page que « *les accords de Gdansk conclus il y a deux semaines s'appliquent à toutes les usines* » du pays et estime que les grèves qui ont encore lieu se produisent soit parce que les ouvriers ne le savent pas (parce que les dirigeants d'entreprise n'en ont pas informé le personnel), soit pour élever des revendications exagérées et irréalistes. Le quotidien rappelle que les accords garantissent le droit de grève, qui « *doit être l'arme ultime des ouvriers, mais ne peut être une arme utilisée trop souvent, car elle mènerait à l'anarchie* ».

De son côté, le KOR (comité d'autodéfense sociale), dont l'un des dirigeants, M. Jacek Kuron, a été pris à partie par la presse, a publié, lundi, une déclaration datée du 11 septembre pour affirmer que « *le KOR a été, est et sera une institution sociale, mais non un parti politique* ». Il proclame son intention de « *continuer, aussi longtemps que cela sera possible, à mener une action destinée à protéger les militants des nouveaux syndicats d'une éventuelle répression* ». Pour le KOR, les changements de personnes ne peuvent garantir le respect des accords conclus avec les grévistes. « *Seule la solidarité de la communauté dans la mise en œuvre de ces accords peut créer les conditions de la paix sociale* », affirme le KOR.

La télévision a signalé, lundi, que des accords avaient mis fin aux mouvements de grève déclenchés dans une usine de montage automobile de Kielce et dans une mine de lignite de Konin. Mais, à Kielce, deux autres entreprises sont en grève : une papeterie employant 1 500 personnes et les services de transports du secteur commercial de la ville.

On apprenait aussi que la police avait libéré, après une garde à vue de quarante-huit heures, M. Andrzej Cuma, un militant des syndicats libres. D'autre part, deux mille exemplaires d'une publication non officielle, *Opinia*, ont été saisis. Enfin, selon les dissidents, Mme Rozalia Anna Bendych, détenue depuis le 15 août à Katowice, a entrepris une grève de la faim depuis le 1er septembre. Selon le ROPCIO (Mouvement pour la défense des droits de l'homme), Mme Bendych, une dissidente d'une cinquantaine d'années, avait été appréhendée pour conduite en état d'ivresse, puis accusée d'avoir tenté de soudoyer le fonctionnaire de la milice qui l'avait interceptée. Or la prise de sang faite lors de l'arrestation avait été négative.

La messe dominicale sera radiodiffusée, précise l'agence PAP, entre 18 heures et 19 heures « *pour permettre aux malades et à ceux qui sont de service le matin de l'entendre* ». Quelques détails restent encore à mettre au point. Pour sa part, le cardinal Wyszynski, primat de Pologne, a déclaré au cours d'une conférence de presse que ses entretiens avec le cardinal Josef Hoeffner, archevêque de Cologne, ont permis de dégager « *de nombreux points de vue communs* », sur « *la sauvegarde du développement de l'Eglise, la coexistence pacifique et la coopération multiforme entre les nations polonaise et ouest-allemande* ».

Le cardinal Wyszynski a estimé que la visite en Pologne de la délégation de l'épiscopat ouest-allemand revêtait une « *importance spéciale* », car il s'agissait d'une rencontre entre des évêques de deux nations « *qui avaient été hostiles l'une à l'autre dans le passé à cause des erreurs accumulées, et qui entrent sur la voie de la coexistence dans un esprit de paix, de réconciliation et de pardon chrétien* ».

Les statuts des nouveaux syndicats

Enfin, à Gdansk, le comité fondateur des syndicats indépendants de la Baltique a rendu publique une charte de huit pages constituant les statuts de la nouvelle organisation. Ce projet sera présenté dans les entreprises d'ici à vendredi. Il sera alors mis aux voix au cours d'une nouvelle réunion du comité fondateur. Ce n'est donc qu'au début de la semaine prochaine que les syndicats de la Baltique déposeront leur demande d'enregistrement légal.

Si le syndicat de Katowice entend déposer sa demande dès ce mardi 16 septembre, d'autres, tel celui de Mazovie (Varsovie et Lodz), attendent les décisions qui pourraient être prises mercredi à Gdansk. Les délégués de tous les syndicats indépendants et des représentants d'entreprises où il n'y en a pas encore confronteront au cours d'une « réunion ouverte » leurs expériences. Les avis sont fort partagés sur l'opportunité de la création éventuelle d'une fédération regroupant tous les syndicats indépendants.

Union soviétique

Le Gotha des maîtres

(Suite de la première page.)

Mais qu'est-ce donc que cette « *nomenklatura* » ? Que cache ce mot barbare qu'on ne retrouve pratiquement jamais dans les écrits officiels *soviétiques et qu'on ne prononce* qu'à voix basse, entre amis ?

Littéralement, il s'agit d'une liste de fonctions — essentiellement dans le parti et le gouvernement — qui *sont réservées par le parti, et après* minutieuse enquête du K.G.B., à des éléments de toute confiance. Il existe *plusieurs « nomenklaturas »* : au niveau national, au niveau des Républiques, au niveau des régions ; mais tous ceux qui émargent à ces listes appartiennent au même monde, sont *fondamentalement solidaires en dépit* de leurs rivalités personnelles.

M. Voslensky a raison de préciser qu'on *aurait tort de les comparer* à nos fonctionnaires : les « *nomenklaturistes* » ne servent pas l'Etat ; c'est l'Etat *qui* les sert, qui leur appartient. Ce club fermé, dont le noyau est constitué par le secrétariat du comité central, est le vrai maître du pays.

La « nouvelle classe »

M. Voslensky n'est pas le premier à dénoncer l'existence d'une telle caste. Dès la fin des années 20, plusieurs militants de l'opposition avaient déjà signalé — mais qui voulait alors les entendre ? — l'apparition de privilèges exorbitants accordés aux membres de la *direction du parti*, et c'est au début des années 50 que le Yougoslave Djilas a fait sa magistrale analyse marxiste de la « *nouvelle classe* » engendrée par le communisme.

Aussi bien, la nouveauté du livre de M. Voslensky réside-t-elle moins dans sa partie théorique (la première) *que dans les chapitres où il nous* décrit par le menu le mode de vie, les mœurs, les privilèges et les bassesses de cette classe qui a accédé à la richesse par le pouvoir et non pas au pouvoir par la richesse. Cette dernière caractéristique explique en grande partie la situation de l'économie soviétique : les dirigeants, qui sont cooptés selon un « profil » politique et non pas *professionnel, songent avant tout à* se perpétuer et à consolider la base de leur puissance ; le bien-être de ce peuple, qu'ils prétendent représenter mais auquel, en fait, ils sont totalement étrangers, est le cadet de leurs soucis.

Si elle n'était pas accablante, *la reconstitution de la journée* d'un « *nomenklaturiste* » à laquelle se livre M. Voslensky serait particulièrement savoureuse. Tout y est : la description des privilèges matériels — impossibles à évaluer en roubles, puisqu'il s'agit de biens et de services qu'on ne peut pas *acheter ; nous sommes en économie* de pénurie, ne l'oublions pas, — celle du triste costume, de l'ambiance ampoulée du « buffet » du comité central, des préoccupations mesquines de notre héros. Combien sont-ils à se griser ainsi de pouvoir dans toute l'U.R.S.S. ? M. Voslensky, *après déduction, en arrive au chiffre* de 750 000. C'est à la fois peu et beaucoup pour un pays de deux cent *soixante millions d'habitants*. Mais c'est suffisant, à cette pyramide dont « *la pointe repose sur le mausolée de Lénine* », pour contrôler parfaitement tout le pays.

L'ouvrage de M. Voslensky, enfin, a le grand mérite de retracer la genèse de cette « nouvelle classe » *et de ne pas faire retomber tous* les torts sur Staline, utile épouvantail pour analystes à courte vue. Selon l'auteur de *la Nomenklatura*, le grand géniteur de la caste des privilégiés qui préside aux destinées de l'U.R.S.S. — et, indirectement, aux nôtres — n'est autre que Lénine. Les *ancêtres de la « nouvelle classe »*, ce sont, en effet, les « révolutionnaires professionnels » chers à Lénine, pour la plupart des intellectuels, frauduleusement présentés comme l'avant-garde de la classe ouvrière. Ces « révolutionnaires professionnels » allaient certes être *exterminés par Staline, qui ne pouvait* accepter leur légitimité historique. Mais depuis longtemps, de toute façon, ouvriers et paysans n'avaient plus voix au chapitre au pays des soviets.

JACQUES AMALRIC.

Hongrie

UN CONCERT QUI FAIT PEUR...

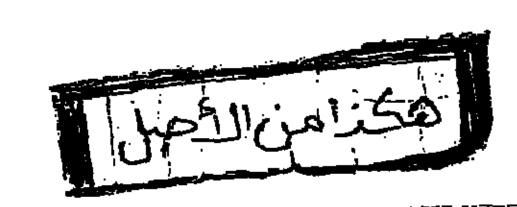
Un « Fonds de soutien aux pauvres », destiné à apporter une aide matérielle et morale aux couches de la société qui échappent à la sollicitude sociale des autorités, a été créé récemment à Budapest en tant qu'association indépendante.

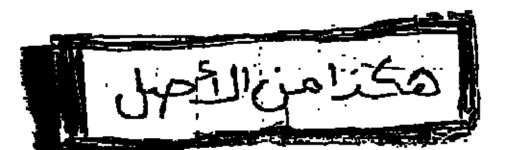
Pour recueillir l'argent nécessaire à son activité, l'association avait organisé un concert qui devait avoir lieu le 11 septembre dans la salle des fêtes d'un institut de recherche industrielle. Plusieurs artistes de renom, dont le pianiste Zoltian Kocsis, avaient promis leur concours bénévole.

Curieusement, toutes les invitations envoyées par la poste ne parvinrent pas à leurs destinataires ou arrivèrent en retard, néanmoins, plusieurs centaines de personnes, prévenues de bouche à oreille, vinrent pour assister au concert. Elles trouvèrent porte close : la direction de l'institut avait prévenu la veille qu'elle ne pouvait plus mettre sa salle à la disposition des organisateurs à la date et à l'heure convenues. Autour du bâtiment de l'institut, il y avait, en revanche, de nombreux policiers. Au bout d'une demi-heure, la foule se dispersa sans incident.

Est-ce parce qu'on craignait que trop de personnes s'aperçoivent que la société hongroise n'est pas aussi égalitaire qu'on le dit que le concert n'a pu avoir lieu ?

A.M.B.





ASIE

Chine

Un Dieu qui redevient homme

(Suite de la première page.)

Il continuait : « *Je ne comprends pas encore suffisamment bien les œuvres de Mao Zedong et à partir d'aujourd'hui je vais mieux les étudier* (2). » D'où sans doute les « *instructions très importantes* » qu'il adressait au parti, et que le *Guangming Ribao* du 4 octobre 1966 résumait ainsi sans rire : « *Ces instructions du camarade Lin Biao sur l'étude et l'application vivante des œuvres du président Mao recommandent d'étudier la pensée de Mao Zedong selon la méthode de la pensée de Mao Zedong. C'est la meilleure méthode pour étudier la pensée de Mao Zedong.* »

A cet inépuisable palmarès, il n'y a pas que des Chinois à avoir contribué. Et pas seulement, du côté occidental, des esprits généreux, trop facilement portés à croire que la flamme du socialisme pur et dur, mise sous le boisseau au Kremlin, brillait à Pékin d'un éclat mille fois plus vif. Malraux, Peyrefitte, Nixon, Kissinger, entre autres, ont été fascinés par Mao, comme Churchill, de Gaulle, Roosevelt, et combien d'autres avant eux, l'avaient été par Staline, lui aussi objet, de son vivant, d'un culte qu'il avait contribué à organiser fortement. N'avait-il pas ajouté de sa main à sa biographie officielle le passage suivant : « *Quoiqu'il assumât ses fonctions de chef de parti et du peuple avec une habileté consommée et jouît de l'appui sans réserve du peuple soviétique tout entier, Staline ignora toute vanité, prétention ou glorification personnelle (3)...* »

La démaoïsation pas à pas

Trotski avait averti Staline, en citant l'exemple de Néron, qu'un jour ses statues seraient renversées. La déification du maître du moment suppose en effet une telle humiliation chez ceux qui y contribuent, qu'à défaut de pouvoir la lui faire payer de son vivant, ils se vengent tôt ou tard sur son cadavre. Khrouchtchev a sorti celui de Staline de son mausolée et est allé jusqu'à débaptiser, pour assouvir sa haine, la ville dont le nom était devenu pour la terre entière le symbole même de la résistance au nazisme.

Dans le cas de la Chine, le profanateur s'appel Deng Xiaoping. Secrétaire général du parti au début de la révolution culturelle, il s'était permis de dire tout haut ce que beaucoup d'autres sans doute pensaient : « *Les vieux ça ne colle pas : il ne faut pas occuper les w.-c. quand on est constipé, il faut descendre du trône.* » Ce propos sacrilège, joint à son allergie avérée à toutes les formes d'idéologisme, lui avait valu de se retrouver sept années durant ouvrier tourneur. Aujourd'hui, à soixante-seize ans, il est le vrai maître de la Chine : les remaniements qui viennent d'intervenir à Pékin consacrent sa victoire.

A la différence de Khrouchtchev, finalement victime de son impétuosité, il a procédé pas à pas. Il a laissé s'installer à la tête de l'Etat et du parti, après la mort de Mao, le chef de la police, Hua Guofeng, « *homme sans grande autorité et peu connu* », aux dires de l'Albanais Enver Hodja (4). Moyennant quoi, le premier soin de Hua a été de mettre hors d'état de nuire la « bande des quatre », responsable entre autres de l'éviction de Deng, lorsque celui-ci, poussé par Zhou Enlai, qui voyait en lui son dauphin, était revenu en grâce dans les dernières années du règne du Grand Timonier. Bientôt s'ouvrira le procès de ladite bande, belle occasion pour le vainqueur d'aujourd'hui de savourer sa revanche.

La démaoïsation a commencé presque aussitôt. Non pas ouvertement, mais sous l'invocation de Mao, comme pour justifier ceux qui, lors de la révolution culturelle, accusaient ses adversaires de « *combattre le drapeau rouge au nom du drapeau rouge* ». Comme une bonne religion aide à gouverner le peuple, on pouvait même penser que le culte de Mao continuerait longtemps, comme celui de Lénine en U.R.S.S. Deng, visiblement, ne l'entend pas de cette oreille. Mais les propos qu'il vient de tenir à Oriana Fallaci, dans une passionnante interview au *Corriere della Serra* reproduite par *le Nouvel Observateur* du 13 septembre, le montrent tout à fait décidé à dominer sa victoire. « *Au prochain congrès,* lui a-t-il dit, *nous jugerons sur un plan objectif, les mérites et les erreurs qui ont caractérisé la vie du président Mao. Nous affirmerons ses mérites parce qu'ils sont d'une importance primordiale. Nous reconnaîtrons ses erreurs, mais elles sont secondaires. En rendant publiques les erreurs du président Mao à la fin de sa vie, nous adopterons une attitude réaliste. Mais cela ne fait aucun doute, nous continuerons à suivre la pensée maozedong. C'est-à-dire tout ce qui constitue la partie juste de sa vie.* » Sous entendu : la partie antérieure à la révolution culturelle.

Plutôt que des injures par lui-même subies, Deng s'occupe de celles qui ont été faites aux autres. Le président de la Cour suprême a révélé que, sur deux cent soixante-dix mille personnes condamnées pour crimes contre-révolutionnaires pendant la révolution culturelle, cent soixante-quinze mille l'avaient été sur la base de fausses accusations ou d'erreurs judiciaires. Leur réhabilitation aura coûté 666 millions de dollars, pour la seule année 1979, à l'Etat chinois.

De Zhou à Zhao

Ce n'est pas Deng qui songerait à rétablir en sa faveur le moindre soupçon de culte de la personnalité. Il n'a même pas pris la parole devant l'Assemblée nationale au cours de la session qui vient de s'achever. Il a abandonné toutes ses responsabilités gouvernementales. Mais sans doute était-ce essentiellement pour permettre à Hua d'en faire autant en invoquant la nécessité de séparer les responsabilités au parti et dans l'Etat. L'argument de l'âge pouvait difficilement être invoqué en effet dans son cas, puisque son successeur à la tête du gouvernement, Zhao Ziyang, a deux ans de plus que lui.

« *Homme de la classe de Zhou Enlai* », à en croire le *Times*, Zhao est un fils de paysans riches, qui a fait merveille, paraît-il, comme gouverneur du Sichuan, la province la plus peuplée de Chine, ce qui n'est pas peu dire. Il fut l'une des principales victimes de la révolution culturelle. Sa remontée à la surface s'est faite dans le sillage de Deng, et il en est de notoriété publique l'homme lige, même s'il lui est arrivé de hurler avec les loups contre lui. Quant à Hua, il ne peut ignorer qu'en se contentant de la présidence du parti, alors que les créatures de Deng peuplent les organismes dirigeants, il a toutes chances de se trouver relégué sur la flatteuse voie de garage où Liu Shaoqi — le « Khrouchtchev chinois » — et son « principal lieutenant » — Deng — avaient réussi à installer Mao. Lorsqu'il s'en fut rendu compte, le Grand Timonier n'eut d'autre ressource, pour s'en dégager, que de déclencher la révolution culturelle, autrement dit de lancer les jeunes à l'assaut des gens en place. On imagine difficilement Hua renouveler cette opération, dont tout un chacun admet maintenant qu'elle a plongé la Chine, pour reprendre l'expression officielle, dans le « chaos ».

C'est précisément à effacer autant que faire se peut les conséquences de ce chaos qu'entendent se consacrer les hommes de Deng maintenant au pouvoir. La diminution de 8 milliards de francs des crédits militaires au moment même où le nouveau chef du gouvernement affirme que les dangers de guerre se sont accrus, l'acceptation d'une impasse budgétaire importante, d'un taux d'inflation de 6 à 8 % et d'un endettement vis-à-vis de l'étranger qui dépasse 3 milliards de dollars, la réduction de 12,3 % en 1978 à 5 % en 1981 des objectifs de croissance fixés pour le plan, tout cela met en évidence les « *problèmes formidables* » auxquels se heurte la Chine, et que Danielle Hunebelle énumère de façon frappante dans le dernier numéro de sa *Lettre internationale* (5). Ne retenons qu'un des exemples qu'elle donne : « *Chaque année, avec l'arrivée de dix-sept millions de bouches à nourrir en plus, Pékin doit importer 5,5 millions de tonnes de céréales supplémentaires.* » (5)

On comprend que, dans son dernier discours en tant que chef du gouvernement, Hua ait insisté sur la nécessité de limiter la population chinoise à un milliard deux cent millions d'habitants en l'an 2000 et ait recommandé à ses compatriotes de n'avoir qu'un enfant par ménage avec la même énergie que met M. Debré à demander aux siens d'en avoir trois. On comprend aussi que tous les moyens soient bons pour relancer la production agricole, y compris le retour aux formes d'exploitation familiale que l'expérience des communes populaires tendait précisément à faire disparaître. Il est vrai qu'au même moment on voit les dirigeants polonais parler quasi ouvertement de faciliter la renaissance des « koulaks », ces paysans riches dont l'élimination a constitué le premier acte de la terreur stalinienne.

On a mille fois cité l'objectif de Deng : « *les quatre modernisations* » et sa devise : « *Peu importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape la souris.* » Sa visite au Japon l'a montré fasciné par les réussites de l'industrie nippone. Son propre fils étudie actuellement aux Etats-Unis. Les jeunes technocrates, ses disciples, issus de l'académie des sciences sociales ne croient comme lui qu'à l'efficacité. C'est en son nom qu'ils ont rendu aux intellectuels une certaine liberté d'expression, mis fin à l'abrutissement culturel, et introduit à tous les échelons les possibilités de critique indispensables pour contrôler et stimuler les responsables. Il ne s'ensuit pas qu'ils se sentent le moins du monde attirés par la démocratie à l'occidentale, où ils ne voient que prétexte à pagaille. A preuve leur décision de restreindre par la voie constitutionnelle certaines libertés et notamment celle d'afficher les fameux dazibaos.

Le dessein est donc clair, et la voie tracée. Mais sans doute aurait-on tort de trop se fixer sur l'instant. La démaoïsation bien tempérée à laquelle on assiste en ce moment est un moment de l'histoire de Chine, une étape de la lutte incessante qui n'a cessé de diviser son parti communiste depuis la fondation de celui-ci en 1921. L'armée, qui détient le septième des mandats à l'Assemblée nationale, demeure l'arbitre discret de toutes les grandes décisions. On a vu, à l'époque de Lin Biao, qu'elle pouvait être tentée de demander davantage : le pouvoir pour elle-même. Et elle ne doit apprécier qu'à moitié aujourd'hui la diminution de ses crédits.

« J'ai ressuscité trois fois »

L'ouverture des portes aux Chinois d'outre-mer, le lent dégel avec Taiwan, la coopération de plus en plus étroite avec les Occidentaux, exposent l'intelligentsia et la population des villes à la contagion d'idées aux antipodes de l'austère prédication du marxisme : la semaine dernière encore des éditeurs de journaux clandestins ont été arrêtés à Shanghai. Et rien ne dit que, de même qu'en U.R.S.S. une certaine restalinisation a succédé à la déstalination, on ne verra pas la Chine, un beau jour, se tourner à nouveau vers le souvenir, enjolivé à souhait, du Grand Timonier. L'heure des réhabilitations suit souvent celle des anathèmes et c'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles Deng, malgré tout ce qu'il a subi — « *je suis mort trois fois et j'ai trois fois ressuscité* », a-t-il dit à Oriana Fallaci — se garde bien de pousser la démaoïsation jusqu'à ses ultimes conséquences. Mao n'est plus un dieu mais il reste un homme, « *un homme*, dit Deng dans la même interview, *qui nous a menés à la victoire et qui a fondé un pays* » et auquel il n'est donc pas question de « *faire ce que Khrouchtchev a fait à Staline* ».

Les deux cas, au demeurant, ne sont pas comparables. Chez Staline, les aspects pathologiques, pervers, criminels l'avaient indiscutablement emporté, et c'est par dizaines de millions que l'on compte les victimes de sa folie. Personne n'est aujourd'hui en mesure de dire avec exactitude combien a fait celle de Mao, mais les chiffres ne sont certainement pas comparables. Marxiste ou pas, c'est lui qui a réalisé l'ambition de Sun Yatsen : arracher la Chine au sommeil satisfait qui la conduisait à l'abîme. S'il est responsable de la révolution culturelle, c'est lui aussi qui a décidé d'y mettre fin, en s'appuyant sur le sage Zhou Enlai plutôt que d'écouter les flatteurs qui, avec Lin Biao, cherchaient à l'entraîner sur la pente d'un inapplicable gauchisme. Quelque exécrable qu'ait pu être, de son vivant, le culte de la personnalité de Mao, Deng a sans doute raison de se déclarer hostile, aujourd'hui, à la destruction de l'encombrant mausolée qui cherche à perpétuer sa mémoire.

ANDRÉ FONTAINE.

(2) Discours à la réunion élargie du bureau politique du 18 mai 1966.
(3) Cité par Khrouchtchev dans son rapport secret au vingtième congrès sur les crimes de Staline.
(4) Enver Hodja, *Réflexions sur la Chine*, Tirana, 1979, T. II, p. 304.
(5) Lettre internationale de Danielle Hunebelle, 6, rue Saint-Florentin, 75001 Paris, n° 34, 1er septembre 1980.

DIPLOMATIE

AU COURS DE SA VISITE OFFICIELLE EN FRANCE

Le principal danger qui menace le Pacifique sud provient de l'U.R.S.S.

nous déclare le premier ministre des îles Fidji

Ratu Sir Kamisese Mara, premier ministre de Fidji, a terminé samedi 13 septembre une visite officielle de deux jours en France (*le Monde* du 12 septembre), au cours de laquelle il a été reçu par M. Giscard d'Estaing. Avant son départ, il nous a déclaré que les relations *franco-fidjiennes « s'étaient améliorées »*, bien que *« les pays du Pacifique soient toujours inquiets des expériences nucléaires françaises dans la région. Nous avons demandé à l'unanimité leur suspension mais la France a refusé, nous disant qu'elles ne représentaient aucun danger. Mais je ne pense pas que les pays du Pacifique changent leur manière de voir »*.

Ratu Mara a entendu avec satisfaction M. Giscard d'Estaing lui rappeler la position de la France selon laquelle, si la majorité de la population locale le souhaitait, les territoires français du Pacifique pourraient accéder à l'indépendance. En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, le chef de l'Etat français lui a dit que de telles conditions n'existaient pas actuellement. Pour le premier ministre fidjien, *« il existe chez tous les peuples se trouvant sous la suzeraineté d'une autre puissance le désir de pouvoir déterminer leur propre destinée. Mais la vague d'indépendance qui a déferlé au cours des dernières années commence à nous montrer que quelles qu'aient pu être les aspirations, le mode de relations avec les puissances coloniales s'est poursuivi après l'indépendance »*. La Grande-Bretagne est d'ailleurs toujours le principal client de Fidji, à qui elle achète la majeure partie de sa production sucrière.

Toutefois, Ratu Mara, tout en se félicitant de la récente indépendance du Vanuatu — ancien condominium *franco-britannique* des Nouvelles-Hébrides, — estime que Paris et Londres ont *« échoué »* dans leur mission de rétablissement de l'ordre dans l'île d'Espiritu-Santo : *« A quoi sert d'envoyer des soldats qui ne font rien, sinon piller les magasins ? Pourquoi n'avoir pas fait ce qu'a fait le contingent de Papouasie-Nouvelle-Guinée ? »* Pour le dirigeant fidjien, *« l'intervention papoue est la preuve de l'échec des puissances coloniales ; les Papous ont bien agi. La France et la Grande-Bretagne veulent-elles vraiment la stabilité dans la région ? Sinon, pourquoi n'ont-elles rien fait ? »*.

Le premier ministre fidjien est par ailleurs désireux d'éviter que la rivalité entre les « super-puissances » ne s'étende au Pacifique sud et ne « divise » les pays de la région. C'est pourquoi ceux-ci *« doivent réaliser ce qu'ils ont en commun, ce qui les préserverait de la domination de puissances extérieures »*. Le danger principal est, selon lui, avant tout, soviétique : *« L'U.R.S.S. n'a pas encore réussi à conclure des accords avec les pays de la région ; elle a essayé avec Tonga, Samoa et essaie encore avec nous. Fidji a refusé d'autoriser l'ouverture d'une ambassade soviétique. La présence soviétique, m'ont dit des collègues africains, a toujours pour conséquence des tentatives de sabotage contre le gouvernement en place (...). Il n'en est pas de même avec la Chine. »*

Enfin, Ratu Mara, qui a été fort actif au sein de la conférence de Lomé II, *« premier succès, car les pays développés y ont réalisé leurs obligations envers les pays en voie de développement et ont mis en place les moyens de transfert des ressources »*, souhaite une *« plus grande égalité »* dans ces relations.

PATRICE DE BEER.



Les problèmes du Cambodge et de l'Afghanistan vont dominer les travaux de la trente-cinquième Assemblée générale des Nations unies

Alors que l'Assemblée générale de l'ONU, réunie en session extraordinaire, ajournait, lundi 15 septembre, ses travaux sans être parvenue à un résultat, la même assemblée générale ouvre ce mardi à New-York sa trente-cinquième session ordinaire, chargée de discuter, d'ici à Noël, un ordre du jour comprenant *quelque* cent vingt sujets. A propos d'un des premiers points de cet ordre du jour, la représentation du Cambodge, M. Muskie, secrétaire d'Etat américain, a *confirmé* lundi, au cours d'une conférence de presse, que les Etats-Unis soutiendront le maintien à l'ONU du régime *Pol Pot. Cette* attitude, qui coïncide avec la position des pays de l'ASEAN, n'implique en aucune façon la reconnaissance du gouvernement des Khmers rouges, dont les Etats-Unis ne soutiendront jamais la réinstallation à Phnom-Penh, a précisé M. *Muskie ; mais elle vise à ne pas* légitimer le régime actuel pro-vietnamien, « installé par l'agression ».

A la veille de la session, Amnesty International, qui vient de reconduire M. José Zalaquet (Chili) à la tête de son comité *exécutif*, a invité l'ONU à condamner la peine capitale comme une violation des droits fondamentaux de l'homme et à *adopter une* convention contre la torture.

De notre correspondante

New-York. — La trente-cinquième Assemblée générale des Nations unies s'ouvre ce mardi 16 septembre dans le scepticisme et la morosité. L'échec de la session spéciale sur le développement *va sans doute peser sur les débats* et le *« dialogue Nord-Sud »*, qui a une fois de plus avorté et polarisé l'irritation que le tiers-monde entretient à l'égard des pays industrialisés. D'autant que plusieurs des questions qui sont *au programme* de la trente-cinquième session n'ont guère de chances d'avancer en raison des élections prévues dans les mois qui viennent aux Etats-Unis et dans plusieurs pays d'Europe occidentale.

L'assemblée générale de l'automne 1979 avait été marquée par deux événements majeurs : le discours de Jean-Paul II, et la venue, pour la première fois depuis 1960, de M. Fidel Castro. Le long et tumultueux débat sur l'attribution *du siège du* Cambodge et le dramatique exode des réfugiés en Thaïlande, la prise d'otages de Téhéran, puis l'intervention soviétique en Afghanistan, avaient achevé de faire de cette trente-quatrième session l'une des plus animées de ces dernières années.

Rien n'indique, pour l'instant, que l'assemblée de 1980 sortira des sentiers battus. Aucune vedette *de la scène internationale* n'est encore annoncée et après trois assemblées *spéciales* — sur l'Afghanistan, la Palestine et le développement — et 85 réunions du *Conseil* de sécurité, les membres des délégations ont l'impression de ne guère avoir quitté *leurs* bancs depuis un an. Les mêmes questions restent d'ailleurs à l'ordre du jour :

● CAMBODGE. — Un nouveau scrutin est attendu sur l'attribution *du siège de ce pays, au cours* duquel *on* retrouvera à peu près les mêmes adversaires en présence : d'un *côté le* Vietnam, l'Union soviétique, Cuba et quelques-uns de leurs alliés les plus sûrs appuieront de nouveau la candidature du gouvernement de *M. Heng* Samrin, tandis que les pays du groupe de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est comprenant l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande), les Chinois et les Occidentaux demanderont le maintien du représentant de M. Pol Pot sur les bancs de l'Assemblée. Il semble, toutefois, que la *« majorité Pol Pot »* soit en train de légèrement *s'effriter*.

Selon certaines rumeurs, les pays de l'ASEAN *envisageraient* de proposer aux Vietnamiens la convocation d'une conférence sur l'avenir du Cambodge qui serait chargée de trouver une issue *honorable à cette impasse*.

● AFGHANISTAN. — La situation en Afghanistan sera *certainement* de nouveau évoquée, les pays musulmans restant encore sous le choc psychologique provoqué, l'hiver dernier, par l'intervention soviétique. Les Soviétiques, enfin conscients du préjudice diplomatique que cette *affaire* leur a causé, seraient décidés à « discuter », d'autant que, les Jeux olympiques passés, *ils* ne peuvent plus s'abriter derrière les « menaces américaines ». Personne ne s'attend, toutefois, qu'ils envisagent une action précise. Bien des choses *dépendront* de l'évolution des événements en Pologne, événements auxquels il n'est fait aucune allusion dans les couloirs de l'organisation *internationale, mais que* les Occidentaux et quelques pays non alignés, au premier rang desquels la Yougoslavie, suivent avec attention. Répondant à une question, au cours de sa conférence de presse annuelle, le secrétaire général, M. Kurt *Waldheim*, a *estimé que* la création de syndicats libres en Pologne constituait une évolution positive. A condition, a-t-il ajouté, que la situation « se stabilise ».

● *IRAN*. — Après les échecs répétés des initiatives de l'ONU pour faire libérer les otages américains, dont un voyage personnel de M. Waldheim et l'envoi d'une *commission de juristes à Téhéran*, le *statu quo* qui persiste, plus de dix mois après la prise de l'ambassade américaine, souligne, péniblement, l'impuissance de l'organisation *internationale*.

● PROCHE-ORIENT. — C'est peut-être dans ce domaine que la lassitude est la plus évidente. Après les multiples condamnations *de la politique israélienne* et le peu d'effets pratiques qu'elles ont eus sur le terrain, il ne manque pas de délégués des pays arabes modérés pour trouver *cette* « polarisation » des travaux de l'organisation dangereuse pour sa crédibilité. Tandis que des bruits courent sur une nouvelle initiative des Etats arabes *activistes pour tenter de faire* expulser Israël de l'Assemblée générale, on fait observer dans certaines *délégations* l'efficacité *du vote du Conseil de sécurité* sur le statut de Jérusalem : le Conseil ne s'est pas *contenté*, en effet, de condamner pour la nième fois la politique du gouvernement israélien, mais il a obtenu le transfert de plusieurs ambassades *étrangères* à Tel-Aviv. Une telle proposition est plus réaliste, *souligne-t-on*, que celles qui impliquent un retour à la situation d'avant 1967, voire 1948. On souligne dans les mêmes milieux que le projet d'expulser Israël n'a *aucune chance d'aboutir en* raison de l'opposition des Occidentaux et d'une bonne partie des non-alignés.

La tentative de Cuba d'entrer au Conseil de sécurité, qui s'était soldée en 1979 par un échec après *près de deux cents tours* de scrutin, pourrait être renouvelée cette année. Pourtant, l'*image* de M. Fidel Castro, déjà passablement ternie à l'automne dernier après les mécomptes de la conférence de La Havane et le soutien *opiniâtre accordé à l'Union soviétique* tant dans l'affaire du Cambodge que dans celle *d'Afghanistan*, ne s'est guère améliorée après que l'émissaire cubain, envoyé au nom des non-alignés pour offrir sa médiation dans le *différend malto-libyen, n'eut pas* même été reçu par les autorités de La Valette.

Un président allemand

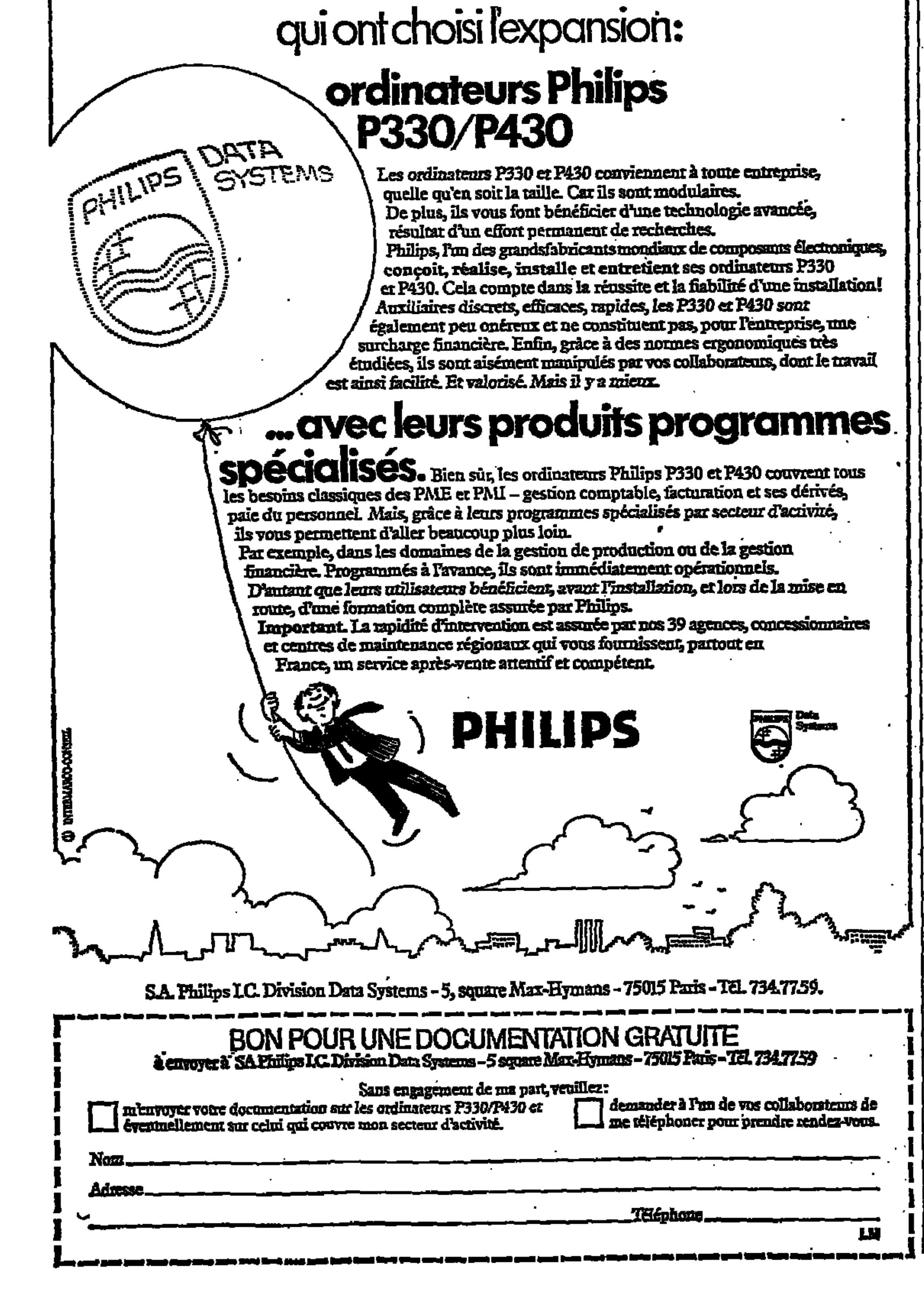
L'assassinat le 11 septembre, à New-York, de M. Félix Garcia-Rodriguez, membre de la mission cubaine, a provoqué une certaine *émotion aux Nations* unies. M. Garcia-Rodriguez n'occupait qu'un poste très modeste à la mission, mais il jouissait du statut diplomatique. Son meurtre a été revendiqué par Omega 7, une organisation anticastriste qui a *déjà* pris à son compte dans le passé une vingtaine d'attentats à la bombe et deux assassinats. Le F.B.I., qui mène *l'enquête*, redoute que l'organisation, dont le quartier général serait situé dans le New-Jersey, n'ait recruté de nouveaux membres parmi les *Cubains arrivés lors* de l'exode de mai dernier. Le chef de la mission cubaine, *M. Raul Roa-Kouri*, a déclaré que les assassins de M. Garcia-Rodriguez avaient *opéré* sous la protection de la C.I.A. Le F.B.I., de son côté, a *démenti* les *rumeurs* selon lesquelles la victime aurait été mêlée à un trafic de drogue.

La présidence de la trente-cinquième Assemblée va être assurée par le chef de la mission diplomatique de la République fédérale d'Allemagne, M. Rudiger von Wechmar, qui succède à M. Salim Ahmed Salim (*Tanzanie*). L'élection de M. von Wechmar a été assurée par le retrait de son seul concurrent, le chef de la mission espagnole, M. Jaime de Pinies. *C'est la première* fois que l'Assemblée générale de l'ONU sera présidée par un Allemand, la R.F.A. n'étant membre à part entière de l'Organisation internationale que depuis sept ans.

NICOLE BERNHEIM.

[Agé de cinquante-six ans, M. von Wechmar est né à Berlin. Il a fait ses études à l'université de Königsberg et a combattu pendant la guerre dans l'Afrika Korps du maréchal Rommel. Fait prisonnier en 1943 par les Américains, il profite de son séjour aux Etats-Unis pour s'inscrire par correspondance à l'école de journalisme de l'université du Minnesota.

Après la guerre, M. von Wechmar a travaillé pour l'agence de presse d'Allemagne fédérale D.P.A. avant de devenir chef du bureau de l'agence United Press International à Bonn. Il a été de 1958 à 1962 chef du service de presse de la mission permanente d'observation de la R.F.A. aux Nations unies, puis correspondant de la télévision allemande pour l'Europe orientale. Directeur, en 1968, du Centre d'information du gouvernement fédéral à New-York, et de 1969 à 1974, porte-parole du gouvernement du chancelier Brandt. En juillet 1974, M. von Wechmar a été nommé représentant permanent de la R.F.A. aux Nations unies.]



M. JACQUES LECLERC EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU RWANDA...

Le *Journal officiel*, daté des lundi et mardi 15 et 16 septembre, annonce la nomination de M. Jacques Leclerc comme ambassadeur de France au Rwanda, en remplacement de M. Paul-Henry *Manière*.

[Né en 1938, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Jacques Leclerc a été en poste à l'administration centrale (Europe, Afrique du Nord), à Phnom-Penh (1966-1969) et à Abidjan (1973-1975, comme chef de la mission d'aide et de coopération), ainsi qu'au cabinet de M. Billecocq, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale (1971-1972), puis secrétaire d'Etat aux affaires étrangères chargé de la coopération (1972). Il était *depuis 1976* sous-directeur aux affaires économiques et financières.]

...ET M. PIERRE ANDRÉ DUMONT A PANAMA

Le même *Journal officiel* des 15-16 septembre annonce la *nomination de M. Pierre-André* Dumont comme ambassadeur de France à Panama, en remplacement de M. Louis Loiseleur des Longchamps.

[Né en 1918, ancien élève de l'Ecole des sciences politiques, M. Pierre-André Dumont est entré aux affaires étrangères en 1946. Il a *été en* poste à l'administration centrale (affaires *économiques*, à quatre reprises ; relations culturelles), au secrétariat d'Etat aux affaires algériennes et au secrétariat d'Etat chargé de la coopération, ainsi qu'à Tunis, à Bizerte, à Milan, à Damas et à Yaoundé. Il était depuis 1978 premier conseiller à Brasilia.]

La fin de la session extraordinaire sur le dialogue Nord-Sud

Les ponts ne sont pas rompus

L'Assemblée générale des Nations unies a clôturé, lundi soir 15 septembre, sa session extraordinaire sur le dialogue Nord-Sud en adoptant le texte sur la stratégie internationale pour la troisième décennie du développement. Cependant, l'Assemblée n'a pu que constater l'échec des conversations sur la *procédure* à suivre pour les négociations globales en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elle a décidé de transmettre cette *question* à la *session ordinaire* de l'Assemblée qui s'ouvre ce mardi 16 septembre.

L'Assemblée générale a adopté, sans vote, une résolution concernant la *situation critique* des pays *les moins* avancés, et une autre contenant les suggestions du secrétaire général destinées à améliorer cette situation.

De notre envoyé spécial

New-York. — La onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies s'est achevée *le 15 septembre*, à New-York, *sur* un bilan mitigé. Elle a tout de même permis d'élaborer une stratégie de *développement pour la décennie*, qui sera adoptée formellement dans les prochains mois. Les discussions sur *la* convocation d'une conférence sur la coopération économique internationale sont d'autre part arrivées très près du but, mais ont dû être ajournées à plus tard en raison du « manque de flexibilité » des Etats-Unis, de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne. Les efforts pour instaurer un nouvel ordre économique international marquent ainsi une nouvelle fois le pas. Les ponts *ne sont* pas rompus et le dialogue, même s'il est souvent de sourds, va se poursuivre.

Les pays industriels à économie de marché sont, en principe, d'accord pour participer à des négociations *globales* et *universelles* qui permettraient d'ouvrir le dossier de l'énergie avec les pays en développement au *sein des Nations* unies, forum de prédilection du tiers-monde. Mais, outre que ce cadre ne leur paraît *pas idéal* ils émettent, à des degrés divers, des réserves dès qu'il s'agit de passer au stade pratique. La plupart, et notamment les plus puissants, tentent de sauvegarder *l'autonomie* de négociation — autrement dit le pouvoir économique, financier et *monétaire* — des institutions spécialisées qu'ils contrôlent, comme le F.M.I., la Banque mondiale ou le GATT. Les conversations de New-York ont tourné autour de *cette* question — et achoppé — donnant un avant-goût de ce que pourrait être *une véritable négociation* multilatérale qui, selon le tiers-monde, devrait avoir pour finalité une profonde réforme des relations économiques Nord-Sud.

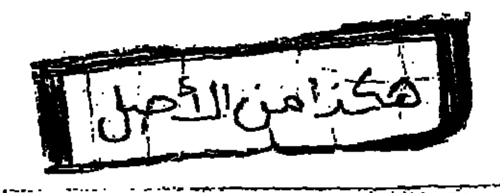
Les pays *du tiers-monde* auraient souhaité amener les Etats industriels socialistes à participer aussi à cette entreprise. *Mais*, pour le moment, ceux-ci se contentent de leur *apporter* un appui verbal.

La relance plus ou moins rapide du dialogue Nord-Sud *dépendra de* la situation économique internationale et aussi de la stratégie à long terme *que décideront les pays de* l'OPEP. Le pétrole est, en effet, la principale et en tout cas la plus « *sensible* » *arme dont dispose* le tiers-monde pour arracher aux pays industriels des concessions dans *d'autres domaines, tels que* l'aide, les transferts de technologie, la réforme du système monétaire, etc. La *solidarité des pays pétroliers* — notamment de ceux possédant des excédents financiers — est donc vitale *pour les pays en développement* pour à la fois soutenir l'effort interne des plus démunis d'entre eux et continuer à exercer une pression sur le monde industriel.

En attendant, d'autres initiatives *viendront peut-être* prendre le relais, telles que la réunion — à l'initiative du Mexique et de l'Autriche — de *sommets auxquels participeraient* un nombre limité de chefs d'Etat du Nord et du Sud.

GÉRARD VIRATELLE.

● ERRATUM. — Une coquille typographique *nous* a fait écrire dans *le Monde* daté du 16 septembre en page 43 (article de Gérard Viratelle sur la session extraordinaire de l'ONU) : *« Le document invite les pays développés à augmenter rapidement et substantiellement le volume de leur aide publique au développement en vue d'atteindre et si possible de dépasser l'objectif international convenu de 7 % du P.N.B. d'ici à 1985. »* C'est évidemment 0,7 % qu'il fallait lire.



POINT DE VUE

Le Canada entre deux épreuves

II.— Peuples ou nations ?

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

Trois mois après le référendum québécois, ni les anglophones ni les fédéralistes ne considèrent avoir gagné la partie. Beaucoup estiment que le « non » du 20 mai n'est qu'un sursis pour les uns et une partie remise pour les autres. L'histoire aura à juger si la politique de M. Trudeau, non contente de poursuivre l'ancienne politique coloniale consistant à intégrer et à assimiler les francophones dans le reste du Canada, ne conduit pas le Canada lui-même à sa perte à force d'avoir fait s'additionner les conflits sans en résoudre aucun (« le Monde » du 16 septembre).

Le 24 mai dernier, dans *le Devoir*, l'éditorialiste qui est sans doute actuellement le plus remarquable et le plus réfléchi de la presse québécoise, le philosophe Jacques Dufresne, écrivait, après avoir dénoncé la mesquinerie dont M. Claude Ryan fit preuve au soir du référendum : « *M. Trudeau a bien commencé son travail. Quelques-uns n'auront pas voulu croire en sa sincérité. Personne ne saurait contester qu'il a été grand, mardi soir. Il lui reste à être conséquent (...). M. Trudeau s'est engagé à faire d'autres concessions, majeures celles-là. En donnant au Québec la nourriture substantielle qu'il attend, comment pourra-t-il, avec l'Alberta à l'horizon, empêcher que l'Etat central ne glisse, par étapes, vers un rôle voisin de celui que lui réservait le projet péquiste de souveraineté-association ? Or il a aussi promis un Canada fort.* »

Un homme comme Jacques Dufresne, à la fois disciple de Simone Weil, ami de Gustave Thibon et de Philippe Ariès, ancien directeur de la très remarquable revue *Critère*, où il n'a cessé de développer une pensée sociologique moderne alliant à merveille le pragmatisme nord-américain à l'intelligence française du monde, un tel homme, jeune encore, indépendant ou, ce qui est mieux, tout à fait libre dans ses jugements et dans son expression, est un témoin vivant de ce que le Québec peut apporter sur un continent encore voué aux phantasmes du profit, aux illusions de la liberté à sens unique et à une conception tristement unidimensionnelle de l'homme. Il témoigne aussi de ce que l'aventure commencée voici une vingtaine d'années au Québec avec la Révolution tranquille n'a aucune raison de s'achever dans l'impasse actuelle.

Jacques Dufresne habite une ferme des cantons de l'Est, d'où il dirigeait sa revue (dont il a cédé la direction pour se consacrer à d'autres travaux) et où il écrit. Durant les mois qui ont précédé le référendum, il a organisé, dans un bistrot bientôt célèbre tenu par dame Jacqueline, haute en couleur et bien en gueule, ce qui s'est très vite appelé l'« Université référendaire ». Là tout le monde est venu, s'est exprimé ; le succès a été tel que les réunions continuent et que Dufresne y prolonge l'élan suscité par une réflexion permanente sur les problèmes du jour et l'avenir du Québec post-référendaire.

Naturellement, comme la plupart des gens qui ont voté oui, Jacques Dufresne est un fédéraliste et un libéral dégoûté, converti à l'idée de la souveraineté. Etre souverain, au Québec, c'est pouvoir respirer sans qu'on vous facture l'air, rien de plus. Et dans ce pays où le pouvoir n'est pas encore usurpé par une technocratie débilitante, où il est courant que des philosophes, des écrivains, des journalistes se lancent soudain dans la politique et y tiennent les premiers rôles (c'est la voie suivie par Trudeau, par Lévesque, par Ryan), il est certain qu'un homme comme Jacques Dufresne, fort sollicité depuis quelques mois, pourrait être à terme l'homme d'une troisième voie entre l'échec du parti québécois et les tentatives de réaction, de toute manière vouées à l'échec également, de Claude Ryan et de son équipe.

Je n'ai pas cité Jacques Dufresne sans raison. Son jugement sur Trudeau au lendemain du référendum est significatif de l'attitude sans cesse mêlée d'espérance et de déception des Québécois à son égard. Mais il écrit aussi : « *Blotti contre son interminable chemin de fer, le Canada est une idée du dix-neuvième siècle qui perd son sens à mesure que s'accroît le coût économique et écologique de l'énergie (1)* ».

Les liens économiques mêmes se font, de plus en plus, en d'autres sens. Une à deux fois par an, les quatre premiers ministres des provinces maritimes du Canada se réunissent avec les quatre gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre ; ils ont plus d'intérêts en commun que le Québec n'en a avec la Colombie-Britannique, géographiquement aussi éloignée que la vieille France. Cela, ce sont les réalités d'aujourd'hui qu'un Pierre Trudeau, attaché à ce Canada du dix-neuvième siècle, est incapable d'admettre. Nationaliste d'un pays sans passé et sans structure, théoricien d'un Etat fantôme, Pierre Trudeau, comme son ami Gérard Pelletier, est au fond un maurrassien qui s'ignore et un jacobin qui se cherche, ce qui n'est pas sans dérouter les Anglo-Canadiens qui lui doivent tant et ne peuvent cependant le supporter.

Le mystère du rapatriement

En tout cas, Pierre Trudeau est non seulement incapable d'être conséquent avec lui-même comme le souhaitait Dufresne au lendemain du référendum, mais il n'est pas davantage conséquent avec les choses — dont la nature lui échappe. A deux jours du vote, il est venu dire, à Montréal, aux Québécois éberlués : « *C'est en votant non que vous voterez oui, parce que c'est moi qui vais faire les réformes que vous souhaitez.* » Mais il a des réformes une conception toute giscardienne qui consiste seulement à sortir un lapin de son chapeau. De plus, on connaissait déjà le lapin : il s'agit en tout et pour tout de « rapatrier » la Constitution canadienne, dont les instruments sont au Parlement de Westminster depuis d'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, proposition déjà rejetée par les provinces lors de la conférence de Victoria, du temps où le parti libéral était lui-même au pouvoir à Québec.

Les Anglais sont bien embêtés. M. Nicholas Ridley, ministre d'Etat aux affaires étrangères, est donc venu accomplir une mission d'information au Canada sur ce que Michel Roy a pu appeler le « mystère du rapatriement ». Il a laissé entendre que le gouvernement britannique y était tout disposé... pour autant que le gouvernement fédéral ait l'accord unanime des provinces qui, selon les Britanniques, seraient la source et non l'émanation de la souveraineté du pouvoir fédéral. M. Trudeau s'est ensuite rendu à Londres, où il lui fut tenu le même langage. Mais il n'y croit pas et rêve d'un rapatriement unilatéral, d'une sorte de coup de force constitutionnel assorti de son propre *référendum* qui en appellerait au « peuple du Canada » à l'encontre des pouvoirs provinciaux. C'est une curieuse façon de montrer aux Québécois qu'ils ont bien voté *oui* en votant non. Ainsi une inconséquence avec soi-même est bien doublée d'une inconséquence avec les choses, sans parler d'une curieuse conception de la démocratie.

Les arrière-pensées de M. Trudeau

Pourquoi les provinces, en tête desquelles le Québec, ne veulent-elles pas entendre parler d'un tel rapatriement de la Constitution ? C'est parce qu'elles exigent qu'on *s'entende* d'abord sur le partage des pouvoirs et sur un certain nombre de principes fondamentaux ; elles ne veulent pas rapatrier une Constitution « bloquée » qui ne comporte aucune procédure pour sa propre révision. Ce problème laisse, évidemment, deviner les arrière-pensées de M. Trudeau. Il a tenté de les dissimuler au cours de ces trois derniers mois en provoquant une conférence constitutionnelle qui a étalé des divergences grandissantes et des convergences fragiles. Le gouvernement québécois a fort honnêtement joué le jeu, laissant aux provinces de l'Ouest le soin de faire ressortir que le Canada n'est pas seulement malade du Québec. On sait que l'Alberta en a assez d'être obligé de fournir tout le Canada en pétrole à 15 dollars le baril, quand le prix mondial est à plus du double. Ceux qui regardaient de haut les revendications nationales du Québec, sa quête d'identité, ne rigolent plus lorsqu'il s'agit de gros sous. Là, on est dans le sérieux américain, et il n'est pas *sûr* que les méthodes un tant soit peu cyniques de M. Trudeau fassent le poids.

Car Pierre Trudeau, que le général de Gaulle avait épinglé en marge d'une dépêche diplomatique comme « ennemi de la chose française au Canada », est, en effet, assez cynique, et parfois diabolique. A l'issue d'un débat public avec des journalistes français, ne confiait-il pas à l'un d'eux que, de toute façon, le Canada serait fichu d'ici vingt ans ? Empêcher à tout prix le Québec d'exister pour sauver quelque chose qu'on juge de toute façon perdu est un exercice assez diabolique du pouvoir. On sait qu'au lendemain même du référendum, et pour ouvrir la conférence constitutionnelle sur le nouvel avenir du Canada, le premier ministre fédéral proposa un préambule constitutionnel commençant par ces mots : Nous, peuple du Canada... »

Ce peuple au singulier suscita un tollé général au Québec, formulation rassemblant en un jour contre soi ceux qui avaient voté oui et ceux qui avaient voté non, ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas. *Le Devoir* publia en manchette cette admonestation cocasse de Claude Ryan à Pierre Trudeau : « Ne nous jetez pas dans les bras du parti québécois ! » Car il y a, en tout cas, un mythe auquel tiennent tous les Québécois, c'est celui des « deux nations fondatrices », la française et l'anglaise. Ce mythe permet de nier en partie l'acte de violence de 1760 et d'oublier que, s'il y a des fondations qui s'arc-boutent, il y en a qui se superposent. Mais ce mythe sera, aujourd'hui, d'autant plus précieux que la souveraineté, qui eût seule lavé l'aliénation consécutive aux traités de 1763, est reportée à une date ultérieure.

Conscient d'avoir commis une maladresse de plus, M. Trudeau a tenté de se répondre à lui-même en adressant une *Lettre ouverte aux Québécois*, qui fut rendue publique le 15 juillet. Ce document est un modèle du genre confus, où le premier ministre canadien se livre à de subtiles analyses philosophiques et sémantiques sur les significations respectives des mots « peuple », « nation », « ethnie », son arrière-pensée étant toujours d'accréditer ses compatriotes québécois comme une simple tribu, au même titre que les Amérindiens. Mais le clou de la démonstration, où il a mis tout le cynisme dont il est capable, consiste à dire aux Québécois : certes, sociologiquement parlant, et linguistiquement parlant, vous constituez bien une espèce de nation, mais comme les Anglais du Canada n'en constituent plus vraiment une, ayant été noyés par les apports extérieurs, on ne saurait donc plus parler de deux peuples réels. Ce qui signifie, en clair : certes, vous existez encore, mais comme les autres n'existent plus, n'insistez pas, car votre seule existence fait de vous un facteur de division.

« L'Ontario ne suit pas »

Une dépêche du 26 août nous apprenait que le « gouvernement d'Ottowa s'est montré prêt à discuter de la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Québécois mais (que) l'Ontario ne suit pas ». (Le gouvernement de l'Ontario se charge toujours de prendre des positions extrêmes qui permettent au pouvoir fédéral de se donner des allures de modérateur.) Plutôt que d'un « droit à l'autodétermination », on pourrait donc s'entendre sur le principe plus pudique de « maintenir la libre adhésion des provinces au Canada », et l'on définirait l'existence d'une nation au Québec en utilisant l'expression suivante : « Une société francophone distincte ayant son centre de gravité au Québec. » Mais cela ne dit *toujours* pas à quel prix l'Alberta pourra vendre son pétrole, ni si le Québec pourra disposer librement de son électricité.

Le Canada n'a pas de budget depuis deux ans. Ses problèmes demeurent inextricables, et les idées pour les résoudre cultivent le mélange des genres et la confusion des actes. Pierre Trudeau avait très largement échoué lorsqu'il a été remplacé par Joseph Clark, dont *on* attendait peu, et qui n'a guère eu le temps de faire ses preuves. Puis il est revenu, n'ayant *apparemment* rien appris ni rien oublié. Et comme il n'a pas eu le courage ou l'intelligence de résoudre le problème québécois ainsi qu'il méritait de l'être, selon sa spécificité et son importance, M. Trudeau se trouve aujourd'hui confronté, avec la contestation des provinces de l'Ouest, à des problèmes qui ne cessent de se multiplier sans pour autant se recouvrir ou se ressembler.

Des alliances purement circonstantielles entre les provinces mettent en échec un pouvoir central qui n'a pas su, à mesure, rendre à chacun ce qui lui était dû selon sa légitimité propre. Et à un nationalisme qui avait un sens et qui le conserve, celui du Québec, on prétend encore opposer un nationalisme qui n'en a aucun puisqu'il n'y a pas de nation canadienne, de l'avis unanime.

A vrai dire, à Ottawa, on en est à appeler secrètement de ses voeux la grande crise internationale qui permettrait de différer la prochaine tourmente intérieure. C'est ainsi qu'en 1940 le conflit avait permis au bon moment de prendre les « mesures de guerre » qui avaient favorisé ce « centralisme fédéral » dont le Canada est malade et que M. Trudeau, croyant soigner le mal par le mal, ne rêve que de renforcer.

FIN.

(1) *Le Devoir*, 19, avril 1980.

● *Erratum*. — Le chiffre de l'immigration asiatique au Canada a été environ de quinze mille au cours de ces quatre dernières années, et non de mille cinq cents comme il a été indiqué par erreur dans *le Monde* du 16 septembre.

AFRIQUE

LA GUERRE CIVILE AU TCHAD

Un pays « libanisé »

(Suite de la première page.)

Les ministères sont installés dans les anciens locaux de la Caisse de stabilisation des prix du coton. Le dépôt de carburants, cible privilégiée des canonniers des FAN, n'a pas été touché. Des hommes en armes en gardent l'entrée sous un immense et dérisoire « *Défense de fumer* ».

Sur l'avenue Moktar-Ould-Daddah défoncée circulent encore quelques véhicules surchargés de combattants. Des femmes portant des victuailles sur la tête s'en vont ravitailler les casernements. Les vendeurs de bière et de cigarettes se prélassent devant leurs maigres étals. Vaille que vaille, dans la chaleur poussiéreuse et humide de N'Djamena, la vie continue. Un détail pourtant, les rares enfants qui osent quitter le faubourg de Farcha ne jouent plus. Leurs aînés, eux, à partir de quatorze ou quinze ans, jouent à la guerre. Certains ont décoré leur kalachnikov de criardes décalcomanies. Même en guerre il est parfois difficile de sortir de l'adolescence. Derrière les lunettes réfléchissantes qu'ils affectionnent tout particulièrement, ils observent attentivement l'étranger qui déambule. « *Ces jeunes sont les plus dangereux*, nous dit un ministre. *On ne sait pas à qui ils obéissent, et comme ils ne sont pas payés depuis plus d'un an, il faut s'attendre à tout de leur part.* »

N'Djamena, surarmée, est une ville où règne la peur. Tout le monde craint tout le monde. Les ministres quittent rarement leur P.M. et dorment tous avec le kalachnikov sous l'oreiller. Qui sait si ce jeune homme en djellaba déchirée et sale, mitraillette posée sur son épaule maigre, est ami ou ennemi ? Bien sûr, puisqu'il est là, c'est qu'il relève des « forces coalisées ». Coalisées ? « *Il n'y a pas de véritable commandement commun. Chacun appartient à une tendance qui peut, demain, décider de changer de camp.* »

Nous avons tenté d'évaluer, par recoupements, les forces présentes dans la ville. Les plus nombreuses seraient les FAP de M. Goukouni Oueddei, qui comptent près de *trois mille hommes*, très jeunes pour la plupart, parfois reconnaissables à leur coiffure afro. Le lieutenant-colonel Kamougué, chef des « sudistes », commande de son côté quelques centaines de FAT, dont une quarantaine sont tout spécialement chargés de la protection de la « villa Mobutu », ex-résidence des hôtes de marque, présentement réquisitionnée par le vice-président du GUNT. Les FAT font fonctionner le bac de Farcha, la radio, et la centrale électrique qui alimente la ville résidentielle quelques heures par jour. Restent les combattants FAC de M. Acyl Ahmat, le ministre des affaires étrangères, supposé allié de la Libye, qui sont environ quatre ou cinq cents, sans oublier quelques dizaines de membres des autres formations.

Près de cent mille réfugiés

Nous n'avons pu détecter les signes distinctifs qui permettent d'identifier ces différents groupes, mais, on nous a assuré qu'ils vivaient en bonne intelligence au « camp du vingt-sept » et à l'aéroport, inutilisable puisque les adversaires disposent de missiles SAM pour détruire les avions qui s'y risqueraient. Les appareils libyens qui ravitaillent en armes les « forces coalisées » sont contraints de se poser à Douguia, à 90 kilomètres de N'Djamena, et une importante livraison aurait eu lieu la semaine dernière.

Telle est, approximativement, vue du côté des « forces coalisées » du GUNT, la situation sur le terrain. Les FAN de M. Hissène Habré semblent pratiquement encerclées depuis le début du conflit mais elles disposent d'une possibilité de sortie vers Abéché pour le ravitailleemnt en armes, et bénéficient, comme les autres, de la neutralité des autorités camerounaises pour la nourriture et l'essence. Autant qu'on puisse le savoir, la guerre a déjà fait plus de quatre mille victimes et personne, ici, n'ose avancer une date pour la fin des combats.

« *Le Tchad se libanise* », nous a-t-on souvent dit.

A Kousseri (Cameroun), située à 500 mètres du théâtre des opérations, les réfugiés se comptent toujours en dizaines de milliers. A 2 kilomètres au sud de la ville, le camp qui leur est réservé par les autorités camerounaises, sous la responsabilité du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU et de plusieurs autres associations (Croix-Rouge, Oxfam, etc...), a vu sa population diminuer jusqu'à moins de trente mille personnes. « *Mais ils sont deux fois plus nombreux dans la ville et ses environs* », nous dit un médecin. Sans compter ceux, moins pauvres, qui sont descendus s'installer près de Maroua et Garoua, et les exilés vers le Nigéria et le Centrafrique.

Cette surpopulation qui s'éternise ne va pas sans poser de graves problèmes. Bien sûr, sur le plan financier, les Camerounais n'ont pas à se plaindre. Les commerçants, qui ont doublé leurs prix, brassent d'énormes affaires. La population locale profite des facilités médicales et sanitaires mises en place pour les Tchadiens, et les installations en dur, avec le matériel, resteront... quand les réfugiés seront rentrés chez eux. En attendant, leur présence est évidemment de nature à créer des troubles politiques. Le président Ahidjo, qui a toujours su jusqu'à présent maintenir l'unité nationale, craindrait le « *mauvais exemple* » offert « *en face* ». Les musulmans du Nord-Cameroun ont, eux aussi, parfois, des velléités belliqueuses.

A tout cela, il faut ajouter les balles — et même, un jour, un obus — qui viennent se perdre dans la population, faisant parfois des blessés. Kousseri, qui fut une charmante petite sous-préfecture de 6 000 à 7 000 habitants, a pris l'apparence d'un immense bidonville poussiéreux. Au marché central, où les habitants de N'Djamena viennent faire leurs emplettes, des policiers et des militaires camerounais casqués et armés patrouillent entre les étals. Au total, un millier d'hommes ont été envoyés ici, ce qui a considérablement renforcé la sécurité, sans toutefois empêcher le trafic des biens pillés dans la capitale tchadienne (électro-ménager, meubles, etc.).

Le travail des médecins français

Sur le plan sanitaire, la situation est presque totalement maîtrisée. Au camp, trois puits ont été creusés, un dispensaire, sous tente, fonctionne toute la journée et un autre, en dur, est en projet. Les malades qui ont besoin d'une intervention chirurgicale sont dirigés sur l'hôpital de Kousseri.

Dans la cour, des hommes et des femmes en guenilles s'agenouillent sur de pauvres tapis. C'est l'heure de la prière. Certains dorment sur des nattes trouées à même le sol. Quelques enfants jouent entre les tentes réservées aux cent quarante-cinq malades hospitalisés. Des femmes soufflent sur des feux allumés pour préparer le repas du soir. « *Ce sont les familles de nos malades*, nous dit l'unique chirurgien des environs, le médecin-chef français Dumurgié. *Ils ne veulent pas les quitter, alors nous les tolérons ici.* » Sont-ils nourris ? « *Seuls les malades le sont : 220 grammes de viande et autant de riz chaque jour. Beaucoup ont plus à manger à l'hôpital qu'en ville.* » Le médecin-chef et les vingt-six Français qui l'entourent travaillent une douzaine d'heures par jour, sept jours sur sept, avec une permission de deux jours par mois pour aller se détendre à Maroua. Quelques-uns d'entre eux sont affectés à l'antenne médicale de Riguil, à quelques kilomètres au sud de la ville, où sont soignés les combattants des forces coalisées.

A Kousseri, ville considérée comme étant plutôt « pro-FAN », seuls les blessés de M. Hissène Habré et les civils peuvent être reçus. En août, 4 804 consultations médicales ont été effectuées, 150 interventions chirurgicales pratiquées, et plus de 1 600 nourrissons ont été placés en surveillance diététique. Les conditions de soins ont été considérablement améliorées. Depuis le 12 juillet, c'est le ministère français de la coopération qui administre l'aide, bien que le personnel soit toujours, à quelques exceptions près, militaire. Un laboratoire d'analyses et un local radiographique ont été créés, le dispensaire a été remis en état, l'annexe chirurgicale aussi, et une deuxième, climatisée, a été construite (coût total de ces opérations : 100 millions de francs C.F.A.). « *Le matériel que nous recevons de France avec les médicaments est ce que nous pouvons souhaiter de mieux* », poursuit le docteur Dumurgié. Bien sûr, le personnel médical français a été réduit de plus de moitié, mais, d'une part, des infirmiers camerounais et des interprètes tchadiens ont été engagés et, surtout, le nombre des combattants blessés envoyés à Kousseri a très fortement diminué (moins de 80 hospitalisés à l'heure actuelle, contre plus de 200 par jour jusqu'en avril dernier).

Les combats se feraient-ils moins meurtriers ? Peut-être, à moins que les chefs de tendances ne gardent leurs blessés de crainte que, hospitalisés, ils ne reviennent plus au combat. A la sortie de N'Djamena, sur la route qui mène au bac de Farcha, vers la paix, un barrage a été dressé. Lorsque les pilonnages reprennent, à la nuit tombante, il est fermé. Il faut bien empêcher les fuyards de se réfugier au Cameroun.

PATRICE CLAUDE.

● *Le président Bourguiba à Paris.* — Le chef de l'Etat tunisien effectue, depuis le dimanche 14 septembre, une visite privée à Paris où il doit recevoir des soins dentaires.

● *Le Front Polisario* a annoncé, lundi 15 septembre à Alger, avoir attaqué, le 9, deux positions marocaines, Rous Leklaiwat et Lemraya, situées dans la région de l'oued Draa, au sud du royaume, « *tuant quarante-sept soldats marocains et détruisant huit chars* ». — *(Corresp.)*

« Négocier avec Hissène Habré c'est préparer une nouvelle guerre »

nous déclare le président Goukouni Oueddeï

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — *Qu'il semble jeune et fragile, cet homme de trente-quatre ans, qui tient dans ses longues mains fines l'une des cartes maîtresses de l'avenir du Tchad.* Le président Goukouni Oueddeï, gardé par des adolescents qui lui ressemblent, nous reçoit dans la petite « villa Senghor » qui lui sert de palais présidentiel depuis que le véritable a été détruit. Il donne l'impression d'être pondéré et ferme. « *Négocier avec Hissène Habré ? Mais c'est préparer une nouvelle guerre. Hissène est une pomme pourrie, nous ne négocierons jamais avec lui.* » Le débit de la voix s'est à peine accéléré. « *Les Forces armées du Nord (FAN) feraient la paix avec nous immédiatement s'il n'y avait cet homme.* » Alors, la guerre toujours ? Fini les « tables rondes », les conférences à Lomé ou ailleurs ? « *Nous irons à Lomé pour parler de paix quand le GUNT réuni l'aura décidé, et le jour où, en premier lieu, les pays organisateurs (Togo et Guinée) cesseront de présenter ces négociations comme une réunion des différentes tendances tchadiennes. S'il y a rencontre, c'est une rencontre entre un gouvernement légal et une tendance rebelle.* » Pourtant, le colonel Kamougué ne s'est-il pas rendu à Lomé le 23 août en même temps que M. Hissène Habré ? « *Pure coïncidence, le colonel était en tournée diplomatique dans plusieurs pays africains et partait pour la France expliquer notamment à Paris qu'on ne nous imposera jamais le rebelle Habré à la tête de ce pays. Il faut que M. Giscard d'Estaing comprenne qu'il ne pourra jamais dicter sa politique au Tchad. Qu'il cesse de parler de fédération. Le peuple tchadien décidera lui-même de son avenir.* »

A propos de l'aide libyenne qu'il a acceptée sur l'insistance de M. Acyl Ahmat, son ministre des affaires étrangères, le président Goukouni observe : « *Pour régler la crise que nous traversons, nous sommes prêts à tendre la main à n'importe quel gouvernement ami.* » Même au prix de la bande d'Aouzou, actuellement occupée par Tripoli ? « *Cette question sera réglée pacifiquement, par la négociation, et non par les armes.* » Mais les Tchadiens ne craignent-ils pas que derrière le colonel Kadhafi ne s'engouffrent d'autres forces ? Sourire, qui se veut rassurant : « *Nous n'en sommes pas là.* »

Au loin, les tirs s'intensifient. Des armes lourdes entrent dans la danse. Que pensez-vous de la proposition du président Senghor de faire appel à l'ONU ? « *Senghor est un vieil homme fatigué. Qu'il se repose ou commence à s'occuper de ses problèmes internes. Nous avons les nôtres à régler.* » Fédérer les différentes forces coalisées par exemple ? « *Ceci ne sera possible que le jour où le GUNT aura les moyens matériels de payer tous les combattants. Alors l'armée sera une.* » Vous adresserez-vous à la France ? « *La France nous a beaucoup aidés sur le plan médical, nous remercions tous les médecins qui travaillent jour et nuit pour sauver nos combattants. Tout ce que nous demandons, c'est qu'elle nous aide à faire repartir l'économie.* » Même en favorisant le Sud, ce qui ne peut que renforcer les conditions d'une sécession ? « *Ceux qui prêtent ces intentions au colonel Kamougué, vice-président du GUNT, font fausse route. Il n'y a pas de Sud, il y a le Tchad, et il faut sauver ce qui peut l'être.* »

Il est près de 17 heures à N'Djamena. Aucun pli de la longue tunique blanche du président n'a bougé. Dans moins d'une heure, le pilonnage systématique au mortier des positions des uns et des autres va reprendre. Mieux vaut ne pas rater le dernier bac de Farcha à Kousseri, au Cameroun. Le jeune chef religieux des Goranes, le fils du Derdeï, dit encore qu'il n'entre pas dans ses intentions de rester chef de l'Etat après la guerre. Puis il se lève, jette noblement ses bras maigres vers le ciel et, pour la première fois, la voix monte en un majestueux « salut ». — P. C.

A travers le monde

Afghanistan

● UN SOLDAT SOVIETIQUE S'EST REFUGIE à l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul et a demandé l'asile politique, a annoncé, le lundi 15 septembre, un porte-parole du département d'Etat. Celui-ci a indiqué que le gouvernement américain faisait « *tous les efforts possibles* » pour donner satisfaction au soldat, le premier à faire ainsi défection en Afghanistan.

D'autre part, M. Nazar Muhamed, ministre des travaux publics, qui, selon les résistants, « *avait été tué* » samedi à Zadran, dans la province de Paktia, a inauguré lundi un hôpital, a annoncé, ce même jour, Radio-Kaboul. Celle-ci n'a pas fait mention du lieutenant-colonel Faiz Muhammed, ministre des questions frontalières, dont la mort avait également été annoncée de même source (*le Monde* du 16 septembre). — *(A.F.P.)*

Bolivie

● L'AIDA (ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEFENSE DES ARTISTES) et le comité Liber Forti ont lancé, lundi 15 septembre, à Paris un appel pour la libération du metteur en scène et écrivain argentin arrêté à La Paz le 17 juillet, jour du coup d'Etat militaire en Bolivie. M. Liber Forti, âgé de soixante-deux ans, et détenu dans les locaux du ministère de l'intérieur, est « en très mauvaise santé » et « a subi des tortures » selon le comité. L'association rappelle que « homme de théâtre de tout premier plan en Amérique latine, M. Liber Forti est le fondateur du théâtre « Nuevos Horizontes » et le pionnier en Amérique latine d'un théâtre populaire réalisé par les ouvriers eux-mêmes, notamment les mineurs de l'étain. Il a également été le créateur de plusieurs radios libres autogérées dans les centres miniers boliviens ».

Centrafrique

● LA COUR CRIMINELLE CENTRAFRICAINE, qui siégeait en séance publique, a condamné à mort, lundi 15 septembre, le docteur Jean-Bruno Dedeavode, gendre de l'ancien empereur Bokassa. Accusé d'un assassinat par empoisonnement, le docteur Dedeavode avait déjà été condamné à mort, en février dernier, mais l'arrêt avait ultérieurement été cassé par la Cour suprême « pour vices de procédure ». — *(A.F.P.)*

El Salvador

● TRENTE-HUIT PERSONNES sont mortes le lundi 15 septembre victimes de la violence politique. Vingt d'entre elles ont été découvertes à Santa-Ana, seconde ville du pays, à l'ouest de la capitale. D'autre part, le colonel Majano, membre de la junte et porte-parole des modérés des forces armées, a démenti lundi avoir l'intention de démissionner. — *(UPI.)*

Portugal

● UN MILITANT DU PARTI SOCIALISTE a été tué et deux membres du parti communiste ont été blessés, le dimanche 14 septembre, au Portugal, au cours de la première journée de campagne électorale pour les élections législatives du 5 octobre.

Uruguay

● LE PROCES EN APPEL DE M. RAUL SENDIC et de ses camarades, dirigeants du mouvement Tupamaro, a été reporté *sine die* par les autorités militaires (*le Monde* du 16 septembre). Ce procès devait commencer le 15 septembre, mais aucune raison n'a été donnée par les militaires au pouvoir pour justifier ce report.

politique

A Orléans

Le P.C. et le P.S. ne sont pas parvenus à réaliser une liste d'union

De notre correspondant

Orléans. — Sept listes seront en présence, dimanche 21 septembre, pour le premier tour des élections partielles destinées à compléter le conseil municipal (1) d'Orléans (Loiret), où quatre sièges sont vacants depuis le récent décès du maire, Gaston Galloux (R.P.R.), ceux de deux conseillers (Robert Houbart, R.P.R., et Georges Landré, U.D.F.-C.D.S.) et la démission de Mme Yvain (U.D.F.-P.R.).

L'extrême gauche, dont la liste unique avait recueilli 11,98 % des voix au premier tour des élections municipales de mars 1977, sera représentée par trois listes : l'une investie par Lutte ouvrière (trotskiste), l'autre par la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) et la troisième par le parti communiste marxiste-léniniste (maoïste).

Communistes et socialistes n'ont pu se mettre d'accord pour présenter une liste d'union. Le parti communiste avait proposé une liste commune composée de 2 P.C. et 2 P.S. ; la proposition du parti socialiste consistait en une équipe comprentant 2 P.S., 1 P.C. et 1 M.R.G. Les socialistes demandaient également au P.C. de *« s'engager publiquement »* à cesser toute polémique avec le P.S., et cela jusqu'à la fin d'un éventuel mandat. « *Dans toutes les batailles ouvrières du département*, ont déclaré les responsables socialistes d'Orléans, *le P.C. a non seulement refusé toutes les propositions d'actions communes des socialistes, mais il a attaqué prioritairement le P.S., alors que celui-ci déployait tous ses efforts pour sauver l'emploi. En réalité, le P.C. fait comme s'il y avait deux sortes de combats, ceux qu'on mène chaque jour dans les entreprises, dans le cadre de vie, pour les droits de l'homme, et dans lesquels le P.C. s'autorise tous les mensonges et toutes les injures, et les combats électoraux, où l'on fait patte douce aux socialistes pour obtenir leurs voix. Les socialistes n'entendent nullement cautionner ni prolonger cette sinistre comédie.* » Le P.S. a donc décidé de constituer une liste avec trois des siens et un radical de gauche.

Pour le P.C., les propositions socialistes, qui aboutissaient *« à ce que un des amis de Robert Fabre prenne la place d'un des deux communistes »*, constituaient *« une provocation »*. Les communistes, qui présentent leurs propres candidats, estimaient également que c'était un mauvais prétexte d'invoquer les divergences entre les deux partis, car, disaient-ils, *« il ne s'agit pas de gouverner le pays, mais de créer des conditions pour que la gauche soit représentée à la mairie d'Orléans »*.

Le Mouvement de la gauche socialiste et démocratique, créé à Orléans en juillet 1978 à la suite de l'exclusion du P.S. de M. Pierre Thibault, qui avait été candidat à une élection municipale partielle organisée en avril 1978 à la suite du décès du précédent maire, M. René Thinat (rad.), malgré la présence de candidats désignés par le P.S., sera également présent lors du prochain scrutin.

Enfin, la majorité présente une liste d'Union pour Orléans composée de 2 R.P.R., 1 U.D.F.-C.D.S. et 1 U.D.F.-rad. En revanche, la question de la succession de Gaston Galloux à la tête de la municipalité n'est pas résolue.

RÉGIS GUYOTAT.

(1) Le conseil municipal est actuellement composé de 9 U.D.F.-rad., 8 U.D.F.-C.D.S., 4 U.D.F.-P.R., 7 CNIP et 2 mod. maj.

Dans l'Isère

LE P.C. ACCUSE LE P.S. D'ENTRAINER SON ÉLECTORAT A DROITE

De notre correspondant

Grenoble — Après les résultats du second tour de l'élection cantonale de Tullins (Isère), qui a vu le succès du candidat sans étiquette soutenu par les partis de la majorité, M. Moïse Zala (*le Monde* du 16 septembre), la fédération de l'Isère du parti communiste dénonce, pour la première fois dans ce département d'une manière aussi vigoureuse, l'attitude des responsables du parti socialiste aux niveaux local, départemental et national. Selon la fédération communiste, « *une part importante des électeurs socialistes du premier tour, environ la moitié, ont voté au second tour pour le candidat de la droite* ». Le communiqué du P.C. poursuit : « *Ce résultat est d'abord la conséquence de la politique nationale du P.S. Le scrutin de Tullins nous amène à faire le constat que, à force de pencher de plus en plus à droite depuis 1977, le P.S. arrive malheureusement à y entraîner une partie importante de son électorat.* » Il précise : « *Ceci est aussi la conséquence de l'attitude de la direction des dirigeants départementaux du P.S. La fédération socialiste, dirigée par Louis Mermaz* (1), *si elle a annoncé le désistement socialiste pour le second tour, a refusé tout appel et campagne en commun. C'est la première fois, depuis près de vingt ans, qu'il n'y a pas d'appel commun au second tour pour une élection dans l'Isère. Le député socialiste de la circonscription* (2) *et le secrétaire de la section socialiste de Tullins ont refusé d'appeler à voter pour le candidat de l'union.* » — C. F.

(1) M. Louis Mermaz, député de la cinquième circonscription de l'Isère, est le président du comité directeur du P.S.

(2) Le député de la circonscription législative dont fait partie Tullins est M. Jacques-Antoine Gau.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. LECANUET (U.D.F.) : M. Chirac doit reconnaître la primauté de M. Giscard d'Estaing.

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a déclaré lundi matin 15 septembre au micro de France-Inter : « *M. Jacques Chirac doit reconnaître la primauté de M. Giscard d'Estaing — non seulement du fait de sa position de président de la République, mais dans l'opinion française — et en tirer les conséquences.* » Il a précisé : « *Cela signifie pour le président du R.P.R. qu'il doit, au second tour, apporter son appui à M. Giscard d'Estaing, après avoir, s'il le souhaite, exprimé ses convictions au premier tour.* »

M. Lecanuet a émis le vœu que le R.P.R. « *ait un sursaut majoritaire, mais pas contre M. Giscard d'Estaing* ». Il a ensuite remarqué : « *J'ai moi-même commis cette erreur dans le passé quand j'étais en désaccord avec le général de Gaulle. Quand il y a un chef d'Etat respecté et estimé dans le pays, il est vain de tenter de modifier le cours des événements. (...) Je ne regrette pas d'avoir combattu le général de Gaulle. C'est un acte noble que de manifester sa conviction, mais il faut bien voir que c'est un acte finalement sans conséquence pratique.* »

M. BÉRÉGOVOY : le tandem Marchais-Giscard.

M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national du parti socialiste, a souhaité qu'« *un face-à-face* » puisse être organisé entre M. Georges Marchais et M. Lech Walesa, leader des ouvriers polonais. M. Bérégovoy, qui participait dimanche 14 septembre à la Fête de la rose du P.S. à Pavilly (Seine-Maritime), s'est demandé « *de quel poids pèserait le plaidoyer laborieux du secrétaire général du P.C.F. devant la tranquille assurance d'un ouvrier polonais qui lui rappellerait qu'il n'y a pas de socialisme sans liberté* ».

Evoquant la situation intérieure française, le secrétaire national du P.S. a également estimé : « *L'alignement sur Moscou des dirigeants communistes fait le jeu de la droite. C'est pourquoi l'on peut parler d'un tandem Marchais-Giscard contre le changement.* » « *Face à cette situation, la réponse appartient aux travailleurs communistes : accepteront-ils que le bail de l'actuel président soit renouvelé en 1981, ou bien participeront-ils au rassemblement populaire qui peut unir autour du candidat socialiste tous ceux qui en ont assez de l'inflation et du chômage et qui refusent la politique d'abaissement national, du pouvoir.* »

● *M. Jean Elleinstein* a déclaré, lundi 15 septembre, sur R.T.L., que, « *dans l'état actuel des choses* », il « *ne voit pas de raison bien grande de voter pour Georges Marchais* », lors de l'élection présidentielle. M. Elleinstein estime que le secrétaire général du P.C.F. « *s'autodésigne candidat* ». « *Nous assistons aujourd'hui*, a-t-il dit, *à la renaissance du culte de la personnalité, du culte du chef.* »

● *M. Michel Rocard*, membre du bureau exécutif du P.S., a refusé, lundi 15 septembre, de commenter les déclarations hostiles au P.S. faites par M. Georges Marchais à l'occasion de la Fête de *l'Humanité*. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine a indiqué : « *Je suis de plus en plus exaspéré par la politique politicienne et je veux m'intéresser aux seuls problèmes importants, tel celui de l'emploi.* »

« L'HUMANITÉ » JUGÉE PAR UN DES SIENS

Le Quotidien de Paris a publié, lundi 15 septembre, la lettre que M. Jean Weber, trente-deux ans, ancien adjoint au chef du service société de *l'Humanité*, avait adressée à la direction du quotidien du P.C.F. pour annoncer sa démission (*le Monde* daté 29-30 juin). M. Weber oppose l'attitude du P.C.F. face à l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, en août 1968, à celle qu'il a adoptée devant l'intervention soviétique en Afghanistan. Il écrit :

« *Que reste-t-il aujourd'hui des essais (et erreurs) du P.C.F. pour prolonger la critique du système politique des pays du « socialisme réel », développer une conception originale de l'avenir du mouvement ouvrier international, établir de nouvelles alliances politiques et hâter la démocratisation du parti ?*

» *On n'en finirait pas de s'interroger sur les raisons pour lesquelles le parti communiste, ses dirigeants, ont brutalement « redécouvert » que le P.S. restait un parti social-démocrate et « oublié » qu'il demeurait un parti ouvrier.*

M. Weber exprime ses doutes sur « *notre indépendance de communistes français* ». Il écrit, au sujet de *l'Humanité* :

« *Ce qu'une certaine presse refuse à son public, qui n'aime guère être dérangé — la sensibilité, la révolte, l'humour, le doute, l'expression libre des contradictions, la recherche, —* l'Humanité *devait en faire sa loi. Lettre morte : l'inertie, la grisaille, l'étroitesse, voire la petitesse d'esprit ; les ambitions dérisoires, les divisions tribales pèsent sur des journalistes strictement surveillés et des lecteurs fourbus qui finissent par renoncer. Cela sert à quoi, à qui ?*

» *Cette quotidienne peine à jouir, je la refuse.* »

AU CONVENT DE LA GRANDE LOGE DE FRANCE

M. DE JUST : « Les Eglises doivent être nos interlocutrices. Il est grand temps de tourner la page »

Le convent de la Grande Loge de France, qui vient de réunir les « députés » de ses deux cent cinquante loges et de réélire M. Michel de Just comme grand maître (*le Monde* du 16 septembre), a fait un pas de plus vers les Eglises des différentes confessions, et notamment vers l'Eglise catholique, tout en soulignant que cette démarche ne répond qu'à une fidélité « *à des principes intangibles* ».

Exprimant cette orientation des loges, M. de Just a notamment déclaré : « *Lorsque l'Eglise, sortant de son rôle spirituel, a voulu dominer dans le domaine temporel, notamment l'école républicaine, les francs-maçons s'y sont opposés. Aujourd'hui, on assiste dans les Eglises au renouveau d'une véritable vocation spirituelle. Loin d'être nos ennemies, elles sont et doivent être nos interlocutrices pour résoudre les problèmes qui se posent à tous. Il est grand temps de tourner la page. Qui ira vers l'autre ? Cela n'est pas important.* »

Dans une déclaration liminaire, le grand maître de la Grande Loge de France avait lancé cet appel aux « *autres forces spirituelles* » : « *Nous venons en loge pour retrouver et magnifier le meilleur de nous-même. Nous venons en loge pour nous enrichir de l'apport de tous nos autres frères et pour enrichir tous nos autres frères de notre apport. Mais si la loge est et doit rester ce lieu privilégié où n'entrent point les passions de ce monde, elle ne doit pas être un sépulcre mais, au contraire, une source de lumière appelée à l'irradier, afin que nous poursuivions au-dehors l'œuvre commencée dans le Temple.*

» *Nous la poursuivons notamment en prenant conscience chaque jour davantage des atteintes à la dignité de l'homme : emprisonnements arbitraires, immorales contraintes de toutes sortes, oppressions morales ou physiques, exils, relégation dans des camps, exécutions sommaires, déferlement des fanatismes, sans oublier les horribles famines dues à l'égoïsme et à l'âpreté au gain de certains individus (...). Nous ne disons pas que nous sommes les seuls à pouvoir nous prétendre initiés et à pouvoir affronter les échéances de l'histoire. Nous disons seulement que des siècles de pratiques initiatiques dans la tolérance et dans la confrontation constante de valeurs différentes et complémentaires nous ont donné vocation pour lancer un appel à toutes les autres forces spirituelles qui cherchent la Lumière et l'Amour avec autant d'obstination que nous (...).*

» *L'heure a-t-elle sonné dans l'histoire de l'humanité où doit enfin s'accomplir la conjonction des initiés, la coalition de toutes ces forces spirituelles qui ont traversé les siècles et qui se présentent aujourd'hui si différentes par leur passé et par leurs traditions, si proches dans leur espérance, au rendez-vous de la fraternité militante ?* »

Répondant à nos questions, M. de Just a indiqué que la Grande Loge de France ne participera pas aux assises internationales de la laïcité organisées par le Grand-Orient et prévues pour 1981. Son obédience, en revanche, prépare une journée du centenaire de l'école républicaine. « *La G.L.D.F.*, a-t-il précisé, *ne se désintéresse pas de la laïcité, mais celle-ci ne nous paraît pas aujourd'hui en danger.* »

Interrogé au sujet de la campagne présidentielle, M. de Just a souligné que la G.L.D.F., dont tous les membres sont intéressés par cette affaire nationale, « *est, continuera d'être et restera apolitique* ».

Sur le plan international, le grand maître a évoqué les alliances privilégiées conclues avec les loges locales lors de voyages en Afrique noire et en Afrique du Nord, notamment au Maroc.

Sur le plan européen, la G.L.D.F. a commencé, avec d'autres loges, à constituer les bases d'une « alliance maçonnique universelle » qui devrait se concrétiser par un protocole d'accord. D'autre part, l'obédience sera représentée lors de la conférence maçonnique inter-américaine qui se tiendra le 26 octobre à Caracas. Le grand maître a évoqué, en outre, l'aide apportée par la G.L.D.F. aux francs-maçonneries espagnole et portugaise renaissantes. — A. G.

● MISE AU POINT. — M. Rachid Boudjedra, écrivain algérien, nous fait savoir qu'il n'a pas participé à la rencontre méditerranéenne de Saint-Maximin et de Marseille.

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

GARD : le P.S. vise le troisième siège

De notre correspondant

Nîmes. — La dénonciation, par le P.C.F., de la mauvaise volonté mise par le maire socialiste du Grau-du-Roi, *M. Jean Bastide, à constituer* des listes d'union pour l'élection des grands électeurs *(le Monde* daté 7-8 septembre) *n'était peut-être* qu'un croc-en-jambe visant un maire dont l'attitude, dans le conflit des marins-pêcheurs, *avait suscité l'es*time de tous les grévistes. Quoi qu'il en soit, l'incident aura eu pour effet d'apporter *quelque passion à* une campagne bien calme, jusqu'alors, dans un département où *l'on songe plus au retard pris par* les vendanges qu'aux élections sénatoriales.

Les principaux candidats sont *connus. Pour le P.S., ce sont* M. Edgard Tailhades, président du conseil régional, sénateur sortant *(réélu au premier tour depuis 1955),* qui fait « ticket » avec M Benedetti, maire de Bagnols, président du groupe *P.S.-M.R.G. du conseil géné*ral. M. Gilbert Baumet, président du conseil général et maire de Pont-Saint-Esprit, *qui, lors de la dési*gnation des candidats socialistes, avait été le seul à recueillir au premier tour la majorité des *suffrages fédéraux,* a pour suppléant M Paul Flory, professeur de lycée, ancien premier secrétaire fédéral, qui appar*tient* au courant rocardien. Le troisième candidat socialiste est M. Rouvière, directeur de collège, *maire, conseiller général* de Besseges et ancien suppléant de M Edgard Tailhades. Il fait équipe avec *M. Barrère, secrétaire général* de l'Amicale des maires du Gard C'est là une équipe dont la solidité ne *semble pas avoir été compromise* par le grave accident de la route dont les conséquences retiennent M Baumet *sur un lit de clinique.* Les autres candidats ont déclaré qu'ils feront campagne pour leur collègue handicapé, *lequel pourrait, d'ailleurs,* retirer quelque avantage psychologique de son éloignement forcé des tribunes électorales.

On s'accorde généralement à *penser* que deux sièges devraient revenir dès le premier tour au P.S. Pour le troisième, les supputations *ne peuvent* s'appuyer que sur des manipulations hasardeuses des chiffres Le P.C. a mis tous ses espoirs en M Robert Jonis, *premier* adjoint au maire de Nîmes et vice-président du conseil général, qui bénéficie de la solide expérience de *son suppléant,* M. Roger Roucaute, maire d'Alès et ancien député

Le deuxième candidat communiste, *M Bolmont,* conseiller général de Génolhac et authentique résistant estimé même par ses adversaires *idéologiques,* a beaucoup d'amis dans les Cévennes Le troisième candidat est un exploitant agricole, *M. René Mathieu,* conseiller général de Roquemaure.

Du côté de la majorité, on ne note actuellement que deux candi*datures certaines,* celles de MM Gache (U.D.F.), conseiller général et maire de Villeneuve-lès-Avignon, et *Antoine Castelnau (C.D.S.), conseiller* général de Nîmes-IV On s'étonne de l'absence de M Jean Poudevigne *(C.D.S.), directeur général du Syn*dicat national de l'industrie pharmaceutique, ancien vice-président *délégué de Radio Monte-Carlo,* ancien député, conseiller général de Montfrin, qui n'a pas encore confirmé *la candidature qu'il avait annoncée* publiquement au printemps Peut-être M. Poudevigne, expert en études de marchés, *a-t-il entre-temps, fait* ses comptes...

Enfin, il y a l'inattendu, M. Paul Béchard, ancien maire d'Alès, ancien sénateur socialiste, ancien *président* du conseil général, ancien secrétaire d'Etat et ancien gouverneur général de l'A.O.F., et qui, éloigné de la *scène politique* depuis deux lustres, brigue *« le siège de doyen du Sénat »,* selon le mot d'un de ses *impertinents adversaires. Mais il est* douteux que ce revenant, si « titré » soit-il, trouble les nuits des trois *socialistes désignés par la fédéra*tion. Ajoutons que le deuxième sénateur gardois actuellement en exercice, *M Maurice Fontaine,* de tendance modérée, qui avait succédé à Mme Suzanne Crémieux, décédée Il y a deux ans, avait annoncé, sans commentaire, qu'il ne se représenterait pas.

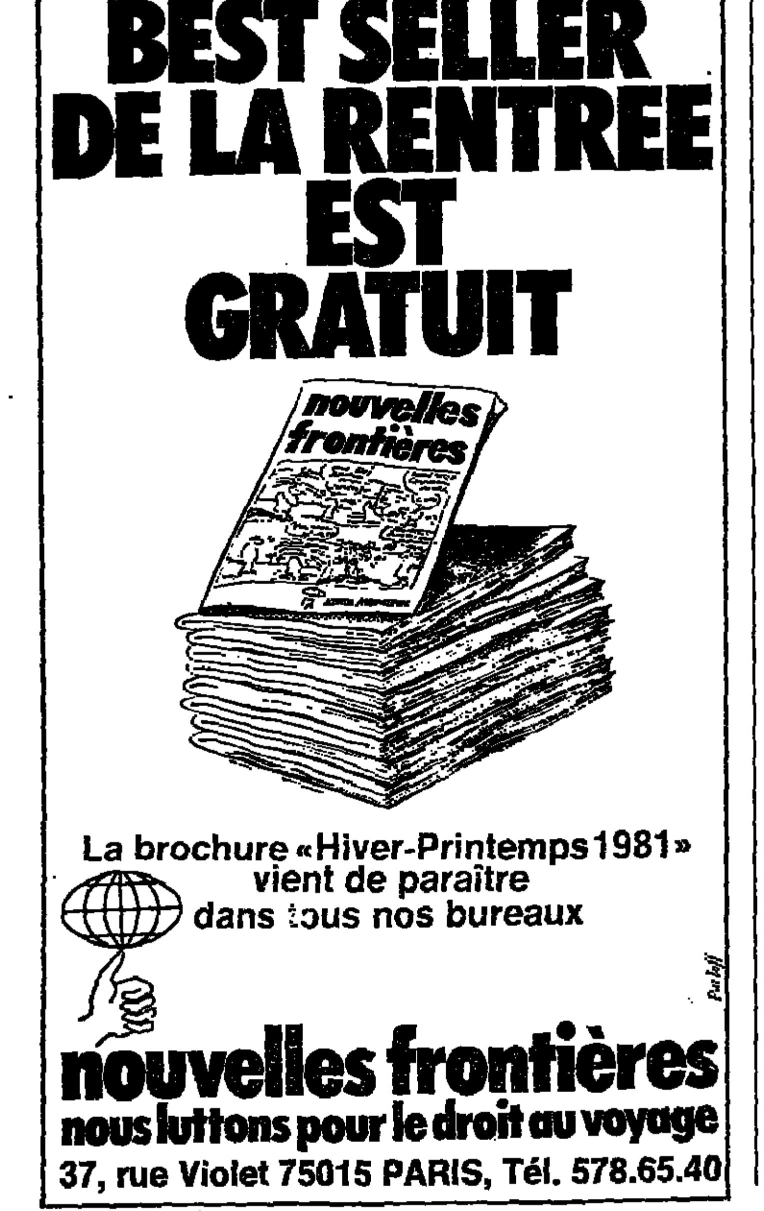
JEAN-CHARLES LHEUREUX.

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

MOSELLE : Woustviller (1er tour).

Inscr., 899 ; vot., 498 ; suffr. expr., 314. Liste d'Union et de défense des intérêts communaux, *276 voix en moyenne : 5 sièges.*

[Il s'agissait de pourvoir les sièges de cinq conseillers municipaux qui s'étaient démis de leur mandat pour protester contre les méthodes de gestion du maire, notamment pour la *passation* de marchés de gré à gré confiés à une entreprise dirigée par le père du maire, *M. Joseph Gross* (mod. maj.). Une information judiciaire est d'ailleurs actuellement en *cours.* Les cinq conseillers ne se représentaient pas. La liste, dont les cinq membres ont été *élus* dès le premier tour, avait reçu le soutien du maire.]



FINISTÈRE : « Quand trois crocodiles mâles sont dans le même marigot... »

De notre envoyé spécial

Quimper. — On se dit qu'il faut oublier les petites histoires, rester sourd aux ragots, aux passions et aux invectives, à tout ce superflu qui est l'écume de l'inimitié et qui *transforme* les *rivalités* politiques en haines personnelles On voudrait s'attacher à discerner l'évolution des forces politiques, le poids de l'économie, l'influence de *la géographie... On le voudrait et* c'est impossible tant l'écume est ici forte, essentielle, tant elle porte en germe la « grande politique » La politique, dans cette *extrême* avancée de la Bretagne, ressemble au pays et aux hommes : contrastée, *complexe,* dure Pour tout dire, elle est « finistérienne » : il n'y a pas *de traduction.*

Pour essayer de comprendre, il faut prendre des repères, et s'y *tenir.* Le premier a toutes les apparences du truisme : le Finistère *est* en Bretagne, *mais en* Bretagne, il y a le Finistère. Cela veut dire que tout ici est exacerbé. Ce qui vient de Paris est *a priori* suspect, et tout *ce qui est imposé par Paris est* presque systématiquement rejeté. En outre, il faut savoir qu'un habitant du « Finistère-Nord » aura plus de mal à recueillir les *voix de Quimper* (« Finistère-Sud ») que celles de Brest.

La deuxième notion est d'ordre *politique :* historiquement, le Finistère est terre centriste. C'est le M.R.P « C'est » parce que si les hommes ont changé et les partis modifié leur sigle, concrè*tement, l'U.N.R. et le M.R.P n'ont* pas fini d'en découdre Troisième référence : si, à l'exception notable de Quimper, la gauche tient la plupart des villes (Brest, Morlaix, Concarneau, Douarnenez, Quimperlé, Carhaix), les centristes sont beaucoup mieux implantés dans les communes rurales.

La gauche, mathématiquement, n'a guère de chances. *Elle le sait,* le dit, et se prépare au spectacle. Le spectacle ? Il va naître de l'oubli d'une *règle essentielle en* politique, rappelée jadis par Georges Pompidou sous la forme d'un vieux proverbe africain : *« On ne met jamais deux crocodiles mâles dans le même marigot. »* Surtout lorsqu'ils sont trois... En l'occurrence, il *s'agit de M. Marc Bécam,* député R.P.R. du Finistère, conseiller général et maire de Quimper, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales; de *M. Jean-Yves Cozan* (C.D.S.), conseiller général, adjoint au maire de Quimper, et de M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère, conseiller général Les *relations entre ces trois hommes* sont déterminantes. Elles expliquent largement la situation actuelle, le fait que la majorité présente trois listes aux élections *sénatoriales du 28 septembre.*

D'habitude, explique M. Guermeur, les sénatoriales sont des *élections « préréglées ».* Les grands électeurs étaient habitués à voter pour la liste M.R.P., en fait pour André Colin (1), puis, pour ses successeurs. *« C'était,* ajoute le *député R.P.R., un bail renouvelable par tacite reconduction. »* Au Sénat, le Finistère est aujourd'hui représenté par quatre centristes (U.C.D.P.) : MM. Edouard Le Jeune, Georges Lombard, François Prigent et Louis Orvoën. Seuls les trois premiers se représentent. Dès que furent connues les intentions de M. Orvoën, qui est président du conseil général, il devint évident que M. Cozan serait candidat. C'était dans *la* logique des choses. *« C'est le fils spirituel d'André Colin. Pendant des années,* précise M. Guermeur, *il a tout fait pour se donner cette image, pour le remplacer dans l'esprit des gens, puis dans les urnes. »* L'intéressé ne dément pas. Il a, en effet, travaillé pour et avec l'ancien président du M.R.P., et les sénatoriales, c'est une première consécration nationale pour un homme dont la stature *s'est peu à peu structurée* dans le département : le prix de la fidélité Mais M. Cozan n'est pas seul. Au C.D.S., avec lui, il y a, notamment, M. Argel, président de la chambre d'agriculture, maire de Ploudalmézeau, une autre « personnalité ». Et puis, les centristes, les indépendants, les gauchistes, avaient *tous des candidats à présenter.*

Une lourde erreur tactique

Aujourd'hui, il serait vain de rechercher la genèse de l'histoire, *chacun en ayant une version différente. « Tout le monde me disait d'y aller,* assure le maire de Quimper. *J'ai eu des contacts, c'est vrai, un peu privilégiés avec les sortants... Il n'y avait aucun moyen d'en sortir.* » Bref, devant la « *quadrature du cercle* », c'est-à-dire la profusion de candidats, sur les conseils de M. Bonnet, ministre de l'intérieur, ancien député du Morbihan, M. Bécam a pris la tête d'une liste d'« union » avec les trois sénateurs sortants. Mais le secrétaire d'Etat aux collectivités locales a commis une lourde erreur de psychologie et de tactique. *Pour faire taire* les querelles locales, la composition de sa liste « tombe » de Paris, sous la forme d'un communiqué. « Paris » a décidé, le Finistère n'a plus qu'à *obéir ! Outre que, politiquement,* rien ne pouvait braquer davantage les états-majors locaux, la manœuvre aboutit au contraire du but recherché M. Cozan et les centristes *se sentent floués* et constituent une liste qui, seule, a officiellement le parrainage du C.D.S. Le R.P.R. et les indépendants, qui au conseil général ont constitué un *intergroupe (l'IPES)* (2) avec l'espoir — ambitieux — de mettre fin à la domination centriste dans le Finistère, font de même. La rupture est consommée. *En réalité,* ces primaires au sein de la majorité ne reflètent qu'imparfaitement la situation, et c'est à tort que l'on *y verrait* l'affrontement de trois blocs politiques homogènes. *La liste R.P.R.,* impulsée par M Guermeur, compte des « R.P.R. » de fraîche date et celle de M. Cozan, au moins un centriste récent. Enfin, *chez les « gaullistes »* et les « centristes », les objectifs ne sont pas les mêmes.

M Guermeur fonde des espoirs sur la division de l'électorat centriste ce qui, estime-t-il, devrait logiquement, favoriser le R.P.R. Opération purement tactique donc. M. Cozan *lui,* parle du *« respect de la démocratie »* et, faisant à la fois allusion au flou de la position politique des colistiers de M. Bécam et aux conséquences de ces primaires majoritaires, affirme : *« Ils n'ont pas réussi à installer l'ambiguïté dans ce département. »*

Peu *importe au fond;* peu importe, comme le soutient M. Guermeur, que M. Bécam porte ou non la responsabilité *« d'avoir cassé la majorité et provoqué le bourgeonnement des listes ».* Tout le monde dans le Finistère, ou au moins à Quimper, est conscient que les élections sénatoriales constituent une excellente occasion pour que la légendaire, sourde, mais profonde inimitié qui « lie » MM. Bécam et Cozan puisse, enfin, être exorcisée. Mieux que les escarmouches aigres-douces et feutrées des séances du conseil municipal, la campagne sénatoriale va permettre, permet *déjà,* un combat public, « à la loyale ». Après, on verra.

M. Cozan est un homme que *tout* le monde (y compris ses ennemis) s'accorde à trouver très intelligent, un homme d' « avenir ». M. Mazéas, maire communiste de Douarnenez — qui n'a pourtant *rien* à lui envier quand au premier qualificatif — dit du *« fils spirituel d'André Colin » : « Un type assez extraordinaire ; j'ai une profonde admiration pour lui, c'est dommage qu'il ne soit pas communiste. »* M. Mazéas n'est pourtant pas homme à se laisser impressionner, et son jugement sur quelques autres candidats de la majorité n'a rien de complaisant *« Il y a là,* note-t-il, *un vrai panier de crabes... Ces gens-là ont avant tout le désir de vivre de la fonction sénatoriale. »*

La division des centristes

Le maire de Quimper souhaiterait ne pas être obligé de considérer son adjoint comme un rival. Mais son aisance naturelle, le détachement que lui confèrent habituellement ses titres, mandats et responsabilités, tout cela craque, se lézarde, dès qu'il s'agit de l' « Autre » *Il n'y a pas* inimitié à sens unique : *« Il y a un côté freudien...,* dit-il de lui, *il se demande quand la place va être libre Mais son problème est qu'il n'aime pas travailler, il préfère faire des « coups »... C'est un homme de « couloirs », pas un travailleur ! ».* Mlle Desouches, conseiller général de Brest, qui conduit la liste socialiste, partage *cette dernière opinion « En politique ? Oui il est très fort, mais il ne fait que cela »*

Plus mesuré ou plus prudent, M. Cozan se contente d'assurer que M. Bécam est « *un type de droite* » et rappelle le passé centriste du candidat R.P.R. Il reconnaît qu'un conflit ouvert est, à terme, « inévitable » avec celui *« qui se voulait le rassembleur de la majorité et qui est devenu l'homme d'un clan ».* M. Cozan assure que les divergences sont avant tout politiques, tout en admettant qu'il y a aussi un problème de caractère. Le maire de Quimper, après les explications d'ordre psychologique, *résume* ainsi l'ensemble du différend. *« C'était lui ou moi ! ».*

M. Bécam estime que pour un secrétaire d'Etat aux collectivités locales, être candidat aux sénatoriales est une démarche normale, logique Les collectivités locales, ajoute-t-il, *« c'est mon milieu naturel »* Pour le choix de ses colistiers, il concède qu'il a été guidé un peu par le souci de respecter un équilibre politique et beaucoup par celui du bénéfice que l'on accorde généralement aux sortants. *« Je n'ai pas le goût de l'échec »,* avoue-t-il franchement. M. Bécam était en tout cas *loin de supposer que son initiative* provoquerait de telles vagues sur les rives de l'Odet. Et même si *sa volonté* de passer du Palais-Bourbon au palais du Luxembourg apparaît à *certains comme une* décision d'élémentaire prudence pour un député qui voit son fief électoral peu à peu grignoté, même s'il est bien obligé d'admettre que *l'investiture du R.P.R. lui* a été refusée, il s'efforce de rester serein. Sa circonscription ? *« Elle a toujours été fragile. »* Ses convictions politiques ? *« J'ai des tentations œcuméniques. »* Le secrétaire d'Etat se refuse de choisir, pour l'élection présidentielle, entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac, parce que, déclare-t-il, *« il est trop tôt pour répondre »...* Il se refuse aussi à choisir entre son ministère et un éventuel siège au Sénat : *« Normalement, je vais au Sénat... Je ne sais pas. A la limite, demandez-le au président de la République ! »* M. Bécam, en vérité, n'a peut-être plus du tout de choix à faire...

Le maire de Quimper a au moins une certitude : l'affaire de l'investiture n'est pas née « rue de Lille » (3). Elle porte, ainsi que l'absence de *soutien* des cinq autres députés R.P.R. du Finistère, la marque de M. Guermeur. Celui-ci, en coulisse, pousse ses pions, c'est-à-dire « sa » liste. Tout ce qui *accroît la division* des centristes augmente les chances — limitées — de la liste IPES, qui compte deux R.P.R. (MM. Cheminant et Sergent) et *deux indépendants (MM. Hourmant* et Le Borgne). Pour M. Bécam, si M. Pons, secrétaire général du R.P.R., a tranché en faveur de candidats dont le « gaullisme » a si peu de racines, c'est uniquement parce que M. Guermeur, en « homme d'appareil », a su « ma*nœuvrer* » *et parce que* lui-même aurait bien voulu « y aller » (être candidat). Les mésaventures rencontrées par M. Bécam pour se faire reconnaître par ses pairs *l'ont conduit à dépolitiser* l'image de marque des hommes qui, avec lui, se sont enrôlés sous la bannière de l'Union pour un Finistère de progrès. Auprès des *mille* huit cent quarante-six grands électeurs du département, les colistiers sont présentés comme des hommes de « caractère » qui « assument » déjà de *nombreuses* « *responsabilités* ».

Au deuxième tour, les risques de « bavures » apparaissent ré*duits,* les trois *listes* ayant annoncé publiquement qu'un désistement s'effectuerait en faveur des quatre candidats de la majorité arrivés en tête au premier tour. Tout, *sauf la gauche !* explique M. Guermeur, *« c'est un accord en béton ! »* A une exception près : M. Le Cornec, candidat « majoritaire » isolé, préfet hors cadre aux mystérieuses ambitions, n'a pas, que l'on sache, pris un tel engagement.

Mais les Quimpérois savent que ce n'est pas là que réside le véritable *danger de ces élections* sénatoriales. Ils savent de même que la surprise du 28 septembre *ne proviendra pas* de la liste U.D.B. (Union démocratique bretonne), qui présente quatre *femmes* et à qui sa « *tête de liste* », Mme Marie-Claire Corre, a fixé la mission de « *déranger* », *en s'attaquant* au « *notabilisme* » sénatorial et en prouvant que « *l'autonomie n'est pas une utopie* ». Ils savent, les Quimpérois, que, comme beaucoup de Finistériens, ils vont « panacher » les listes de la majorité, parce qu'aucune des « *têtes de liste* » n'est une suffisante « locomotive » pour entraîner tous ses colistiers. *Ils* redoutent en fait les lendemains du scrutin, les séquelles et les amer*tumes.* S'il y a deux vainqueurs, rien de changé : M. Cozan continuera — mais à un *niveau supérieur* — sa guerre de positions en direction... de l'hôtel de ville. S'il est battu, alors personne ne sait ce qui peut se passer. *M. Cozan, dit-on ici,* « *tient* » la fédération départementale du C.D.S., il a « les moyens » (politiques, *électoraux*) de se venger de M. Bécam.

Sans éclats, la gauche fait campagne. *Le* problème pour le P.C. et le P.S. est celui du désistement au *second tour, mais c'est là* un thème de discussions qui est encore peu d'actualité. La composition de la liste socialiste a été accueillie favorablement par la majorité, *assure M. Guermeur : « Pour perdre, ils ont désigné les plus mauvais candidats qu'ils pouvaient avoir : des doctrinaires agressifs. »* Insensible aux commentaires du député R.P.R. — « *un personnage envahissant* », note M. Mazéas —, les socialistes attendent. Un léger sourire aux lèvres, Mlle Desouches remarque : *« Cela peut être assez drôle à voir... »*

LAURENT ZECCHINI.

(1) André Colin, décédé au mois d'août 1978, fut député, puis sénateur du Finistère de 1959 à 1978. Ancien président du Conseil général de ce département, ancien ministre, il fut président national du M.R.P. de 1959 à 1963.

(2) IPES : Intergroupe de progrès économique et social du Finistère.

(3) Siège du R.P.R. à Paris.

[Candidats à ce jour :

— Liste d'Union centriste : MM. Jean-Yves Cozan, Alphonse Arzel, Jacques de Menou, Pierre Stephan ;

— Liste d'Union pour un Finistère de progrès : MM. Marc Bécam, Georges Lombard (sén. sort.), Edouard Le Jeune (sén. sort.), François Prigent (sén. sort.) ;

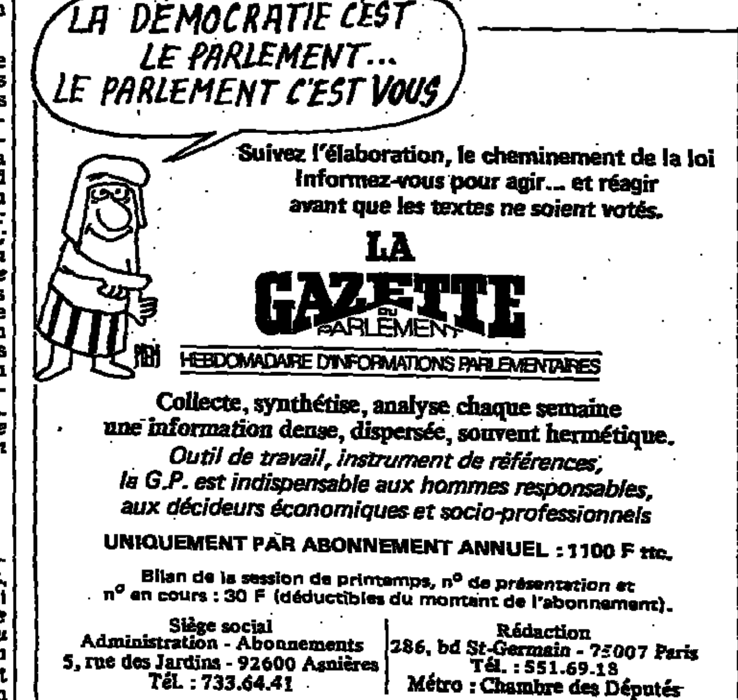
— Liste IPES : MM. André Cheminant, Jean Hourmant, Théophile Le Borgne, Jean Sergent ;

— Liste P.S. : Mlle Jacqueline Desouches, MM. Joseph Youinou, Marcel Laot, Jean Penziar ;

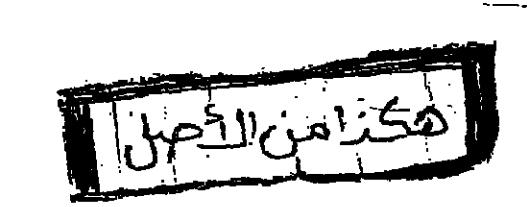
— Liste P.C. : MM. Jean-Pierre Jendy, Alphonse Penven, Joseph Argouarc'h, Mme Yvonne Laguéec ;

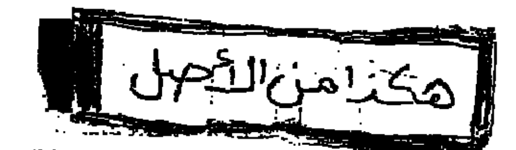
— Liste U.D.B. : Mmes Marie-Claire Corre, Madeleine Guilloux, Danièle Gueguenîat, Jeanine Rozec ;

— Candidat isolé : M. Jacques Le Cornec.]








هكذا من الأصل

régions

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Les achats massifs de terre par des ressortissants belges alimentent la spéculation foncière

Les Pyrénées-Orientales sont les plus exposées

Si l'on se réfère aux chiffres publiés chaque année par la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) du Languedoc-Roussillon (la plus importante de France pour les transactions), les achats de terre par les étrangers sont en légère régression. Ces chiffres ne traduisent pas la réalité sur le terrain, la plupart des achats étant concentrés dans mêmes zones de l'arrière-pays.

La population, sensibilisée par cette « fuite » du patrimoine, attend des initiatives : les premières sont en gestation dans la région. Les pouvoirs publics, également inquiets du phénomène — une enquête aurait été demandée par la présidence de la République, — prendront-ils le relais ?

Selon le bilan établi par la SAFER du Languedoc-Roussillon, entre 1963 et 1979, les étrangers ont acheté 41 800 hectares dans la région. Les Pyrénées-Orientales arrivent en tête avec 20 400 hectares (plus de la moitié de cette surface étant acquise par des Belges), suivies de l'Hérault (11 500 hectares, les Belges arrivant toujours en tête des acquéreurs. C'est donc au rythme de 2 600 hectares par an que « fuit », depuis seize ans, le patrimoine régional. Ces chiffres sont confirmés par un bilan établi par deux chercheurs du C.R.P.E.E. (1) de Montpellier, laboratoire associé au C.N.R.S., qui ont étudié, à partir de chiffres fournis par la Direction des impôts — portant sur des transactions effectivement réalisées — les acquisitions des ressortissants étrangers entre 1973 et 1976. Au cours de cette période, 6 854 hectares ont changé de main, dont 80 % de terres cultivables, ce qui correspond à 43 % des surfaces acquises dans tout l'Hexagone par les mêmes acheteurs étrangers. Le Languedoc-Roussillon fait donc cavalier seul dans ce domaine, la seconde place étant occupée par l'Aquitaine avec seulement 12 % des terres acquises par des étrangers.

Mais l'ensemble des transactions n'atteint, en valeur, que 16 % du montant des acquisitions réalisées par les étrangers en France au cours de ces quatre années. Le bas prix de la terre, ajouté aux conditions climatiques, explique la ruée des acheteurs venus de pays à monnaie forte et ne disposant pas de vastes espaces. Aujourd'hui tous les observateurs s'accordent pour reconnaître que le rythme des achats s'est assagi... Plus de 1 100 hectares ont, tout de même, été achetés au cours de l'année dernière, selon la SAFER, et 790 hectares ont connu le même sort au cours du premier semestre 1980. Les statistiques font également état d'achats plus nombreux, mais sur des surfaces beaucoup plus réduites. On est loin, cependant, des « années héroïques »...

Des reventes en chaîne

La plupart des opérations spéculatives se sont réalisées entre Belges, et M. Paul Banuls, directeur régional de la SAFER, note : « *Je suis certain que des acquéreurs ont acheté et revendu sans voir les terres !* » Dans l'Hérault, les achats spectaculaires des années 67, se soldent à l'heure actuelle par des reventes en chaîne, au point que cette année le solde « achats-reventes » aux Français est négatif de 1 388 hectares.

Ce sont essentiellement des terres d'élevage et de parcours qui ont été acquises par les étrangers, terres depuis longtemps à la vente et longtemps aussi... invendables, car de nombreux agriculteurs de l'arrière-pays étaient sans succession. Ce n'est plus le cas depuis quelques années. Aujourd'hui, le directeur de la SAFER reconnaît qu'il s'intéresse à toutes les transactions, car la demande existe : « *Il y a des preneurs étrangers agriculteurs qui achètent cher, il y a des néo-paysans, et il y a des jeunes agriculteurs de la région et venus d'ailleurs qui veulent s'installer.* » Le phénomène est tel, dans le département de l'Aude, qu'un agent foncier a été mis en place pour s'occuper des zones dites « sensibles ».

Toutes ces acquisitions ont évidemment joué un rôle important dans la formation des prix fonciers, les non-agriculteurs représentant 12 % à 77 % des acquisitions suivant les zones. Terres labourables et parcours directement visés ont vu leur prix augmenter très vite : pour un indice 100 en 1968, elles sont à quatre cent cinquante aujourd'hui, et les vignes, dans la plaine littorale, seulement à deux cent vingt-trois. Malgré cette envolée, M. Paul Banuls estime que les surfaces maîtrisées par les agriculteurs se maintiennent encore : « *Ils sont moins nombreux, mais ils se défendent encore bien ! Mais nous sommes à un tournant*, ajoute-t-il, *car l'agressivité des non-agriculteurs s'accroît, tout comme le nombre des affaires portées devant les tribunaux.* » En effet, sous la pression syndicale, la SAFER, grâce à son droit de préemption, intervient avec assiduité devant les tribunaux pour faire réviser les prix des transactions. En 1979, la SAFER a usé de son droit de préemption à trois reprises, sur 717 hectares vendus à 3 375 F l'hectare, mais elle espère obtenir une révision de prix. A noter que, parmi ces transactions, une propriété de 363 hectares acquise en 1966 pour 2 000 F a été revendue 1 million de francs l'année dernière ! L'ensemble des achats étrangers sur la région a été négocié, selon la SAFER, à 22 000 F l'hectare, mais le prix moyen des transactions dans la région en 1979, selon le ministère de l'agriculture, était de 17 300 F l'hectare !

Dans la plaine viticole, où les terres commencent à se raréfier, à cause de l'extension des villes et du domaine touristique, la Fédération des caves coopératives de l'Hérault essaie de définir un système qui lui permettrait d'intervenir directement sur le marché foncier.

C'est le sentiment d'être dépossédé du patrimoine, perceptible surtout dans l'arrière-pays, avec la concentration des achats sur certaines zones, qui a conduit les socialistes, majoritaires au conseil général de l'Hérault, à créer un office foncier. Un des leurs, M. Georges Frêche, maire de Montpellier, mène déjà l'offensive en bord de mer, à la tête du conseil du rivage méditerranéen. Lutter contre la spéculation foncière, protéger les zones vertes et créer des espaces publics de loisirs : c'est autour de ces trois axes que le conseil général a décidé d'appliquer la taxe verte à l'ensemble du département en la fixant à son taux minimal de 1 % sur toutes les constructions.

La recette, de l'ordre de 10 millions de francs, permettra au futur office d'emprunter, donc d'envisager des opérations suivies avec plus d'efficacité, car, pour la première fois en France, le droit de préemption a été étendu à l'ensemble du département. La formule de la fondation (qui permet une souplesse de fonctionnement) a été retenue pour l'office qui lancera son activité en septembre ; elle permettra de faire coopérer tous les opérateurs fonciers, notamment la SAFER qui a donné son aval au projet. M. Bernard Alibert, conseiller général socialiste dans l'arrière-pays et cheville ouvrière de ce projet, précise, pour désarmer les critiques qui n'ont pas manqué de voir le jour, que « *l'office n'interviendra qu'à la demande des communes et leur rétrocédera les terrains acquis* ». Des dossiers signalés par des communes — de tous bords politiques — affluent. Certains viennent même de particuliers désirant vendre : c'est le cas pour le domaine de la Font-du-Griffe (450 hectares dans l'arrière-pays) qui sera le premier terrain acquis par la fondation, la SAFER ayant déjà acquis les terres cultivables.

Neuf cents gîtes ruraux

Dans le département de l'Aude, on ne se contente pas d'aménager l'arrière-pays pour installer des agriculteurs ou améliorer des exploitations existantes, grâce à l'Association pour l'aménagement des landes et des garrigues, financée notamment par le conseil régional ; on s'intéresse aussi au patrimoine bâti. Selon le C.R.P.E.E., pour les quatre années étudiées, mille neuf cent quarante-huit habitations ont été acquises dans la région (qui n'occupe plus, dans ce domaine, que la troisième place au plan national), avec tout de même 14 % des achats étrangers. Récupérer le bâti au service des ruraux, c'est le but que s'est fixé le service tourisme de la chambre d'agriculture de l'Aude.

Avec neuf cents gîtes ruraux déjà réalisés (troisième place derrière la Savoie et la Dordogne) et une centrale de gestion, le département veut aller beaucoup plus loin, pour empêcher, là aussi, la « fuite » du bâti. A l'heure actuelle, de nombreux projets de gîtes ruraux sont en attente par manque de crédits, et les propriétaires âgés sont prêts à céder devant les offres faites par les acheteurs étrangers, non sans un pincement au cœur. Une première solution a été trouvée dans le cadre de la formule « pays d'accueil », mise en place dans le canton de Chalabre. Une association, regroupant les propriétaires, la chambre d'agriculture, la chambre des métiers, le conseil général et la chambre de commerce et d'industrie de Carcassonne, a été mise en place pour obtenir des subventions et aménager les bâtiments. Pour les responsables audois, il n'est pas question de construire du neuf quand on peut rénover à moindre frais un patrimoine existant. Récemment, avec l'appui d'une municipalité, ils ont réussi à faire échouer un projet de village de vacances projeté à l'extérieur du village.

Il est même envisagé d'aller plus loin pour récupérer les bâtiments déjà à la vente, en réalisant une structure départementale sous la forme d'une SICA (2) — montage juridique à base agricole — regroupant des agriculteurs, des non-agriculteurs et des communes. Cette SICA achèterait les bâtiments en vente, les réaménagerait et les exploiterait. Mais cette opération suppose, pour être lancée, l'accord complet du Crédit agricole.

JACQUES RAMON.

(1) Centre régional de la productivité et des Etudes économiques, faculté de Droit et de sciences économiques de Montpellier.

(2) Société d'intérêt collectif agricole

Au cœur des Cévennes

JEAN BARRE agriculteur « biologique » envers et contre tout

La route grimpe entre les chênes verts et les châtaigniers. Jean Barre, hier cadre, aujourd'hui bûcheron, jardinier « bio » et faiseur de confitures, peste contre les ingénieurs de l'équipement. « *Ils refont les routes avant le rallye des Cévennes, et ils les élargissent sauvagement en faisant sauter les murets que les paysans construisaient pour retenir les terres. Résultat : la montagne s'écroule.* »

Ce pays des Cévennes, il l'a découvert il y a quatre ans avec sa compagne Monique, en tandem. Et il s'y est installé au terme d'un long itinéraire. Sa première rupture avec la société, c'est à Sartre qu'il l'a doit. Sartre, qu'il a lu pendant les cours de mécanique au service militaire et qui lui a fait faire les premiers pas sur le chemin de la contestation. De retour à la vie active, Jean Barre aurait pu se contenter de son petit boulot tranquille de technicien en chauffage et de son appartement dans le douzième arrondissement. Mais non. La ville commence à l'étrangler et le désir de s'instruire à le tenailler.

A vingt-sept ans, Jean Barre décroche son bac. Mai 1968 ne fait que l'encourager à se remettre en question. A l'université de Lausanne, le bachelier devient sociologue : un sociologue très actif. Tout en élevant des chèvres dans les alpages du Jura — son premier essai de vie rustique, — il participe à des expériences audio-visuelles, notamment dans un quartier neuf, à Villeneuve-de-Grenoble. Ce qui intéresse le futur jardinier solitaire, c'est que l'individu ait certains droits sur le cadre dans lequel il vit et qu'il puisse faire entendre sa voix par les médias.

Il veut aller plus loin dans la « désaliénation », descendre en lui-même, s'enfoncer dans la campagne.

Au cours de l'été 1976, ce pays cévenol est bien séduisant avec la ligne bleue de ses montagnes, ses prés en pente, ses arbres fruitiers si variés. Jean Barre et Monique inspectent la région et se renseignent sur les marchés qui leur permettront d'écouler leurs produits. Un hameau est à vendre près de Génolhac, aux confins du Gard et de la Lozère. Jean Barre l'achète — cher — avec des amis qui ne viendront que pour les vacances. Son rêve à lui est de vivre au maximum en autarcie sur les 15 hectares de jardin, de verger et de bois qu'il a acquis.

Préparer le retour à la nature

Les débuts sont catastrophiques. « *L'achat des bâtiments et des terres nous avaient mis financièrement à genoux*, dit-il. *Nous faisions les foins, nous allions vendre nos légumes au marché. Nous courions partout comme des fous. Ce premier été m'a coûté ma compagne, qui est repartie vivre plus confortablement en Suisse*, déclare Jean Barre. Aux futurs candidats à la « vie verte », il conseille de préparer leur retour à la nature par étapes et en souplesse.

L'hiver qui suivit fut très dur. Jean Barre, qui s'est fixé comme but la polyculture et le poly-élevage, se heurte au pire écueil dans ce type d'entreprise : la solitude affective et... économique. Comme les paysans voisins, que leurs enfants ont quittés, Jean Barre va souffrir du manque de bras. Avoir un troupeau, c'est bien beau, mais il faut le garder ou faire des clôtures, ce qui n'est pas facile quand on a une vingtaine de parcelles dispersées. La volaille rapporte bien — l'été on récolte de 500 F à 600 F par marché, — mais quand on est seul, un canard c'est long à plumer. Jean Barre décide provisoirement de liquider ses couvées. Mais il conserve sa jument, qui lui a donné un petit. Quant au cochon, il l'a tué l'hiver dernier. Pas facile à découper le cochon quand on n'est pas charcutier !

Jean Barre continue pourtant à être polyvalent. Il est tour à tour bûcheron, jardinier et... confiturier. « *L'hiver*, dit-il, *on échange des travaux entre voisins. Le troc, ici, a toujours existé.* » Son ami Henri vient faire chez lui de la maçonnerie. Jean, en échange, abat des arbres. Avant de s'installer, il avait eu la bonne idée de suivre un stage forestier de six mois rémunéré par le CNASEA (Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles).

Les jours de pluie se passent à faire des confitures en solitaire, à côté de la radio. Le premier bilan est impressionnant : 300 kilos de cerises et de fraises en pots. Pour ses produits vrais, Jean Barre obtient l'important label de Nature et Progrès. La châtaigne offre aussi de bons débouchés, surtout depuis qu'une association de propriétaires, le Regain du Pelegris, s'est créée pour revaloriser cette châtaigne, petite mais très sucrée, et pour lui trouver des marchés.

Les débouchés existent

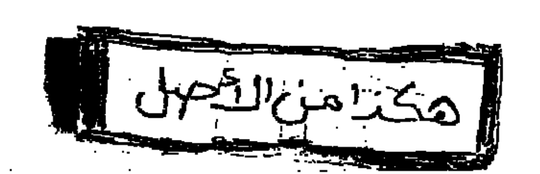
La vie, d'instant en instant, suit son cours. Les rapports avec les agriculteurs cévenols se sont nettement améliorés. « *Au début*, dit Jean Barre, *ils nous considéraient comme des fous d'avoir abandonné la sécurité de notre emploi. Mais, maintenant, ils reprennent confiance. Grâce à notre présence, le fait qu'ils soient restés au pays retrouve un sens.* » Sur le plan politique, les néo-Cévenols n'ont aucun pouvoir. Très peu sont conseillers municipaux. L'alliance qu'on pouvait espérer entre les retraités et les nouveaux venus ne s'est pas faite. Seul le maire de Bonnevaux favorise avec dynamisme l'accession des jeunes.

Sans être rose, l'avenir n'est pas tout à fait noir. Certes, la voiture et son cortège de taxes deviennent un luxe difficile à assumer. « *Il y a à Nîmes, deux fois par semaine, un marché biologique*, dit Jean Barre, *mais au prix où est l'essence, il faudrait que j'apporte des quantités que je ne peux pas produire actuellement.* »

Les débouchés, malgré tout, existent. Les magasins de diététique se développent de plus en plus. Les agriculteurs biologiques commencent à s'organiser. A Cavaillon, ils viennent de former le Gabpro (Groupement des agriculteurs biologiques de Provence).

La principale difficulté tient au manque de main-d'œuvre. Mais, par le biais de la revue *Nature et Progrès*, on peut trouver des stagiaires. Pascale, jeune présence silencieuse, est venue de Montpellier pour savoir si elle pouvait vivre dans un endroit aussi « paumé ». Seule devant ses kilos de fraises à éplucher, elle s'acclimate peu à peu. Deux lettres d'Angleterre et d'Allemagne sont arrivées au courrier. Voici des bras en perspective.

FLORENCE BRETON.



Le Monde

équipement

PÊCHE

LE MÉMORANDUM FRANÇAIS SUR LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE

• La liberté d'accès aux ressources doit être garantie à tous les pêcheurs
• Mise à l'étude d'une politique d'aide au stockage

Afin que la position française soit clairement connue des experts de Bruxelles et des Etats-membres, le gouvernement vient de publier un document de sept pages intitulé « Mémorandum sur la politique commune des pêches». Ce document doit servir de texte de référence dans les négociations qui, au cours des prochaines semaines — et d'abord le *29 septembre — donneront l'occasion* aux ministres des Neuf de se retrouver pour tenter de mettre en place, d'ici le 1er janvier 1981, une position globale commune. *« L'incertitude règne depuis trop d'années »* et si un accord n'était pas trouvé, cela *« provoquerait une grave crise au sein de la Communauté »*, note le mémorandum.

Le point essentiel souligné par Paris concerne la garantie d'accès aux ressources halieutiques localisées, pour l'essentiel, autour des îles britanniques. Le gouvernement n'acceptera pas, qu'au delà de la période transitoire — c'est-à-dire après fin 1982 — la Grande-Bretagne et l'Irlande décident de créer de vastes zones côtières exclusivement réservées à leurs ressortissants.

Le 29 septembre, les ministres des Neuf auront deux sujets à l'ordre du jour :

— la question du maillage des filets (notamment pour la capture des langoustines) et d'autres mesures à prendre pour préserver les stocks de poisson ;

— la réglementation de la pêche au tacaud norvégien — dont les zones de capture sont situées entre l'Ecosse et le Danemark —, qui est utilisé pour la fabrication de la farine. Paris souhaite que l'activité des pêcheurs danois soit réduite car leurs chalutiers capturent « aveuglément » des quantités considérables de petits poissons, ce qui a pour résultat d'appauvrir les stocks de très nombreuses espèces.

Dans son mémorandum, Paris demande aussi que les quotas de capture attribués à la France soient déterminés *« de manière équitable et judicieusement selon les zones de pêche. Ils ne devraient, en tout cas, pas être inférieurs à 22 000 tonnes pour le cabillaud, 55 000 tonnes pour le lieu noir, 35 000 tonnes pour le merlan en 1980 »*.

Une chose est la production et la conservation des stocks, une autre la commercialisation et l'organisation des marchés. *« Or, les mécanismes arrêtés en 1970 révèlent de plus en plus leurs faiblesses et leur inadaptation »*. Il est donc nécessaire :

— d'actualiser, c'est-à-dire relever les prix de certains poissons *« pour les rendre compatibles avec la rentabilité des entreprises d'armement »*. Pour le cabillaud, le lieu noir et le merlu, les « prix d'orientation » devraient être relevés de 20 % ;

— De renforcer les mesures de protection du marché de la C.E.E. par rapport aux produits des pays tiers (îles Féroé, Canada, Islande, Norvège) en fixant des « prix de référence » suffisamment hauts pour éviter les importations de dumping ;

— D'étudier des mécanismes financiers d'aide au stockage des produits de la mer, en liaison avec les organisations de producteurs, *« car le contraste entre une politique de gestion rationnelle et de conservation des ressources, d'une part, et les opérations de retrait, suivies de destruction du poisson ou de transformation en farine, d'autre part, est politiquement insoutenable »*.

Enfin, on notera que le mémorandum ne fait aucune mention des revendications des professionnels relatives à la réduction du prix du carburant, qui fut le motif essentiel du conflit de cet été en France. Le gouvernement se contente de noter, évasivement : *« La situation à court terme est extrêmement préoccupante. Il est donc tout à fait souhaitable qu'une réflexion d'ensemble soit rapidement engagée sur les mesures qui devraient être prises pour assurer la survie d'entreprises confrontées à des difficultés immédiates. »*

Avant le vote du 17 septembre

UN CHALUTIER DE BOULOGNE A REPRIS LA MER

(De notre correspondant.)

Lille. — A Boulogne-sur-Mer, un vote décisif doit intervenir mercredi 17 septembre, au terme de l'assemblée générale que réuniront les marins. On pense généralement que, cette fois, on va vers le dénouement. L'un des chalutiers, *le Valois* du Comptoir Lobez, a d'ailleurs repris la mer. L'armateur estimait que la situation financière de son entreprise était telle qu'il ne pouvait supporter une neuvième semaine d'arrêt. Il a accepté le départ de l'équipage au complet, sans aucun préalable pour les négociations futures.

Le syndicat des armateurs de Boulogne a adressé à chacun des *marins des vingt-six chalutiers* industriels une lettre dans laquelle il les invite à voter pour la reprise du travail. Ce vote organisé par les syndicats C.G.T et C.F.D.T., précisent les armateurs, sera effectué sous le contrôle des fonctionnaires des affaires maritimes.

A PROPOS DE...

La révision du schéma directeur de l'Ile-de-France

LES PARIS DU PLAN

Dans le courant de ce mois d'octobre, M. Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France, va envoyer aux sept conseils généraux de la région parisienne et au Conseil de Paris, le projet de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU). Il en présente les grandes lignes au cours d'une conférence de presse, ce mardi 16 septembre.

Le SDAU ? « Encore une invention des technocrates ignorant les dures réalités de la vie quotidienne dans les grands ensembles urbains, des bousculades dans les trains de banlieue ou de l'attente du métro sur des quais bondés », *diront certains.* « Encore un plan, encore un projet en l'air... »

Pourtant, le développement d'une métropole comme Paris, d'une agglomération urbaine de plus de 10 millions d'habitants comme l'Ile-de-France, ne peut être livré à lui-même. C'est ce qu'avaient bien compris « les pères » du précédent SDAU, M. Delouvrier en tête. C'était dans les années 60, il est vrai, au temps où la planification était « une ardente obligation ».

A cette époque, leurs choix ont dessiné notre cadre de vie actuel. Les cinq villes nouvelles qui, enserrant la capitale, ont limité le développement des constructions anarchiques et offert aux nouveaux habitants des écoles et des commerces en même temps que les logements. Le métro a enfin franchi les portes de Paris pour aller rejoindre les Parisiens là où ils habitent. L'ouverture du R.E.R. a permis à la banlieue lointaine d'avoir, elle aussi, des transports en commun, et a mis fin aux sempiternelles querelles de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. Un réseau d'autoroutes, de voies rapides irrigue maintenant la région. Tout cela, on le doit à l'ancien SDAU, et les décisions de 1965 influencent très concrètement la vie quotidienne des Parisiens de 1980.

Entre-temps, la crise. Priorité aujourd'hui aux économies d'énergie, d'équipements. L'Ile-de-France a, en outre, cessé d'attirer à elle la population du reste du pays. C'est pourquoi le conseil régional a réclamé depuis plusieurs mois la révision du SDAU. Début juillet 1980, il a approuvé les grandes lignes du premier projet préfectoral. Le 17 juillet, à l'Elysée, le gouvernement a donné son feu vert à la modification du schéma. Les conseils généraux auront trois mois pour débattre du nouveau texte du projet. Puis, les assemblées régionales se prononceront à nouveau avant que le gouvernement ne promulgue un décret.

A la lumière des conséquences de l'ancien schéma, le projet actuel mérite d'être regardé de près, car dans vingt ans les Parisiens bénéficieront ou pâliront des choix qu'il implique : réduction du programme autoroutier ; priorité aux transports en commun, grâce à la création, par exemple, de voies réservées aux autobus, mais sans que soit prévue une nouvelle extension des lignes de métro en dehors de celles déjà programmées (on n'amènera plus le métro là où l'on construit, mais l'on construira là où va déjà le métro) ; promotion continue des villes nouvelles, qui devront accueillir le quart ou le tiers des nouveaux logements pour tenter de limiter la ponction sur les terres agricoles (2 000 hectares par an en moyenne) ; protection des espaces naturels (il en reste dans la région plus qu'une première approche ne le laisse croire). M. Lanier dit qu'il veut redonner le goût et la possibilité de vivre en ville. C'est un véritable pari, qui engage tout l'avenir des Parisiens.

THIERRY BRÉHIER.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE PLAN SUD-OUEST A LA BONNE VITESSE

Dressant un premier bilan de l'application du plan Sud-Ouest (annoncé le 17 novembre 1979 à Mazamet par le président de la République), M. André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire, note dans le dernier numéro de la lettre de la DATAR :

« Plus des trois quarts des crédits supplémentaires prévus pour l'année 1980 — 755 millions de francs sur 1 milliard — ont été mis en place et la mission interministérielle chargée de la coordination des mesures du plan Sud-Ouest dans les trois régions a été constituée et est opérationnelle.

Si l'on entre dans le détail des différentes actions, il convient de noter que :

— L'ensemble des crédits affectés aux infrastructures, qu'elles concernent les communications ou l'agriculture, ont été délégués et, dans de nombreux cas, sont pour une large part déjà consommés. Il en est ainsi des crédits consacrés aux routes et aux autoroutes, au total 750 millions, ou des crédits consacrés aux bâtiments d'élevage ou à l'hydraulique ;

— Les actions de développement économique sont largement amorcées. Ainsi, en matière industrielle, pour le premier semestre, 7 millions de crédits de politique industrielle ont été affectés.

Enfin, soixante-dix primes de développement régional ont été accordées pour la création de mille neuf cent douze emplois. En matière agricole, les premiers contrats de filière ont été mis au point et financés, notamment un important contrat concernant le vin blanc en Aquitaine, tandis qu'une dizaine de projets sont à l'étude.

En ce qui concerne l'artisanat, sur les 17 millions prévus pour 1980, 16,4 millions ont été affectés, et, pour le tourisme, sur les 51 millions de l'enveloppe 1980, les deux tiers ont été affectés. »

LES RESSOURCES DE LA NAVIGATION FLUVIALE A CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Rocard à la barre... de la batellerie

« Il ne faut pas laisser sourdre l'idée qu'une commune peut, à son échelle, régler ses problèmes de l'emploi. Mais même si elle dispose de pouvoirs et de moyens limités, la commune a un rôle à remplir dans ce domaine. » C'est ainsi que M. Michel Rocard a présenté, le lundi 15 septembre, ce qui est à ses yeux la première *« couveuse d'entreprises »* mise sur pied en France sous l'impulsion d'élus locaux. Député (P.S.) et maire de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), capitale de la batellerie, M. Rocard a tout naturellement choisi de venir en aide à ce secteur des transports en créant une Société coopérative pour la promotion de la navigation fluviale.

« En ces temps d'économies d'énergie, dit-il, *le transport fluvial peut probablement faire l'objet de développements intéressants. »*

A Conflans-Saint-Honorine, ville de 33 000 habitants, la principale entreprise, L.T.T., filiale de Thomson-Brandt, a licencié en un an près du quart de ses 4 137 salariés. Une raison de plus pour que le maire concentre ses efforts sur le secteur de la navigation fluviale sur lequel peuvent se greffer des petites et moyennes entreprises, génératrices d'emplois.

Partant du principe que le lancement d'une entreprise exige des moyens et des services qui ne sont pas facilement à la portée d'un particulier et qu'il ne saurait être créé n'importe quel emploi n'importe où, la Société coopérative de promotion fournira aux entreprises qui débutent ou qui se développent, des locaux, des conseils en ingénierie technique et financière, une prise en charge des problèmes administratifs, des moyens de formation et même une assistance pour la promotion commerciale. Cette société coopérative mise sur pied, après une large concertation avec les professions de la navigation fluviale, va s'installer dans un immeuble de 900 mètres carrés, qui sera géré par une société civile immobilière dans laquelle la commune a pris une participation de 20 %.

Sur le Nil

Les textes régissant l'activité des communes ne prévoient pas, en effet, leur intervention directe dans le domaine économique, et il leur est même interdit de participer au capital de toute société ayant un objet commercial. Il a donc fallu contourner la difficulté au risque de ne rien entreprendre.

Les activités de la navigation fluviale (transport de passagers, de touristes, de fret) présentent des facettes multiples. Et M. Michel Rocard n'a pas caché qu'il croyait beaucoup au succès de sa « couveuse d'entreprises ». La première société épaulée par la coopérative se lance dans la fabrication de turboglisseurs fluviaux (1). Il y a là un « créneau » à occuper dans le secteur du tourisme. Mais l'enjeu principal pour cette entreprise naissante reste le fabuleux marché égyptien, avec ses croisières touristiques sur le Nil. Bien conseillés, les constructeurs français ont de sérieuses chances d'enlever ce contrat.

DAMIEN RÉGIS.

(1) Ces engins, un peu comparables aux aéroglisseurs circulant sur la Manche, fonctionneraient avec des moteurs Diesel.

TRANSPORTS

Les difficultés de British Airways

LES VOLS EN CONCORDE SUR SINGAPOUR SONT SUSPENDUS

Londres (A.F.P.). — La compagnie aérienne nationale British Airways a annoncé le 15 septembre la suppression de nombreux vols, notamment la liaison Londres-Bahreïn-Singapour par Concorde, afin d'éponger l' « important déficit » qu'elle enregistre depuis le début de l'année.

Le vol en Concorde Londres-Singapour sera « suspendu » à compter du 1er novembre. Les liaisons à partir de la capitale britannique vers Düsseldorf, Francfort, Zurich, Tokyo et Georgetown (Guyana) seront aussi supprimées. Plusieurs services seront réduits, notamment à destination de l'Espagne (Malaga, Madrid, Gibraltar) et la Scandinavie (Copenhague et Stockholm). Dans un premier temps, ces mesures sont prévues uniquement pour la saison creuse de l'hiver.

● *Conférence sur la sécurité maritime les 1er et 2 décembre à Paris.* — M. Raymond Marcellin (P.R.), président du Conseil régional de Bretagne, a annoncé, lundi 15 septembre, à Rennes, que la réunion sur la sécurité maritime, la prévention des marées noires, et le contrôle des navires dans les ports européens aurait lieu les 1er et 2 décembre à Paris. Ont été invités les ministres chargés des questions de sécurité maritime en Suède, Norvège, Danemark, Pays-Bas, Belgique, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Irlande, Italie, Portugal, Espagne et Grèce. — *(Corresp.)*

● *Dockers : boycottage des marchandises destinées à la Bolivie.* — La fédération C.G.T. des ports et docks vient de prendre la décision de boycotter les navires transportant des marchandises en provenance et à destination de la Bolivie. Cette mesure sera appliquée *« en solidarité avec la lutte des travailleurs et du peuple de Bolivie »*.

URBANISME

● *Institut du monde arabe : un autre terrain ?* — A leur tour, les élus communistes de la mairie de Paris estiment que l'institut du monde arabe *« peut être implanté ailleurs que rue de la Fédération-boulevard de Grenelle, dans le quinzième arrondissement »*. Ils ajoutent : *« Il existe suffisamment de terrains libres appartenant à l'Etat ou à la Ville pour accueillir cet institut sans qu'il soit besoin de détruire un équipement public existant destiné à la jeunesse. »*

● *Grève à la tour Eiffel.* — Les employés de la tour Eiffel (restaurants, bars, remontées mécaniques) ont été appelés par leurs syndicats C.G.T. et C.G.C. à cesser le travail, mardi 16 septembre. Ils réclament notamment de la mairie de Paris une garantie de l'emploi pour les cent quatre-vingt-deux salariés de la restauration, menacés par la fermeture de leur établissement pendant la réfection et le réaménagement — non justifiés pour les syndicats — de la tour.

D'importantes quantités de déchets de plomb empoisonnent les rivières du Gard

De notre correspondant

Nîmes. — Baignade interdite dans l'Amous, petit torrent *qui descend des Cévennes,* **mais aussi dans le Gardon d'Anduze, une rivière plus importante, cadavres de poissons dérivant par milliers après les fortes pluies de la fin août, telle est la situation au pied du mont Aigoual.**

Responsable : une véritable « montagne » de résidus toxiques accumulée par la société Pennaroya à cause de l'exploitation d'une mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 1,3 million de tonnes de « stériles » chargées de plomb, de mercure et de cadmium.

Voilà déjà quatre ans que l'attention des pouvoirs publics a été attirée sur les dangers de ces déchets miniers. A plusieurs reprises les cours d'eau ont été empoisonnés par les filets d'eau qui, lors des fortes pluies, lessivent les stériles et entraînent les produits toxiques. Un comité de défense des riverains de l'Amous s'est créé dont le dossier s'épaissit après chaque orage.

Cet été, des trombes d'eau se sont abattues sur le massif de l'Aigoual au cours de la journée du 15 août. Lessivée pendant douze heures par les pluies d'orage, la montagne des stériles a répandu une boue rougeâtre sur quelque 15 km en aval dans les eaux gonflées des torrents d'alentour. Des milliers de cadavres de poissons de toutes espèces et de toutes tailles se sont mis à dériver. La Fédération des associations de pêche de Nîmes a fait procéder aux prélèvements nécessaires. Les analyses ont été éloquentes : seulement 3 milligrammes d'oxygène par litre d'eau, alors que la teneur normale est comprise entre 6 et 8.

JEAN-CHARLES LHEUREUX.

● *Le lac de Grand-Lieu réserve naturelle.* — Aux termes d'un décret paru dans le *Journal officiel* du 16 septembre, le lac de Grand-Lieu, sur la commune de Saint-Philibert-de-Grand-Lieu, dans la Loire-Atlantique, devient réserve naturelle. La zone nouvellement protégée s'étend sur une surface de 2 694 hectares.

ENVIRONNEMENT

LES ÉLUS SOCIALISTES FRANÇAIS, LUXEMBOURGEOIS ET ALLEMANDS PROTESTENT CONTRE LA CONSTRUCTION DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE CATTENOM EN LORRAINE

« Le parti socialiste français n'est pas systématiquement contre le nucléaire », a déclaré M. Serge Barcellini, premier secrétaire de la fédération du P.S. de Moselle, lors d'une conférence réunissant des socialistes luxembourgeois et allemands à Thionville (Moselle), le samedi 13 septembre, pour protester contre la construction d'une centrale nucléaire à Cattenom. *« En Lorraine,* a estimé M. Barcellini, *il faut inverser les priorités afin de faire face au déclin des houillères. Le nucléaire ne doit être ici qu'une énergie d'accompagnement. »*

M. Willy Dondeliger, député socialiste au Parlement luxembourgeois, a évoqué les craintes de la population du Grand-Duché, qui ne dispose d'aucun plan Orsec, bien que 140 000 personnes se trouvent dans le périmètre à haut risque.

Enfin M. Friedely Laepple, élu socialiste à la Diète sarroise, a indiqué qu' *« en Allemagne aucune centrale nucléaire ne dépasse 2 000 mégawatts, et la construction d'une centrale de 5 200 mégawatts comme celle de Cattenom est vivement critiquée. »*

● *Les retombées de la centrale de Civaux.* — M. René Monory, ministre de l'économie, président du conseil général de la Vienne et maire de Loudun, a déclaré, lors d'une visite dans la région à propos du projet de centrale nucléaire, à Civaux (Vienne) : *« Si ce projet se réalise, en dix ans, dix milliards de centimes seront investis dans le département. Ce sera quelque chose de grande importance, en dépit de quelques critiques, elles, sans grande importance... »* — *(Corresp.)*

SPORTS

FRÉDÉRIC BEAUCHÊNE ET STÉPHANE PERRON LANCENT UN DÉFI AU VÉLIPLANCHISTE ARNAUD DE ROSNAY

La controverse se développe à propos de l' « exploit » du véliplanchiste Arnaud de Rosnay, qui affirme avoir effectué en onze jours neuf cents kilomètres seul dans le Pacifique vers les Marquises et l'archipel de Tuamotu (*le Monde* des 14, 15 et 16 septembre). En réponse à ses deux détracteurs marseillais, Fabre et Facheux, Arnaud de Rosnay, qui assure dans un communiqué « apporter les détails et les preuves nécessaires » dès son retour à Paris, fait valoir qu'il s'est *« entraîné depuis un an tous les jours à Hawaï, dans les vagues du Pacifique, à raison de trente à cinquante kilomètres par jour »*.

Toutefois, Frédéric Beauchêne, qui avait réussi, fin décembre 1979, le passage du cap Horn (500 kilomètres en dix jours), a remarqué que *« l'absence de témoins fait que certaines personnes, dans le milieu de la voile, émettent des doutes sur la crédibilité de cette opération »*. Aussi *« pour en terminer avec cette polémique »*, Frédéric Beauchêne a annoncé que lui-même et le recordman du monde de la distance en planche à voile, Stéphane Perron (248 kilomètres en vingt-cinq heures), lançaient un défi à Arnaud de Rosnay : *« Se retrouver à La Baule avant la fin de l'année 1980 pour une tentative de longue distance en présence de témoins. »* Arnaud de Rosnay s'est déclaré prêt à relever le défit.

ÉDUCATION

La rentrée scolaire dans la région parisienne

Quand il n'y a pas de grève, ce sont les enfants qui gagnent, *déclare M. Christian Beullac*

Trois académies de la région parisienne (Paris, Créteil et Versailles) donnent le coup d'envoi, ce mardi 16 septembre, à la deuxième « vague » de la reprise des cours en ce début d'année scolaire. Ils sont près de 1 920 000 élèves à retrouver, comme l'avaient fait la semaine dernière leurs camarades de dix académies, le chemin de l'école, du collège et du lycée.

Les mouvements de grèves des enseignants annoncés avant la rentrée ont commencé, lundi 15, par un arrêt de travail des adhérents du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) dans les académies où les cours ont repris la semaine dernière. Cette action précède la journée de grève du jeudi 18, annoncée par cinq syndicats d'enseignants des lycées et collèges.

M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, s'est encore réjoui, ce mardi 16 septembre au micro d'Europe 1, des décisions prises par certaines sections du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.) de ne pas appeler leurs adhérents à faire la grève. « Quand il n'y a pas de grève, ce sont les enfants qui gagnent », a-t-il déclaré.

Dans la polémique au sein de la FEN et du SNI-P.E.G.C. au sujet de cette action, un nouveau pas a été franchi. Accusant la tendance majoritaire Unité, indépendance et démocratie (U.I.D., proche des socialistes) et singulièrement M. Guy Georges, secrétaire général du SNI-P.E.G.C., d'avoir « une attitude anti-syndicaliste » et « d'apporter un renfort au gouvernement », la tendance Unité et action, animée par des militants communistes, a annoncé lundi qu'elle appelle les syndiqués à réexaminer les modalités d'action. Première conséquence : après celle de la Sarthe, samedi, les sections départementales SNI-P.E.G.C. du Calvados, de l'Eure, du Maine-et-Loire, des Côtes-du-Nord, du Finistère et de l'Ille-et-Vilaine ont suspendu leur mot d'ordre de grève des instituteurs pour le 18 septembre.

Unité et action : « éviter la cassure »

La décision des sept sections départementales du S.N.I.-P.E.G.C. *de renoncer à la grève des instituteurs dans l'immédiat* est la nouvelle étape d'une guerre d'états-majors qui ressemble de *plus en plus à un véritable conflit*. Déjà il y a près d'un an, une semblable divergence était apparue quand des sections départementales du S.N.I.-P.E.G.C. et de la FEN, dominées par la tendance Unité et action, avaient organisé contre l'avis des directions nationales et de la majorité U.I.D. une *marche sur Paris* le 12 décembre. Au printemps, de mêmes tensions avaient eu lieu, particulièrement à propos *des manifestations des 24 et 25 avril*.

Le 1er juillet, la tendance Unité et *action avait fait connaître son intention* d'appeler à la grève dès cette rentrée si le gouvernement ne mettait pas à profit le répit des vacances pour « *dégager des moyens nouveaux pour l'éducation* ». Or les dirigeants du S.N.I.-P.E.G.C. estiment que les *discussions de l'été ont permis* d'obtenir le réemploi des suppléants éventuels et l'assurance qu'aucune *suppression de postes dans les* écoles et les collèges ne serait inscrite au budget de 1981. Ils ont conscience que les grèves, au début de l'année surtout, sont impopulaires; ils craignent — bien qu'ils s'en défendent — de compromettre par des *actions dures* la *négociation sur la* carrière des instituteurs. La FEN aboutit aux mêmes conclusions. Son *secrétaire général, M.* André Henry, n'a-t-il pas déclaré la semaine dernière qu'il ne fallait pas opposer « *à ce gouvernement une attaque frontale* », mais des « *moyens d'action gradués* ».

Quand, au début du mois de septembre, dix sections départementales où *Unité et action* est majoritaire ont décidé d'appeler à la grève, estimant insuffisantes les concessions du ministère, le secrétaire *général du* S.N.I.-P.E.G.C., M. Guy Georges, a accusé les communistes de vouloir « *casser le syndical* ». Il *a demandé aux adhérents* de rejeter le mot d'ordre. M. Henry, pareillement, a parlé de « *grève-alibi* », et s'en est pris à la C.G.T. et au P.C.F., qui voudraient « *déstabiliser la FEN* » et « *mettre en place une FEN-bis* ».

Unité et action, après avoir dénoncé ces « *briseurs de grève* », a jugé, ce week-end, qu'un contexte nouveau était « *créé par le renfort de Guy Georges au gouvernement* », et qu'il fallait repenser l'action en ce début d'année. « *Ce n'est pas un renoncement* », a précisé M. Alfred Sorel, *leader de cette tendance et* membre du bureau national du S.N.I.-P.E.G.C., car les « *reculs indéniables du pouvoir* » demeurent fragiles. Mais « *le secrétaire général du Syndicat ayant jeté tout le poids de son appareil pour faire pression contre ceux qui voulaient agir* », il s'agit d'« *éviter la cassure* ».

Repli *stratégique, hésitations* face aux prémisses d'une épreuve de force ? Les responsables d'Unité et action *mettent en avant*, pour justifier leur revirement, le trouble né chez les militants au spectacle des empoignades et en présence des consignes antagonistes de leurs dirigeants.

Le SGEN-C.F.D.T. : « tohu-bohu politicien » et « vrais problèmes »

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), qui avec quatre autres syndicats (1) appelle à des grèves tournantes par académie dans l'enseignement secondaire, s'en est pris, *lundi 15 septembre*, au « *tohu-bohu politicien des jours derniers, marqués par une confusion savamment orchestrée où gouvernement, communistes et socialistes utilisent la scène de la rentrée pour leurs querelles habituelles* ».

Affirmant que « *ce numéro collectif de prestidigitation ne doit pas aboutir à ce que les vrais problèmes soient escamotés* », M. Patrice Beghain, secrétaire général du SGEN-C.F.D.T., a ajouté : « *Cette querelle politicienne n'a-t-elle pas pour effet, une fois de plus, de confisquer l'école ?* » En tout cas, estime le SGEN-C.F.D.T., « *les vrais problèmes disparaissent. (...) Une question fondamentale n'est pas posée : comment faire en sorte que l'école ne soit plus pour trop de jeunes — notamment les enfants de travailleurs — un lieu d'échec et de marginalisation ? Comment rendre l'ensemble des personnels de l'éducation solidaires d'un projet éducatif auquel ils puissent adhérer ?* »

La SGEN-C.F.D.T. déclare, d'autre part, qu'« *il y a manœuvre politicienne à faire croire que l'action dans ce secteur (l'éducation) est liée aux élections présidentielles* ». Après avoir précisé que « *le SGEN veut agir pour obtenir des résultats par la négociation* » et qu'on lui refuse celle-ci, M. Patrice Beghain a lancé un appel aux partenaires syndicaux du second degré : « *Si certains utilisaient l'action commune à des fins politiciennes, le SGEN en tirerait toutes les conséquences; mais nous n'en sommes pas là.* »

Quant aux « *vrais problèmes* », il s'agit, *dans l'immédiat*, selon M. Beghain, des inquiétudes sur l'emploi de dix à quinze mille maîtres auxiliaires du second degré, de la dégradation des conditions de travail des personnels titulaires et des effectifs trop lourds des classes des lycées.

(1) *Syndicat national des collèges* (S.N.C.), Syndicat national des *enseignements du second degré* (SNES-FEN), Syndicat national des enseignements techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.), Syndicat national des professeurs d'éducation physique (SNEP-FEN).

Trois nouveaux diplômes à l'université de Compiègne

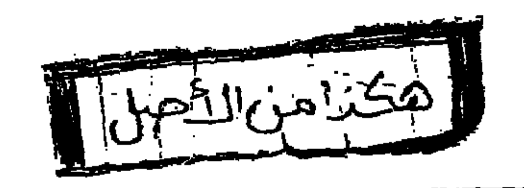
Alors que *M. Raymond* Barre doit rencontrer, jeudi 18 septembre, la commission permanente de la conférence des présidents d'université afin de leur faire part de ses conclusions à la suite d'une « *analyse complète de la situation des deuxième et troisième cycles* », des hommes politiques de la majorité continuent d'annoncer le rétablissement de diplômes. Après les habilitations accordées à la demande de *M. René Monory* (université de Poitiers) et de M. Raymond Marcellin (université de Rennes) (*le Monde daté 14-15 septembre*), c'est M. Jacques Pelletier qui fait savoir que trois habilitations demandées par l'université de technologie de Compiègne (U.T.C.) viennent d'être accordées.

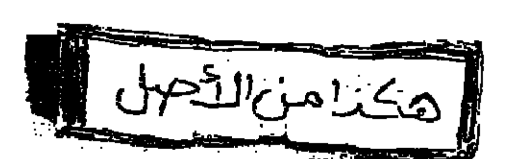
Dans une lettre à M. Jacques Pelletier, secrétaire d'État à l'éducation, candidat aux élections sénatoriales dans l'Aisne, le ministre des universités écrit que vient d'être décidée *la création* à l'université de Compiègne d'un diplôme d'études approfondies en génie biologie médicale, d'un diplôme de docteur-ingénieur en génie bio-médical et d'un diplôme de docteur-ingénieur en acoustique.

Le problème, en revanche, reste crucial à Amiens, nous signale notre correspondant, où, malgré les trois diplômes rétablis (*le Monde* du 30 août), il reste encore neuf habilitations supprimées. A ce sujet, le parti communiste appelle à un rassemblement, le 30 septembre, devant le conseil régional.

● *Rectificatif*. — Dans la liste des habilitations à délivrer des *diplômes* de troisième cycle (droit et sciences politiques), publiée dans nos éditions du 19 août, nous avons omis de signaler l'université de Rouen comme habilitée à délivrer le diplôme d'études approfondies (D.E.A.) de droit public.







JUSTICE

Mme MONIQUE PELLETIER INSISTE SUR LA NÉCESSITÉ DE LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

Le neuvième séminaire du Centre de lutte contre la toxicomanie de l'Abbaye (1) a commencé ses travaux, lundi 15 septembre, à Paris. Les débats, qui depuis 1971 sont organisés autour des notions de toxicomanie et de marginalité, ont été centrés cette année sur le thème « Violences et dangers ». Plus de cent cinquante personnes assistent à ces journées qui prendront fin vendredi 19 septembre.

« Nous n'osions pas aborder le sujet de la violence jusqu'à présent, a expliqué le docteur Claude Orcel, responsable du centre de l'Abbaye. *Au départ, nous avons cru tout pouvoir assumer, toutes les formes de violence, mais nous nous sommes rendu compte que nous avions des limites. Depuis, il nous est arrivé de porter plainte à plusieurs reprises pour des faits graves. »*

Des bornes

De son côté, Mme Monique Pelletier, ministre délégué à la famille et à la condition féminine, qui avait répondu à l'invitation des organisateurs *« en raison de l'importance du thème choisi »*, a précisé, au cours d'une brève allocution : *« La violence, quelle que soit la forme qu'elle peut revêtir, engendre des réactions de violence ; elle nous inquiète et nous interpelle au plus profond de nous-mêmes. Dès lors que cette violence est le fait de jeunes, il s'agit d'un phénomène qui appelle de notre part une attitude réfléchie, une réponse adaptée. »* Après avoir souligné les causes sociales de la violence : *« Certes notre société actuelle, comme toute société, porte en son sein des mécanismes d'explosion »*, Mme Pelletier a ajouté : *« La répression est un instrument inacceptable dans la mise en œuvre du contrat social. La règle du jeu de la morale communautaire comporte des bornes à ne pas franchir. Elle peut avoir un sens éducatif et la transgression ne doit pas être supportée sans réaction. Les jeunes eux-mêmes cherchent à trouver les bornes, les balises qui leur indiquent les limites à ne pas franchir, et nous n'avons pas le droit de leur laisser tout faire.*

» Mais la répression ne peut être une fin en soi. Non, la vraie réponse, c'est la prévention. Et je sais à quel point ce terme peut servir d'alibi, de bonne conscience, tant la prévention peut être vague, difficile à cerner, difficile à mettre en place. »

(1) 7, rue de l'Abbaye, 75006 Paris, tél. 325-47-91.

L'un des responsables présumés du F.L.N.C. devant la Cour de sûreté de l'État

Le procès de M. Yves Stella, trente-huit ans, l'un des responsables présumés du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), s'est ouvert, mardi 16 septembre, devant la Cour de sûreté de l'Etat présidée par M. Claude Allaer. Ce militant nationaliste, « déclarant en douanes » pour une société spécialisée dans le commerce des vins et spiritueux, est accusé de participation à une association de malfaiteurs, d'atteinte à l'intégrité du territoire national, de participation à l'attentat contre le relais de télévision de Serra di Pigno, en Haute-Corse, le 13 août 1977 et d'avoir sciemment recelé des explosifs.

Arrêté dans la même période — juin 1978 — que les vingt et un militants corses jugés aux mois de juin et juillet 1979 (« le Monde » du 12 juillet 1979), M. Stella a néanmoins fait l'objet d'une information judiciaire supplémentaire. La saisie d'archives du F.L.N.C. à Biguglia (Haute-Corse), le 24 novembre 1978, a en effet convaincu le ministère public que M. Stella, de juin à novembre 1978, a pu, bien qu'incarcéré, continuer de participer par le biais de messages « à la direction du F.L.N.C. ».

« Porte-parole et commissaire politique... »

« Porte-parole », « commissaire politique », « conseiller ». Pour le ministère public, cela semble ne faire aucun doute : M. Yves Stella est, à ce jour, le plus haut responsable du F.L.N.C. à devoir répondre de ses activités militantes devant la Cour de sûreté de l'Etat. Rien ne le laissait cependant prévoir le 1er juin 1978. Des renseignements, comme il en parvient souvent à la police, avaient simplement indiqué aux enquêteurs de la police judiciaire qu'un appartement, à Cardo (Haute-Corse), servait de lieu de rendez-vous à une bande de malfaiteurs. Par routine, des enquêteurs s'étaient embusqués non loin lorsqu'ils virent deux hommes commencer à se livrer au transbordement d'un volumineux paquet.

C'est alors que les policiers interviennent. Le conducteur est arrêté. Il s'agit de M. Stella. Son précieux fardeau contient très précisément 15,450 kg d'explosifs. Le passager de M. Stella, M. François Lorenzi, est appréhendé à son tour dans l'appartement. Les enquêteurs y découvrent notamment deux pistolets mitrailleurs. Commence alors la véritable enquête qui conduira à de nombreuses arrestations et saisies (*le Monde* du 16 juin 1979). La police, sans le savoir, a mis à jour une branche du F.L.N.C. Mieux, elle aurait arrêté, en la personne de M. Stella, l'un des penseurs, l'un des intellectuels du mouvement séparatiste F.L.N.C.

En effet, si ce militant prêtait son concours de manière épisodique à des séparatistes actifs sur le terrain — le groupe bastiais de l'Annonciade, — son rôle apparaît plus « doctrinal » : *« J'ai apporté au F.L.N.C.*, indique-t-il dans une déclaration d'ordre général, *mon engagement et les moyens dont je disposais. Ces moyens étaient ceux qui découlaient de ma formation et de mon expérience. J'avais commencé des études supérieures d'histoire, j'avais voyagé, j'avais un peu d'âge et mon activité d'enseignant* (1) *m'avait familiarisé avec les questions de formation et d'explication. »* Ces indications laissent entrevoir clairement que la position de M. Stella n'était pas celle d'un militant de base. *« De par mes responsabilités*, poursuit-il, *si quelque chose d'important se passait dans la région de Bastia, j'aurais dû en être informé. »* Mais M. Stella ajoute alors aussitôt que, en raison du caractère démocratique et collégial du « Front », il ignore tout des chefs inconnus du F.L.N.C. ainsi que des structures de son état-major.

L'accusation n'acceptera sans doute pas de telles explications. Pour elle, M. Stella est l'un des dirigeants du F.L.N.C., sans discussion possible. Elle en veut pour preuve les archives saisies à Biguglia et notamment ses lettres adressées clandestinement de sa cellule au F.L.N.C. Dans un document manuscrit, ce militant dresse ainsi le bilan de l'opération de police qui a conduit à son arrestation et à celle de ses camarades. *« Le mouvement*, conclut-il le 10 juillet 1978, *a subi des coups très durs. Son appareil, ses effectifs, sa dynamique et son image en sont affectés. »* Est-ce là un discours de responsable ? Il appartiendra aux débats de le déterminer.

Outre la personnalité de M. Yves Stella, ce procès se différenciera de celui des vingt et un nationalistes corses par l'évocation du *« F.L.N.C.-prison »*. Les archives du mouvement séparatiste, saisies en Haute-Corse, ont en effet révélé qu'une fois emprisonnés les militants avaient poursuivi une activité politique importante. Ainsi ont-ils pu recommander à la direction du F.L.N.C. en Corse : *« Ces deux ou trois mois doivent être totalement affectés à la réorganisation du mouvement, à son entraînement, au renseignement (...). »* Il semble bien, d'autre part, que le *« F.L.N.C.-prison »*, faisant valoir qu'il disposait malheureusement de temps libre, ait demandé à être reconnu comme groupe de réflexion politique disposant d'un *« avis prépondérant »*. M. Stella acceptera-t-il de s'expliquer sur ces points ? Rien n'est moins sûr. M. Stella a néanmoins accepté de comparaître devant ses juges, à la différence de M. Pantaléon Alessandri, lors du dernier procès de nationalistes corses. — L. G.

(1) M. Stella a enseigné au Zaïre de 1965 à 1971.

Au cours d'une fête à Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône)

Une chasse aux immigrés

De notre correspondant

Marseille. — Les fêtes votives traditionnelles de Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône), commune située sur les rives nord de l'étang de Berre, qui ont eu lieu du 5 au 11 septembre, ont été le théâtre d'affrontements sérieux entre jeunes immigrés et habitants de cette localité. Parmi les bagarres qui ont émaillé les manifestations, l'une d'entre elles a frôlé le drame puisque des coups de feu ont été tirés à plusieurs reprises. Deux personnes, dont M. Christian Doublet, trente-huit ans, troisième adjoint au maire et président du comité des fêtes, ont été inculpées et écrouées.

« Surtout ne crions pas immédiatement à une « ratonade », demande M. Henri Deshons, maire (app. maj.) de Saint-Chamas. *« Mon adjoint*, ajoute-t-il, *n'a pas participé à un acte raciste. En fait, et malheureusement, c'est, hélas, un processus d'escalade classique dans la violence qui se déclenche fréquemment au cours des fêtes. Une bagarre limitée éclate et on est bientôt dépassé par les événements. Dans l'énervement général, il se produit quelquefois des gestes incontrôlés et regrettables. Mais tout est rentré dans l'ordre. »*

En fait, Saint - Chamas connaît une tension latente entre autochtones et immigrés, pour laquelle la fête a fait office de verre grossissant. Des « gestes incontrôlés », il y en a eu tout au long de cette semaine de fête. Le samedi 6 septembre, d'abord, où une première bagarre a éclaté. Mais, le lundi 8, ils étaient encore plus nombreux et plus déterminés des deux côtés à s'affronter. Cette fois, des coups de feu claquent dans un bal. C'est M. Paul Geronimi, trente et un ans, professeur de karaté, accompagné d'un camarade, qui a tiré avec un revolver sur un groupe de jeunes immigrés venus de Salon-de-Provence. Par chance, il n'atteint personne, mais les Nord-Africains préfèrent prendre la fuite en voiture en direction de Salon-de-Provence. Alors, une poursuite s'engage.

L'adjoint au maire, M. Doublet, sans doute excédé par les rixes qui ont ponctué les fêtes, accepte de prendre à bord de sa voiture le tireur et son camarade. Il dira plus tard aux enquêteurs qu'il ignorait que son passager était armé. Au cours de la poursuite, M. Geronimi tirera sur la voiture prise en chasse, dans la carrosserie de laquelle on relèvera quatre impacts de balles, sans que les passagers soient atteints. Les parents de l'un d'eux se présenteront dans la nuit à la gendarmerie pour déposer plainte.

MM. Geronimi et Doublet, arrêtés et déférés au parquet, sont inculpés, le premier de tentative d'homicide volontaire, coups et blessures, port d'arme ; le second de complicité par fourniture de moyens matériels.

JEAN CONTRUCCI.

DÉFENSE

DE PRÉFÉRENCE A LA FRANCE

L'Italie emporterait un marché d'armes navales en Irak

A la Chambre des députés, lundi 15 septembre, à Rome, M. Bressani, sous-secrétaire à la présidence du conseil, a indiqué que les négociations entre l'Italie et l'Irak étaient en bonne voie à propos de la vente d'armes navales.

Soulignant l'intérêt d'un tel accord sur le plan économique, soit environ 2,5 milliards de dollars (environ 10 milliards de francs), M. Bressani a expliqué que ce contrat équivaudrait à trois années de travail pour les industriels intéressés en Italie. Le sous-secrétaire à la présidence du conseil a aussi évoqué l'accord italo-irakien de coopération nucléaire, signé en 1976, en précisant qu'il *s'agissait du développement* de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques selon le traité de non-prolifération nucléaire.

L'accord nucléaire prévoit la fourniture par l'Italie de quatre laboratoires, dont un laboratoire « chaud » pouvant permettre l'extraction et le façonnage de quantités limitées de plutonium. D'autre part, l'Irak recevrait de l'uranium enrichi prélevé sur la part italienne de l'usine européenne d'enrichissement Eurodif. L'Irak a ratifié en octobre 1969 le traité de non-prolifération nucléaire l'engageant à mettre toutes ses installations sous le contrôle de l'agence de Vienne.

Pour le marché d'armes navales, la France et l'Italie sont en compétition : il s'agit de moderniser la marine de guerre irakienne, avec l'acquisition de missiles antinavires, d'hélicoptères embarqués, de radars et de bâtiments de combat.

La déclaration de M. Bressani, à Rome, donne à penser que *l'Italie est en passe d'obtenir* le marché irakien, au détriment des propositions françaises, comme des indices déjà parvenus à Paris le laissaient croire. En revanche, un marché de la même ampleur avec l'Arabie Saoudite — toujours dans le domaine naval — semble en bonne voie pour la France.

RAPATRIÉS

Le secrétariat d'État répond aux critiques du recteur de l'Institut musulman de Paris

Le Comité national des associations de Français musulmans devait se réunir mardi 16 septembre, sous la présidence de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat, afin de préparer notamment l'organisation d'un séminaire consacré aux problèmes de la formation et de l'aide à l'emploi des jeunes citoyens de confession islamique. Ce séminaire mettra en présence, les 25 et 26 septembre, à Chantenay-Saint-Imbert (Nièvre), les experts du secrétariat d'Etat chargé des rapatriés, ceux du ministère du travail et du secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, et plusieurs délégués des associations représentatives.

Le Comité national devait également débattre de la préparation des émissions culturelles que FR 3 programmera, en principe, à partir du mois d'octobre, à l'intention de la communauté musulmane. Il devait, en outre, faire le point sur l'organisation, avec la collaboration d'Air France, d'un pèlerinage à La Mecque, dont le départ est prévu pour le 5 octobre. Au cours de cette réunion, M. Jacques Dominati devait sans doute évoquer les critiques qui ont été émises contre sa politique par le recteur de l'Institut musulman de Paris, M. Hamza Boubakeur, à la fin du mois de juin (*le Monde* daté 29-30 juin).

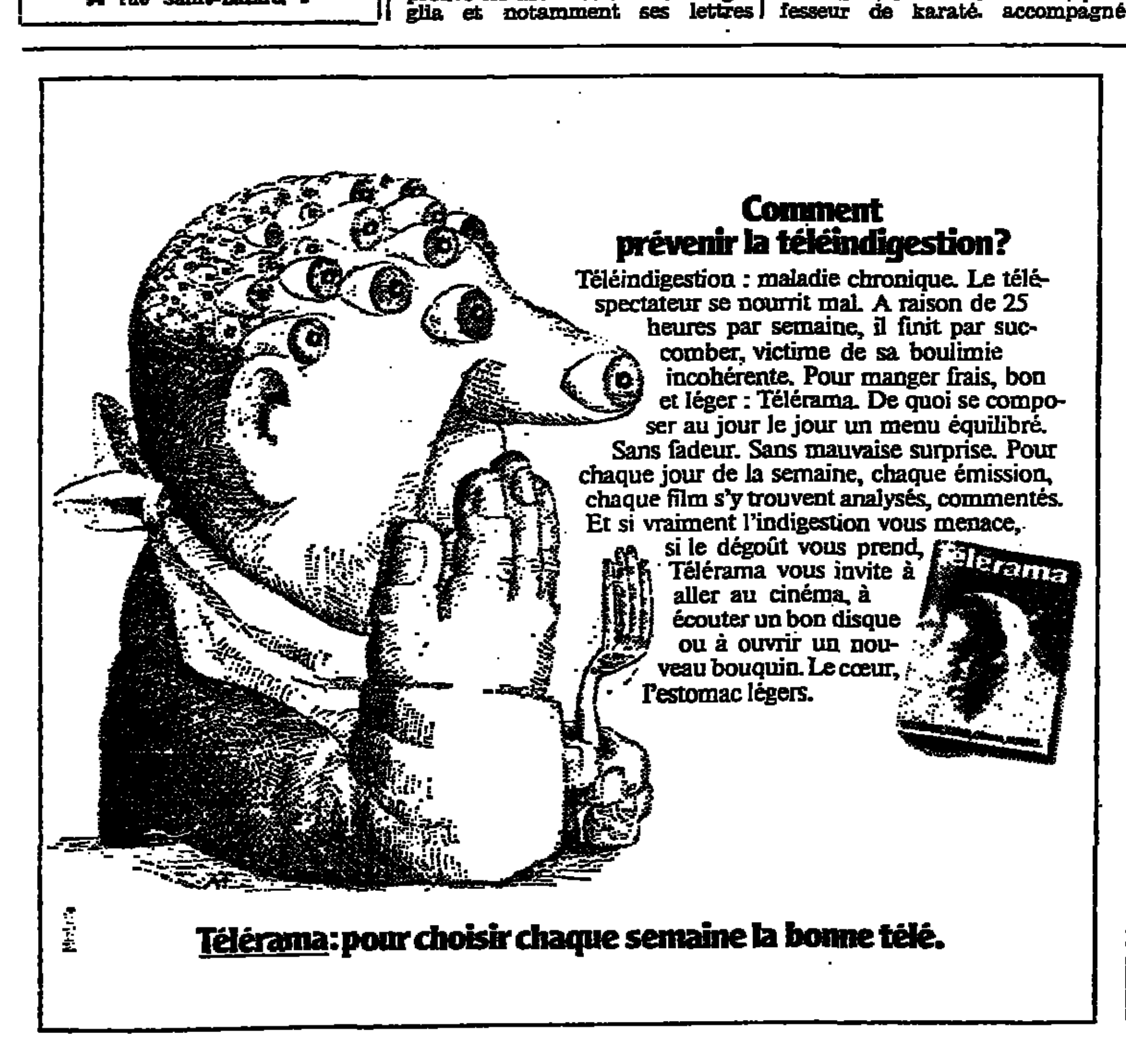
Sans attendre cette réunion, M. André-Jean Villeneuve, chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat, a adressé aux membres de la commission nationale et du Comité des associations de Français musulmans une longue note répliquant aux propos tenus par le recteur.

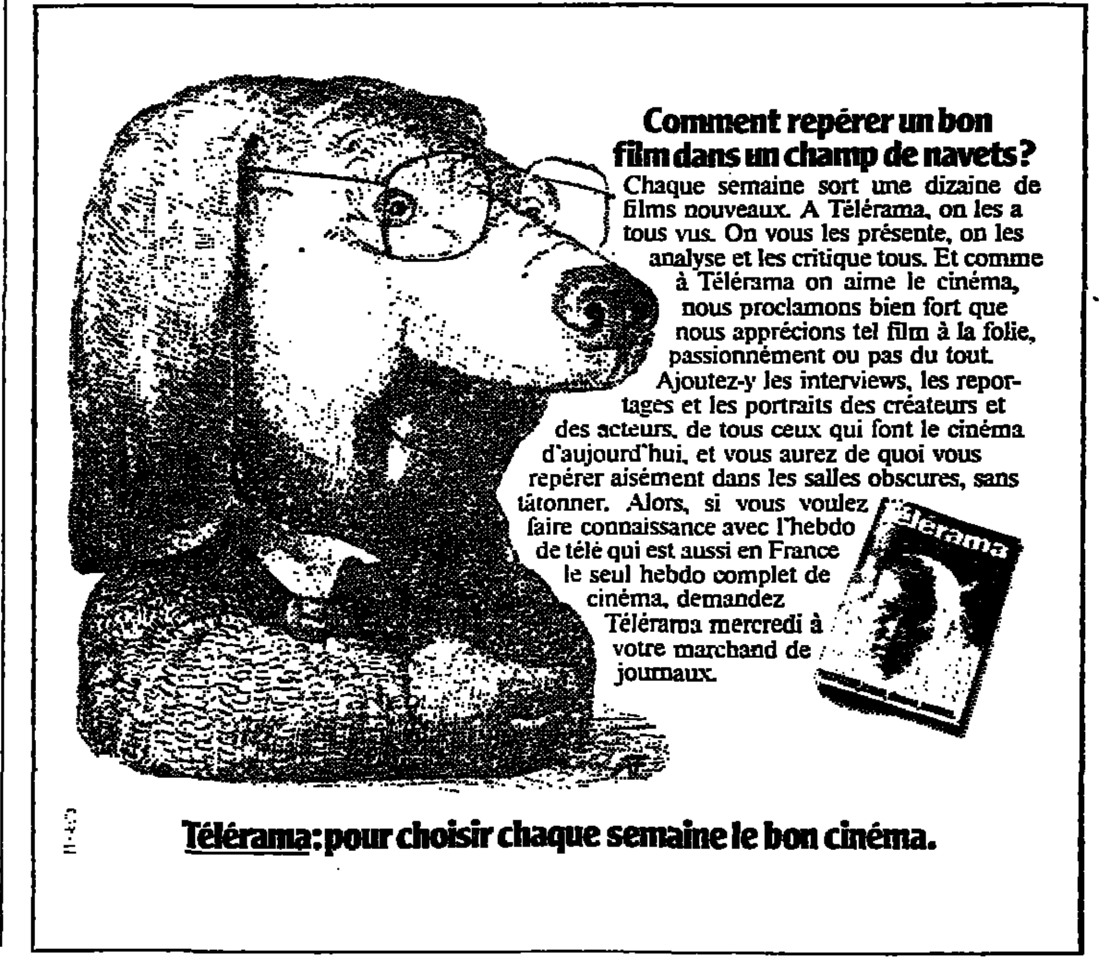
Il écrit notamment : *« Les émissions culturelles et les voyages à La Mecque, qui vont être organisés, répondent à la demande unanime de la commission nationale et des associations. Ces nouvelles réalisations n'empiètent sur aucune prérogative. Les émissions destinées aux Français musulmans, qui débuteront en octobre prochain, sont des émissions culturelles et non pas cultuelles. Quant à l'organisation des voyages à La Mecque, il ne s'agit que de facilités de transport, d'accueil et de protection médicale dont bénéficieront les pèlerins, ainsi que la France les assurait jadis. »*

Faisant l'historique de la Mosquée de Paris, le collaborateur de M. Dominati affirme, au passage, que c'est *« sans filiation ni droits légitimes de propriété »* que l'association présidée par M. Hamza Boubakeur gère aujourd'hui celle-ci, et il s'étonne de l'*« agressivité »* du recteur qui lui paraît *« insolite »*.

M. Hamza Boubakeur, qui a reçu récemment des menaces de mort (*le Monde* du 12 juillet), estime que l'ostracisme manifesté à son égard par le secrétariat d'Etat est de nature politique. Elu député des Oasis (Algérie, vingtième circonscription) en novembre 1958, M. Boubakeur siégea en effet, de 1960 à 1963, parmi les membres du groupe socialiste de l'Assemblée nationale auquel il s'était apparenté.

La diffusion de cette note du secrétariat d'Etat a provoqué une vive réaction de la part de M. Ahmed Kaberseli, secrétaire général du Conseil national de réflexion et de coordination des associations de musulmans français (C.N.R.C.), qui a adressé à son tour une circulaire aux membres de la commission nationale et du Comité des associations. Accusant M. Villeneuve de vouloir *« diviser pour régner »*, M. Kaberseli déclare notamment : *« Irresponsabilité ou machiavélisme ? Nous hésitons. Quelle raison, en effet, de s'attaquer au recteur de la Mosquée de Paris ? (...) On voudrait aviver les tensions, provoquer, exaspérer certains dirigeants d'associations et personnalités de notre communauté qu'on ne s'y prendrait pas autrement. »*





INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Tennis et vélo

Le tennis et le vélo se sont disputé la vedette au Salon international du sport et des loisirs de plein air, qui vient d'être organisé au Bourget, et qui réunissait six cents exposants sur 3 hectares. Leur cible : à la fois les sportifs professionnels et les amateurs qui les talonnent.

Côté tennis, les maires inscrivent un peu partout la construction de *nouveaux courts dans* leurs projets. Et chez les professionnels, six cent mille licenciés, *avec une progression* de 25 % en 1979, représentent déjà un marché considérable. *Une trentaine de marques de* raquettes cherchent à tenter les détaillants spécialisés et les res*ponsables des grandes surfaces.* Les chaussures s'améliorent, tant par les semelles aérées que par *les dessus de cuir et* de toile, notamment chez Spring Court, Adidas et Puma, dont les fer*metures à bandes de velcro* se retrouvent dans les autres marques. Browning, l'armurier *des pionniers du Far-West,* se diversifie dans l'équipement des chasseurs, golfeurs, archers et « *joggeurs* », sans *oublier* les joueurs de tennis avec une raquette en cordage nid d'abeille.

Parmi les couturiers, Cerruti vient de signer un contrat avec Jimmy Connors pour défendre



Les tricots d'automne se distinguent par leur moelleux, leurs points fantaisie en relief et la profondeur des coloris. LA SQUADRA : veste sept-huitièmes bleu pétrole en mohair et laine avec un rien de *nylon sur un chandail aux épaules généreuses* à dessin géométrique en camaïeu de bleus sur fond blanc. 767 F et 464 F à la Gaminerie, 137, boulevard Saint-Germain. Nicole Saint-Gilles au Forum des Halles ; Nice, rue de la Buffa, et Rouen, Boîte à Pulls, 48, rue du Gros-Horloge.

ses couleurs sur les courts. Les vêtements de tennis gardent la *blancheur qu'on connaît,* avec des fantaisies discrètes au niveau des chemisettes pour *hommes et femmes. Ces der*nières se voient aussi proposer des *robes,* des ensembles, des jupettes et *des shorts. Doro*tennis, Fusalp, H.C.C., Lacoste, Olympic et Descente, parmi les *plus connus, les habillent* en coordonnés.

Les *cyclistes* sont beaucoup moins gâtées, du moins pour le *style et le confort des vête*ments qu'on leur propose. Pourtant, il y a 17 millions de vélos *sur les routes et sur les pistes* de France, et il s'en est vendu 2,33 millions en 1979. Il reste à *réinventer les* knickers de la Belle Epoque. Les blousons, coupe-vent et ponchos sont *aussi confortables que les sur*vêtements de jog chez K-Way. Cacharel en lance une gamme amusante dans *les coloris* de B.D. Dorotennis a choisi les damiers et les rayures géantes en *bicolores* vifs et *blanc,*

Wimbledon oblige. Le Coq sportif coupe aussi des *nylons diaphanes en blousons légers,* des ensembles de jog en cotons moelleux, unis et rayés *désassortis. Olympic joue* les survêtements en celon anti-stat double face, et fabrique aussi *la gamme Guy Laroche.*

Les amateurs de jog et de course à pied se sentiront des ailes avec les chaussures « tailwind » (vent arrière) de Nike, le producteur américain. D'outre-Atlantique arrivent *aussi* les patins à roulettes Dominion, à petites roues et bottines légères en *cuir suédé pleine peau,* de superbes chaussettes omnisports, dont les mini-socqettes à pompon de toutes *les cou*leurs. Parmi les nouveautés les plus spectaculaires, les tentes Moss ont des formes en *ellipse* d'une pureté sculpturale. Enfin, le « Smoke'n Pit », de Brinkmann, *représente la deuxième* génération des barbecues. Il s'agit d'un fumoir sur pieds en grosse fonte émaillée rouge ou jaune à couvercle en forme de *cloche pour recueillir* les sucs et permettre les quatre modes de cuisson, vendu à un prix *très abordable.*

Mais le Salon du Bourget nous a aussi montré les sacs à dos de Millet, à astuces *multiples, comme cette « boule »* de randonnée, se repliant en totalité dans sa poche latérale, à *utiliser en bandoulière,* à *dos,* à la main ou à la ceinture.

Après l'effort, le repos : Lestra Sport allie, dans sa *collection unique de sacs* de couchage, la technicité de fabrication et de matières... aux *imprimés délirants de drôlerie.* Les panneaux composent des paysages, des marines, un *menu de bistrot, voire un vélo* à grande roue. Les extérieurs sont semi-cloisonnés, pour un *meilleur coefficient d'isolation,* remplis de duvet pour la haute montagne, de dacron pour la *moto ou pour la randonnée.*

NATHALIE MONT-SERVAN.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 15 et 16 septembre 1980 :

DES DECRETS

● Portant dissolution du conseil municipal de Brignoles (Var).

UN ARRETE

● Modifiant les taux des coefficients de majoration applicables aux rémunérations des magistrats et des fonctionnaires de l'État en service dans les territoires d'outre-mer.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 17 SEPTEMBRE

« Hôtel Scipion-Sardini », 15 h., 13, rue Scipion, Mme Bouquet des Chaux.

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul, Mme Garnier-Ahlberg.

« Le collège des Bernardins », 15 h., 24, rue de Poissy, Mme Legrégeois.

« Notre-Dame de Paris », 15 h., portail central, Mme Pennec.

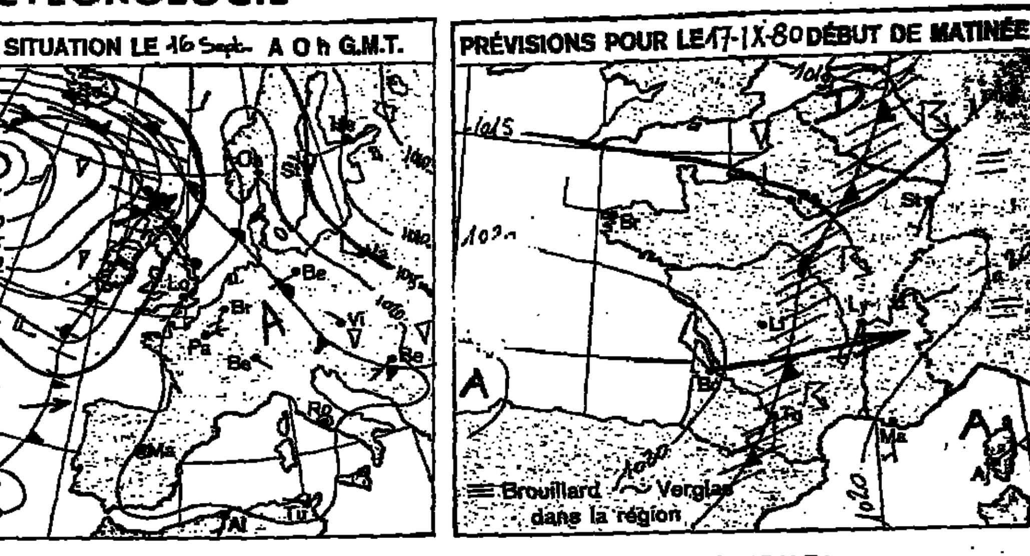
« Bourdaloue chez les jésuites », 15 h., 101, rue Saint-Antoine, Mme Saint-Girons.

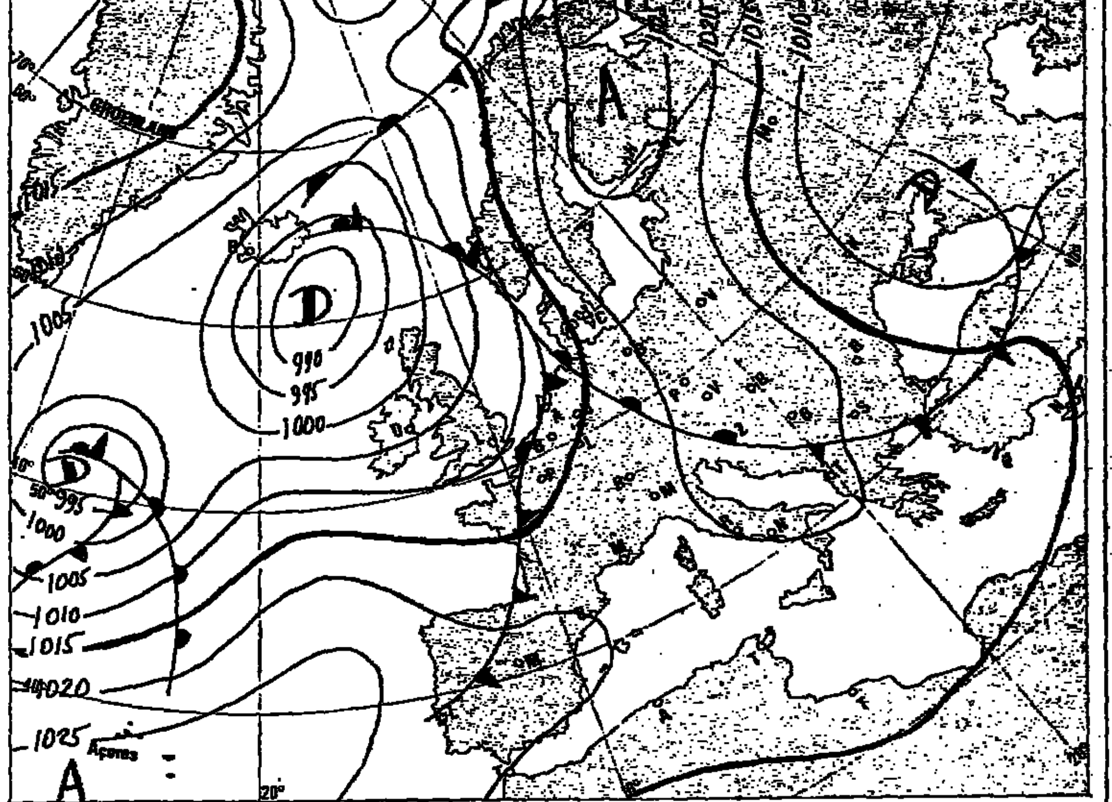
« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« L'île Saint-Louis », 15 h., 12, boulevard Henri IV (le Vieux Paris).

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 17 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 septembre à 0 heure et le mercredi 17 septembre à 24 heures :

Les hautes pressions centrées sur le massif alpin continueront à se déplacer vers l'est, permettant à la discontinuité du proche océan de pénétrer sur la France. Cette limite ne semble pas devoir être très active, mais se présenter sous une forme orageuse discontinue. Après son passage, une nouvelle amélioration se développera.

Mercredi matin, après avoir traversé nos régions occidentales, la discontinuité précitée donnera une étroite bande très nuageuse qui sera axée des Ardennes au Massif Central et aux Pyrénées centrales avec des pluies ou des ondées éparses et quelques orages. Elle continuera ensuite sa progression vers l'est et achèvera de traverser l'est et le sud-est du pays le soir. Après son passage, un temps nuageux s'établira sur la France par l'ouest, avec des éclaircies progressivement plus belles. Cependant, quelques averses sont probables au début près de la Manche et *sur le Nord. Le soir,* des nuages plus abondants apparaîtront de *nouveau sur l'extrême ouest.*

Les vents seront faibles, de secteur *sud à l'avant de la disconti*nuité, de secteur ouest à l'arrière, *mais des rafales se produiront sous* les orages.

Les températures maximales seront en légère baisse.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 24 et 12 degrés ; Biarritz, 25 et 14 ; Bordeaux, 27 et 12 ; Bourges, 23 et 9 ; Brest, 20 et 14 ; Caen, 22 et 10 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 9 ; Dijon, 23 et 10 ; Grenoble, 24 et 10 ; Lille, 21 et 8 ; Lyon, 22 et 9 ; Marseille, 27 et 14 ; Nancy, 21 et 7 ; Nantes, 22 et 12 ; Nice, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 23 et 8 ; Pau, 27 et 12 ; Perpignan, 29 et 15 ; Rennes, 22 et 12 ; Strasbourg, 22 et 9 ; Tours, 24 et 9 ; Toulouse, 28 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 17 degrés ; Amsterdam, 19 et 13 ; Athènes, 29 et 19 ; Berlin, 17 et 7 ; Bonn, 19 et 8 ; Bruxelles, 19 et 10 ; Le Caire, 31 et 21 ; îles Canaries, 30 et 23 ; Copenhague, 16 et 4 ; Genève, 22 et 7 ; Lisbonne, 34 et 20 ; Londres, 20 et 15 ; Madrid, 33 et 16 ; Moscou, 18 et 8 ; New-York, 20 et 18 ; Palma-de-Majorque, 29 et 15 ; Rome, 27 et 13 ; Stockholm, 16 et 8 ; Téhéran, 32 et 21.

Pression atmosphérique réduite au *niveau de la mer, à Paris, le 16 sep*tembre, à 8 heures : 1 021,2 millibars, *soit 766,4 millimètres de mercure.*

Jeudi, il fera beau et chaud sur *la plus grande partie du pays,* après une matinée fraîche et brumeuse. Toutefois, les régions littorales de la Manche auront un ciel passagèrement nuageux et des petites pluies par endroits.

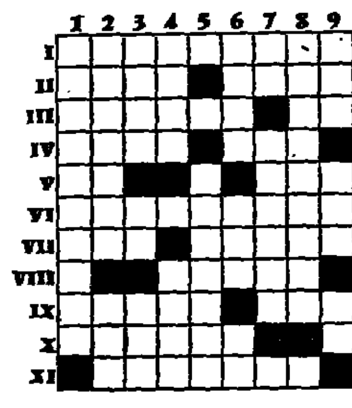
Vendredi, le temps restera beau et chaud sur la moitié est du pays. Par contre, sur la moitié ouest, le temps sera instable avec éclaircies, passages nuageux et ondées.

Samedi et dimanche, toute la France bénéficiera d'un temps agréable avec soleil et températures élevées dans l'après-midi. Cependant, des orages pourront encore éclater sur le Sud-Ouest.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 758



HORIZONTALEMENT

I. Une bombe qui fait un peu bidon. — II. Son odeur évoque les grandes grèves. Récipient pour les cendres. — III. Quand elle est civile, tout le monde descend. Divinité. — IV. Un château sur l'Indre. Roue à gorge. — V. Sur la Tille. Devient sourd quand on veut l'étouffer. — VI. Qui risquent donc de lourdes peines. — VII. Période. Qui ne semble pas du tout rangée. — VIII. Une belle relation. — IX. Ne pas atteindre. Grande, au Brésil. — X. Finit en queue de poisson. — XI. Il n'y en a parfois que pour une minute.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui savent manier le fusil. — 2. Imiter ceux qui veulent se faire remarquer. Planches. — 3. On en fait souvent des plaquettes. Adverbe. Opération postale. — 4. Souvent appelée bonne en Provence. Qui pourrait être touché. — 5. Boîte où il peut y avoir un bâton. — 6. Devenir très coulant. Bon, c'est un article de Paris. La moitié de rien. — 7. Fin de verbe. Mot souvent prononcé après la fermeture. — 8. Un chef de file pour l'hermétisme. — 9. Crie, comme un cerf. Baie du Japon. Monte souvent quand ça va mal.

Solution du problème n° 2 757

Horizontalement

I. Caparaçon. — II. Aratoires. — III. Rase ; Roi. — IV. As ; Lu ; Ile. — V. Bêtises. — VI. Isée ; Nife. — VII. Travers. — VIII. Inespérés. — IX. Eu ; Prèle. — X. Rinças. — XI. Stout ; Ane.

Verticalement

1. Carabiniers. — 2. Arasés ; Nuit. — 3. Pas ; Tête ; No. — 4. Ateliers ; Cu. — 5. Ro ; Us ; Appât. — 6. Air ; Envers. — 7. Croisière. — 8. Œil ; Frelon. — 9. NS ; Edesse.

GUY BROUTY.

BREF

FORMATION PERMANENTE

CONCOURS P.M.I. — Un concours *sur titres est ouvert pour le recru*tement de médecins de protection maternelle et infantile :

— quatre postes *au* service de *protection* maternelle et infantile de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales des *Hauts-de-Seine. Les candidatures* sont à adresser au service du personnel, 161, avenue Joliot-Curie, 92020 *Nanterre ;*

— *trois* postes au service départemental de la protection maternelle et *infantile, dans le dépar*tement du Nord. Les candidatures sont à adresser au service du personnel de la préfecture du Nord, 2, rue Jacquemars-Liélée, 59039 Lille Cedex.

VIDÉO ANIMATION. — L'association Action Vidéo 78 propose des sta*ges d'initiation et de perfection*nement aux techniques photographiques à des personnes désireuses de s'initier *ou de se perfectionner* dans le domaine de la photographie.

Les stages ont lieu à l'Auberge de jeunesse de Saint-Guen (Côtes-du-Nord), du 15 au 20 septembre et *du 4 au 9 octobre. Une participa*tion de 650 francs (hébergement, nourriture, enseignement et four*nitures compris) est demandée.*

★ Action Vidéo 78, 124, boulevard de Bezons, 78500 Sartrouville. Tél. : 914-55-00.

PRESSE

Dans la Loire

UN NOUVEAU TITRE PARMI LES QUOTIDIENS

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Annoncé par quelque trois cent mille exemplaires d'un supplément gratuit, distribué dans tout le département, le premier numéro de *Loire-Matin* est paru non sans quelques difficultés techniques, ce mardi 16 septembre. Présenté comme un nouveau quotidien, *Loire-Matin* n'est, *en fait,* qu'un nouveau titre se substituant à celui du *Dauphiné libéré-Loire,* tout comme, il y a quelques mois, à *Dernière Heure lyonnaise* avait succédé *Lyon-Matin.* Il a été composé en partie et imprimé au centre d'impression stéphanois du groupe *Dauphiné libéré-Dépêche,* installé dans les anciens locaux de *la Loire républicaine,* fondé en 1880 et disparu en 1944. Cet immeuble avait été racheté par *le Dauphiné libéré* après les accords passés entre le quotidien grenoblois et *le Progrès* de Lyon. A la rupture de ceux-ci, le groupe, ayant à sa tête M. Louis Richerot, a consenti des efforts financiers considérables en travaux et investissements de matériels de près de 30 millions de francs.

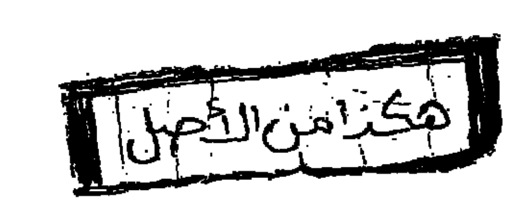
La pièce maîtresse est une rotative offset de huit groupes, permettant de confectionner trente-deux pages. Cette machine peut débiter vingt-cinq mille exemplaires à l'heure, précise le supplément gratuit. Les dépositaires vendant jusqu'à présent *le Dauphiné libéré-Loire* ont été avertis que leur réception serait quadruplée. Or, à la fin de l'année dernière, *le Dauphiné libéré-Loire* avait un tirage moyen de l'ordre de six mille numéros, même pas la moitié de *la Dépêche,* quotidien du même groupe vendu non seulement dans la Loire mais dans deux arrondissements de la Haute-Loire (Le Puy et Yssingeaux) ; ces deux quotidiens représentant ensemble moins de 15 % de la diffusion quotidienne des quatre journaux imprimés à Saint-Etienne, contre plus de 68 % pour *la Tribune-le Progrès* seul et plus de 17 % pour *l'Espoir,* journal lié au *Progrès,* un peu comme *la Dépêche* l'est au *Dauphiné libéré.* Diffusé dans la Loire, la Haute-Loire et l'arrondissement de Vichy dans l'Allier, *l'Espoir* a publié pour la première fois, le 14 septembre, une édition du *septième jour* sous le titre *Espoir-Dimanche,* prenant ainsi de vitesse *la Dépêche,* qui souhaitait être en vente le dimanche également.

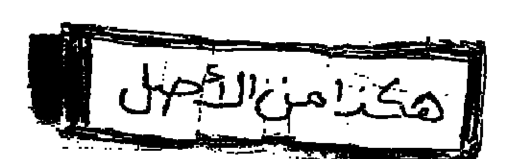
PAUL CHAPPEL.

● *Un nouveau mensuel* est en vente depuis le lundi 15 septembre dans l'agglomération lyonnaise. *Lyon-Magazine* succède dans une formule proche à *Résonance,* un bimensuel qui avait été racheté au début de l'année par M. Paul Dini, président du directoire de la Société Comareg, éditrice, entre autres, d'une série d'hebdomadaires gratuits dans cette région.

Lyon-Magazine est placé sous la responsabilité *rédactionnelle* de M. Joël Madile, qui animera une équipe de trois journalistes professionnels et un réseau d'une trentaine de correspondants. L'ambition du nouveau *magazine* est d'atteindre une diffusion de 20 000 exemplaires. M. Dini se donne deux ans pour atteindre cet objectif en réalisant un périodique pour les Lyonnais « *attachés à leur lyonitude* ». — *(Corresp.)*







Le Monde

MEDECINE

Les professions paramédicales

La rentrée dans les écoles d'infirmières se fera, cette année, sous le signe de la sélection. Si celle-ci n'est plus une nouveauté pour les étudiants en médecine, elle l'est en revanche à la suite d'une mesure qui sera appliquée, au niveau national, pour les élèves infirmières. Une circulaire ministérielle du 28 mai 1980, récemment rendue publique, met en effet en place, région par région, un plan de réduction des effectifs, qui doivent, au minimum, diminuer de 8 % par rapport à la rentrée précédente. La circulaire ajoute cependant que, « sauf cas tout à fait exceptionnel, il ne doit pas être envisagé de fermetures d'écoles d'infirmières ».

Cette mesure entre dans le cadre, comme l'avait expliqué M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, à l'Assemblée nationale lors de l'examen du projet de loi définissant le nouveau statut des infirmières, « de la nécessité de disposer en temps voulu d'une maîtrise du rythme de délivrance annuelle des diplômes ouvrant droit à l'exercice des professions de santé ».

Le nombre des étudiants admis à entreprendre des études en vue de la délivrance des diplômes exigés pour l'exercice des professions d'auxiliaires médicaux peut, en effet, désormais être fixé, chaque année, « compte tenu des besoins de la population et de la nécessité de remédier aux inégalités géographiques » (« le Monde » des 5 et 6 juin). Cet « alignement » sur les études médicales, odontologique et pharmaceutiques concerne sept professions paramédicales : infirmier, masseur-kinésithérapeute, pédicure, orthophoniste, orthopédiste, audioprothésiste et opticien lunetier, soit près de 280 000 personnes sur les 452 000 qui exercent l'une des dix-huit professions du secteur paramédical (voir tableau ci-dessous). Le profession d'infirmier et d'infirmière reste bien, par le nombre et l'activité de ses représentants, la pièce maîtresse de ce système de distribution des soins.

Il n'en est pas moins vrai qu'en raison du développement extrêmement rapide des connaissances, des technologies, et des méthodes thérapeutiques, l'activité des infirmières, qui accomplissaient il y a quelques décennies l'ensemble des tâches sanitaires, s'est progressivement divisée et spécialisée, donnant naissance en quelques années à un grand nombre de professions, du technicien en électro-encéphalographie au psychoréeducateur en passant par le prothésiste dentaire. Le plus souvent, ce sont les progrès technologiques qui sont à l'origine de l'individualisation de ces professions. Leur développement, par voie de conséquence, n'a pu se faire au départ que dans le désordre. La nécessité d'un contrôle et d'une maîtrise des dépenses de santé n'est pas étrangère à la récente décision ministérielle ; il reste à observer s'il sera effectivement possible de faire coïncider, pour chaque profession, l'offre et la demande et, par là, d'établir une certaine cohérence dans ce secteur.

Un autre élément devra vraisemblablement être pris en considération. L'évolution croissante des effectifs médicaux, liée à d'importantes disparités régionales et à l'augmentation prochaine du nombre des généralistes par rapport à celui des spécialistes, débouchera vraisemblablement sur d'importantes modifications des habitudes professionnelles médicales. Ainsi, les auteurs du rapport sur la démographie médicale, réalisé par un groupe de travail placé sous la présidence du professeur Jean-Pierre Etienne (« le Monde » du 30 janvier), estimaient que l'une des conséquences possibles était que, afin de conserver leur niveau d'activité et de revenu, les praticiens réaliseraient « un certain nombre d'actes aujourd'hui pratiqués par les personnels paramédicaux ».

Ces données soulignent l'importance qu'il y a à accorder à l'ensemble des professions paramédicales si l'on veut véritablement analyser le système de distribution des soins, dans lequel les médecins ne sont plus qu'un des éléments, numériquement moins important, par exemple, que les infirmiers ou que les aides soignants.

DOSSIER RÉALISÉ PAR NICOLAS BEAU.

Pragmatisme, disparité et confusion dans la formation des personnels

UNE *seule* profession de santé, les sages-femmes, reçoit une formation jugée, de l'avis de tous, excellente. Recrutées pour 80 % d'entre elles avec le baccalauréat, après un concours d'entrée sévère (cent reçues pour mille candidates dans la région parisienne), les étudiantes sages-femmes reçoivent une formation de trois ans, durée particulièrement longue par rapport aux autres pays européens. Ailleurs, en effet, les sages-femmes ne sont que des infirmières spécialisées, quand elles ne sont pas, comme en République fédérale d'Allemagne, recrutées à un niveau équivalant à notre B.E.P.C. Une seule ombre à *ce* tableau : les terrains de *stages* proposés sont, la *dénatalité aidant, brigués* de façon de plus en plus pressante *par les étudiants en médecine* préparant une spécialité d'obstétrique.

Leur situation reste exemplaire par rapport aux autres professions de santé, qui connaissent des formations caractérisées, d'après le rapport du conseil économique et social (C.E.S.), par le pragmatisme, la disparité et la confusion.

La plupart, qu'elles soient ou non reconnues par le code de la santé, sont soumises à un diplôme d'État qui constitue pour les puéricultrices, par exemple, un mode indirect de reconnaissance de la profession. Pourtant, la lecture des conditions de recrutement, des cursus d'études, des programmes d'enseignement donne, toujours d'après le rapport *du C.E.S., un sentiment* de discontinuité, d'inadaptation et de malaise. *L'expérience* enseigne, semble-t-il, que les formations sont en fait très inégalement dispensées selon les besoins, les structures et les types d'enseignement.

Le caractère privé de la plupart des établissements d'enseignement de kinésithérapie et de pédicure ne facilite guère la coordination des formations. De plus, l'existence de droits d'entrée fort élevés (1) ne permet guère une homogénéisation du recrutement.

L'enseignement clinique est dans l'ensemble insuffisant. Sa durée chez les chirurgiens dentistes semble insuffisante si l'on s'en tient aux normes européennes minimales. Ainsi, à Montrouge, les étudiants de troisième *et de quatrième année* ont huit cent dix heures de formation clinique, alors que mille sept cent cinquante seraient nécessaires pour respecter les directives européennes adoptées en juin 1978. Enfin, l'absence de qualification des maîtres de stages chez les orthophonistes par exemple ne concourt pas à améliorer la qualité des stages.

Cette situation est peu dénoncée par les professions elles-mêmes. Dans ce domaine, elles demandent, avant tout, un allongement de la durée des études, seul fondement, à leurs yeux, de compétences nouvelles et d'indices salariaux plus élevés. La durée des études, jamais inférieure à deux ans, puisque les audioprothésistes ont obtenu un allongement de leur formation, fonde, en effet, actuellement, la place de chacun dans la hiérarchie des professions de santé.

Cette spécialisation accrue, *demandée* par les *professions* elles-mêmes, risque de leur nuire à terme. En effet, les fonctions de ces personnels sont appelées à subir une profonde et rapide évolution. Il faut savoir, par exemple, que dans dix ans la mise en œuvre de la télématique permettra à une infirmière de fournir électrocardiogramme et électro - encéphalogramme avec un degré de précision supérieur à celui des médecins spécialistes d'aujourd'hui.

Dans une telle perspective, il importe, comme le souligne le rapport du C.E.S., de simplifier la formation de ces personnels, par le regroupement en quatre grandes filières comportant des troncs communs : les soins, les techniques de rééducation et de thérapeutique, les techniques de diagnostic, les manipulations techniques et d'appareillage. Un diplôme national sanctionnerait la formation commune à chaque groupe. Ainsi serait évitée la multiplication des statuts et des modes de recrutement. Un tel projet a été étudié de près au ministère de la santé et de la sécurité sociale. Alors que les propositions de lois (2) ponctuelles et quelquefois démagogiques se multiplient pour donner satisfaction à tel ou tel groupe de pression, la mise en œuvre d'une réforme globale de l'enseignement apparaît plus prioritaire que jamais.

(1) A titre d'exemple, les droits d'inscription annuels dans certaines écoles parisiennes sont de 9 000 F pour les kinésithérapeutes (trois ans d'études) et de 15 000 F pour les pédicures deux années d'études).

(2) Le C.E.S., dans son rapport, en a recensé une dizaine.

ESTIMATION DES EFFECTIFS EN EXERCICE EN 1978

Qualifications	Effectifs	Qualifications	Effectifs
Infirmière soins généraux	170 000	Psychorééducateur	2 000
Infirmière de secteur psychiatrique	49 000	Laborantin d'analyses médicales	15 000
Puéricultrice	6 500	Manipulateur d'électro-radiologie	5 000
Aide-anesthésiste	2 000	Orthophoniste	6 400
Cadre infirmier (monitrice)	2 100	Audio-prothésiste	1 000
Infirmier de salle d'opération	1 750	Orthoptiste	900
Masseur-kinésithérapeute.	32 000	Opticien-lunetier	6 000
Pédicure	6 500	Auxiliaire de puériculture	25 000 (1)
Ergothérapeute	1 500	Aide-soignant	120 000 (2)

Total : 452 650

(1) dont 15 000 dans les hôpitaux publics et privés et 10 000 dans les crèches et les pouponnières.

(2) dont 90 000 dans les hôpitaux publics.

SOURCE : rapport annuel 1979 inspection générale des affaires sociales

Des attributions mal définies

LE *centre d'études et de* recherche sur la qualification recensait, en 1978, dans le domaine de la santé, plus de trente professions différentes. Or, neuf d'entre elles seulement ont un statut bien défini par le code de la santé. Deux sont « médicales », puisque les sages-femmes et les chirurgiens-dentistes se voient attribuer, à l'exemple des médecins, un domaine propre de compétence. Sept autres professions (1) sont définies par les textes comme des *« auxiliaires médicaux »* bénéficiant d'un monopole d'exercice, mais n'agissant que sur prescription des médecins.

Le partage des tâches entre tous les autres, qualifiés de façon *vague et péjorative de « paramédicaux »*, se fait de façon pour le moins pragmatique. Rien, jusqu'en 1973, ne définissait les fonctions des psychologues ; les prothésistes dentaires n'ont aucune existence légale. Le statut des diététiciennes est inexistant. Ce pragmatisme se traduit au niveau européen par une grande difficulté à harmoniser les conditions de formation de professions aux statuts trop différenciés. Des directives n'ont pu être établies que pour les infirmières et les chirurgiens-dentistes. La situation de certains Etats américains, où les prothésistes dentaires peuvent poser eux-mêmes les appareils sur les patients et qui ferait frémir les dentistes français, témoigne également de la contingence de ces classifications.

Le spectre du chômage est loin encore. Pourtant, ces professions *dès aujourd'hui marquent* la volonté d'allonger la durée de leurs études pour accroître leur niveau de compétence. Les orthophonistes parlent de prévention, les chirurgiens - dentistes d'hygiène, les sages-femmes de prescription d'arrêts de travail de moins de quinze jours. La multiplication des propositions de lois accroissant les compétences de telle ou telle discipline témoigne de ce désir exacerbé de situer son territoire. Beaucoup veulent enfin se démarquer du corps médical : les infirmières revendiquent et obtiennent, par un récent projet de loi, que leur soit reconnu *« un rôle propre »*, indépendant des prescriptions médicales. Les sages-femmes souhaitent que la présidence de leur conseil de *l'ordre ne soit plus attribuée* — d'office — à un médecin.

L'essentiel des énergies

Le risque est double. Les professions désireuses d'accroître leur champ d'activité pourraient médicaliser davantage nos existences: les sages-femmes parlent aujourd'hui de s'occuper de conseil conjugal. La fixité et l'étanchéité des statuts pourraient aussi rendre de plus en plus difficile la prise en charge globale, au sein d'équipes médicales, de l'homme malade. D'ores *et déjà, souligne le Conseil économique* et social dans un rapport publié en 1979, *« on constate un total manque de concertation des divers éléments de l'établissement hospitalier (médecins, personnels infirmiers, personnels administratifs), alors qu'une réflexion commune viendrait à bout de nombreux obstacles »*.

Toutes ces questions, pour l'instant, ont été occultées par le débat sur les honoraires de ces professions, âprement discutés avec les partenaires sociaux. Le lent grignotage actuel du pouvoir d'achat de nombre de ces professionnels libéraux et les conditions très médiocres des salaires de la fonction publique hospitalière ont absorbé l'essentiel des énergies des responsables syndicaux.

On comprend les préoccupations financières des pouvoirs publics. Pourtant, une politique plus rigoureuse de sélection de certains de ces personnels, la limitation générale de leur champ d'action, l'amélioration d'une formation souvent encore dispensée dans des établissements privés peu contrôlés, l'allongement de la « durée de vie » de ces professions largement féminisées (2) sont autant de mesures qui pourraient efficacement diminuer la progression des dépenses de santé.

(1) Il s'agit des infirmières, des masseurs-kinésithérapeutes, des pédicures, des orthophonistes, des orthopédistes, des audio-prothésistes, et des opticiens-lunetiers.

(2) Les professions traditionnellement « féminisées » n'évoluent guère : 95 % des orthophonistes, des infirmiers, 10 % des sages-femmes, restent des femmes. De plus, les professions traditionnellement masculines se féminisent. On compte 30 % de femmes en 1976 dans les nouvelles promotions de chirurgiens dentistes contre 24,5 % en 1970.

CRÉATION D'UN INSTITUT DU MÉDICAMENT A TOURS

Le premier institut du médicament a été officiellement créé à Tours, le vendredi 5 septembre, grâce à un accord établi entre les facultés de médecine, de pharmacie, et des sciences et le Groupement régional des établissements pharmaceutiques industriels du Centre (GREPIC). La collaboration entre l'université et l'industrie pharmaceutique ainsi établie devrait être effective dès le 1er octobre prochain.

La structure, qui vient d'être créée, sera pluridisciplinaire, groupant pharmaciens, médecins, vétérinaires et scientifiques. Elle se propose d'effectuer une expertise du médicament, tant au niveau analytique qu'au niveau de ses aspects cliniques (inocuité et efficacité), de participer à la réalisation des dossiers d'autorisation de mise sur le marché et d'aider au développement de spécialités nouvelles.

Le financement de l'institut est assuré, pour une part, par le conseil régional, qui a inscrit une somme de 4 millions de francs à son budget 1980, par des crédits de fonctionnement universitaire et par un apport financier du GREPIC. Cette réalisation survient précisément au moment où les industriels de la pharmacie insistent sur la nécessité d'une collaboration entre secteurs public et privé (*le Monde* du 3 septembre). Ce dernier représente, dans la région Centre, 20 % du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique française et, avec près de huit cents salariés, 12 % des effectifs nationaux.

Une situation démographique apparemment favorable

IL existe des villes aujourd'hui où l'Agence nationale pour l'emploi diffuse, sans succès, des offres à des postes de sages-*femmes. Les kinésithérapeutes et* les orthophonistes ne connaissent pas encore de difficultés au moment de l'installation, alors que c'est d'ores et déjà le cas pour les médecins. On manque de manipulateurs dans les services de radiologie, à tel point que, dans de grands C.H.U. parisiens, on doit faire appel à un personnel formé sur le tas. Le spectre du chômage ne hante pas encore les personnels de santé, dont les effectifs ont pourtant considérablement augmenté : pour le seul réseau hospitalier, l'ensemble des effectifs du personnel non médical est passé de 180 000 en 1964 à près de 600 000 en 1977.

En revanche, des situations de pénurie peuvent apparaître ici ou là. Il existe en effet une très forte concentration des installations dans la région parisienne. Celle-ci compte 40 % des kinésithérapeutes, 60 % des pédicures, 50 % des orthophonistes. Les écoles, souvent privées, s'installent de préférence à Paris ; or, les élèves on tendance à choisir un lieu d'exercice proche du lieu de formation.

Les chirurgiens - dentistes connaissent également une très inégale répartition sur l'ensemble du territoire : on compte 128 praticiens pour 100 000 habitants à Paris, alors que ce pourcentage est de 28 dans la Somme et que la moyenne nationale est de plus de 50 chirurgiens-dentistes pour 100 000 habitants. A terme, pourtant, la situation démographique pourrait s'aggraver pour trois raisons :

● La concurrence du corps médical, qui comptera, en 1985, 150 000 praticiens contre 100 000 aujourd'hui. Pourquoi les généralistes d'alors ne pratiqueraient-ils pas des actes infirmiers ? Pourquoi des obstétriciens un peu désœuvrés n'accepteraient-ils pas davantage de surveiller le travail d'accouchement ? D'une certaine façon, le champ d'activité des professions de santé n'est que résiduel : ainsi, en Grande-Bretagne, les pouvoirs traditionnellement importants de la « nurse », l'infirmière anglaise, sont dus en partie à la faible densité des médecins anglais. De même, dans les hôpitaux français, le plein temps hospitalier institué en 1958 a pu diminuer l'influence de certaines surveillantes générales, qui seules auparavant assuraient la permanence des *soins*.

● La rigidité actuelle des formations et des statuts pourra également susciter, ici ou là, des situations de chômage. En effet, toutes ces professions dépendent très étroitement des exigences scientifiques et techniques de la médecine. Or la multiplication d'innovations peut déposséder, demain, les compétences de personnels devenus très spécialisés. *« Les professions, en effet*, note le Conseil économique et social, *sont nées du mouvement et condamnées au mouvement, sous peine de disparition par momification.* »

● L'absence de projections démographiques et statistiques ne permet pas enfin de fixer le flux de formations adaptées aux exigences de demain. La détermination des effectifs étudiants se fait encore au mieux selon les capacités de formation (pour les sages-femmes, par exemple), au pire de façon non coordonnée (dans le cas des écoles privées de kinésathérapeutes ou d'orthophonistes).

POUR L'USAGE MÉDICAL DE L'HÉROÏNE ET DE LA MARIJUANA

Une offensive des cancérologues américains

A la demande d'un certain nombre de cancérologues, une proposition visant à autoriser l'utilisation de l'héroïne pour les patients souffrant de douleurs *incoercibles* au cours de la phase terminale d'une affection maligne est soumise actuellement aux législateurs américains.

Une commission a été désignée par la Chambre des représentants pour étudier cette requête, à *laquelle* les *principaux* responsables de la santé se sont d'ores et déjà opposés, lors des premières auditions et débats qu'elle a *organisés.*

Le principal argument des administrations sanitaires est qu'aucune preuve absolue n'a été apportée jusqu'à présent d'une *supériorité* nette de l'héroïne sur les autres antalgiques puissants disponibles (morphine et ses dérivés notamment).

Les membres de la commission parlementaire *estiment en revanche*, et, *semble-t-il*, en majorité, que « tout doit être fait pour que ceux qui souffrent de véritables tortures puissent *mourir en paix* ». Ils ont, néanmoins, exprimé leur souci que cette légalisation de l'héroïne — si rigoureusement réglementée soit-elle — ne *puisse* aggraver l'épidémie de toxicomanie qui représente un drame majeur pour la jeunesse américaine.

Des soucis éthiques du même ordre dominent le débat engagé — également à la demande des cancérologues américains — et qui concerne l'usage de la marijuana pour les patients soumis à des chimiothérapies anti-cancéreuses. *Le principe* actif de la marijuana — le delta-9-tetra hydrocannabinol ou T.H.C. — s'est en effet révélé, *comme* le *montrent* de *nombreuses* publications, le plus puissant préventif et calmant des nausées et des vomissements que provoquent *ces chimiothérapies. Tout récemment,* le gouvernement américain, devant ces constatations formulées et répétées, vient d'autoriser *4 000 spécialistes* agréés *du cancer* à prescrire du T.H.C. aux patients en cure de chimiothérapie.

DOSSIER RÉALISÉ
PAR LE Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Contre la douleur : héroïne ou morphine ?

L'USAGE *médical* de l'héroïne, ou diamorphine, ou di-acétyl-morphine, est strictement interdit aux Etats-Unis par une législation de 1914. Il en est de *même en France.* Cet usage est, en revanche, légal et courant en Grande-Bretagne, *où* de *nombreuses* expériences comparatives ont été conduites afin de mesurer l'avantage éventuel que pourrait apporter l'héroïne dans les cas de douleurs extrêmes, et *cela en comparaison* des autres antalgiques disponibles.

Sur le plan pharmacologique, l'héroïne (1) est une fois et demie plus puissante que la morphine lorsqu'elle est absorbée par la voie orale ; c'est-à-dire que *5 milligrammes* ont un *effet* antalgique équivalent à celui de 8 milligrammes de morphine.

Administrée par la voie intraveineuse, l'héroïne est deux fois plus puissante que la morphine, c'est-à-dire que 5 milligrammes d'héroïne injectés donnent un effet antalgique équivalent à celui de 10 milligrammes de morphine.

Les *Britanniques, qui* disposent de *« cliniques de la douleur »* et de centres où sont traités de *façon rationnelle les patients* arrivés au stade terminal d'affections particulièrement *douloureuses*, ont procédé à des études approfondies visant à évaluer les divers antalgiques qu'offre la pharmacopée.

Pour *les douleurs permanentes*, mais de *faible intensité*, les spécialistes britanniques recourent essentiellement à l'aspirine soluble (deux comprimés toutes les quatre heures) ou à des analgésiques non morphiniques plus puissants, tels que le Di-Antalvic ou le Doliprane.

Pour les douleurs d'intensité moyenne, la règle de l'administration systématique toutes les quatre heures est *conservée. Mais* les morphiniques ou paramorphiniques sont utilisés. Il s'agit soit de la *méthadone* (que les Français utilisent uniquement dans quelques hôpitaux pour la désintoxication des héroïnomanes et non comme antalgique) à raison d'un à *deux comprimés* toutes les quatre heures, soit d'un élixir préparé à base de morphine ou d'héroïne.

L'essai comparé conduit au célèbre centre de Saint-Christophe à *Sydenham* (*Grande-Bretagne*), qui s'est acquis une renommée mondiale dans le traitement de ces états, a montré que, pour les cas de *« douleurs d'intensité moyenne »*, l'héroïne ne présente pas d'avantages particuliers, sinon que la dose administrée *est moindre que pour* la morphine. Les effets secondaires (nausées, constipation, etc.) ont *été* les mêmes.

Chez ces patients, les équipes britanniques ajoutent systématiquement *à l'élixir morphinique* un sédatif tranquillisant (chlorpromazine ou phénothiazine).

La méthadone a un effet aussi puissant que l'héroïne, mais son élimination est très lente et elle ne peut être administrée que toutes les six à huit heures.

Quant au dextromoramide (palfium), *deux fois plus* puissant que l'héroïne, son action est très brève, ce qui impliquerait une administration toutes les deux heures, avec les inconvénients *que cela* présente.

La seule situation où les Britanniques recommandent nettement l'utilisation de l'héroïne est précisément celle qu'évoquent dans leur requête les cancérologues américains.

Il s'agit des patients souffrant *de douleurs incoercibles, de très forte densité,* et chez lesquels l'élixir de morphine (même lorsqu'il contient 120 milligrammes de morphine), administré toutes les quatre heures, avec des *adjuvants* tels *que* le Di-Antalvic, s'avère insuffisant.

Dans ces cas précis, *« l'héroïne,* estiment les Anglais, *reste le médicament de choix lorsqu'il faut recourir à la voie injectable ; elle est plus soluble que la morphine, peut donc être donnée sous un plus faible volume de solution et même par la voie sous-cutanée. Il s'avère qu'elle est, sous sa forme injectable, deux fois plus puissante que la morphine » (2).*

De même, l'héroïne a provoqué moins de vomissements que la morphine. Des tranquillisants et des antidépresseurs sont largement associés en Grande-Bretagne à *toutes* ces thérapeutiques. Deux hôpitaux américains ont aussi engagé, il y a un an, une *étude* comparative des effets respectifs de la morphine et de l'héroïne chez les patients atteints de cancers avancés. Il s'agit du célèbre Institut Sloan-Kettering de New-York, d'une part, et du centre anti-cancéreux de l'université de Georgetown, à *Washington, de l'autre.*

La possibilité de l'injecter en quantité plus faible

Les *premières conclusions* des cliniciens qui conduisent cette étude sont très proches de celles des praticiens britanniques, à savoir que le seul avantage net que représente l'héroïne sur la morphine est la possibilité de l'injecter — lorsqu'il est nécessaire de recourir à des injections — en quantités plus faibles.

« Il est vraisemblable, indiquent-ils, *que l'intérêt principal des recherches ainsi conduites sera de permettre une meilleure information des praticiens, dont l'immense majorité s'avère incapable de traiter rationnellement la douleur, qu'elle soit aiguë ou chronique. »*

Vue sous cet angle, la situation est en France identique, *sinon* pire.

Les modalités de traitement de la douleur ne sont pas enseignées au futur praticien ; mieux encore, aucune consultation spécialisée, aucun centre, aucune clinique du type de celles existant en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis ne permet d'accueillir les patients qui souffrent, et de *mettre* au point *ou* d'appliquer les moyens les plus efficaces et les plus appropriés pour les soulager. Or, ces moyens existent et il est proprement inconcevable que les rubriques nécrologiques de nos journaux soient encore émaillées de ces avis pathétiques annonçant un *décès survenu* après une *« longue et douloureuse maladie... ».*

La bataille engagée aux Etats-Unis pour la légalisation de l'héroïne n'aura pas été vaine si elle permet non cette légalisation, apparemment peu utile, mais une indispensable diffusion des moyens dont la médecine dispose — sans les utiliser — pour la maîtrise de la souffrance.

(1) Il est clair que l'héroïne dont il est fait mention ici est pure, c'est-à-dire qu'elle n'a rien à voir avec les préparations abominablement trafiquées (et pour beaucoup avec les puissants toxiques que sont la strychnine ou la quinine qu'acquièrent les toxicomanes.

(2) Rapport du docteur Mary Baines, St. Christophers's Hospice Sydenham de *Londres*, publié par World Medicine. Traduction française *dans la Revue du praticien,* 1er avril 1979.

CHIMIOTHÉRAPIE ET VOMISSEMENTS

LA récente décision des autorités américaines sur l'usage médical de la marijuana par certains cancéreux a été précédée de nombreux épisodes. Dès 1978, les sénateurs de l'Etat d'Illinois avaient approuvé un projet *de loi autorisant* les patients soumis à une chimiothérapie anticancéreuse ou qui souffrent d'un glaucome, de fumer de la marijuana. Fait d'autant plus surprenant que la législation de cet Etat américain concernant la marijuana est particulièrement *rigoureuse : tout* possesseur de 2,5 grammes de marijuana y est, en effet, passible d'une peine de prison et d'une amende de 500 dollars...

Les *ophtalmologistes* n'ont guère soutenu la nouvelle offensive menée pour l'usage thérapeutique des *tétra-hydro-cannabinols* (ou T.H.C.) qui est le principe actif de la marijuana) par les cancérologues. Ils estiment, en effet, que le glaucome (augmentation de la pression intra-oculaire conduisant à une diminution de la vision allant jusqu'à la cécité) se soigne *fort bien et depuis longtemps* à l'adrénaline, et surtout que la découverte d'une molécule nouvelle — le maléate de timolol, un bétabloquant — a révolutionné son traitement et son pronostic.

En revanche, les publications émanant de divers centres anticancéreux et de plusieurs universités américaines semblent bien indiquer que, *dans l'état actuel* de la pharmacologie, aucune substance ne peut égaler l'effet bénéfique qu'exerce la marijuana inhalée (ou le T.H.C. en gélule) chez les cancéreux soumis à une chimiothérapie induisant des nausées ou des vomissements rebelles à *toute médication*, et le gouvernement américain vient d'approuver une série de mesures *autorisant* les *spécialistes du cancer* à prescrire ces gélules.

Dès 1979, le service de cancérologie *pédiatrique* de Harvard montre que le T.H.C. (utilisé en suspension dans de l'huile de sésame) a une action anti-*émétique* (antivomitive) inégalée chez les cancéreux soumis à des chimiothérapies lourdes.

En juin dernier, le service de médecine de *Duke University* de Durham (Caroline du Nord) confirme ce fait, en développe les conséquences, *et demande* officiellement que *« les restrictions actuelles qui interdisent l'utilisation thérapeutique du T.H.C. soit rapidement assouplies ».*

En effet, disent les auteurs de ce rapport, l'agressivité des programmes de chimiothérapie mis en œuvre pour améliorer la durée et la qualité de la vie des cancéreux porte souvent atteinte au confort des malades et vient limiter leur *consentement aux* cures répétées qui s'avèrent nécessaires.

De tous ces effets secondaires, les *plus gênants sont les nausées* et les vomissements, *« qui prennent parfois de telles proportions qu'ils sont plus pénibles que la maladie elle-même ».*

Dans bien des cas, les antiémétiques classiques sont sans effet sur ces troubles graves, et *l'expérience conduite* avec des capsules de T.H.C. a indiscutablement confirmé son efficacité.

Les progrès des chimiothérapies dites lourdes ont joué un rôle majeur dans l'amélioration du pronostic de certains cancers (leucémies, lymphômes, cancers *testiculaires*) par exemple, progrès dus au recours à des associations médicamenteuses *novatrices,* mais d'agressivité croissante.

Tout apport pharmacologique permettant de rendre ces traitements supportables doit donc être accueilli avec faveur, pour le bien-être et la survie des patients.

Les équipes de Duke University soulignaient qu'elles n'avaient pu conduire leur étude qu'au prix d'énormes difficultés et qu'il leur avait fallu dix-huit mois avant d'obtenir la dose de T.H.C. nécessaire au traitement de... cinquante-trois malades.

Les dirigeants de l'Institut national de la santé et de la très rigoureuse Food and Drug *Administration* ont, en partie tout au moins, appuyé cette position en proposant que les *administrations* nationales et *fédérales* travaillent en étroite collaboration avec tous les chercheurs ou cliniciens désireux d'entreprendre des études cliniques plus *précises* sur le bien-fondé d'une *« légalisation thérapeutique »* des *stupéfiants* que sont l'héroïne et la marijuana.

Les extraits de cannabis, bien que très rarement prescrits, *faisaient* partie de la pharmacopée française jusqu'en 1946 ; la moisson de médications plus efficaces et plus *spécifiques* découvertes à cette époque a entraîné leur disparition.

Récemment, des *dérivés* synthétiques des cannabinols, sous forme cristalline, ont été fabriqués en laboratoire ; *c'est, estime* le professeur Nahas, du recours à ces composés purifiés que pourra *découler* une *étude clinique* plus précise et ce sont eux, dotés d'une action sélective et d'une spécificité organique, qui pourraient apporter un élément nouveau et positif aux armes thérapeutiques dont dispose la médecine d'aujourd'hui.

Des calmants trop toxiques : vers une nouvelle réglementation française

LA toxicité de certains antalgiques (calmants de la douleur) utilisés en très grande quantité et souvent hors de toute prescription médicale a conduit la commission française d'autorisation de mise sur le *marché à réétudier la composition* de toutes les spécialités de cet ordre disponibles sur le *marché*, et cela à *l'exclusion* des stupéfiants déjà soumis à des règles sévères de prescription et de délivrance, et de l'aspirine.

Au terme *d'une étude* approfondie à laquelle ont été associées les industries concernées, *la commission* a proposé *au* ministère de la santé un certain nombre de mesures concrètes et *un calendrier de leur application.*

La plus rigoureuse de ces mesures consiste en un retrait *pur et simple de l'amidopyrine,* qui sera effectif à la fin de l'année, après la publication d'un *arrêté ministériel.*

L'amidopyrine expose en effet à deux risques sérieux : elle *peut entraîner de façon* imprévisible des troubles sanguins très sévères, et elle s'est d'autre part montrée cancérigène chez l'animal (*mais* non chez l'homme). Parmi les spécialités françaises qui contiennent de l'amidopyrine, citons le Salgydal, l'Optalidon, *la* Latepyrine, l'Algocratine, la Gynospasmine et la Lamaline.

D'autres antalgiques très répandus seront, dans un an, inscrits au « tableau A » (substances *toxiques, prescription* obligatoire, non renouvelable). Il s'agit de ceux qui contiennent de la *noramidopyrine*, tels que l'Avafortan, l'Algopriv, *l'Algo-Buscopan*, la Baralgine, la Novalgine, la Viscéralgine forte.

La commission a demandé des études toxicologiques approfondies concernant d'autres *spécialités, notamment* celles contenant de la propyphénazone (Dolibrex, Polypyrine) ou de *l'éthoxybenzamide* (Compralgyl, Kalmine, Trancalgyl, Céphyl).

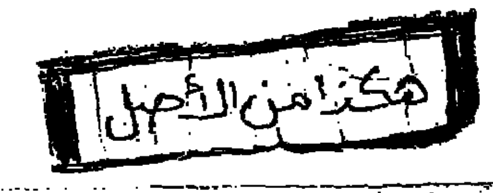
Elle a demandé en outre le *retrait du marché* des spécialités contenant plus de 0,20 g de phénacétine par dose unitaire et *l'inscription* au tableau C (substances dangereuses, *prescription* indispensable) dans un an des spécialités qui en contiennent plus de 0,10 g, parmi lesquelles on trouve le *Compralgyl, le Salgydal, la* Véganine, l'Antigrippine et l'Algocratine.

Enfin, la commission s'inquiète du *nombre d'antalgiques* (plusieurs centaines de spécialités en France) contenant des associations de substances *dont* l'innocuité n'est pas absolument établie. Elle impose donc aux fabricants des procédures et des normes nouvelles de vérification *de l'innocuité* (et de l'utilité) de semblables mélanges.

Le marché des antalgiques se *situe au tout* premier rang pour l'industrie pharmaceutique mondiale, et l'automédication y joue *un rôle majeur.*

Ces données permettent de mesurer l'importance du dispositif *qui* sera *mis* en place en France dans les mois à venir, pour la protection des usagers *et surtout* de *ceux*, si nombreux, qui abusent des « calmants ».

[L'analyse des mesures proposées a été commentées dans le n° 4 du mois de mai 1980 de *la Lettre médicale* (120, boulevard *Saint-Germain*, 75280 Paris Cedex 06), l'un des seuls organes *français objectifs* en matière d'information thérapeutique.]



هكذا من الأصل

CONFORMÉMENT A SON NOUVEAU STATUT

L'INRA pourra créer des filiales pour valoriser ses recherches

Après la réforme du Centre national de la recherche scientifique puis celle du Centre national d'études des télécommunications, c'est au tour de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) dont le statut fait l'objet d'un décret paru au *Journal officiel* du 13 septembre.

Texte attendu, car près de deux ans se sont écoulés depuis que les conclusions de la commission chargée d'enquêter sur le fonctionnement de *l'INRA* ont été présentées au secrétaire d'Etat à la recherche et au ministre de l'agriculture. Texte redouté aussi par les personnels de l'INRA, inquiets à l'idée de voir leur organisme perdre son statut d'établissement public administratif (EPA) pour celui d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

En son temps, syndicats et chefs des *départements* de recherches avaient condamné ce choix, qui ne paraît pas non plus avoir eu la faveur du Conseil d'Etat. L'INRA, ainsi que le confirme le décret, demeure donc un établissement public dont la mission est à la fois redéfinie et précisée. Apparaissant ainsi comme faisant partie de la responsabilité de l'INRA la biotechnologie, la production d'énergie de protéines ou de molécules par le développement de cultures spécifiques ou par l'utilisation de sous-produits des activités alimentaires, etc.

Si le caractère industriel et commercial voulu par les réformateurs disparaît, il n'en reste pas moins, et c'est l'un des points importants du décret, que l'INRA est autorisé à « *prendre des participations financières ou créer des sociétés filiales, en vue, notamment, d'assurer la valorisation de ses recherches* », rejoignant en cela le Commissariat à l'énergie atomique, dont les filiales sont désormais nombreuses.

Soucieux de répondre aux vœux de la commission d'enquête, le réformateur s'est efforcé enfin de doter l'INRA d'une nouvelle tête. Disparaissent ainsi des textes la fonction de directeur général, remplacée par celle de président du conseil d'administration, et le Conseil supérieur de la recherche agronomique, chargé d'étudier les orientations de l'INRA. Désormais, gestion et orientation sont de la compétence du conseil d'administration, fort de dix-huit membres, parmi lesquels se trouvent des représentants des professions agri*coles ou des professions liées* à l'agriculture. Rôle renforcé, donc, du conseil d'administration, aidé dans sa tâche non plus par deux instances, mais par une seule, le comité scientifique, dont la composition témoigne de la volonté des autorités de tutelle de créer des passerelles entre l'INRA et les grands organismes de recherche.

Une telle réforme permettra-t-elle de gommer le manque de cohérence entre les instructions données par les pouvoirs publics et les moyens reçus, de combattre l'isolement de l'INRA, de surmonter les difficultés d'une réflexion de ses partenaires sur le devenir de l'agriculture française, toutes choses dénoncées par la commission d'enquête ? Seul l'avenir permettra d'apporter une réponse.

J.-F. A.

La coopération franco-britannique dans les surrégénérateurs

UN DROIT D'ENTRÉE ÉLEVÉ...

En définitive, ce ne sont pas 25 millions mais 50 millions de livres (environ 500 millions de francs) que les Britanniques devront payer s'ils souhaitent participer aux côtés des Français et des Allemands à la conception d'un réacteur surrégénérateur commercial (« le Monde » du 23 août). Ce droit d'entrée, réclamé par Paris, devrait, en cas d'accord, compenser une partie de l'investissement en recherche et développement déjà consenti pour la réalisation du réacteur surrégénérateur prototype Super-Phénix (1 200 mégawatts) en construction sur le Rhône, à l'est de Lyon.

Le président de la United Kingdom Atomic Energy Authority — équivalent de notre Commissariat à l'énergie atomique, — Sir John Hill, après avoir annoncé la nouvelle, a exprimé le vœu que le gouvernement britannique réponde, d'ici à la fin de l'année, à la proposition de coopération française.

Un oscilloscope pour lutter contre la pénurie d'électroniciens

Pour qui a eu l'occasion de s'en approcher un oscilloscope est un appareil où un écran cathodique — un petit « écran de télévision » — permettant de visualiser des phénomènes électriques rapides et entouré d'une nuée de boutons, qui règlent la luminosité et la finesse de l'image, sa dimension, la vitesse du balayage de l'écran, etc. Avec les perfectionnements récents, le nombre de boutons a eu tendance à croître, certains appareils de haut de gamme, comme le modèle 7854 de Tektronics, adjoignant même aux classiques boutons rotatifs un véritable clavier de touches.

Il est donc un peu étonnant de voir un oscilloscope n'exhiber qu'un seul bouton — en cherchant bien on en découvre certes quelques autres, comme le poussoir d'arrêt-marche, mais qui servent peu. L'oscilloscope HP-1980 que vient de présenter Hewlett-Packard ne comporte qu'un bouton de réglage multi-fonctions. Le panneau avant porte, en outre, un certain nombre de plages sensibles. En effleurant du doigt l'une d'entre elles, on sélectionne une fonction, par exemple l'échelle verticale. L'indication de la fonction choisie s'imprime sur l'écran, ainsi que la valeur correspondant à la position actuelle du bouton, celle-ci changeant instantanément dès qu'on tourne le bouton. Quand on a terminé le réglage, on peut le mettre en mémoire, et rappeler ultérieurement la même valeur. En fait, ce qu'on mémorise est un ensemble de réglages, ou même une succession de réglages correspondant à une séquence de mesures.

A vrai dire, il n'y a là rien de mystérieux. L'oscilloscope contient un micro-processeur — il n'est pas le premier — et un ensemble de mémoires qui en font un véritable petit ordinateur. Cela permet de faire automatiquement plusieurs réglages, d'enregistrer ceux qui restent manuels, d'afficher sur l'écran des textes d'avertissement ou de diagnostic. Le HP-1980 peut être couplé à un véritable ordinateur pour faire des séquences de mesures dont la complexité dépasserait ses capacités propres.

Cette conception nouvelle résulte d'une constatation : il y a pénurie d'électroniciens. Il faut donc augmenter leur productivité en leur fournissant des instruments qui leur facilitent le travail et les déchargent si possible de tâches annexes mais essentielles, comme vérifier qu'un réglage n'a pas changé au cours du temps.

Le HP-1980 est moins destiné aux laboratoires qu'aux services de production, spécialement aux équipes chargées des contrôles : ce sont des tâches répétitives, mais qui changent en général trop souvent pour relever d'un appareillage spécialisé. Il y a quelques années, un même équilibre entre le besoin de répéter fréquemment les mêmes opérations et celui de ne pas trop spécialiser l'appareil a fait le succès du microprocesseur. La même recette est-elle bonne pour les oscilloscopes ? — M. A.

La grande misère des muséums d'histoire naturelle de province

De notre correspondant

Marseille. — Le premier colloque national de muséographie s'est réuni à Marseille du 8 au 11 septembre, sur l'initiative de M. Robert Julien, conservateur du Muséum d'histoire naturelle du palais Longchamp à Marseille. Il a rassemblé une centaine de participants (conservateurs, scientifiques, techniciens, directeurs de parcs naturels et de fondations privées) venus de la France entière pour débattre des « *techniques d'exposition, d'animation et de protection du patrimoine d'histoire naturelle conservé dans les musées* ».

Cette réunion, qui a pu avoir lieu grâce à deux subventions exceptionnelles de la ville de Marseille et du conseil général des Bouches-du-Rhône, compte tenu des faibles ressources des muséums français, a été organisée par M. Jullien « *dans le but de briser l'isolement géographique des spécialistes* », qui travaillent généralement en ordre dispersé ; mais son but essentiel était d'attirer l'attention des pouvoirs publics, qui semblent ignorer jusqu'à l'existence des muséums de province, aucune ligne budgétaire n'ayant été prévue à leur intention. Le ministère des universités leur alloue une somme annuelle de 65 000 francs qu'ils doivent se partager. « *Cette année du patrimoine n'aura pas été très profitable aux muséums* », devait reconnaître le professeur Jean-Louis Hamel, inspecteur général des muséums d'histoire naturelle de province.

Les difficultés financières n'ont cependant pas été la seule préoccupation des congressistes de Marseille ; ils ont profité de leur réunion pour confronter les techniques et les expériences de conservation, d'exposition, d'animation applicables à la muséographie. Celles-ci font souvent appel aux recherches de pointe (électronique, audio-visuel, moulages en matériaux synthétiques). Elles ont considérablement accru les possibilités de rendre les présentations plus « *vivantes* » pour le profane.

Une motion a été adoptée à l'unanimité par le congrès, pour rappeler, outre la grande misère des muséums d'histoire naturelle de province, la disparité des statuts des personnels, dont les traitements varient selon les municipalités. Enfin, les congressistes ont souhaité la création d'une commission interministérielle pour étudier leurs problèmes, aux travaux de laquelle ils se déclarent « *prêts à participer afin de remédier à une situation qui pèse lourdement sur l'action présente et future des muséums, appelés à jouer un rôle de plus en plus éminent auprès du public et des scolaires pour l'enseignement des choses de la nature* ».

JEAN CONTRUCCI.

Le Monde

culture

EXPOSITION

LA NOUVELLE PEINTURE AMÉRICAINE

Connaissez-vous le « Pattern » ?

Le « pattern » vous connaissez ? C'est la nouvelle école de peinture lancée à New-York pour les années 80. A Manhattan, les décennies rythment le flux et le reflux des vagues d'art et d'artistes. A chaque saison nouvelle, une floraison nouvelle. C'est la loi du marché, même si c'est dans des outres anciennes qu'on met le vin nouveau. La décennie des années 50 avait, en gros, apporté l'« expressionisme abstrait » ; les années 60 le « pop'art », et les années 70 la « sculpture minimaliste » et l'« art conceptuel ». Dès l'aube des années 80, toute la question était de savoir quelle serait la nouvelle vague, la « New Wave » : ce qui sera « in » et ce qui déjà est « out ». C'est à peu de chose près le système de la mode vestimentaire. Depuis quelques années, l'avant-garde artistique de New-York s'est établie à Soho, ex-quartier industriel du dix-neuvième siècle, conquis par la culture, tout en bas de Broadway. Lorsque l'avenue des théâtres finit, Soho commence avec ses nouvelles galeries, qui ont quitté le centre, et ses loyers trop chers. Un immeuble de six étages ,à West Broadway, est entièrement occupé par des galeries avec, notamment, Léo Castelli et les Sonnabend.

Le premier est le lanceur du « pop'art » et les seconds, ceux de la « sculpture minimaliste » et de l'« art conceptuel ». Ils tiennent le marché de l'avant-garde de ces deux dernières décennies, de Lichtenstein et Jasper Johns à Morris et Sol Lewitt. Ce royaume est relativement étroit, mais son pouvoir n'est pas sans conséquence. Il se répercute de collectionneur en collectionneur, aux Etats-Unis et en Europe, puis de musée en musée, sans compter l'armée des suiveurs, artistes sans originalité qui vont avec l'air du temps dans l'espoir de prendre une part du gâteau de la consommation artistique. Le marché de l'art (comme celui des matières premières), est une foire d'empoigne de marchands. A cette différence près c, 'il s'agit ici d'une création si l'on peut dire « ex-nihilo ». Un peu de toile avec ou sans châssis, quelques couleurs. L'investissement est minime, la plus-value hors de proportion, puisque, comme on sait, les chefs-d'œuvre n'ont pas de prix. La question est d'en faire des chefs-d'œuvre ou bien de faire admettre qu'ils le sont. C'est un système qui fonctionne dans les sociétés riches, culturellement avancées, et qui repose sur une croyance, laquelle passe par une « initiation ».

Quels artistes et quel art donc pour la décennie 80 aux Etats-Unis ? Dès l'aurore de cette année, une critique d'art, Barbara Rose, avait annoncé son choix par une exposition qui fit le tour des villes américaines avant de parcourir les capitales européennes (« le Monde » du 23 avril). Et Léo Castelli, le pape du « pop' », nous avait dit, dans sa galerie où on parle bas, qu'il allait lui aussi présenter cet automne les dix artistes américains, dont le travail lui semble le plus significatif. Ces artistes, il faut les trouver, les réunir et leur donner une cohérence d'école afin de créer le choc interrogateur de quelque chose de neuf qui soudain arrive. En attendant, Castelli montre des artistes conceptuels travaillant sur photographie, dont l'art sans joie semble grave, se prend au sérieux et, avec rien, entend remuer ciel et terre, mais reste impuissant à renouveler le marché américain. Rien du vital éclat du « pop'art » qui, vrai ou faux, avait laissé le sentiment que quelque chose venait de lever quelque part à Manhattan.

Penser autrement

Le coup du « pop'art », dont les œuvres furent d'abord dispersées pour quelques dollars, avant d'atteindre leurs hauts prix, c'est justement ce que veut rééditer, avec le « pattern », une autre galerie, installée juste à côté de l'immeuble Castelli, au 392 West Broadway, dans une ancienne maison à étages pas encore tout à fait retapée, mais pleine de sa floraison d'artistes nouveaux, tous jeunes ou relativement jeunes et presque tous venant de l'ouest ensoleillé. C'est le grand bazar d'Orient, avec un grand ramage de tissus peints ou assemblés, à motif floral répété d'un bout à l'autre de la toile.

Alors, le « pattern », qu'est-ce que c'est ? L'art décoratif, genre mineur, on connaît. Il est souvent arrivé que ses frontières se confondent avec celles de l'art dit « sérieux ». De grands artistes en ont produit et certains mouvements comme les Nabis ont créé, au tournant du siècle, de bien beaux papiers peints. La tendance décorative en peinture a eu ses hauts moments, avec l'après-cubisme de Braque et de Gris. Et sa version abstraite, avec les tissus de Sonia Delaunay. Mais l'art contemporain, depuis l'« expressionnisme abstrait » de l'après-guerre, et à travers la plupart des mouvements qui se sont succédé depuis, est devenu une « manière de penser » et de mettre la vie en question. Au-delà des styles, figuration ou abstraction, cette « pensée », c'est la réalité invisible de l'art d'aujourd'hui. Les gens des musées concernés par la production contemporaine refusent ce « pattern ». Les galeries d'avant-garde installées aussi:

La prétendue impasse de la création contemporaine, les artistes « pattern » l'ignorent. On change de problématique et on repart de zéro en dressant la table rase avec de nouvelles nappes colorées, peintes comme par un « bon sauvage ». Un bon sauvage qui a certes fréquenté les collèges et parfois les universités, mais qui s'est placé en marge, non encore gâché par le savoir scolaire, se laissant guider par un vital appétit de vivre. Cet « appétit » a un manager, la flamboyante Holly Solomon. Holly et Horace, son mari, sont des collectionneurs devenus marchands. Ils avaient ouvert il y a quelques années, à Green Street, une galerie éclectique sans orientation particulière qu'ils durent fermer avant d'en ouvrir une nouvelle avec une écurie d'artistes et une manière artistique, sinon un « style », affirmée. Ils sont soutenus par des intellectuels défenseurs du « nouvel optimisme » du « pattern ».

Car c'est un art qui ne pose pas de problème et ne veut en résoudre aucun, ne demande ni d'où on vient ni où on va. Un art du décor quasi innocent qui a le goût — le « mauvais goût » — du « kitsch » et de la cosmétique des tissus et du costume. Un paradis floral porteur de valeurs féminines et que défendent certains mouvements féministes. On sait bien que tout est politique, y compris l'art. Car l'art dit « sérieux » est empreint de « machisme », système superposé à la production des images tout au long des siècles et qui a fait que les femmes en ont été plus ou moins exclues.

Après le lancement local, la stratégie veut toujours que la notoriété vienne du dehors. D'où les accords avec galeries et collectionneurs européens et même des musées, trop contents de trouver des expositions toutes prêtes et qui ne coûtent rien. On en a donc vu quelques exemples de cette peinture décorative dans une galerie parisienne, chez Templon. Voici qu'on en présente un ensemble plus sévèrement sélectionné au musée de Nice, quatre artistes dont l'œuvre semble plus proche de la sensibilité du public européen. Moins de « kitsch » et de naïvisme bariolé de couleurs qu'on trouve à profusion dans la galerie new-yorkaise, mais plus de matière picturale rattachée à l'héritage de la peinture décorative « sérieuse ».

Ils sont quatre : Robert Kushner, Kim McConnel, Rodney Ripps et Robert Zakanitch. Les motifs floraux du premier (dont l'art est le plus maîtrisé), peints de manière à donner à voir le travail du pinceau, pas plus que ceux du dernier ne sont inventés. Ils sont « trouvés » souvent dans un livre d'art décoratif, interprétés et agrandis sur le tableau. McConnel suit la même tentative de paradis floral, le plus souvent par motifs imprimés sur tissus interposés. Seul Rodney Ripps les invente, par de généreuses applications de pâte colorée sur des bouquets écrasés de feuilles de plastique. C'est une trouvaille — heureuse — qu'il répète à satiété sans montrer une possibilité de renouvellement. Ces motifs, qu'ils viennent de l'Inde, de l'art des Nabis, de Matisse ou tout simplement de quelque manuel ancien, sont détachés de leur contexte et utilisés comme des données autonomes, d'où un sentiment de « nouveauté », mais qui ne trompe personne.

Il reste que cette peinture sans problèmes, c'est le grand soleil californien parti à la conquête du Nord puritain et laborieux, avec ses valeurs ludiques et sa sensualisation de l'espace esthétique, qui semble répondre par une vitale jeunesse, sinon par une problématique majeure, à l'impasse d'une avant-garde enfermée dans une morosité interne. Voulant aller au-delà de la rationalité méconicienne moderne, elle se dit « post-moderne », comme son équivalent architectural, venu également de Californie, avec ses architectures carte postale où se mêlent éléments décoratifs populaires du passé et du présent. Encore une nouvelle vague de symboles qui vient battre les rives du modèle rationnel de la machine qui a dominé l'art et l'architecture depuis le début du siècle.

JACQUES MICHEL.

★ Le « Pattern » : galerie d'art contemporain, 59, quai des Etats-Unis, Nice. Jusqu'au 30 septembre.

JAZZ

Mort du pianiste Bill Evans

Un romantique d'avant-garde

Le pianiste Bill Evans est mort lundi 15 septembre, à New-York, des suites d'un ulcère, à l'âge de cinquante et un ans. Jusqu'en ses derniers concerts, Bill Evans, né à Plainfield, à New-Jersey, en 1929, a laissé les amateurs divisés. « Pianiste de cocktail » sans accent ni vigueur pour les uns, il continue d'apparaître aux autres comme une des figures fondamentales du jazz.

C'est que Bill Evans a traversé l'histoire du jazz avec une discrétion fracassante, *« le dos voûté, le regard au pas las, sans détourner la tête »*, comme disait, en 1969, dans *Jazz magazine* (n° 173), Alain Gerber, auteur, cette année, du livre *Une sorte de blues*. Mais on n'est pas prêt d'oublier qu'en 1959 Bill Evans participe, aux côtés de Miles Davis et de John Coltrane, à l'un des enregistrements les plus célèbres de cette histoire : *Kind of blue (Une sorte de blues...)*. De barbes en montures de lunettes, il se contente de changer de tête comme pour *mieux disparaître*. Mais depuis ses *New Jazz Conceptions*, son premier disque, en 1956, on le trouve avec une belle obstination fourré dans les coups majeurs du jazz. Pas un pianiste d'aujourd'hui qui ne puisse, de Paul Bley à Keith Jarrett, en passant par Herbie Hancock, se recommander peu ou prou de lui. Pas un, sauf, sans doute, Cecil Taylor...

Bill Evans, il faut dire, n'aimait pas les débordements et a fait l'impasse du free-jazz. Ou plutôt, il a réussi cette prouesse de ne pas changer d'un pouce pendant la tourmente. « *Pour lui*, dit encore Gerber en 1969, *les choses sont simples : votre sensibilité est ou n'est pas accordée à tel type de musique. La sienne n'est pas accordée aux fureurs hallucinées des libertaires, voilà tout...* »

Anachronisme, maniérisme narcissisme — *« autant d'ismes qui viennent souligner l'isolement choisi par Bill Evans au regard de l'actualité »*, dit Philippe Carles. On a tout essayé pour discréditer ce solitaire gêné d'exister. Ça n'a pas marché.

Même en pleine tourmente libertaire, la liberté de penser nous commandait encore d'écouter cet inventeur de formes et les rythmes subtils de ce romantique d'avant-garde. N'avait-il pas, après tout, défriché un continent, celui du trio, celui des relations musicales les plus fines, avec un bassiste, Scott La Faro, et un percussionniste, Paul Motian, dont on fait des découvreurs de musique et d'instrument ? Il est celui qui nous a appris à écouter les bassistes (de Gary Peacock à Eddie Gomez) parce qu'il savait très bien les écouter lui-même. Il avait d'ailleurs joué avec Mingus.

Comme il avait un toucher très délicat et le goût extrême de l'harmonisation, on a cherché en lui, de Bach à Debussy, toutes les influences classiques. Il aimait toutes les musiques, c'est certain, mais savait aussi bien, d'une série d'accords ou d'un *accord de main* gauche, vous transformer une chanson banale en miracle d'inventivité au rythme délicat. Il savait d'ailleurs faire l'inverse : vous faire croire à un air vieux comme le monde, à un *standard*, quand il jouait ses propres compositions.

En jazz, dit Martial Solal, il a apporté le calme. Et l'a maintenu contre vents et marées, jusqu'au silence, attentif seulement à trouver en vieillissant encore plus de simplicité.

FRANCIS MARMANDE.

PETITES NOUVELLES

■ Le treizième prix mondial du disque, attribué par un jury international de critiques au Festival de Montreux (Suisse), a été décerné à l'enregistrement de la version intégrale de « Lulu », l'opéra d'Alban Berg, interprété par l'Opéra de Paris sous la direction de Pierre Boulez. Cette récompense a également été attribuée à un autre opéra, « Lady Macbeth » de Chostakovitch, dirigé par Mstilav Rostropovitch, avec sa femme Galina Vichnevskaia dans le rôle principal, ainsi qu'à la « Messe des morts », de Marc-Antoine Charpentier, dirigée par Louis Devos. Un quatrième enregistrement a reçu ce prix mondial, celui de « Socrate », d'Erik Satie, par le baryton Hugues Cuenod.

■ « Art et Photographie » est le thème du quatrième Festival photographique de Besançon, qui propose débats et expositions (notamment une rétrospective du prix Niepce) jusqu'au 29 septembre, au centre culturel Pierre-Baille. Le photographe breton Pierre Le Gall a été invité à animer un stage sur « Besançon au quotidien ». — (Corresp.)

CINÉMA

Après les mesures de modulation du prix des places

INQUIÉTUDES DU SECTEUR ART ET ESSAI

Depuis le 1er septembre, le prix des places de cinéma a été réduit de 30 % le lundi, et des modulations de tarifs sont intervenues les autres jours (*le Monde* du 2 septembre). C'est la première manifestation d'une liberté (on dit aussi libéralisation) consentie aux exploitants, qui ont le droit *« d'ajuster leurs prix en fonction de l'importance du film, de la clientèle et de la situation des salles »*.

Si les exploitants semblent s'être engagés à n'user de cette liberté que dans *« la limite de l'évolution générale des prix jusqu'au 30 juin 1981 »*, on peut déjà prévoir que, pour certains films jugés très importants (américains et autres) et susceptibles d'attirer un très large public, le prix des places de cinéma est destiné à faire un bond — séances spéciales mises à part — d'ici à 1981. On parle déjà de 30 F ou 40 F, ce qui est peut-être pessimiste. A la vérité, les conséquences de cette « liberté » (ou libéralisation) sont encore confuses, mais elles inquiètent particulièrement le secteur des salles d'art et d'essai, qui souffrent déjà de l'incidence de ces mesures.

M. Jean Lescure, président de l'Association française des cinémas d'art et d'essai (A.F.C.A.E.), a fait le point de la situation le 15 septembre. Les cinémas classés art et essai, *dont la vocation a toujours été de* programmer des films méconnus ou inconnus, des films de recherche, *pour faire connaître des œuvres et* des cinéastes qui n'intéressaient pas forcément les grands circuits « commerciaux », *bénéficiaient de réductions* fiscales qui ont été remplacées par une subvention. Ils pratiquaient déjà de ce fait, toute la semaine, des prix moins élevés. Ils ne peuvent, aujourd'hui, ni les augmenter ni les diminuer, et, à la suite de la publicité faite autour de la « baisse de 30 % du lundi », les spectateurs qui se présentent à leurs guichets réclament maintenant cette baisse impossible.

En admettant qu'il faille un temps d'adaptation aux nouvelles mesures, *« le risque d'un dérapage éventuel des prix ne peut pas être écarté »*, a dit M. Lescure. Les salles d'art et d'essai peuvent craindre une déperdition de la clientèle, qui cherchera des places « moins chères » ailleurs et sera prête, en revanche, à payer davantage pour les films de prestige, les « événements de la saison », que se partagent les trois grands circuits : Gaumont-Pathé, U.G.C. et Parafrance, destinés, d'ailleurs, à se trouver en compétition entre eux pour ces « films lourds », très onéreux, et qui doivent être amortis rapidement. Les films pour cinéphiles de l'art et essai qui passeront toujours aux mêmes tarifs en pâtiront-ils ? C'est là justement la question.

Pour des « salles de recherche »

Il n'est pas sain pour le cinéma en général et pour les films d'auteur en particulier qu'une disjonction se *produise, à cause de la variation des* prix, entre les indépendants et les salles de forte concentration. La *recherche du spectateur sera rendue* très difficile : l'incitation des salles à « l'art et l'essai », déjà compromise, pourrait disparaître. Un comité de l'A.F.C.A.E. recommande, avant leur sortie, des films qui peuvent alimenter le secteur « art et essai ». Les exploitants qui prennent le risque de programmer ces films (dont certains ne trouveraient, ailleurs, aucune sortie) doivent donc être soutenus dans leur effort, ou ils seront « déclassés », si leur public ne suit plus.

Dans l'immédiat, l'A.F.C.A.E. préconise la promotion des « salles de recherche », qui ne sont pas encore publiquement désignées, mais échappent au « protectionnisme » des grands circuits par les avantages fiscaux dont elles disposent et leur système de rotation des films. Il en existe soixante-six en France, avec un rayonnement sur vingt-cinq villes de province. Ces salles mettent en commun 10 % de la subvention accordée à l'art et essai, ne cherchent pas forcément le succès, mais la défense des films jugés « difficiles » ou importants.

C'est ainsi que *Genèse d'un repas*, de Luc Moullet, a pu sortir à Paris et dans les vingt-cinq villes de province, grâce à ce mini-circuit, et y faire une carrière honorable. A ces 10 % prélevés sur la subvention, l'A.F.C.A.E. souhaite que s'ajoute une somme équivalente de la commission art et essai du Centre national de la cinématographie.

Il serait regrettable que le public en France ne voie dans tout cela qu'une rivalité commerciale dont il se soucierait peu. Si les indépendants, les exploitants d'art et essai sont condamnés à disparaître, on ne verra plus que certains genres de films façonnés pour le succès garanti et la rentabilité. Cela au détriment de la culture et de la cinéphilie. Il faut, dès maintenant, en prendre conscience.

JACQUES SICLIER.

● *PRECISION.* — M. Pierre Escoube, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, nous fait savoir, à propos de la biographie de Maurice Genevoix, que le terme « major » de l'Ecole normale supérieure est impropre : s'agissant de cette école, le terme exact est « *cacique* ».

MUSIQUE

Semaine française à Castres

DÉCOUVRIR ET RESSUSCITER

A quelques qualités près, qu'ils possèdent en propre, les habitants de Castres ont beaucoup de points communs avec leurs voisins d'Albi ou de Toulouse et, pourquoi le dissimuler, avec l'ensemble de la population française. Certes l'école de musique y est florissante, les Rencontres internationales de la guitare ont conquis peu à peu un public fidèle, la ville possède un théâtre très curieux, marqué au coin du modern style, et la municipalité n'a pas hésité à y commencer d'importants travaux de rénovation qui permettront de l'utiliser à nouveau après un long sommeil ; mais l'appétit musical des Castrais n'est pas illimité et rien ne les destinait particulièrement à se faire les champions de la musique française. Une chose au moins s'y opposait : la crainte d'être taxés à tort de chauvinisme, une injure qui résume en elle toutes les autres.

Mais qu'importe après tout puisque la première Semaine de musique française est née à Castres et que le public ne lui a pas opposé une fin de non-recevoir. Plus de deux cent cinquante entrées payantes pour le récital d'orgue de Georges Robert, le 10 septembre, au programme duquel voisinaient des pages de Louis Marchant, Grigny, Franck, Vierne, Litaize, Messiaen, Jehan Alain et, naturellement, Déodat de Severac, qui est presque un enfant du pays, c'est déjà un excellent départ. Si l'ensemble Mondonville n'a pas connu le même succès d'affluence, le lendemain, c'est qu'il s'agissait d'une soirée de musique ancienne, sur des copies d'instruments d'époque, et donc destinée à des mélomanes plus avertis. Les œuvres choisies faisaient partie du fonds de musique des dix-septième et dix-huitième siècles qui se trouve au conservatoire de Toulouse et contient un nombre important de manuscrits rares, dont certains n'ont pas été répertoriés.

Sautant quelques siècles, le récital de la pianiste Françoise Thinat, le dimanche après-midi à l'auditorium de la bibliothèque, ne se réfugiait pas lui non plus derrière de grands noms ou des morceaux à succès. Peut-être faut-il souligner qu'à la différence de ce qui se passe dans de nombreux festivals les programmes n'ont pas été suggérés par les artistes, mais que ceux-ci ont accepté avec enthousiasme de travailler spécialement un certain nombre d'œuvres qui n'étaient pas à leur répertoire.

Ainsi les Quelques danses *de* Chausson *qui ouvraient le récital de Françoise Thinat, et dont Debussy s'est plu à souligner l'originalité et la couleur bien personnelles, ainsi* l'Ouverture, Variations et Final *de Guy Ropartz (1864-1955), vaste fresque brillante et bouillonnante, débordante de lyrisme, très fin de siècle — trop peut-être puisqu'elle date de 1904 — mais qu'il n'était pas inutile de redécouvrir, ne serait-ce que pour mettre en valeur ces* Musiques au jardin, *toujours de Guy Ropartz et postérieures de quelques années. Aux certitudes de la passion romantique s'oppose cette fois le doute ; la phrase musicale s'arrête soudain, se répète comme une interrogation. Après les larges accords et les traits échevelés, voici des lignes plus claires, des harmonies plus douces et plus incisives cependant.*

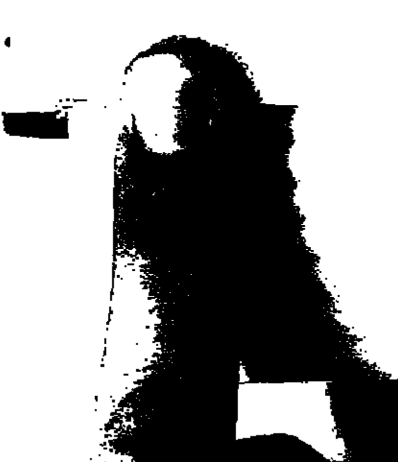
On ne soulignera jamais assez à quel point il est difficile de retrouver les secrets de l'interprétation de pages comme celles-ci, que personnes n'a travaillées ni entendues depuis longtemps. Des problèmes de phrasé, de respirations, de couleur pianistique, se posent à chaque instant, et ce n'est pas un mince compliment de dire que Françoise Thinat a non seulement fait preuve d'audace mais qu'elle a su découvrir une approche personnelle et communicative de ces œuvres ; l'attention soutenue du public pouvait en témoigner. Le concert s'achevait avec la Sonate *de Dutilleux, un peu mieux connue, et qui apparaissait comme le prolongement de cette école du piano, robuste et nerveuse, née des influences conjuguées de Franck, de Liszt et de Wagner.*

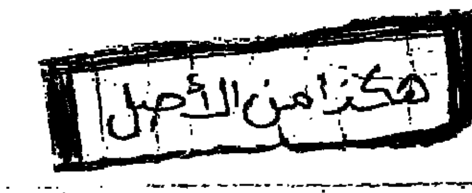
***

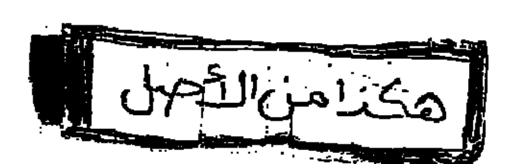
La soirée de lundi, placée sous le signe de la mélodie française, ne manquait pas non plus d'originalité. D'abord, parce qu'elle n'était confiée ni à un ténor ni à un soprano mais à une basse chantante, Jacques Mars, dont le nom est trop associé aux grands rôles du répertoire lyrique pour qu'on l'imagine seul à seul avec un piano. Ensuite, parce que, si le programme comportait les Chansons de Don Quichotte, *de Ravel, il proposait aussi celles de Jacques Ibert, écrites également à l'intention de Chaliapine, et qu'à côté des noms de Duparc et de Fauré on trouvait ceux d'Albert Roussel et de Charles Bordes. Du premier, les* Odes anacréontiques *(1926) mériteraient de figurer, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte à l'audition, entre les mélodies de Debussy et de Poulenc. Quant à celles de Charles Bordes (1863-1909), elles attestent que le fondateur bien oublié de la Schola Cantorum possédait beaucoup plus que le talent putatif qu'on veut bien lui accorder. Sur des textes de Francis Jammes, il sait non seulement trouver un ton, mais l'imposer avec un sens dramatique qui ne s'en remet pas aux effets convenus.*

Confrontés eux aussi au problème de redonner vie à des musiques délaissées, Jacques Mars et la pianiste Nicole Lemaistre n'ont pas fait les choses à moitié : une diction exemplaire, une recherche de la couleur expressive, une ligne vocale toujours bien dessinée. Il n'en faut pas plus pour faire regretter que les récitals de mélodies restent si rares et qu'on ne les confie pas toujours à des artistes de cette classe.

GÉRARD CONDÉ.







SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Commère ; le Jeu de l'amour et du hasard.
TEP (797-96-06), 20 h. : Films (Aran, la dernière Atlantide ; Dersou Ouzala).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 22 h. : R. Desnos.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Arts-Hébertot (387-23-23), 20 h. 30 : les Bons Bourgeois.
Astelle-Théâtre du XIXe (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Histoires vraies.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 45 : Tupac-Tosco, la Raison de la mémoire ; 22 h. 30 : la Révolte des colombes.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Rufus ; 22 h. : V comme Vian.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. 15 : Molly Bloom. — Théâtre rouge, 18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : la Double Inconstance ; 22 h. 15 : Ficelles. — III, 18 h. 15 : Parlons français.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux folles. — Petite salle, 20 h. 30 : Exercices de style ; 22 h. : Triboulet existe.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Le Farré sifflera trois fois.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Rosmerholm.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h. 30 : l'Aide-Mémoire.
Studio d'En-Face (238-16-78), 21 h. : la Traversée.
Terrain-Vague, place des Grès (557-45-17), 20 h. 30 : Thyeste.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : En plein dans le mille.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 20 h. 30 : Huis clos.
Théâtre de Poche (598-92-97), 20 h. 30 : le Premier.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Du canard au sang pour Mylord.
Variétés (233-09-92), 20 h. 30 : Je veux voir Mioussov.



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 16 septembre

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 15 : la Voix humaine ; 21 h. 15 : la Collection ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Blancs-Manteaux (887-15-70), 20 h. 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : A. Scoff et J.-P. Sèvres. — II, 20 h. 15 : D. Herczog.
Café d'Edgar (320-75-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Couple-moi le souffle ; 22 h. 30 : les Deux Suisses. — II, 22 h. : Popeck ; 23 h. 30 : R. Mason.
Café de la Gare (278-52-51), 22 h. : la Transatlantide ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Cafessaïon (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (555-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 21 h. 30 : la Matiouette ; 22 h. : Essayez donc nos pédalos.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : M. Boubin, M. Fenon.
L'Ecume (532-71-16), 20 h. 30 : F. Torrente ; 22 h. : An Boman Bul.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 20 h. 45 : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : Raymond.
Splendid (887-33-83), 21 h. 30 : Elle voit des nains partout.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Cabaret chaud sept ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Les comédies musicales

Bouffes-Parisiens (296-60-24), 20 h. 30 : Ta bouche.

Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : Jules Beaucarne.
Galerie 55 (326-63-51), 21 h. : Requiem.
Lucernaire (544-57-34), 21 h. : Michel Demetriades.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Gilles Vigneault.

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. : François Biensan Septet.
Club Saint-Germain (222-51-09), 21 h. 30 : G. Badini Quartet.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Duo Boni-Marais.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : D. Humair, H. Texier, F. Jeanneau.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Axolotl.
Gibus (700-78-88), 22 h. : P. Poupon.
Patio-Méridien (758-12-30), 22 h. : Will Bill Davis.
Slow-Club (233-84-30), 21 h. 30 : Maxim Saury Jazz Fanfare.

XVe Festival estival de Paris

Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Ensemble Nuove Musiche (Nivers, Brossard, Fiocco, Bach).

Festival d'art, Montmartre

Eglise Saint-Jean, 20 h. 30 : O. Pierre (Bach, Franck, Alain, Dupré).

Festival de musique de chambre

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h. : Orchestre de chambre B. Thomas (Mozart, Hoffmeister).

Les concerts

Hôtel de Gallifet, 20 h. 30 : Chœur de l'Academia Filarmonica Romana, dir. P. Colino (Gastoldi, Monteverdi, Palestrina...).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Orchestre et Chorale P. Kuentz (Bach).

Festival d'automne

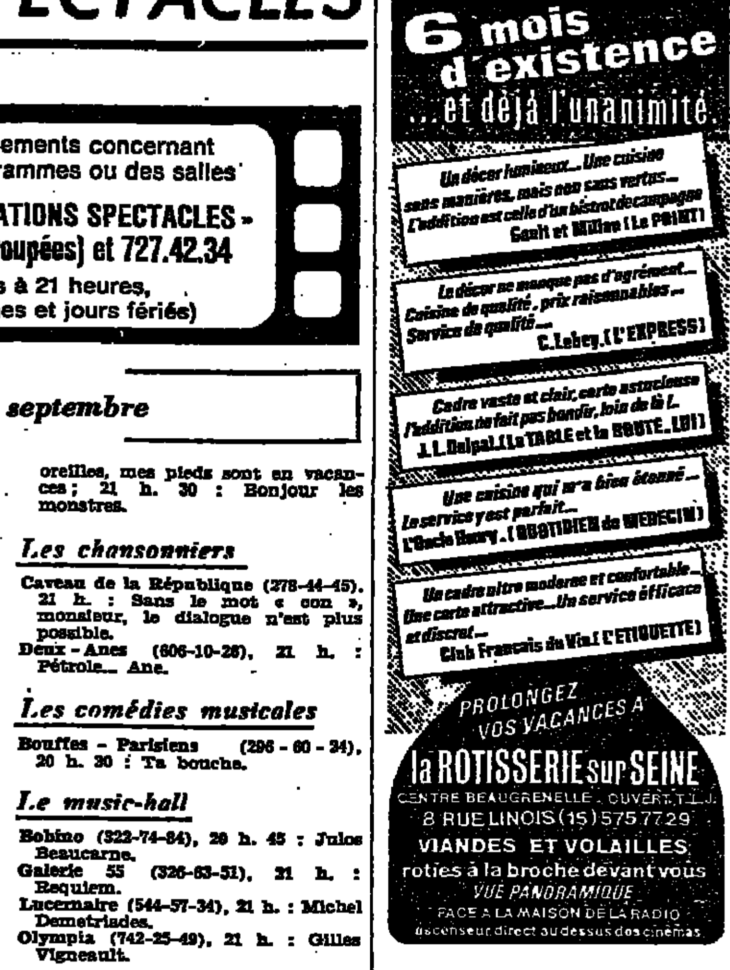
(296-12-27)

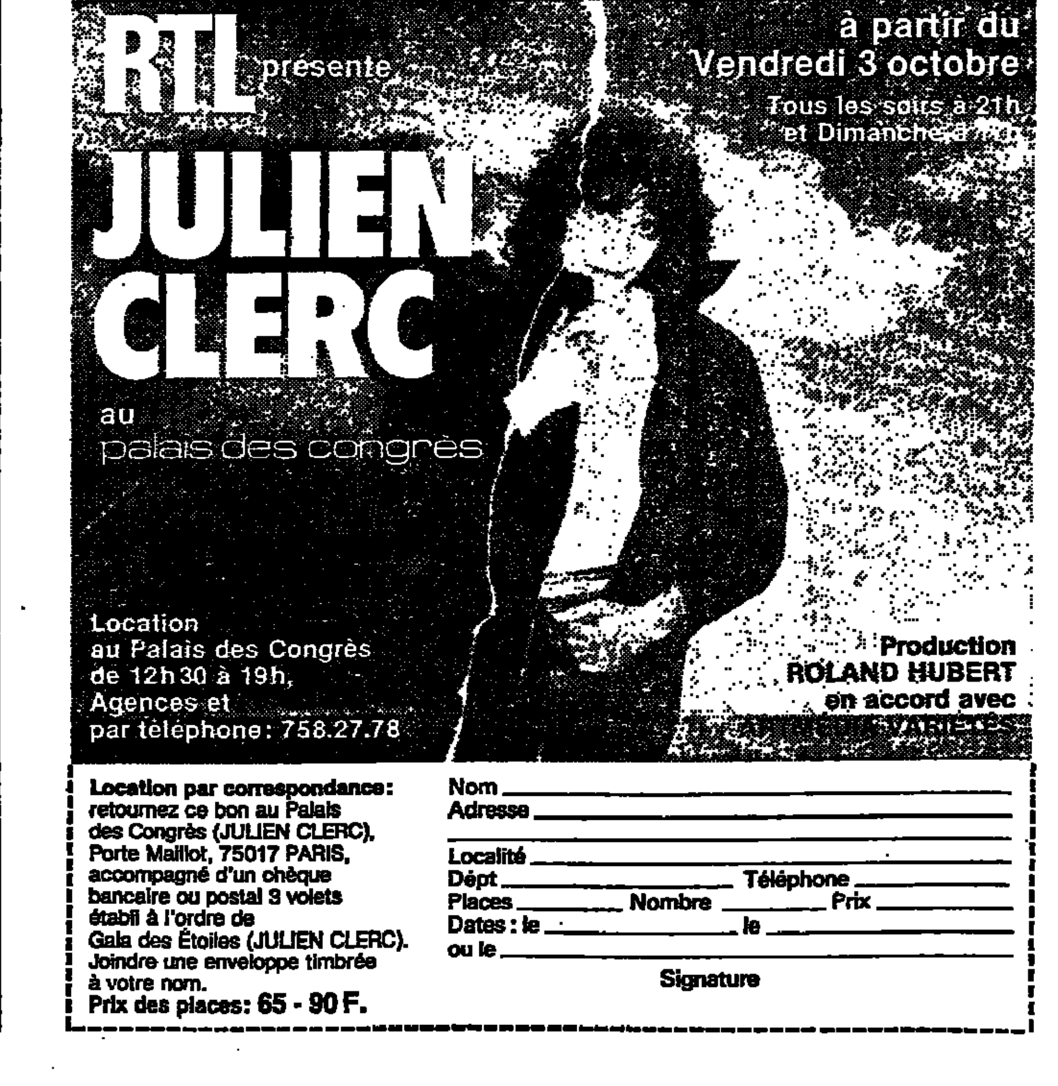
DANSE
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : New York City Ballet.

MUSIQUE
Palais des congrès, 20 h. 30 : New York Philharmonic Orchestra, dir. Z. Mehta (Webern, Mahler).

Dans la région parisienne

Cachan, M.J.C. (665-68-12), 20 h. 45 : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. J.-C. Hartemann (Offenbach).





SPECTACLES

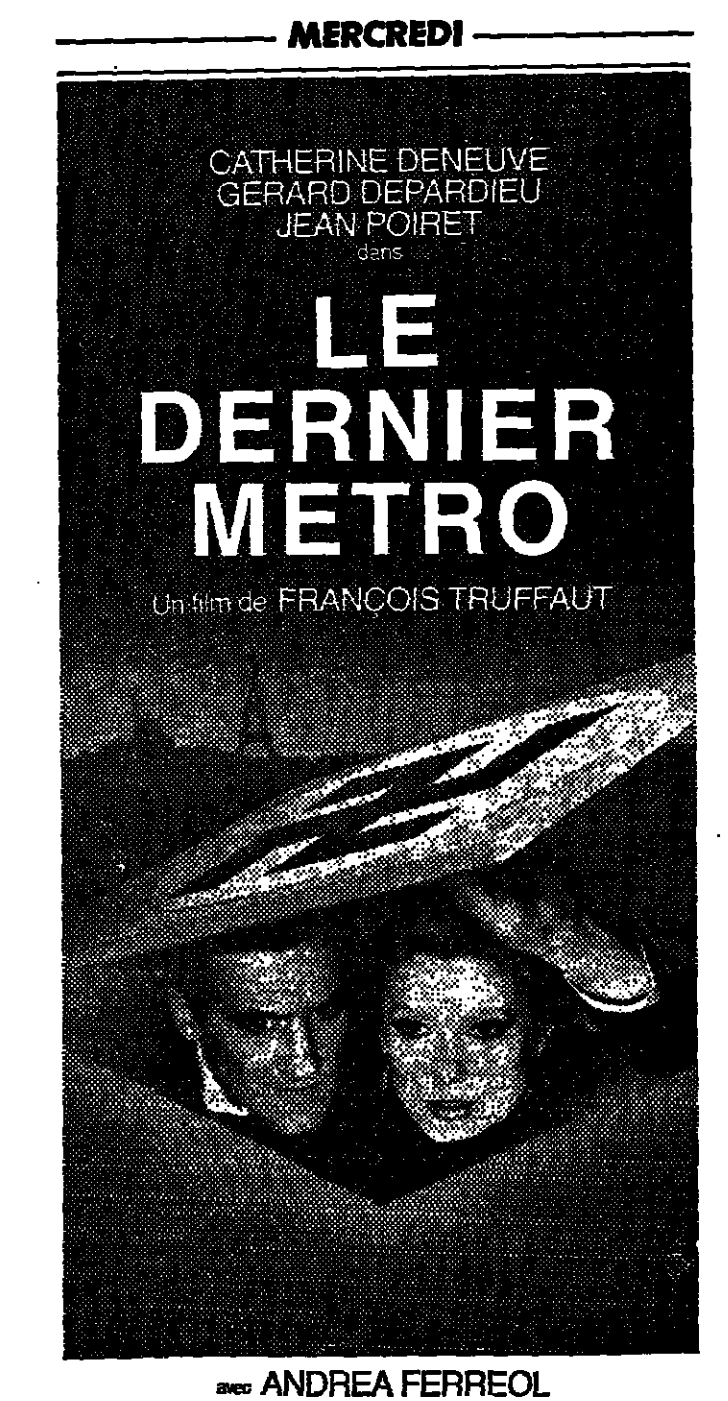
Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h., Le patrimoine cinématographique français : la Croisière jaune, d'A. Sauvage ; 19 h., Cinémathèque québécoise : le Père Chopin, l'oncle du Canada, de F. Ozep ; 21 h. : Rétrospective 1960-1980 du Festival d'Annecy.
Beaubourg (278-35-57), relâche.

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) (**) : Broadway, (16e) (527-41-16).
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-City, 8e (563-45-76).
ANTHRACITE (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Athéna, 12e (343-07-48).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (354-00-11).
ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).
LA BANQUIERE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Publicis-Elysées, 8e (720-71-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
BIENVENUE M. CHANCE (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-86) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
CALIGULA (It.-ang., v. ang) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; v.f. : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA CARABINE NATIONALE (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE CHAINON MANQUANT (Fr.-belg.) : Espace-Gaîté, 14e (320-99-34) ; Haussmann, 9e (770-47-55).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LE COMMANDO DE SA MAJESTE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
CONTES PERVERS (Fr.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LES DOIGTS DU DIABLE (A.) (*) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
ENQUETE SUR UNE PASSION (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
EXTASE (Tch., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. sp.
LA FEMME INTEGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.o.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).



cinémas

KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LOULOU (Fr.) (*) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIEU... ? (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46).
MANHATTAN (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (354-47-62).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES MONSTRES DE LA MER (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).
NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LA NUIT, UN RODEUR (Austr., v.o.) (*) : Movies Les Halles, 1er (236-71-72) ; la Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42).
PASTORALE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; 14 Juillet-Bastille, 12e (357-90-81).
LA PETITE SIRENE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
PILE OU FACE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Cameo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Balzac, 8e (561-10-60).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm) ; Studio de la Harpe, 5e (354-35-40) ; Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
THIRD WORLD (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LE TONNERRE ROUGE (Can.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

LES FILMS NOUVEAUX

EXTERIEUR NUIT, film français de J. Bral. — U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

RETOUR A MARSEILLE, film français de R. Allio. — Forum-Cinéma, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE CŒUR A L'ENVERS, film français de F. Apprederis. — Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

UN ESCARGOT DANS LA TETE, film français de J.-E. Siry. — Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

FAME, film américain de A. Parker (v.o.). — Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42). — V.f : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

CHAPITRE II, film américain de R. Moore (v.o.) Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). Paramount-City, 8e (563-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

HEROS OU SALOPARDS, film australien de B. Beresford (v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-City, 8e (542-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

BRONCO BILLY, film améri... de C. Eastwood (v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; (v.f.) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28).

LES VAMPIRES DE SALEM film américain de T. Hooper (*) (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Secrétan 19e (206-71-33).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.), Studio de la Harpe, 5e (354-35-40) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Haussmann, 9e (770-47-55).
YANKS (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

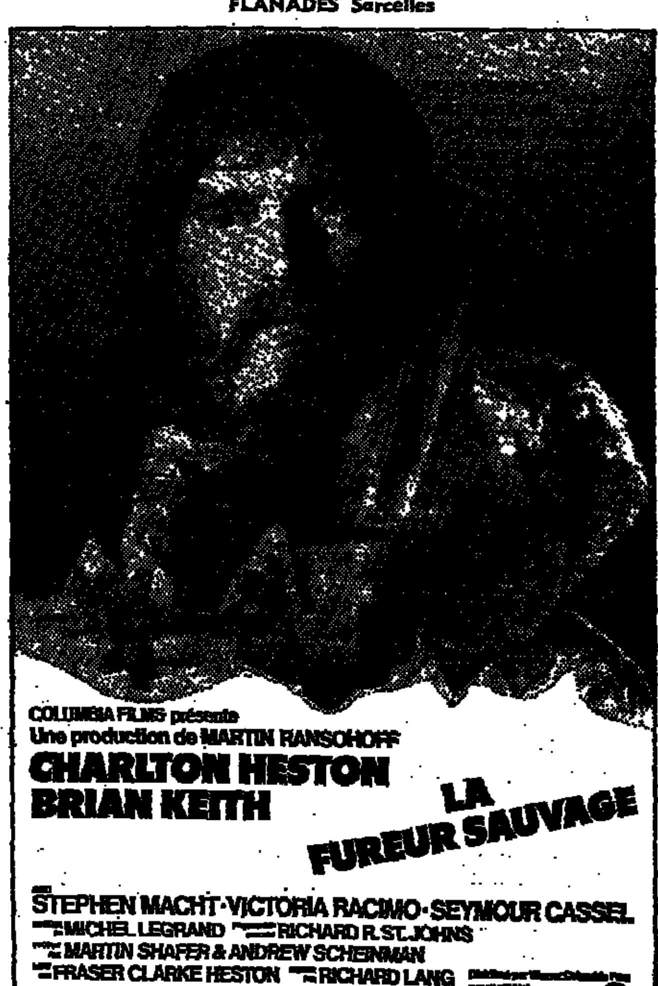
Les grandes reprises

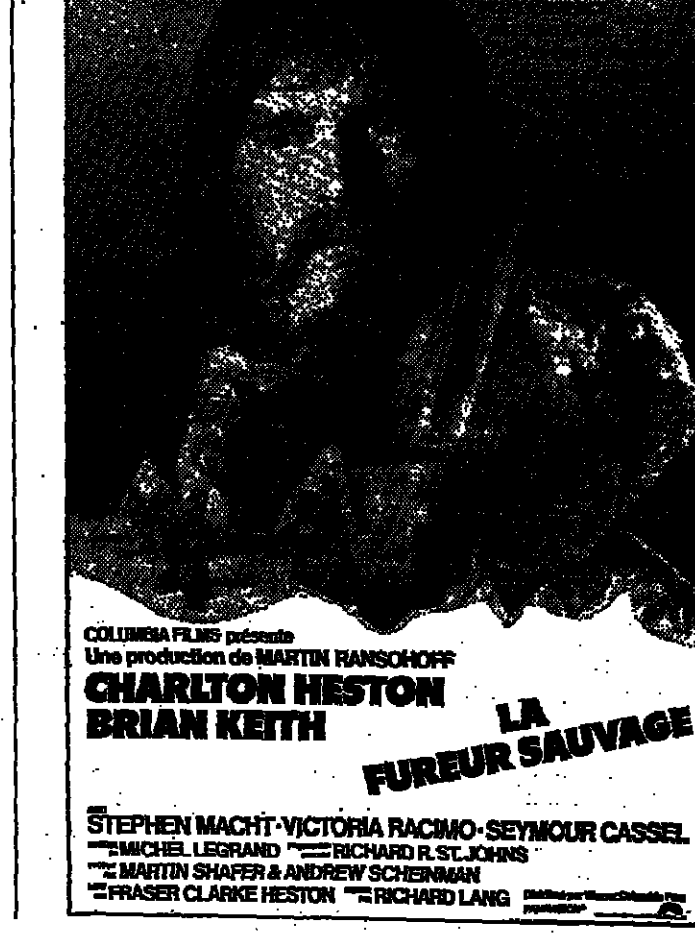
LES AVENTURES DU CAPITAINE BLOOD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Calypso, 17e (380-30-11).
LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).
CHINATOWN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LES DAMNES (It., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
DELIVRANCE (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA DERNIERE FEMME (It., v.o.) : Palace-Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven., sam., dim., 20 h.
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Royale, 8e (265-82-66) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LES FRAISES SAUVAGES (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LE GUEPARD (It., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
HAIR (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
HISTOIRE D'O (Fr.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (Am., v.o.) : Elysées Point Show 8e (225-67-29) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
JOHNNY GOT HIS GUN (Am., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47). Parnassiens, 14e (329-83-11).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LOULOU (Pabst) : Marais, 4e (278-47-86).
LA MARGE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE MESSAGER (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
LES OISEAUX (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LE PARRAIN I et II (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40).
RUE DE LA HONTE (Jap., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
SCARFACE (A., v.o.) : Movies Les Halles, 1er (236-71-72) ; St-Germain-Huchette, 5e (633-79-38) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
TAXI DRIVER (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Marivaux 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
TESS (Fr.-Brit.) v. ang. : A. Bazin, 13e (337-74-39).
LE TIGRE DU BENGALE (A.), LE TOMBEAU HINDOU (A.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86), en alternance.
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A.) (**), v.o. : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE TRIO INFERNAL (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
UNE NUIT A CASABLANCA (A.), v.o. : Studio Logos, 5e (354-26-42).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A.), v.o. : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; v.f. : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32).
MORT A VENISE (Ang.), v.o. : Espace Gaîté, 14e (320-99-34) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).

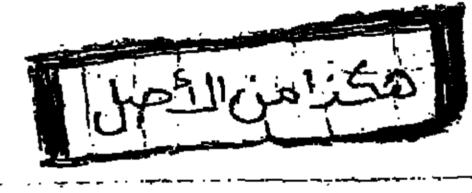
Les festivals

LES VIOLENTS D'HOLLYWOOD (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Liaisons secrètes.
HOMMAGE A PIALAT, Olympic, 14e (542-67-42) : Passe ton bac d'abord.
FILM NOIR (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : l'Ultime Razzia.
LA FEMME DANS LE CINEMA AMERICAIN (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Féline.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Une nuit à l'Opéra.
W.C. FIELDS (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : les Joies de la famille.
GRAND PAVOIS, 15e (554-46-85) (v.o.), I, 20 h. 30 : le Lauréat ; 22 h. 10 : New-York, New-York. — II, 15 h. 30 : la Fête sauvage ; 17 h. 10 : Voyage au bout de l'enfer ; 20 h. 10 : Mort sur le Nil ; 22 h. 30 : Jérémiah Johnson.
STUDIO GALANDE, 5e (542-72-71) (v.o.), 16 h. : le Syndrome chinois ; 18 h. 10 : Portier de nuit ; 20 h. 15 : Salo ; 22 h. 15 et 24 h. : Rocky Horror Picture Show.
L'INDE, REVE ET REALITE (v.o.). Action République, 11e (805-51-33) : Autobiographie d'une princesse.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.). I, 16 h. 5 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 5 : L'homme qui venait d'ailleurs ; 20 h. 10 : Un tramway nommé Désir ; 23 h. 15 : American Graffiti ; 18 h. 15 : Un après-midi de chien ; 20 h. 15 : Marathon Man ; 20 h. 20 : Love.
CARY GRANT (v.o). Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : l'Impossible M. Bébé.
REGARDS SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.), le Seine, 5e (325-95-99) : Sébastiane.









RADIO-TÉLÉVISION

AU COLLOQUE DU PRIX ITALIA

A chacun son histoire

Ça se passait dimanche dernier dans l'un des autocars amenant les délégués au prix Italia faire la tournée des châteaux du Trentino. Pour qui l'ignorerait encore, le prix Italia est à la télé ce que le Festival de Cannes est au ciné. Publiques ou privées, des dizaines de sociétés de diffusion participent à leur frais à cette énorme opération-prestige qui a lieu chaque automne dans une des plus belles villes d'Italie : Palerme, Bologne, Venise, Florence, Sienne ; cette année, Riva del Gard'a; ça n'est jamais deux fois la même. Assise à côté du chauffeur donc, une étudiante pilonnait en quatre langues approximatives dans un micro tonitruant le topo habituel, ponctué de dates et de noms : *« A notre droite, une chapelle du..., of..., von..., the... quatrocento, à notre gauche, une forteresse construite par les croisés, détruite par les Autrichiens en..., in..., by... »*

Il y avait là des responsables de programme et des professeurs d'université venus s'entretenir, en marge des projections, de l'histoire à la télévision. Personne ne prêtait la moindre attention à cette bande-son collée à la splendide bande-image inscrite derrière nos vitres. Il n'était question, au hasard des travées, que des mérites comparés de la *pastasciutta* et du *prosciutto* dans les petits restaurants de la région.

Significatif, non ? Cependant, si vous osez suggérer devant ces spécialistes que la plupart des émissions historiques et plus précisément des documentaires — ne leur parlez pas de « docu-drames » grand public, style *Holocauste*, ça les fait frémir d'horreur, — si vous leur dites que les montages de photos, de bandes d'actualité, de morceaux d'interview et de documentaires hautement documentés passent trop souvent par-dessus la tête des téléspectateurs, ou bien ils ne voudront pas le savoir, ou bien ils se sentiront confirmés dans le mépris distant que leur inspire un instrument approximatif et grossier.

Ils s'en défendent bien sûr, surtout les Anglo-Saxons, gagnés avec armes et bagages culturels à la cause de la vulgarisation tous azimuts. Eux se vantent à juste titre d'accumuler les réussites dans un genre particulièrement difficile et n'hésitent pas à citer, pêle-mêle, la vie de la reine Elisabeth Ire ou celle de Charles Darwin, sans oublier, côté américain, les évocations de l'affaire de la baie des Cochons ou de l'assassinat de Martin Luther King. Comment font-ils ? Ils savent rester simples et transposer, dans la mesure du possible, de la langue écrite à la langue parlée les extraits d'état-civil, de discours ou de correspondance ainsi arrachés à la poussière des archives.

Prisonniers d'un gongorisme pétri de structuralisme mal digéré, les Latins se prennent les pieds dans des considérations vaseuses et regrettent ouvertement — ça a été le cas pendant ce colloque — le pragmatisme primaire de leurs collègues britanniques. Primaire peut-être, mais drôlement nécessaire et éminemment constructif si l'on songe que, chez nous comme chez la plupart de nos voisins, l'histoire n'est pratiquement plus enseignée à l'école. En tout cas, pas dans sa continuité chronologique. Déjà chargée de leur formation morale et civique complètement abandonnée dès la communale, la télé se voit à présent confier de surcroît la responsabilité, absurde, impossible, de donner à nos enfants un aperçu objectif et cohérent d'un passé déjà long. Et lourd de batailles, de naissances, de défaites, de sièges, de sacres et de couronnements qu'on ne peut tout de même pas jeter à la trappe de l'oubli, sous prétexte qu'il ne reflète pas le courant profond, la vie réelle de la population, si chère aux *nouveaux historiens*.

Je passe sur les nombreuses interventions soulignant le problème, grave certes, de la conservation des actualités télévisées, source infiniment précieuse de renseignements pour l'historien de demain. Rien ou presque n'a été prévu pour ça, nulle part. Sur ce chapitre, c'est encore la France qui a fourni le plus bel effort, paraît-il. Je signale pour mémoire la tricherie souvent dénoncée ici qui consiste, depuis Méliès tournant après coup, avec des figurants, la dégradation du capitaine Dreyfus dans la cour de l'Ecole militaire, à entrelarder l'événement pris sur le vif de scènes reconstituées. Et j'évoque en deux mots la tentation de confier sinon au texte, du moins à la musique d'accompagnement, le soin de colorer, dans un sens ou dans un autre, des crises telles que le printemps de Prague ou l'entrée des chars russes à Budapest, pour en arriver à la question clé, celle de la censure.

Des cadavres — collaboration, guerre du Vietnam... pardon ! d'Indochine, guerre d'Algérie, affaire de Suez, — nos propres placards en sont pleins. Si ça peut vous consoler, nombreuses sont les nations à regarder bouche bée le grand lavage de linge sale auquel se livrent en public les Etats-Unis depuis l'affaire du Watergate et le massacre de My-Lai.

Certains essaient de les imiter. Un exemple : cette année les Autrichiens ont admis pour la première fois, à l'occasion d'un téléfilm courageux présenté dans la série des dramatiques, qu'au moment de l'Anschluss les paysans pauvres et exploités attendaient le Führer comme le *Messie et brandissaient* la croix gammée au bout de leur fourche. De leur côté les Allemands de l'Ouest se sont crus enfin autorisés à dire, par la bouche du réalisateur Eberhard Fechner, tout le mal qu'ils pensaient de l'occupation russe au lendemain de la dernière guerre. Sujet que leur interdisaient jusqu'ici leurs propres turpitudes en pays conquis. Dans la série des documentaires, en revanche, le portrait de Chostakovitch proposé par les Russes se gardait de toute référence aux souvenirs, accablants pour le régime, parus en Occident après la mort du compositeur.

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 16 SEPTEMBRE

— *Mme Simone Veil*, présidente du Parlement européen, est l'invitée du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

MERCREDI 17 SEPTEMBRE

— *L'abbé Pierre et le professeur Jankélévitch* sont les invités du journal d'Antenne 2, à 13 heures.

— *M. Jean-Pierre Chevènement*, secrétaire nationale du parti socialiste, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h. 10.

Mardi 16 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h Journal.

20 h 30 Document : Ne me parlez pas d'amour.
De P Breugnot, réal. D. Chegaray.
Comment, en 1980, les adolescents vivent-ils leur(s) amour(s), leur vie sexuelle ? Ils tentent loyalement de l'expliquer dans cette émission avec, pour certains, une maturité exceptionnelle qui devrait faire réfléchir leurs parents, leurs enseignants, leurs aînés en général.

22 h Caméra une première : La gardienne.
Réal. A. Ferrari, musique de Ravel. Avec L. Le Marchand, C. Rist, A.-M. Philipe...
Un jeune cinéaste à la recherche d'un écrivain disparu.

23 h 5 Sports : Cyclisme.
Le Tour de l'avenir (résumé).

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h Journal.

20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Collision ».
Téléfilm de L. Woodhead. Avec A. Sher, N Brimble, D. Beames...
Histoire vraie de l'accident survenu le 10 septembre 1976 entre un Trident de la British Airways et un DC-9 yougoslave Evocation du procès qui a suivi cette catastrophe, qui fit cent soixante-treize morts.

22 h Débat : Les encombrements du ciel.
Avec MM. P. Vuillernet, président de l'Association professionnelle de la circulation aérienne, Venet, président du Syndicat national des pilotes de ligne, J. Fournier, *secrétaire national du Syndicat national des* contrôleurs en trafic aérien, J. Belle, directeur des opérations et de l'escale à Orly, J.-Y. Vallin, chef de division des méthodes au service du contrôle du trafic aérien, P. de Maistre, magistrat, délégué à l'espace aérien.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma (cycle les grands westerns) : « Les Comancheros ».
Film américain de *M. Curtis* (1961), avec J. Wayne, S. Whitman, L Bain, L. Marvin, N. Persoff, B. Cabot, J. O'Brien, E. Buchanan (rediffusion)
Le dernier film de Michael Curtis. Un western bien traditionnel avec méchants Indiens, défenseurs de la loi et scènes spectaculaires. Et John Wayne en héros.

22 h 10 Journal.

FRANCE - CULTURE

20 h., Dialogues franco-danois : « Histoire et mentalités collectives », avec Per Stig Moller et Pierre Chaunu.
21 h. 15, Musiques de notre temps : Chostakovitch.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30, Festival estival de Paris (en direct de l'église Saint-Etienne-du-Mont) : Œuvres de Nivers, Brossard, Piocco et J.-S. Bach, par l'Ensemble Nuove Musiche.
22 h., Cycle acousmatique : « Une saison en enfer », d'après Rimbaud, avec H. Garetti, soprano, C. Roque-Alsina, piano, J.-P. Drouet, percussions et une soliste de la Maîtrise des Chœurs de Radio-France.
23 h., Les Nuits d'été : Berlin, la philharmonie et les chefs (Beethoven, Berlioz, Glück, Mozart, Stravinski, Wagner, Prokofiev).

Mercredi 17 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h Journal.

13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
Les marionnettes Sibor et Bora ; 13 h. 45, Le tableau bleu ; 14 h. 10, Interdit aux plus de dix ans ; 14 h. 20, Scoubidou ; 15 h., Les infos ; 15 h. 15, Dossier dix-quinze ans : les effets spéciaux ; 15 h. 40, La bataille des planètes ; 16 h. 40, Parade des dessins animés ; 17 h. 5, La main rouge (Les bijoux) ; 17 h. 30, Studio 3.

18 h 10 Auto-mag.

18 h 30 Un, rue Sésame.

18 h 55 Les inconnus.

19 h 10 Une minute pour les femmes.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Série : Frédéric.

19 h 55 Tirage du Loto.

20 h Journal.

20 h 30 Sports : Football.
Coupe de l'U.E.F.A.
F.C. Sochaux - Servette de Genève (en direct de Sochaux).

22 h Magazine .. La rage de lire.
De G. Suffert. Faut-il avoir peur des économistes ? Avec MM. A. Sauvy *(la Machine et le Chômage)*, C. Schmidt, A. Boudard *(le Banquet des léopards)*, R. Lattès *(la Fortune des Français)*.

23 h 20 Sports : Cyclisme.
Le Tour de l'avenir (résumé).

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 45 Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 50 Face à vous.

14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.

15 h Série : Bonanza.
Le dernier trophée.

16 h 10 Récré A 2.
Dino Boy ; Les Paladins de France; Wattoo-Wattoo ; Maraboud' ficelle ; Zeltron ; A 2000 ; Anagrammes ; Sport ; Candy.

18 h 10 Cours d'anglais.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 45 Chefs-d'œuvre des musées nationaux.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Top club.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Collaro-show.

21 h 40 Magazine sportif : Grand stade.

22 h 40 Magazine . Zigzag.
De T. Wahn-Damisch. Le jeu de l'oie : la cartographie.
A l'occasion de l'exposition présentée au Centre Georges-Pompidou.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
. De truc en troc : Fred Basset ; le Chenil.

18 h 55 Scènes de la vie de province : Couleurs bressanes.
Une émission d'A. Besson, réal. A. Leonard-Maestrati.

19 h 10 Journal.

16 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma 16 : « Irène et sa folie ».
Un film de B. Queysanne, d'après le roman de J. Sperling-Bouscaren, avec L. Mikael, J Price, etc.
Un couple face à la guerre ou la dégringolade d'une jeune femme interprétée par Ludmila Mikael.

22 h 10 Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Colportage : En Périgord.
8 h., Les chemins de la connaissance : Les langages de l'espace ; à 8 h. 32, Les puritains : les pèlerins du Mayflower.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques :
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « Les Crapauds sont sympa », de R.E. Erickson ; « Mila marie son père », d'H. Doskocilova.
11 h. 2, Musiques actuelles : Nice - Côte-d'Azur 1980 (et à 17 h 32).
12 h. 5, Nous tous chacun : le R.P Philippe.
12 h. 45, Panorama : Littérature étrangère.
13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h., Sons : Paris sur rues.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Fleur de péché », de G. Dormann.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : *La danse.*
15 h. 2, Le livre blanc de la recherche scientifique en France.
16 h., Contact.
16 h. 10, Les travaux et les jours... d'un fromager.
16 h. 50, Actualité : Choisir le moment et le moyen de terminer sa vie.
18 h. 30, Feuilleton : « Le théâtre Chichois », de M. Chevit.
19 h. 30, La science en marche.
20 h., La musique et les hommes : De l'espagnolade à l'hispanisme au dix-neuvième siècle.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Œuvres de Johnson, Locke, Purcell, Bach, Monteverdi, Debussy, Webern ; 8 h. 35, Kiosque ; 9 h. 30, Les tempéraments, les échelles musicales (Bach, Ohana) ; 10 h. 30, *Musique indienne du sud.*
11 h. 30, Concert : Œuvres de Wagner, Scriabine et Wychnegradsky, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. A. Myrat, avec M. Haniotis, récitant ; 13 h. 5, Jazz.
14 h., La voix à l'époque de Verdi (Marenzio, de Wert, Vecchi, de Cavalieri, Peri, Caccini, Monteverdi, Gagliano, Willaert, Rossi) ; 17 h. 30, Concert-lecture : d'une improvisation à l'autre, avec le New Phonic Art (Stockhausen, Beethoven, Coltrane) ; 19 h. 5, Ouverture du Festival Berlioz (en direct de Lyon).
20 h., Festival de Berlin (en direct de la Philharmonie de Berlin) : « Abraham et Isaac », ballade pour baryton et orchestre à cordes, et « Deux poèmes pour baryton et orchestre à cordes » (Stravinski), d'après des poèmes de Paul Verlaine ; « Symphonie n° 3 en ut mineur » (Saint-Saëns), par l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim, avec D. Fischer-Dieskau, baryton.
23 h., Les Nuits d'été : Leipzig (Bach, Mendelssohn, Brahms).

CARNET

Décès

LÉOPOLD ESCANDE

— Nous apprenons le décès, le 13 septembre à Toulouse (Haute-Garonne), de

Léopold ESCANDE,
membre de l'Académie des sciences,
grand officier
de la Légion d'honneur,

[Né le 1er juin 1902 à Toulouse, Léopold Escande était un spécialiste de l'hydraulique. A ce titre, il avait, à diverses occasions, été conseiller de grandes entreprises françaises ou étrangères pour la construction d'ouvrages importants. Ancien élève de l'Institut d'électrotechnique de *Toulouse, licencié ès sciences mathématiques,* docteur ès sciences physiques, il est professeur à la faculté des sciences de Toulouse de 1937 à 1972. Il est élu membre de l'Académie des sciences en 1954 (section mécanique). De 1942 à 1972, il assure à la fois les fonctions de directeur de l'Ecole nationale d'électrotechnique, d'électronique, d'informatique et d'hydraulique de l'Institut de mécanique des fluides de Toulouse. Léopold Escande, qui fut président de l'Institut polytechnique de Toulouse de 1971 à 1976, était l'auteur de quatre cent cinquante publications, dont plus de la moitié firent l'objet de notes dans les comptes rendus de l'Académie des sciences.]

GUY KNOCHÉ

— Mme Guy Knoché, son épouse,
M. et Mme Claude Knoché,
Isabelle et Pierre,
M. et Mme Rémi Knoché,
Jean-Francis, Suzel, Alain, Anne-Bénédicte Knoché,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Paulette Couret, sa sœur,
M. et Mme Henri Saudet, ses beaux-parents,
Et toute leur famille,
ont l'immense douleur d'annoncer le décès subit de

Guy KNOCHÉ,
survenu à son domicile, le 13 septembre 1980.

Il n'avait que cinquante-six ans et avait fait don de son corps à la science.

Ceux qui désirent témoigner leur attachement à sa mémoire peuvent adresser leur offrande à l'Union nationale des parents d'enfants inadaptés (UNAPEI), 15, rue Coysevox, 75018 Paris. C.C.P. Paris 10 389 01 W.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La Documentation française, secrétariat général du gouvernement, a le grand regret d'annoncer le décès de

Guy KNOCHÉ,
chef du service de coordination interministériel des éditions,
survenu le 13 septembre 1980, à l'âge de cinquante-six ans.
29-31, quai Voltaire,
75340 Paris Cedex 07.

— L'Association des gens d'images a la profonde tristesse d'annoncer le décès subit de son président

Guy KNOCHÉ,
survenu le 13 septembre, à l'âge de cinquante-six ans.

Tous ceux qui l'ont rencontré au cours des vingt-cinq ans de son inlassable activité auront une pensée pour lui.

[Guy Knoché a fait toute sa carrière à la Documentation française, où il était entré en 1944. Depuis 1970, il dirigeait le service chargé d'éditer les publications confiées à la Documentation française par les ministères et administrations, ainsi que les rapports au gouvernement. Il avait auparavant occupé des fonctions au service photographique et il s'était intéressé à l'image et à l'audiovisuel. Depuis trois ans, il assumait la présidence — après en avoir été le secrétaire général dès sa fondation — de l'Association des gens d'images, qui décerne les prix Niepce et Nadar. Il était membre des Compagnons de Lure, groupe de réflexion sur les métiers graphiques.]

ALBERT MAHUZIER

Mme Albert Mahuzier, son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Son frère, ses beaux-frères et belles-sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

M. Albert MAHUZIER,
cinéaste conférencier,
le dimanche 14 septembre, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse aura lieu dans sa paroisse Notre-Dame de Boulogne, avenue Jean-Baptiste-Clément, le mercredi 17 septembre, à 15 h. 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Albert Mahuzier a parcouru les cinq continents, toujours accompagné de son épouse et de ses neuf enfants, même lorsque ceux-ci étaient en bas âge. De chaque voyage il rapportait des films qui lui servaient de support pour des conférences. Il a aussi publié de très nombreux récits de voyage.]

— M. Pierre Assa,
M. Guy Assa et ses enfants,
M. et Mme Claude Assa et leurs enfants,
Tous leurs parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Eliane ASSA,
née Moreno,
survenu dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 18 septembre, à 10 h. 15, au cimetière du Montparnasse.
84, avenue Kléber,
75116 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Raymond AUBERT,
H.E.C.,
licencié en droit,
croix de guerre 1939-1945,
survenu à Nice, le 13 septembre 1980, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques seront célébrées mercredi 17 septembre 1980, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal (Auteuil, Paris-16e), dans l'intimité.

De la part de :
Mme Raymond Aubert, née Riaubel,
M. et Mme Bernard Aubert et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Aubert et leurs enfants,
M. Didier Chancerel,
Mme Michel de Cuttoli,
Les familles Benard, Faveers, Jamet, Lorgeou, Hee, Bouverat.

— Mme Helyette Gallico, née Azan, et M. Loris Gallico,
Mme Violette Bestente, née Soria, et Me Giovanni Bestente, leurs enfants Piero et Sergio,
M. Gilbert Soria,
Mlle Annie Soria,
Mlle Sonia Gallico,
M. Renato Gallico,
font part de la perte douloureuse de

Mme Nella-Nelly AZAN,
née Disegni,
leur chère mère, grand-mère et arrière-grand-mère, décédée à Tunis dans sa quatre-vingt-dixième année, le 17 août 1980.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Maurice BLEINES,
officier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre avec palme,
survenu le 16 août 1980, au Cros-de-Cagnes.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 septembre 1980.

On se réunira à 14 h. 30 à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, allée des Pins,
06800 Cros-de-Cagnes.

— M. et Mme François Kœchlin, leurs enfants et toute la famille, font part du décès de

Mme Paul CARDOT,
née Suzanne Lefevre,
survenu à Paris le 14 septembre 1980.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 septembre 1980, à 8 h. 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou.
33, rue Chevert, 75007 Paris.
30, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

— Mme Joseph Dal-Sasso, Alain, son fils,
Mme veuve Jean Dal-Sasso, ses enfants et petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph DAL-SASSO,
survenu à La Londe-les-Maures, le 14 septembre 1980, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont été célébrées le 16 septembre 1980 en l'église de La Londe-les-Maures.
3, rue Carnot.

— M. J. Fleury,
Mme P. Fleury,
M. et Mme H. Sejourné,
Mlle S Fleury,
M. et Mme P Sejourné,
M. J.-D. Sejourné,
font part du décès, le 11 septembre 1980, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, à son domicile, de

Mme Jean FLEURY,
née Rondeau,
leur épouse, belle-sœur, tante et grand-tante.

Après la cérémonie religieuse, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Gien.
24, rue Louis-Blanc, 45500 Gien.
9, boulevard Diderot, 75012 Paris.
Orassis, par Cabris,
06530 Peymeinade.

— M. et Mme Jean-Claude Nogue *et leurs enfants,*
M. et Mme Alain Clavier et leurs enfants,
Mme Marcel Varene,
font part de la mort de

Mme Jean NOGUE.

La messe sera célébrée le mercredi 17 septembre 1980, à 14 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont.

Ils prient d'associer à sa mémoire celle de son mari,

Jean NOGUE,
philosophe,
fondateur de l'Institut français de Stockholm,
mort pour la France.

— Mme Pierre Rouberti,
M. et Mme Guy-Jean Vayssade,
Les familles Rouberti, Hontarred et Vayssade,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre Gabriel ROUBERTI,
survenu le 15 septembre 1980 en son domicile, 31, rue Robert-de-Flers, Paris (15e), à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques se dérouleront dans l'intimité.
31, rue Robert-de-Flers,
75015 Paris.
95, rue de Lille, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jacqueline de TOMA,
née Meyer,
survenu accidentellement le 10 septembre 1980, au Bec - Hellouin (Eure).

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de :
M. et Mme Théo Bernard,
M. et Mme Roger Wormser,
ses sœurs et beaux-frères,
Et de la part de :
Ses neveux et nièces,
Et de toute la famille.
157, avenue de Malakoff,
75116 Paris.
3, square Rigaud, 92200 Neuilly.

Anniversaires

— En ce 16 septembre 1980, Mme Paul Jamati, ses enfants et ses petits-enfants demandent à ceux qui l'ont connu une pensée pour

Paul JAMATI,
à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort du poète.

Mon SCHWEPPES
« Indian Tonic »
et moi on part souvent en voyage ensemble.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Notre Société vend et construit des usines dans le monde entier
Elle appartient à un très grand Groupe
Nous recherchons un cadre de haut niveau pour assurer la

DIRECTION ADMINISTRATIVE et FINANCIERE d'un grand chantier à l'ETRANGER

Il s'agit d'un poste aux responsabilités considérables (chantier de l'ordre de 1.000.000.000 F.). Avec l'assistance des *Services Centraux (Paris), il faut assurer le contrôle budgétaire, la comptabilité, la gestion de trésorerie du* chantier, superviser les approvisionnements, administrer le personnel local et expatrié, développer les relations avec l'environnement.

Une formation supérieure et une solide expérience de gestion globale d'unités sont indispensables. L'anglais est *la langue usuelle.*

UN TEL POSTE DEVRAIT ATTIRER UN HOMME DE CARACTERE DESIREUX, EN REALISANT UN CHALLENGE, DE FAIRE RAPIDEMENT SES PREUVES AU SEIN D'UN TRES GRAND GROUPE OU LES POSSIBILITES D'EVOLUTION SONT MULTIPLES TANT A L'ETRANGER QU'EN FRANCE MEME.

LA VIE DE FAMILLE EST POSSIBLE SUR NOS CHANTIERS.
LES CONDITIONS FINANCIERES SONT ATTRACTIVES

Nous vous proposons d'adresser C.V. et photo à No 71043, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra. Discrétion totale assurée.

Un groupe de BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS, de notoriété internationale en expansion, recherche pour sa Direction Travaux Publics Etranger, un cadre de haut niveau pour assurer la

direction administrative et financière d'un chantier à l'étranger

Avec l'assistance du Siège Social, il assure le contrôle budgétaire, la comptabilité et la gestion de la trésorerie du chantier.

Il gère le personnel local et expatrié. Il supervise le Service Achats.

Agé de 35 ans environ, ce candidat aura une formation supérieure doublée d'une expérience significative de gestion globale d'une unité.

La connaissance du secteur BTP sera un atout supplémentaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Le sens de la prévision, de la rigueur, des capacités d'organisation, des aptitudes d'animateur permettront à un candidat de valeur de s'intégrer rapidement dans notre Groupe qui offre par ailleurs de multiples possibilités de progression de carrière.

Une réponse sera adressée à toute candidature envoyée à Monsieur PREVOT - 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes une grande entreprise dont les activités comportent une dimension internationale affirmée.

Afin de renforcer notre service d'Audit, nous recherchons un

auditeur senior

dont la formation supérieure (HEC, ESSEC...) aura été complétée par *une spécialisation en expertise comptable* (2 certificats supérieurs au moins).

Les missions qui lui seront confiées impliquent qu'il ait une bonne connaissance de l'anglais et de l'espagnol et qu'il puisse effectuer des déplacements à l'étranger de moyenne durée (3 à 6 semaines environ).

Les candidats souhaités auront une première expérience d'au moins 3 ans, acquise au sein d'un cabinet d'Audit Externe et, *de préférence*, dans la conduite de missions réalisées pour le compte d'entreprises à activités internationales.

Ils devront pouvoir *envisager une évolution ultérieure de carrière* vers des fonctions plus opérationnelles.

Merci d'adresser lettre + CV, sous réf. 10395, à MEDIA SYSTEM *104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.*

L'Office européen des brevets

recrute à Munich, un/une réviseur et des *traducteurs/traductrices* pour la traduction de textes à caractère juridique, administatif et financier.

Sont demandés :

— diplôme universitaire ou expérience professionnelle équivalente ;
— excellente connaissance du français (langue maternelle) et très bonne connaissance de *l'allemand et de l'anglais ;*
— élégance du style, clarté et précision de l'expression.

Sont offerts :

— traitement mensuel variant (selon l'expérience) entre 4 200 DM et 7 200 DM environ, net d'impôt ;
— diverses indemnités ;
— congé annuel de trente jours, sans compter les jours fériés.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, seront adressées au Directeur principal du service du personnel - Office européen des brevets, *Erhardtstrasse 27, D-8000 München 2, et devront* lui parvenir au plus tard le 6 octobre 1980.

---

jeune ingénieur mécanicien
ETRANGER

Une importante Entreprise de BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS, *de notoriété internationale en expansion, offre une perspective de* carrière à un jeune ingénieur mécanicien sortant d'une école d'ingénieur. Une première expérience peut être un atout supplémentaire.

Après une courte période de formation au siège, il se verra confier un poste à l'ETRANGER.

Il doit donc parler couramment l'Anglais.

La taille de l'entreprise, et tout particulièrement son dynamisme, *doivent permettre à un candidat motivé d'accéder* à un haut niveau de responsabilités dans une de ses filiales françaises ou étrangères.

Les Ingénieurs intéressés adressent leur candidature sous référence 9141 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Université de Melbourne
Chaire de Physique
(R.A.A.F. Academy)

Les candidats à la chaire de physique (R.A.A.F. Academy), devenue vacante à la suite du départ en retraite du Pr. V.D. Hopper, O.B.E., sont invités à se faire connaître.

Le service de physique de la R.A.A.F. Academy occupe des locaux à la fois dans l'Université de Melbourne et à Point-Cook. Les cours de niveau licence et la recherche ont lieu à ces deux endroits. Les études portent essentiellement sur la physique de l'atmosphère et l'astronomie en infra-rouge et en radiations gamma, mais les recherches ne sont pas limitées à ces domaines.

Il s'agit d'un poste donnant droit à être membre du personnel de l'Université de Melbourne, avec jouissance jusqu'à la fin de l'année, avant l'ouverture de la future Académie des Forces de Défense à Camberra. Le titulaire aura alors le droit de se faire transférer à cette Académie et de faire partie de son personnel.

SALAIRE : 37.151 $ A par an

Pour plus amples renseignements sur ce poste, la procédure de demande et les conditions de nomination, écrire au Registrar. Toute la correspondance (marquée « Confidential ») devra être adressée au Registrar, The University of Melbourne, Parkville, Victoria, 30552 (Australie).

Date limite de réception des demandes : 31 octobre 1980.

* Académie des Forces Aériennes Australiennes.

VERLINDE, *leader français du levage, constructeur de :*
- palans, treuils, potences, ponts et portiques roulants -
à vocation fortement exportatrice, recherche pour son *usine principale de LOOS-LEZ-LILLE :*

• UN RESPONSABLE DE SECTEUR EXPORTATION : 105 000 F +

Cadre commercial itinérant, il parle couramment l'espagnol et l'anglais.
Il a l'expérience de la vente de biens d'équipement comme de la négociation des contrats commerciaux.

réf. 1052.

• Si vous êtes âgé de 30 à 35 ans,
• Si vous justifiez d'une réelle compétence professionnelle,
• Si vous possédez un sens aigu des responsabilités,
• Si vous êtes capable d'initiatives,
• Si vous avez l'envie de relever les défis,

envoyez votre curriculum vitae à :
VERLINDE direction des relations sociales
19, rue Danton - 59120 LOOS-LEZ-LILLE.



Senior Architect required for the London office of a Saudi Arabian firm. Applicants must have : a bachelor's degree in architecture; fluency in English, one other language and a working knowledge of Arabic; 10 years post graduate experience some of which must have been in Saudi Arabia ; the ability to travel to Mecca. Salaries will be negotiable up to £ 10,000 per annum. Applications should be forwarded prior to 30 september 1980 to Omrania UK Ltd, 47 Nottingham Place, London W1M 3FE.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01

The European Molecular Biology Laboratory seeks a

SENIOR COMPUTING SCIENTIST

for its outstation at the Deutsches Elektronen-synchrotron (DESY) site in **Hambourg**

Applicants should have a doctorate in physics, electronic engineering or computer science or equivalent experience, as well as experience in both hardware and software. Experience with *network protocols* and hierarchic systems and in applying computer techniques to physics experiments is desirable. Ability to tune, maintain, adapt and extend time-sharing real time operating systems and familiarity with CAMAC standards are required.

The salary offered will be between DM 3 600 and DM 4 500 monthly, after tax. Certain allowances are payable, depending on personal circumstances.

Please write quoting reference 80/30, including a curriculum vitae, together with names of referees, to

Sir John Kendrew, Director General, EMBL, Postfach 10.2209, D-6900 Heidelberg, Germany.

La Commission des Communautés européennes

organise deux concours sur titres et épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement d'

inspecteurs pour l'industrie nucléaire

chargés de veiller au respect des garanties EURATOM concernant l'utilisation des minerais, des matières brutes et des matières fissiles spéciales. Les concours seront organisés à deux *niveaux distincts selon les qualifications et l'expérience des candidats.*

Concours A/322	Concours B/323
QUALIFICATIONS PRINCIPALES dans le domaine scientifique ou technique :	
☐ études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme	☐ études du niveau de l'enseignement secondaire sanctionnées par un diplôme
☐ âge maximum : 35 ans (*)	☐ âge maximum : 32 ans (*)

☐ deux années au moins d'expérience professionnelle dans le domaine de l'industrie ou de la recherche nucléaires après l'obtention du diplôme de niveau universitaire ou secondaire, suivant le concours choisi ☐ connaissance approfondie d'une des langues des Communautés (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

Les candidats doivent posséder la nationalité d'un des pays membres des Communautés.

Lieu d'affectation : Luxembourg. Date limite pour la réception des candidatures : 15 octobre 1980.

Le formulaire de candidature obligatoire peut être obtenu, en rappelant la référence COM/A/322 ou COM/B/323, auprès ☐ du Bureau d'Information des Communautés européennes, rue des Belles-Feuilles 61, 75782 Paris-Cedex 16 ☐ de la Commission des Communautés européennes, Division "Recrutement", rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

(*) *Les candidats dépassant cette limite d'âge et possédant une solide expérience à ces niveaux de fonctions peuvent introduire un curriculum vitae détaillé auquel il sera donné une suite appropriée.*

DIRECTEUR FILIALE
Italie

Un groupe français commercialise en Europe, au Moyen Orient, aux U.S.A. et en Amérique du Sud des systèmes brevetés (second œuvre du *bâtiment) très élaborés* techniquement et fabriqués par les sociétés du groupe.

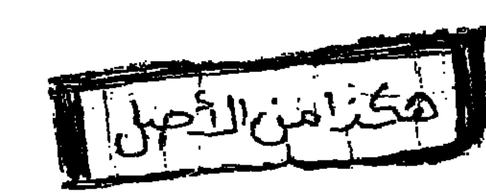
Ce groupe recherche un cadre de haut niveau pour diriger sa filiale de Milan qui offre d'intéressantes possibilités de développement.

L'homme recherché, parfaitement bilingue français-italien, doit apporter la preuve de sa *compétence* en ayant déjà fait une expérience réussie dans un poste de direction.

Votre dossier de candidature (C. V., photo et rémunération demandée) qui sera traité confidentiellement, doit être adressé sous la référence : GR-1219 à :



ROLAND DERKUM CONSEILS
48, rue de Margnolles
69300 Lyon-Caluire





L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (ESO)
cherche des candidatures pour les postes suivants :

INGENIEUR CHEF DE PROJET POUR INSTRUMENTATION ASTRONOMIQUE

(référence GAR-TP23)

Vacant dans le Département de l'Instrumentation de la Division des projets techniques au Siège de l'ESO à GARCHING bei Muenchen, République Fédérale d'Allemagne.

FORMATION : Degré Universitaire en astronomie, physique ou optique. Formation différente (mécanique ou électronique) non exclue si complétée par une expérience adéquate.
EXPERIENCE ET CONNAISSANCES : plusieurs années d'expérience dans la conception et la réalisation d'instruments optiques faisant appel aux techniques de contrôle par ordinateur. Une connaissance approfondie des techniques optiques en rapport avec l'astronomie. Une expérience préalable *dans la conduite de projets* serait un avantage.
Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.
Connaissance pratique de l'allemand souhaitable.
FONCTIONS : dans le cadre du Département de l'Instrumentation, assurera la responsabilité d'un ou plusieurs projets d'instrumentation.
Cette responsabilité comprend :
- la conception des instruments sur la base des spécifications générales fournies par les astronomes,
- l'établissement des spécifications techniques pour les divers groupes ou personnes travaillant sur le projet,
- la coordination des différentes tâches,
- l'intégration, l'essai et la mise en route de l'instrument.

REMUNERATION : la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette mensuelle exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 11.300,– francs français.

ELECTRONICIEN

(référence GAR-TP13)

Vacant dans le Groupe Electronique de la Division des projets techniques au Siège de l'ESO à GARCHING bei Muenchen, République Fédérale d'Allemagne.

FORMATION : Technicien Supérieur (BTS, DUT en France, ING. GRAD en Allemagne).
EXPERIENCE ET CONNAISSANCES : Technicien Supérieur en électronique avec 3 ans d'expérience ou Technicien en électronique avec 9 ans d'expérience pratique dans les techniques analogiques et digitales acquise en travaillant sur de grands ensembles électro-mécaniques.
La connaissance du microtraitement, des systèmes de commandes et de Camac serait un avantage. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable, une bonne connaissance de l'allemand serait un avantage.
FONCTIONS : participer à la mise au point de systèmes de commande pour télescopes dans le Département de l'Instrumentation de l'ESO. Ceci comprend la conception de systèmes de pilotage et d'encodage, le câblage de télescopes, l'installation et les essais du système de commande. Le travail exige une expérience générale dans plusieurs des domaines cités.
LIEU DE TRAVAIL : Garching bei Muenchen, République Fédérale d'Allemagne. Des missions à notre Observatoire à La Silla, Chili, seront nécessaires pour les travaux d'installation.
REMUNERATION : la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette mensuelle exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 8.500,– francs français.

ANALYSTE DE SYSTEMES PROGRAMMEUR

(référence GAR-TP-28)

Aussi vacant dans le Groupe Electronique

FORMATION : titre universitaire ou équivalent en mathématiques, astronomie ou science des ordinateurs.
EXPERIENCE ET CONNAISSANCE : plusieurs années d'expérience de programmation de systèmes ou d'ingéniérie de logiciel pour des ordinateurs en temps réel de dimension moyenne. Expérience avec ordinateurs Camac, Hewlett Packard ou DEC Systèmes de microprocesseurs et connaissance des asservissements serait souhaitable. Bonne connaissance de l'anglais, une certaine connaissance de l'allemand serait un avantage.
FONCTIONS : mettre au point - au sein d'une équipe - le logiciel pour le système de commandes d'un téléscope.
Ceci comprend la conception, la programmation et la documentation d'un système opérationnel ; rendre ce système opérationnel à l'Observatoire de l'ESO à La Silla au Chili.
LIEU DE TRAVAIL : 70 % à Garching bei Muenchen, République Fédérale d'Allemagne, 30 % à La Silla, Chili.
REMUNERATION : la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette mensuelle exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieur à 9.700,– francs français.

DESSINATEUR-PROJETEUR OU PROJETEUR

(référence GAR-TP-61)

Dans le Groupe Instrumentation du Siège de l'ESO à GARCHING près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.

FORMATION : Brevet de Technicien, ou Technicien Supérieur, ou C.A.P.
EXPERIENCE ET CONNAISSANCES : six années d'expérience comme Dessinateur Projeteur ou dans des fonctions équivalentes. Expérience des travaux de conception au moins dans un des domaines suivants : optique, vide ou commandes électro-mécaniques. Bonne connaissance de l'allemand et/ou de l'anglais.
FONCTIONS : *études mécaniques d'instrumentation astronomique.* Répartition du travail de fabrication parmi des firmes extérieures et recette des travaux. Autres tâches administratives. Travail conformément aux instructions d'un Ingénieur ou d'un Physicien qui sera responsable du concept et de la réalisation de l'instrument astronomique en question.
PRISE DE FONCTIONS : aussitôt que possible.
REMUNERATION : la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette mensuelle exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à francs français 8.500,00.

Les candidatures doivent être transmises avant le 6 OCTOBRE 1980 en spécifiant la référence du poste au :

Service du Personnel - EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY
Karl - Schwarzschild - Strasse 2
D-8046 GARCHING Bei Muenchen - (République Fédérale d'Allemagne)
Tél. (19-49-89) 320.06.216-8

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est à priori exclue.



emplois régionaux

un homme politique

Lille – 100/120 000 F

En entreprise comme dans la vie, le sens politique est l'aptitude à prévoir, à construire une stratégie, à faire passer un message.

Un ténor de la grande distribution renforce son état-major et recrute ses dirigeants de demain. Après de solides études supérieures, ils travaillent depuis moins de 5 ans. Concrets, actifs, réalisateurs, ils ont les caractéristiques d'un homme de terrain. Mais ils prennent le recul nécessaire pour comprendre les hommes et les situations, pour intégrer ces données dans la politique qu'ils proposent *et dont ils assurent la réalisation.*

Ils ont impérativement une forte personnalité et de réelles aptitudes dans la négociation et la conduite des hommes, et vont prendre rapidement d'importantes responsabilités en matière d'achats.

Si vous vous sentez concerné, écrivez à Marie-Odile DEBIEVRE sous la référence 1072LM.

média-system



argos
DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
517, Avenue de la République
59700 MARCQ-EN-BAROEUL

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
recherche

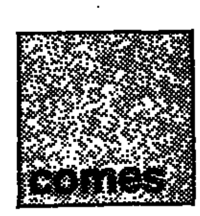
JOURNALISTES

pour

POSTES DE RESPONSABILITÉ
(en province)

Cette offre convient à des candidats de formation supérieure ayant déjà prouvé leur valeur dans la presse à des postes de responsabilité.

Rémunération à convenir selon niveau.
Avantages sociaux importants.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, r. de la Paix, 75002 Paris (sous référence 2.319).

DISCRETION ET REPONSE *ASSUREES.*

SOCIETE DE NEGOCE DE COMBUSTIBLES et de PRODUITS PETROLIERS FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE PETROLIER
recherche
POUR GRENOBLE

ASSISTANT DE GESTION

Il sera chargé **D'ASSISTER LE DIRECTEUR GENERAL** pour :
- l'animation commerciale des Agences extérieures,
- l'établissement des objectifs commerciaux et de gestion de ces agences,
- le suivi de ces objectifs,
- l'étude de rentabilité des investissements.

CE POSTE CONVIENDRAIT à un JEUNE CADRE ayant une Formation Supérieure, aimant les contacts et ayant le goût des études Economiques.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions Sous réf. 1822/M à CONTESSE PUBLICITE 74, rue Béchevelin - 69363 LYON CEDEX 2.

Le département INFORMATIQUE des 3 SUISSES recherche

un CHEF de PROJET

directement rattaché au Chef du Service Organisation, il se verra confier la maîtrise d'œuvre (étude d'opportunité, conception, analyse, coordination de la réalisation et de la mise en place, maintenance) d'importants projets d'informatique de gestion.

Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR ou un diplômé d'une GRANDE ECOLE COMMERCIALE débutant ou disposant d'une expérience analogue d'environ deux ans.

Le candidat possèdera des qualités de contact humain indispensables pour réussir dans la délicate mission d'interface entre les départements utilisateurs et l'équipe informatique.

Le titulaire pourrait évoluer à terme vers des responsabilités plus importantes.

Merci d'envoyer lettre et C.V. à 3 SUISSES,
Direction des Relations Humaines,
12, rue de la Centenaire, 59170 CROIX.

3 SUISSES

JM Johns-Manville

process engineer

Pour notre usine de Saint-Avold spécialisée dans la fabrication de laine de verre, nous recherchons actuellement l'adjoint technique du Chef de Production.

En position fonctionnelle, vous serez chargé de définir, de faire mettre en application et de contrôler les normes techniques de conduite des différents processus de fabrication.

A notre avis, pour réussir dans ce type de poste où les procédés de fabrication sont de haute technicité, il faut être d'un niveau Ingénieur et faire la preuve d'une expérience réussie en fabrication ou en entretien, si possible dans la même branche d'activité.

L'isolation est bien sûr un secteur en plein développement.

***Merci d'envoyer votre CV à Michel MONIER,* sous référence 4721**

média-system

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

FILIALE THOMSON-C.S.F. 250 KM DE PARIS

STE DE CABLES POUR L'ELECTRONIQUE
500 PERSONNES - 135 MILLIONS F.
rech. pour son Usine
Région CHAMPAGNE-ARDENNES

RESPONSABLE INFORMATIQUE

• **SA MISSION PRINCIPALE** : transfert applications actuelles d'un IBM 3.12 sur MITRA et MISE EN PLACE TEMPS REEL pour toutes applications possibles. • **SON EQUIPE** : 7 personnes dont 1 Analyste-Programmeur et 1 Programmeur.

EXPÉRIENCE
- **TELETRAITEMENT - TEMPS REEL**
- **dirigé déjà un Sce INFORMATIQUE**

ou

« second » apte et désireux devenir Responsable d'un Sce à la veille de passer en TEMPS REEL.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4470 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



Pour notre usine
de Notre-Dame-de-Gravenchon
(région du Havre)
nous recherchons des

ingénieurs informaticiens

de haut niveau

De formation Grande École Scientifique ou Commerciale, vous avez déjà acquis une solide expérience de l'informatique de gestion et vous parlez l'anglais.

Nous vous proposons d'abord de participer à des projets importants de gestion de la production mettant en œuvre les dernières techniques en matière de télétraitement et de bases des données.

La dimension internationale de notre groupe nous permettra ensuite de vous offrir des affectations en France ou à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser,
sous réf. M / 10,

au Département des Relations sociales



BP 52 76330 Notre-Dame de Gravenchon.

CHIMIE

HAVAS CONTACT

SERS

Société des Électrodes et Réfractaires Savoie

Filiale du groupe



recherche
pour ses usines région Rhône-Alpes
courte expérience appréciée

INGÉNIEURS DÉBUTANTS GRANDES ÉCOLES

Courte expérience appréciée.

destinée à débuter dans des Services de Fabrication ou d'Entretien

NOUS OFFRONS

à des candidats ayant de solides connaissances techniques et une forte personnalité :
- une période de formation ;
- des situations matérielles intéressantes ;
- des responsabilités ;
- une possibilité d'évolution de carrière dans toutes autres filières ou Sociétés du Groupe en France et à l'étranger.

Adresser C.V. manuscrit avec photo à S.E.R.S., 15, rue du Rocher, 75008 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Directeur Financier
Haut Niveau

Nous sommes la filiale française (400 millions de C.A.) d'un important groupe international, spécialisé dans la fabrication d'ensembles mécaniques de précision.

Nous recherchons *pour notre siège région centre* Val de Loire un DIRECTEUR FINANCIER.

Membre du Comité de Direction, rattaché directement au *Président, il est responsable* du bon fonctionnement des services : comptabilité générale et analytique, finances, gestion budgétaire, assurances (effectif : environ 30 personnes).

Ce poste de confiance intéresse une personnalité forte à tous points de vue, alliant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contact.

De formation grandes *écoles (ECP ou similaire particulièrement apprécié), âgé* de 38 ans minimum, il justifie d'une expérience approfondie sur le terrain : Direction Financière et Comptable. Anglais indispensable.

Ecrire sous référence 80222 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

MATRA

crée des postes pour ses Centres de Fabrication et d'Intégration implantés en Sologne, (environ 50 km d'Orléans) :

- **Centre de Salbris (Loir et Cher) (700 p.)**

INGENIEUR ELECTRONICIEN

- Il est l'adjoint du responsable du laboratoire antennes.
- Il a une responsabilité d'études, de mesures et de réalisations d'antennes et d'équipements hyperfréquences, et à ce titre, il anime une équipe d'une dizaine de techniciens.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur Grandes Ecoles, débutant ou avec une première expérience professionnelle, intéressé également par les problèmes *mécaniques et motivé pour avoir la responsabilité globale d'affaires au sein d'une* unité de production indépendante. **NK 702**

- **Centre d'intégration Série à Selles-St-Denis (Loir et Cher)**

INGENIEUR SUPELEC

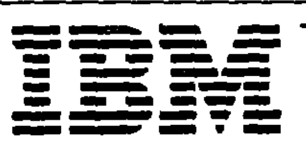
pour lui confier la responsabilité du fonctionnel électronique de missiles en phase d'intégration et test final.

Ce poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant une première expérience. **SM 703**

L'expansion de la Société permet des possibilités d'évolution larges et diversifiées.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres à

MATRA B.P. N° 1 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX



recherche pour son Centre d'Etudes de LA GAUDE
près de

NICE

jeunes ingénieurs électroniciens

grandes écoles

HOMMES ou FEMMES

Débutants ou ayant 3/4 ans d'expérience professionnelle pour activités de DEVELOPPEMENT dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS (systèmes de commutation, modems, contrôleurs de communication, etc...).

Outre d'excellentes conditions de travail, la Compagnie offre de larges possibilités de perfectionnement et d'évolution. Ces postes à pourvoir peuvent *impliquer des stages* ou *missions* de longue durée en France et à l'Etranger, notamment aux Etats-Unis. Ils permettent à des personnalités de valeur, ayant une bonne pratique *de la langue* anglaise, d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de niveau élevé.

Envoyer candidature détaillée à J.-J. Segal
Service du Personnel — IBM — 06610 LA GAUDE

DOCUMENTATION-METHODES

Vous avez au moins 3 ans d'expérience dans la fonction organisation-méthodes et/ou informatique, devenez notre responsable documentation-méthodes.

Vous serez chargé d'expliciter tous les processus de traitement de l'information de l'entreprise à *travers une documentation claire destinée* aux différents services.

Pour cela vous devrez :
- effectuer des enquêtes approfondies des différentes procédures dans les services ;
- contrôler l'application des procédures et assurer la maintenance de la documentation ;
- avoir des contacts permanents avec notre équipe d'analystes pour intégrer leurs travaux dans la documentation.

Votre intégration dans le département organisation sera facilitée par la jeunesse de ses membres, votre réussite dans ce département sera un atout pour une évolution au sein du Groupe. Vous travaillerez au Siège Social d'une des premières mutuelles d'assurances, en pleine nature, à 10 km de ROUEN.

Envoyez votre C.V. manuscrit et votre photo à Mme MAUHOURAT
Mutuelles Unies — 3037 X - 76029 Rouen Cedex.

mutuelles unies

GROUPE SEB

SEB S.A.

LA DIRECTION FINANCIÈRE DU GROUPE

recherche

ASSISTANT (e) RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Il aura à promouvoir l'information financière et institutionnelle du groupe vis-à-vis des actionnaires, des collaborateurs et des différents publics concernés

Ce poste ne peut convenir qu'à candidat de *formation* supérieure apte à maîtriser les données économiques et financières, rompu aux techniques de la communication et possédant une forte capacité rédactionnelle pour concevoir et produire les supports d'information.

Le poste est à pourvoir à LYON

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée C.V. détaillé indiquant derniers émoluments perçus adressés à

B.E.O. Référence 7.815
3, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

L'ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES

recherche pour son centre de
BORDEAUX-PESSAC

INFORMATICIENS
(ingénieur ou maîtrise)

- fortement motivés pour la formation des adultes;
- *possédant* une expérience d'au moins 5 années en informatique de gestion (analyste de haut niveau, chef de projet) et ayant réalisé des projets relatifs aux principaux domaines de gestion;
- connaissances de langages (COBOL, GAP ou BASIC) indispensables et connaissances très appréciées en méthodologie d'analyse et de programmation, base de données, systèmes conversationnels, gestion.

Ces futurs enseignants seront chargés de conduire des formations d'analystes-programmeurs en télétraitement et conversationnel.

Un plan de formation pédagogique est *prévu pour les candidats retenus.*

Adresser C.V. détaillé et prétentions à:



A.F.P.A. - Délégation Régionale - 76, allée Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE.

HAVAS CONTACT

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
STATION DE SPORTS D'HIVER
EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

« LA FOUX D'ALLOS »

La Société pour l'Aménagement de « La Foux d'Allos », recherche :

UN DIRECTEUR DES REMONTÉES MÉCANIQUES ET DES PISTES

Le candidat devra avoir les qualités suivantes :
- Bonne connaissance de la montagne et de la neige.
- Formation d'ingénieur électromécanicien.
- Bonne expérience du commandement et de la gestion.
- Bonne connaissance de l'anglais.
- Age 35 ans environ.

Adresser lettre et curriculum vitae à :
Direction Générale, SAFA,
23, *rue* Cambon - 75001 PARIS,
avec mention personnelle.

IMPORTANTE INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE
LEADER DANS SA BRANCHE

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

EXPERIMENTE

pour prendre en charge le développement de nouvelles applications en télétraitement.

Connaissance COBOL et TDS/64 exigée
BASIC appréciée.

Lieu de travail : ville moyenne de l'Ouest.

Adresser C.V. détaillé + photo + prétentions, à REGIE-PRESSE,
n° T 022634 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



La société VOLKSWAGEN FRANCE recherche pour sa *division Marketing*

UN RESPONSABLE DE PROMOTION

Il devra remplacer rapidement le titulaire actuel promu à un autre *poste au sein de* la division marketing.

Il sera chargé:
- d'élaborer en liaison avec les agences les opérations de promotion des ventes : définition du budget par opération, *suivi et gestion* de ces budgets;
- de superviser les travaux d'éditions et de fabrication : catalogues, dépliants, affiches, matériel de PLV...;
- d'organiser des manifestations : salons, foires, conventions...

Le candidat aura un esprit créatif et souple, le sens de l'organisation et de la gestion des affaires avec des qualités de vendeur et *d'acheteur.*

Une expérience professionnelle chez un annonceur ou une agence de publicité est exigée ; l'expérience du milieu automobile est appréciée.

Le poste est situé à *VILLERS-COTTERÊTS* avec de nombreux déplacements de courte durée en province.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Département du Personnel -
B.P. 62, 02600 *Villers-Cotterêts,*
sous référence PPV/130.

HAVAS CONTACT





Jeune diplomé E.S.C. ou équivalent
Pays de Loire

Un important groupe français d'Assurances recherche un Jeune Diplômé.

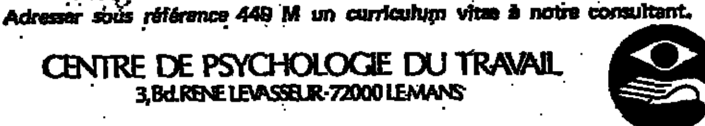
Chargé d'études commerciales

pour le Département ANIMATION COMMERCIALE

Il sera notamment chargé :
- de concevoir, rédiger et présenter des supports de vente et d'information destinés au réseau, aux clients et au public.
- d'étudier les statistiques commerciales
- de travailler en relation avec les responsables de la promotion des ventes.

Une formation complémentaire *pourra lui être donnée en Assurances.*

Adresser sous référence 449 M un curriculum vitae à notre consultant.



CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Bd. RENE LEVASSEUR - 72000 LE MANS

Chargé d'études Marketing Assurances
Pays de Loire

Nous sommes l'un des premiers groupes français, avec un C.A. mondial consolidé de 5 milliards de francs en 1979.
L'évolution du marché de l'assurance et de son environnement nécessite des études approfondies en vue d'améliorer les aides à la décision en matière de stratégie marketing.

Nous souhaitons engager dans la DIRECTION COMMERCIALE

Jeune ESSEC, HEC

Il est souhaitable qu'il ait déjà quelques années d'expérience dans le domaine marketing, de préférence dans des services ou produits comparables aux nôtres.

Adressez-nous un curriculum vitae sous référence 450. Notre consultant vous proposera de le rencontrer pour vous informer plus complètement avant que nous ne décidions, d'un commun accord, de poursuivre l'examen de votre candidature.

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Bd. RENE LEVASSEUR - 72000 LE MANS





Société chargée de l'exploitation du Réseau National de transmission de données « TRANSPAC »

recrute à :

RENNES

pour son centre national de supervision du réseau

UN AGENT TECHNIQUE

de très bon niveau.

Le candidat devra être titulaire du D.U.T. électronique ou équivalent et avoir si possible des connaissances en informatique et/ou télécommunication (travail posté. Formation assurée).

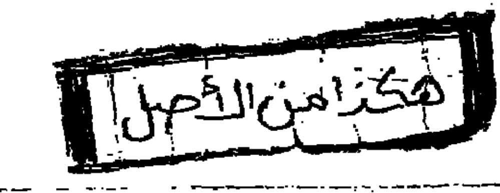
REIMS

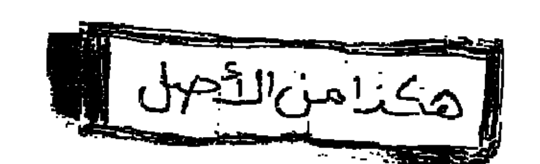
pour son centre d'exploitation

DEUX TECHNICIENS

chargés de la construction et de la maintenance du réseau d'abonnés. Les candidats devront être titulaires du Bac ou B.T.S. électronique et avoir acquis une expérience dans le domaine des télécommunications ou de la téléinformatique.

Adressez votre curriculum vitae à la Direction Administrative de TRANSPAC,
Service du Personnel (M. Tronche)
Tour Maine Montparnasse - B.P.145,
33, avenue du Maine, 75755 PARIS CEDEX 15.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



COMEX SERVICES
Leader français des travaux sous-marins.

contrôleurs de région

- FRANCE MEDITERRANEE AFRIQUE - Réf. M.233
- AMERIQUES CENTRALE ET SUD - Réf. M.234

Ils seront responsables de la préparation, du suivi et du contrôle des budgets ainsi que de la gestion financière et comptable de ces régions.

De formation commerciale supérieure (ESC, ISG + DECS), ils ont une solide expérience (3 ans mini) du contrôle de gestion et financier en milieu industriel international.

32 ans mini - maîtrise de l'anglais impérative - espagnol souhaité
Postes basés à Marseille - Expatriation ultérieure à prévoir.

Information Carrière SVP Marseille (91) 54.92.55

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appeler INFORMATION CARRIERE SVP (91) 54 92 55, aux heures de bureau, en précisant la référence.

On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES MARSEILLE 48, rue Grignan 13001.

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT (CSNCR)

Usine Performante, Produits du bâtiment
250 pers. en Alsace du Nord
Equipements très modernes, faisant partie d'un puissant groupe international recherche

JEUNE DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ingénieur Electromécanicien ou similaire

10 ans d'expérience du commandement en fabrication de grandes séries mettant en œuvre des techniques variées, employant des effectifs importants.

Mission: Direction de l'encadrement des ateliers et services techniques. Responsabilité globale de la tenue des objectifs (quantités, qualité, rentabilité). Mise en production de nouveaux équipements en collaboration avec les travaux neufs. Poste d'avenir stable. Rémunération motivante. Véhicule de fonction logement facilité. Adr. CV dét. ss réf. 918 A à

seletec Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

---

chef du laboratoire
développement de procédés

Une société fabriquant des PRODUITS CHIMIQUES à USAGE PHARMACEUTIQUE recherche pour son usine d'AVRILLE (proche banlieue ANGERS - 49 -) un chimiste dont le rôle sera de travailler lui-même sur les nouveaux projets de développement et d'encadrer une équipe de 4 techniciens.

Il aura 30 ans minimum, une formation DUT CHIMIE ORGANIQUE, une expérience de la mise au point de produits de chimie organique fine ou d'intermédiaires de synthèse, acquise dans un groupe performant.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2012 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

POTAIN

Leader mondial de la manutention et du levage
Groupe : 4000 personnes
1.000.000 KF, C.A. consolidé
recherche
pour son Siège Directionnel implanté à

LYON
CADRE COMPTABLE ET FINANCIER

Sous l'autorité du Directeur des Comptabilités il sera chargé dans une première phase d'adaptation et de formation au groupe, d'assumer la responsabilité de toute la comptabilité d'une importante filiale de la région Lyonnaise.

Ses responsabilités s'étendront ensuite au niveau du groupe, sur les secteurs suivants : Comptabilité filiales, consolidation, financement Export.

Les candidats sont diplômés de l'Enseignement Supérieur (Grande Ecole ou Expertise) et ont acquis une expérience de plusieurs années au sein d'un groupe international.

Envoyer C.V. et prétentions à POTAIN Direction des Ressources Humaines - Route de Charbonnières 69130 ECULLY.

Au pied du mur...

Vous êtes ingénieur, E.S.C., maîtrise, devenez organisateur...

Après formation, vous serez chargé d'effectuer des missions de diagnostic et de conseil dans les domaines de l'organisation et de la gestion chez nos agents généraux. Vous participerez à la mise en place de terminaux dans les agences et à l'animation de stages de formation destinés aux agents sur l'organisation et l'amélioration de la rentabilité des agences. *Des déplacements fréquents de courte durée sont à prévoir (en France).* Votre intégration dans le département organisation sera facilitée par la jeunesse de ses membres, votre réussite dans ce département sera un atout pour une évolution au sein du Groupe. Vous travaillerez au Siège Social d'une des premières mutuelles d'assurances, en pleine nature, à 10 km de ROUEN.

Envoyez votre C.V. manuscrit et votre photo à Mme MAUHOURAT Mutuelles Unies — 3037 X - 76029 Rouen Cedex.



mutuelles unies

Importante sté de fabrication et de négoce de produits chimiques recherche.
Si vous avez 5 à 10 années d'expérience dans la vente, des qualités de ténacité et d'efficacité, le sens de l'opportunité et du contact, devenez notre :

RESPONSABLE DE VENTE

pour la région lyonnaise étendue à deux départements. Contact avec les administrations, collectivités, industriels, pépiniéristes, forestiers.
Prise en main d'un réseau de grossistes et d'entrepreneurs à suivre et à développer.
Formation agricole ou horticole.
Localisation : LYON.
Fixe + intéressement + voiture + frais.
Adr. C.V. + photo sous référ. 2816 à INTER P.A., B.P. 508, 75066 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Ville de PONTARLIER (25300) 19.000 habit., recrute d'urgence UN ou UNE ASSIST. SOCIALE titulaire du diplôme d'Etat. S'adresser en Mairie

---

cadres comptables et de gestion

La Direction Financière de CREUSOT-LOIRE recherche plusieurs jeunes cadres attirés par la comptabilité et les techniques modernes de gestion.

Ils devront être diplômés d'une école supérieure de commerce, option finances, et avoir acquis en totalité ou en partie la formation complémentaire préparant à l'expertise comptable, notamment le DECS. Deux ou trois années d'expérience professionnelle sont souhaitables. Les candidatures de débutants de valeur seront également examinées.

Les postes sont à pourvoir au départ dans les services comptables centraux de la société installés au Creusot (Saône-et-Loire). Une large évolution de carrière est offerte pour des éléments de valeur et mobiles géographiquement.

Les candidatures, avec indication de la rémunération actuelle ou souhaitée, sont à adresser à Monsieur BOUCHI, Direction Financière, CREUSOT-LOIRE, 8, rue de la Rochefoucauld - 75009 Paris.

CREUSOT-LOIRE

HAVAS CONTACT



CLAUDE filiale GTE, n° 3 mondial de l'éclairage, cherche pour son usine de **LYON** (650 personnes) un

CHEF SCE MATERIALS

expérience des achats + anglais

Cette fonction appelée aussi CONTROLE PRODUCTION comprend les achats, la gestion des stocks, la programmation et les magasins. Le candidat supervise l'ensemble (35 personnes) et assure personnellement les achats (50 % de son temps). Il est ingénieur ou équivalent avec une bonne pratique des achats (5 à 10 ans) et de la programmation de productions en grande série, expérience acquise de préférence dans une société américaine.
Des procédures sont fixées mais elles laissent la place à beaucoup d'autonomie. Ses principales qualités : sens du commandement, dynamisme, bons contacts, rigueur, méthode, ténacité, imagination.

Merci d'envoyer votre CV + appoint. souh. (réf. MCM) à

SCHNEIDER RECRUTEMENT
55, montée de choulans 69323 Lyon cédex 1

L'UN DES PREMIERS GROUPES PAPETIERS FRANÇAIS
recherche

ingénieurs débutants exploitation

Les candidats retenus, titulaires d'un diplôme d'Ingénieur mécanicien ou papetier, seront formés au sein de cette importante unité de production pour prendre peu à peu des responsabilités d'exploitant.

L'importance de la Société peut assurer, à des candidats de valeur, un développement de carrière enviable.

Lieu de résidence : Nord de la France - Proximité de LILLE.

Ecrire avec C.V. à G. STIKER, sous la référence 32180 E, à :

BOSSARD SELECTION
«Centre Vauban» 201 rue Colbert 59800 - LILLE — Tél (20) 54.06.37

SAPHYMO - STEL



Filiale THOMSON-CSF

Activités Electrothermie Centre de Grenoble

Ingénieur
GRANDE ECOLE

3 à 5 ans expérience pour étude et développement automatisme machines-outils et machines spéciales à base automates programmables ou micro-processeurs.
Ecrire à la Direction
14, rue du Drac
38028 GRENOBLE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE BATIMENT
RÉGION ROUEN
recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

30 ans minimum
(Ponts, Centrale, T.P., Mines...)
Poste adjoint au Directeur régional.
Qualités : ambitieux, responsable, sens du commandement et du commercial.

Ecrire sous référence 9002 à : P. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Importante Société de Construction de gros Matériels Thermique et Nucléaire, située à VELIZY (78)

recherche
pour ses usines de LYS-LEZ-LANNOY (Nord)

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ARTS et METIERS ou équivalent + diplôme E.S.F. ou E.S.S.A. très apprécié.

Ayant une expérience de Chaudronnerie, Fonderie, Soudage, Mécanique, contrôle non destructif pour CONTROLE ET ASSURANCE QUALITE FOURNISSEURS

- 30 ans environ.
- ANGLAIS PARLE EXIGE.
- Déplacements France et Etranger.

Adr. C.V. détaillé et prét. sous réf. 2.453 M, à SWEERTS - B.P. 269 - 75424 PARIS - CEDEX 09.

Concours sur titres :
Un Ingénieur contrôle stations d'épuration. - Renseignements : D.D.A.S.S. du Loiret, Cité administrative Coligny, Orléans. Tél. (38) 54-35-35, p. 305

Société de Commissariat aux Comptes, Marseille 8e, recherche
ASSISTANTS VERIFICATEURS (Hommes) ayant déjà eu une première formation (2 à 3 sais.) dans les techniques d'audit et de contrôle censorial. Sérieuses références exigées. Adr. C.V., à PROFIGECC 370, avenue du Prado, 13008 MARSEILLE.

Revendeur en A.V. à Bordeaux rech. VENDEUR-CONSEILLER niv. BTS électronique, pratique A.V. souh. Déplac. en Aquitaine. Env. C.V. avant 1er octobre, à OROLEIS, 75, cours Alsace-Lorraine, 33075 Bordeaux Cedex

---

L'I.N.R.S. RECHERCHE pour le laboratoire d'acoustique au service civique de NANCY

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE DE HAUT NIVEAU

Les candidats devront posséder une culture scientifique étendue et avoir des connaissances approfondies dans au moins deux des domaines suivants.
1° Acoustique ;
2° Traitement du signal ;
3° Programmation informatique, simulation numérique.
La responsabilité confiée sera fonction de la compétence et de l'expérience acquise.
Env. C.V., photo et prétentions sous réf. 2.455 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09.

EN VENDEE
UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE, recherche

JEUNE CADRE

30 ans minimum. Ingénieur Agro/Agri de préférence ou de formation supérieure (Sciences Eco, Droit, ESSEC, similaire) confortée par une expérience bancaire et/ou agricole de quelques années.

Sous la responsabilité du Chef de Département Financier, il aura pour mission essentielle :
- mettre en place et suivre les dossiers financiers, relevant du secteur agricole
- adapter les formules de crédit aux besoins réels détectés, en tenant compte des spécificités locales, avec un souci permanent d'adéquation
- assurer les relations extérieures en amont et en aval du poste, auprès des instances représentatives.

Pour ce poste en création, veuillez adresser lettre manuscrite + C.V. sous référence J.O./85 à Jean OLLIVIER, B.P. 28 35740 PACE, qui assurera les premiers entretiens dans l'entreprise et garantit une totale discrétion.

SOCIETE FINANCIERE NANTES
recherche

JEUNE COLLABORATEUR

Notamment pour études de financements de programmes d'investissements d'entreprises régionales.
Après une période de formation, il aura des contacts avec la clientèle et les établissements financiers.
Le poste convient à un homme de 25 ans min.; diplômé d'une grande école commerciale ou ayant une formation juridique et comptable.
Il est nécessaire que le candidat ait un excellent esprit d'équipe.
Une première expérience serait appréciée.
Situation évolutive pour candidat de classe intellectuelle et personnelle.



Env. C.V. manuscrit, photo, prétentions s/réf. 1620 à Mme A.GARRET
11, rue Mauvoisins 44200 NANTES

Importante Société
Région ETANG DE BERRE
recherche

INGENIEUR
DEBUTANT SUP-ELEC

pour participer à la réalisation, aux essais et à la mise au point des circuits électriques et des systèmes d'avions prototypes.

Ecrire à No 71.366 CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

offres premier emploi

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Dans le cadre du 3e Pacte National pour l'emploi
2 stages spécialisés
de formation et d'insertion professionnelle
débuteront les 4 et 5 novembre prochains :

GESTION ET ANIMATION DES SURFACES DE VENTE

- les aspects de la gestion des points de vente
- l'animation des hommes

ANIMATRICES ET PROMOTRICES DE VENTE

- la gestion des ventes
- les techniques de vente (animation - promotion - publicité)

Ces stages sont conçus en liaison étroite avec les entreprises.

Ils sont réservés aux demandeurs d'emploi de moins de 26 ans et aux femmes seules ayant au moins un enfant à charge.

Les candidats sélectionnés recevront une indemnité mensuelle au moins égale à 75 % du SMIC.

Recrutement : niveau Bac + 2

Les demandes de candidature doivent être adressées dans les plus brefs délais à :
Monsieur Max MAYETTE
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
11, rue Viète - 75017 Paris - Tél. : 766.23.80

MINISTERE DE LA DEFENSE

GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES
recherche pour le Département Organisation Informatique d'un établissement industriel de 2400 personnes situé à BOURGES (18)

un Ingénieur Chef de Projets

- diplômé d'une Grande Ecole, ingénieur débutant ou avec quelques années d'expérience
- bonne aptitude à la synthèse et goût pour l'organisation et le travail en équipe
- sera chargé de la conception d'applications de gestion automatisée.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à :
M. le Directeur de l'EFAB
6, route de Guerry - BP 705 et 713
18105 BOURGES CEDEX

Les Tourneur P.L.E.

Agence régionale de développement de Haute-Normandie
recherche

CHARGÉ D'AFFAIRES
E.S.C. ou EQUIVALENT

Au sein d'une équipe chargée de favoriser le développement économique de la région.

Son rôle sera de détecter et d'assurer le suivi des projets d'implantation, industrielle et tertiaire.

Expérience 2 ans souhaitée.

Adresser curriculum vitae à : A.R.D. - B.P. 548, 76005 ROUEN CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ORLÉANAISE
recherche pour son Département « Systèmes de Sécurité » en pleine expansion

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Chargé au sein d'une équipe projets en liaison avec les services projets et d'études, d'élaborer des propositions techniques dans le domaine de la sécurité.

Ces propositions mettent en œuvre des connaissances en mini et micro informatique, en télétransmission d'alarmes et en contrôle d'accès pour la réalisation clés en main de systèmes complexes auprès de grandes administrations civiles et militaires.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 71.376, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.



THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands Constructeurs mondiaux de **SIMULATEURS**, implanté en **REGION PARISIENNE** et ayant une filiale aux **ETATS UNIS** recherche des

jeunes ingénieurs

ELECTRONIQUE - AERONAUTIQUE - ELECTROMECANIQUE

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en tant qu'Ingénieurs d'Etudes, par exemple dans le domaine de l'électronique, de l'informatique temps réel,...

Vous souhaitez élargir votre fonction et accéder à des responsabilités de coordination de projets.

Nous vous proposons de devenir :

coordinateurs techniques

Vous participerez directement à la conduite de projets qui selon vos goûts et compétences, seront des simulateurs d'avions militaires ou civils, de chars, de navires et de systèmes.

Vous aurez la responsabilité d'un projet : • responsabilité technique d'ensemble, • coordination des groupes d'études et de réalisations, • préparation de propositions techniques et de devis, • relations techniques avec le client. (Réf. IC.80.36-M)

BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS SOUHAITEE

Adressez C.V., photo et rémunération souhaitée en indiquant la référence du poste à **Alain de BEJARRY**
THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT
B.P. 116 - 78192 Trappes Cedex



CAP SOGETI LOGICIEL

c'est plus que l'annuaire électronique.
Beaucoup plus!

CAP SOGETI LOGICIEL, c'est, bien sûr, l'annuaire électronique, mais c'est aussi la réalisation de grands projets nationaux et internationaux dans les technologies de pointe (espace, télécommunications, micro-processeurs, systèmes d'armes, ADA...).
Ces grands projets qui nous sont aujourd'hui confiés ouvrent des perspectives représentant de nombreuses opportunités professionnelles pour des

Ingénieurs Informaticiens

débutants et expérimentés

Recrutés dans le cadre d'objectifs de constitution de futures équipes dirigeantes, ces ingénieurs contribueront immédiatement à la réussite de projets d'envergure à PARIS, LANNION, RENNES, TOULOUSE, GRENOBLE...

Les dimensions internationales de CAP SOGETI LOGICIEL ainsi que ses références constituent des atouts uniques pour participer aux plus importants projets actuels et futurs.

Vous souhaitez vous associer à une croissance dont on ne connaît pas aujourd'hui les limites, ou tout simplement, vous désirez disposer d'informations précises sur CAP SOGETI LOGICIEL, ses activités, ses projets, ses hommes, ses salaires...

Il suffit pour cela d'écrire à : Y.M. DUVAL, CAP SOGETI LOGICIEL - 5, rue Louis-Lejeune, 92128 MONTROUGE Cedex.

Prenez une option sur l'avenir



CAP SOGETI LOGICIEL présente ses réalisations au SICOB : Niveau 3 - Zone F.

LA FILIALE FINANCIÈRE D'UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche
Banlieue Est

DES INGÉNIEURS ANALYSTES DE GESTION

Réf. 163 M

UN INGÉNIEUR ANALYSTE STATISTICIEN

Réf. 164 M

Pour renforcer ses équipes et pour développer différentes applications (leasing, crédit, location de longue durée, comptabilité interne et statistique), cette Société recherche des jeunes ingénieurs.

Après une formation préalable aux méthodes de l'entreprise, ils intégreront des groupes-projet et mettront rapidement les applications en temps réel et bases de données sur IBM 3032.

Débutants ou ayant 4 ans d'expérience, les candidats retenus seront diplômés d'une grande école scientifique et connaîtront si possible un langage de programmation évolué de gestion.

Une formation et une évolution de carrière sont assurées.

Ecrire en précisant la référence à :
A. L. CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS,
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Cii Honeywell Bull

recherche
pour ses unités d'Études et de Développement un

RESPONSABLE DE FORMATION

Intégré à une équipe pluridisciplinaire rattachée à la Direction du Personnel, il jouera un rôle de conseil auprès des unités opérationnelles pour élaborer des plans de formation généraux et individuels, organiser les actions adaptées et gérer leur déroulement.

Il pourra aussi être amené à animer des sessions de formation dans ses domaines de compétence.

De formation supérieure (Grandes Écoles d'Ingénieurs ou de Gestion) il devra avoir acquis une expérience de la formation en milieu industriel ou Cabinet Conseil.

Lieu de travail : banlieue Ouest.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 172 M (à préciser sur l'enveloppe) à :
Cii Honeywell Bull - ACLES - 61-63, rue d'Avron - 75980 Paris Cedex 20.

HAVAS CONTACT



Futur Gérant

Laboratoire Photographique

Créé en 1938, Labo-Color, filiale de Pictorial Service, premier laboratoire photographique professionnel, est spécialisé dans la réalisation des travaux photographiques pour les agences de publicité.

L'accroissement de son C.A. (+ 22 %), l'importance de son effectif (20 personnes) et surtout la totale autonomie qu'elle aura prochainement, amène *Labo-Color à rechercher son* **FUTUR GERANT.**

Homme de communication, attiré par la photographie, le candidat que nous recherchons à 27 ans minimum, il est de formation supérieure en gestion, a une première expérience de la vente et si possible de la conduite des hommes.

Il aura pour mission dans un premier temps de développer le C.A. en recherchant de nouveaux clients tout en acquérant les connaissances indispensables pour prendre la direction effective de la société à terme.

Le poste est situé à COURBEVOIE.

Jean-Louis MUTTE vous remercie de lui faire parvenir votre C.V. + prétentions sous référence 237/1 à

Beckwell

41, avenue de Friedland - 75008 PARIS
Amsterdam, Francfort, Hambourg, Londres, Los Angeles, New York, Paris

MEDIA 94

CABINET D'AUDIT

RECHERCHE POUR SON BUREAU DE PARIS

UN CONSULTANT DE HAUT NIVEAU EN CONTROLE DE GESTION

Le candidat, âgé de 30 ans environ, diplômé d'une grande école, aura une solide *expérience des techniques comptables et de contrôle de gestion et* des systèmes de reporting des groupes, acquise dans l'industrie ou en cabinet de conseil *ou d'audit.*

Il aura à diriger, dans un premier temps, une importante mission pour l'un des tout premiers groupes Industriels français. Il devrait pouvoir assumer à terme la direction d'un *DEPARTEMENT* du cabinet.

Dossier complet de candidature à envoyer à :

CABINET BERTHO et ASSOCIÉS
123, rue de Longchamp, 75116 PARIS.



PHILIPS Data Systems

Vous êtes :
soit d'une Ecole d'Ingénieurs, soit diplômé de l'enseignement supérieur scientifique.
Vous êtes intéressé par une carrière

d'INGÉNIEUR LOGICIEL SYSTÈME

Poursuivant le développement de ses activités
PHILIPS DATA SYSTEMS

Centre Industriel de :
FONTENAY-AUX-ROSES (92)

vous offre cette possibilité après un stage de formation.

Vous serez intégrés à des équipes de développement de haut niveau travaillant en coopération avec nos autres centres d'études en *EUROPE.*

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions au Service du Personnel - CTI, 4 à 16, avenue du Général-Leclerc — 92260 FONTENAY-aux-ROSES

cde
Comptoir des Entrepreneurs

RECHERCHE

JURISTE

Diplomé de l'enseignement supérieur, ayant de solides connaissances en Droit Privé en vue d'effectuer des études à caractère général ou sur des dossiers particuliers.
La préférence sera donnée à un candidat ayant acquis 2 à 3 années d'expérience pratique du Droit Immobilier.
Réf. S.J.

CHARGÉS D'ÉTUDES

Diplomés de l'enseignement supérieur, en Sciences Économiques ou I.A.E.
Les candidats doivent être des hommes de contact à l'esprit ouvert et capables d'assimiler rapidement les divers aspects de l'entreprise.
La préférence sera donnée à des candidats ayant une expérience bancaire, immobilière, ou informatique. Réf. E.O.I.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, curiculum vitae et prétentions), sont à adresser sous réf. S.J. ou E.O.I. à Monsieur *François Coudurier, C.D.E., 6, Rue Volney, 75002 PARIS.*

transac groupe CGE

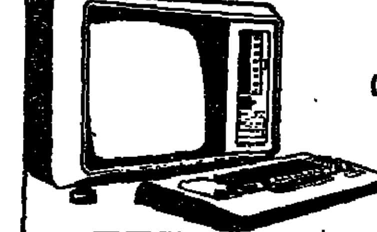
leader de la péri-informatique française,
recherche pour PARIS et proche banlieue Sud

INFORMATICIEN REDACTEUR TECHNIQUE

Rattaché à l'activité «Marketing et Plans Produits» son rôle sera de *rédiger* des manuels de présentation, de programmation et d'utilisation de nos matériels :

- TERMINAUX INTELLIGENTS
- MINI-ORDINATEURS.

Pour ce poste évolutif, le candidat, pratiquant couramment l'anglais, aura une *formation Ingénieur ou Technicien Supérieur dans le* domaine électronique et/ou informatique, complétée par une expérience de la programmation terminaux, mini ou micro.



Adresser votre candidature
(lettre *manuscrite, C.V. et prétentions*).
au Service des Relations du Travail
sous la réf. 802.286 M
TRANSAC S.A.
Centre Pierre Herreng
91680 BRUYERES LE CHATEL



Siège ÉVRY

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
recherche

UN COMPTABLE

DECS + 2 à 3 ans de formation
en cabinet ou en Service Audit Interne

Écrire avec C.V., photo et prétentions à
SOFINCO LA HÉNIN - Mlle TANTURRI
91038 ÉVRY CEDEX.

HAVAS CONTACT

Encadrement Hiérarchique et Technique

Une grande Entreprise Aérospatiale située en région parisienne recrute *pour son service fabrications* prototypes un

Ingénieur

(Arts et Métiers ou équivalent)

Il est âgé de 30 ans minimum et possède une expérience en soudure et fabrications de préférence en mécanique générale ou de précision.

Devant assumer l'encadrement hiérarchique et technique du service «fabrications prototypes» une bonne pratique de ces responsabilités est indispensable au *candidat.*

Le service couvre les activités suivantes :
- ordonnancement et méthodes ;
- usinage et montage ;
- micromécanique ;
- soudage par faisceau d'électrons ;
- brasure sous vide.

Les lettres de candidatures accompagnées d'un C.V. manuscrit sont à adresser sous réf. 271/48918 à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS. (La plus grande discrétion sera assurée).

HAVAS CONTACT



4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

BATIMENT Jeune chef de département
référence JU 166 AM

société industrielle - PME filiale de distribution du GROUPE BSN
offre une réelle opportunité de développement de carrière à un jeune ingénieur TP (bâtiment) ou AM.

Ce jeune Chef de Département devra seconder le Directeur de la Société tant sur le plan *gestion, organisation et relations* commerciales dans la branche "Entreprise".
Dans un premier temps, il sera plus particulièrement chargé des contacts commerciaux afin de se familiariser avec la clientèle et de bien connaître la société.
Ce poste conviendrait à candidat disposant d'un réel dynamisme et ayant acquis une première expérience si possible dans le secteur second œuvre bâtiment.

Les candidatures de débutants seront examinées favorablement s'ils disposent de stages dans ce domaine et souhaitent s'y orienter.
Poste : région Sud-Ouest.

Ingénieur méthodes et amélioration des procédés
référence LW 168 CM.

ALLIA DOULTON (3 500 personnes, 11 usines en Europe) filiale du GROUPE LAFARGE,
propose au sein de sa direction technique, une opportunité de carrière à un **Jeune Ingénieur** (ECP, IDN, AM) 3 ans environ d'expérience en méthodes et/ou fabrication.

Pour ses différentes usines du groupe en France et à l'étranger, sa mission consistera à analyser et comparer les méthodes et procédés de fabrication, de façon à en harmoniser ou en généraliser l'usage, dans une perspective d'amélioration des coûts de production. Ces missions impliquent une participation très nette à la politique d'investissement des usines.
Fonctions intéressantes pour candidat doué d'un très bon sens des relations, possédant une excellente pratique de l'anglais et si possible de l'allemand.

Déplacements nombreux et de courte durée.
Larges possibilités d'évolution vers postes opérationnels.
Lieu de travail : Paris.

ECP, AM, IDN, confirmé pour poste opérationnel d'usine
référence SB 174 AM

***UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS* (industrie de process, plusieurs usines en France et à l'étranger)** recherche un **Ingénieur ECP, AM, IDN ou école équivalente,** ayant minimum 5 ans d'expérience en entretien (ou en fabrication).

Il sera formé aux techniques du groupe pour assumer rapidement des responsabilités hiérarchiques importantes en production.

Poste ville Sud-Est.
Possibilités de mutation ultérieure au sein du groupe.

Chef service comptabilité générale
référence WH 178 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PLAN NATIONAL, 2 500 personnes, Paris, recherche **Chef de Service Comptabilité Générale.**

DECS, BTS ou formation équivalente, 35 ans minimum ayant solide compétences comptables et expérience de l'animation d'un service étoffé 30 personnes.
Rattaché au Directeur des services comptables, il aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité générale et des *services de paye.*
Il sera également responsable de l'analyse et du perfectionnement des procédures comptables en liaison avec informatique, contrôle de gestion et comptabilité analytique.

Situation intéressante dans organisme dynamique.

Ordre de grandeur de rémunération : 150 000 F.

Jeune Ingénieur ENICA, ENSMA, ETACA ou ENSI· vocation électronique
référence NY 170 AM

UN IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL DÉVELOPPANT DES TECHNIQUES DE POINTE : AÉRONAUTIQUE, SPATIAL, propose une situation stable à **Jeune Ingénieur.**

Il (elle) sera chargé(e) à partir de l'étude d'informations scientifiques et techniques et du dépouillement de documentation spécialisée de suivre l'évolution des techniques dans les domaines considérés afin d'assister des responsables de projets et de programmes.
Cette fonction, attrayante par la variété des techniques rencontrées, conviendrait à un ingénieur diplômé(e) ayant une réelle curiosité intellectuelle et de bonnes aptitudes à la communication écrite et verbale.
Une première expérience professionnelle du type brevets ou documentation serait appréciée. Ce poste nécessite de bonnes *connaissances en langue (anglais + éventuellement autre langue).*

Lieu de travail : Paris.

Secrétaire général
référence 1 105 M

P.M.E. ville Côtière de Normandie, marque renommée (500 personnes)

offre un poste de **Secrétaire Général** à jeune cadre formation école supérieure de commerce, capable de seconder P.D.G. en prenant en charge la fonction personnel et en supervisant les services financiers et comptables.

Ingénieur AM responsable de fabrication
référence TE 175 AM

UNE ENTREPRISE DE FABRICATION DE MOBILIER (350 personnes) leader dans son créneau de marché
et connaissant un accroissement continu, recherche un **Responsable de Fabrication.**

Il sera chargé d'animer et coordonner 3 ateliers de production (environ 200 personnes) : planification, gestion de production (informatisée).
La diversité des techniques mises en œuvre (bois, lamifiés, serrurerie, couture...) nécessite une formation de base d'ingénieur *AM ou formation supérieure équivalente, 30 minimum* et une pratique professionnelle de 5 à 10 ans en fabrication de série. Une expérience préalable dans l'industrie de l'ameublement n'est pas indispensable. **Poste attractif pour un candidat ayant un réel sens de l'organisation, de l'animation des hommes et du commandement.**

Localisation : ville moyenne région Champenoise.

Rémunération de l'ordre de : 140 000 F.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Ingénieur grande école responsable centre de profit
référence MX 169 CM

L'AIR LIQUIDE
recherche pour son Département Construction (matériels cryogéniques, usines de liquéfaction, etc.) un **Ingénieur grande école confirmé,** ayant 5 à 10 ans d'expérience impliquant direction de personnel d'atelier et gestion, de préférence dans le domaine chaudronnerie ou mécanique.

Il assumera la responsabilité d'un centre de profit à caractère industriel et commercial.
Poste impliquant initiatives et autonomie et ouvrant des possibilités d'évolution au sein du groupe, **pour un candidat ayant le caractère d'un "chef d'entreprise".**
Connaissance de l'anglais souhaitée.

Poste : banlieue Est Paris.

Ingénieur électronicien spécialiste micro-processeurs
référence OZ 171 AM

***IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE ÉQUIPEMENTS* DE GRANDE DIFFUSION** marque renommée dans sa spécialité, recherche pour ses services études un **Ingénieur Électronicien, spécialiste micro-processeurs,** capable d'en élaborer la programmation et d'en développer la mise en œuvre.

Plusieurs années d'expérience acquise dans l'application des micro-processeurs aux produits de grande diffusion : électro-ménager, auto, jouet, machine à calculer, sont indispensables.

Situation intéressante dans firme dynamique.
Connaissance anglais.

Lieu de travail : Paris.

Ingénieur adjoint au directeur de l'émaillerie
référence RC 173 CM



LE CREUSET, FONTE ÉMAILLÉE, leader mondial dans sa spécialité, recherche pour **son usine Fresnoy le Grand - Aisne, l'Ingénieur Adjoint au Directeur de l'Émaillerie.**

Ce poste peut convenir à ingénieur ou formation technique équivalente ayant expérience *émaillerie,* tôle émaillée, éventuellement peinture au four (minimum 5 ans expérience dans le domaine).
Ce cadre sera progressivement formé à une spécialité rare et intéressante afin de succéder au Directeur de l'émaillerie.

Situation intéressante et avenir dans firme plein essor impliquant outre les connaissances techniques, une solide expérience de commandement.

Jeune audit
référence PA 172 AM

***PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE, NOMBREUSES* FILIALES FRANCE ET ÉTRANGER,** souhaite intégrer au sein de l'équipe de la direction financière de la holding, un **Jeune Audit.**

Une réelle opportunité de carrière est offerte à HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, désirant valoriser 2 ou 3 ans d'expérience acquise dans groupe important ou cabinet anglo-saxon.
Après avoir assuré avec succès sa fonction d'audit, le titulaire **du poste pourra accéder dans un avenir proche, à de larges responsabilités au sein d'une des filiales françaises ou étrangères.**

Poste à Paris.

Responsable du personnel
référence VG 177 CM

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RÉPUTÉE DANS SA PROFESSION, fabrication et vente de produits alimentaires, 1 000 personnes, plusieurs établissements, propose une situation attrayante et évolutive de **Responsable du Personnel.**

Rattaché au Secrétaire Général, ses principales missions concerneront :
- la responsabilité de la gestion du personnel,
- *le suivi administratif et la paie,*
- l'élaboration de statistiques diverses, de tableaux de bord, du bilan social,
- la formation du personnel et l'information dans l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un(e) diplômé(e) d'enseignement supérieur (Sciences Po, ESC...) ayant 5 à 10 ans d'expérience de la profession et capable de participer à la définition d'une politique d'ensemble de la fonction.

Poste au Siège : proche banlieue Sud-Ouest de Paris.

ECP, Mines, AM, ESE confirmé pour responsabilités importantes et évolutives
référence UF 176 AM

UNE SOCIÉTÉ EN FORT DÉVELOPPEMENT, FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS, plusieurs unités de production modernes et automatisées recherche un **Ingénieur Confirmé.**

Il aura environ dix ans d'expérience en production et/ou travaux neufs, acquise de préférence dans une industrie de process. Il sera d'abord Chef de Projet d'une extension importante au sein d'une unité de production (déplacements d'atelier, organisation de service, amélioration de productivité).

Ses qualités d'opérationnel lui permettront d'évoluer vers des responsabilités de direction d'un établissement.

Lieu de travail : environ 100 km de Paris.
Rémunération : 160 000 F +

Responsable des ventes
référence XH 180 CM

CARTONNERIE EN EXPANSION étoffe sa structure commerciale et recherche un **Responsable des Ventes.** Directement rattaché à la Direction Générale, ce Cadre devra en **région parisienne :**

- assurer la mise en œuvre de la politique commerciale,
- *animer le réseau de ventes,*
- assurer les contacts clients importants,
- participer au marketing et au développement des produits en faisant remonter les informations recueillies sur le terrain.

Ce poste conviendrait à candidat disposant d'une solide formation de base, d'une expérience de 5 ans environ dans branche similaire et de réelles qualités d'animateur et de dynamisme commercial.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

GFC

Groupement Français de Conseils — 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

jeune sous-directeur banque internationale

140/170.000 F an

Nous sommes un très important groupe bancaire d'origine américaine et de renommée internationale, et nous recherchons *l'Adjoint du Directeur de notre Département Commercial France.*

Il s'agit d'une personne de formation supérieure, *de plus de 28 ans,* disposant d'au moins 4 années d'expérience acquises nécessairement dans *le secteur bancaire,* à qui nous confierons la responsabilité du suivi et du développement d'un portefeuille d'importants clients (industriels et particuliers de très haut niveau).

Il est demandé, en plus d'une pratique courante de *l'anglais* (espagnol ou arabe apprécié), un esprit très créatif, de bonnes capacités de négociateur commercial et de gestionnaire.

A un candidat à bon potentiel, de réelles possibilités d'évolution seront offertes, après réussite dans la fonction.

Siège : *Paris.* –

Envoyez votre CV sous référence M 845 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

directeur logistique

250/300.000 F an

Nous sommes un important Groupe Industriel en très fort développement et notre champ d'action se situe à *l'échelle internationale* (plusieurs établissements industriels en France et à l'étranger). La logistique reste un secteur clé pour notre type d'industrie *(forts tonnages de production).* Nous souhaitons donc, pour compléter efficacement notre équipe de dirigeants, intégrer auprès du Directeur Général du Groupe, *un Directeur de la Logistique de haute volée.*

Bien entendu, c'est un spécialiste de la fonction, proche des problèmes industriels, parlant couramment anglais (éventuellement allemand), et capable d'avoir sous son autorité un effectif de près de *200 personnes* (hiérarchiques et fonctionnelles).

La *solidité de notre entreprise* et les *marchés particulièrement porteurs* sur lesquels nous nous trouvons, doivent permettre à un candidat de valeur de se *réaliser pleinement* dans ce *poste qui comporte d'intéressantes* possibilités de développement.

Siège : *Lille.*

Envoyez votre CV sous référence M 838 ACT aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

contrôleur de gestion

150/190.000 F an

Nous sommes une importante société industrielle multinationale, et recherchons pour notre filiale française (Siège *Paris*), «l'architecte» de notre système de *gestion.* Sa *fonction* couvrira l'ensemble des problèmes de gestion industrielle et de contrôle budgétaire des sociétés françaises du groupe.

L'homme recherché, de formation supérieure (*Sup de Co par exemple*) aura pour *première mission* de faire évoluer les systèmes de gestion existants et de concevoir de nouveaux outils. Il sera assisté dans cette tâche par une équipe de *7 personnes qu'il animera en direct.*

Disposant d'une pratique courante de *l'anglais,* il devra posséder un excellent potentiel, car une bonne réussite dans ce poste *doit pouvoir lui* permettre une *très sérieuse évolution de carrière.*

Il faut prévoir, principalement au démarrage, un certain nombre de déplacements *dans les différentes unités du groupe.*

Envoyez votre CV sous référence M 844 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. *Discrétion absolue et réponse assurée.*

direction grands projets

péri-informatique

140/160.000 F an

L'une des principales sociétés de péri-informatique, élargissant sa gamme de *produits et son implantation géographique,* recherche *deux chefs de projets d'envergure.*

Leurs responsabilités iront des relations avec les clients et la Direction Commerciale (définition en avant-vente des spécifications des systèmes) à la mise en œuvre des projets, avec la responsabilité technique et budgétaire de leur réalisation.

Ces postes, à pourvoir en *Région Parisienne,* impliquant des capacités *d'animateur d'équipe,* et offrent des possibilités d'évolution à la mesure des responsabilités offertes à des candidats ayant déjà plusieurs années d'expérience dans le domaine des *réseaux* et de la *gestion transactionnelle.* Ils nécessitent de courts et fréquents déplacements.

L'un des postes (pour lequel la connaissance de l'allemand serait utile) donnera *l'occasion de contacts à l'étranger.*

Envoyez votre CV sous référence M 848 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

achats électroniques

adjoint au directeur

140/180.000 F an

Fabricant de renom en France (domaine informatique), nous sommes un important utilisateur de matériels électroniques en *grandes séries* (composants, semi-conducteurs, circuits intégrés, etc ...). Le développement constant de nos besoins nécessite le renforcement de la structure de notre fonction ACHATS (actuellement plus de 30 personnes), dont le Directeur recherche un excellent professionnel pour le seconder et le remplacer *lors de ses fréquents déplacements.* Connaissant bien le *marché,* sa principale activité sera la recherche de fournisseurs, la négociation d'importants contrats, le contrôle du respect des plannings et délais prévus, l'animation de l'équipe.

Ce poste, primordial pour l'activité de la société, offre donc de sérieuses perspectives de carrière à un professionnel averti.

Il est situé dans la *Région Parisienne* et nécessite seulement environ 20% du *temps en courts déplacements.*

Envoyez votre CV sous référence M 814 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

logiciels évolués

110/130.000 F an+

Une exceptionnelle possibilité d'évolution de carrière est offerte par le Département «Applications» d'une *société leader française, élargissant et* sophistiquant sa gamme de produits *péri-informatiques.*

Pour assurer la réalisation des logiciels, l'assistance technique aux chefs d'importants projets et effectuer la liaison avec les clients, *des postes de grand avenir* sont offerts à des ingénieurs informaticiens. Ceux-ci auront *de préférence quelques années d'expérience* et la connaissance de langages évolués sur *mini-systèmes transactionnels* et/ou celle du langage *Assembleur,* si possible, sur systèmes en temps réel.

Les rémunérations envisagées, très ouvertes, dépendront des capacités et de l'expérience des candidats retenus.

Siège : Banlieue Parisienne Sud.

Envoyez votre CV sous référence M 792 AK aux consultants de GFC. chargés de cette recherche. *Discrétion absolue et réponse assurée.*

---

consultant informatique

EUREQUIP Société internationale de Conseil vous propose de vous intégrer à son équipe de 130 Consultants. A court terme, au sein de son service informatique du siège, vous participerez à l'exploitation des chaînes existantes ainsi qu'à la conception d'une partie des applications nouvelles sur un ordinateur CII HB 61 DPS connecté aux différentes machines de traitement de textes. Vous aurez également pour tâche de former les utilisateurs à la pratique de cet outil informatique et de formaliser les procédures existantes ou nouvellement créées. A moyen terme, vous participerez chez nos clients en équipes pluridisciplinaires, à des interventions appliquées à des problèmes de Transfert de Maîtrise Industrielle, de Stratégie d'entreprise et de développement des Ressources Humaines.

Si ces perspectives vous intéressent et que vous ayez une double formation supérieure, une expérience de l'informatique de gestion d'au moins 3 années, la maîtrise d'une langue étrangère, une mobilité géographique totale et le besoin de vivre des expériences variées qui vous passionnent, écrivez sous référence 80.72-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP qui sont chargés de l'examen des candidatures.

membre de Syntec

EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

PARIS — LONDRES — HOUSTON — LAUSANNE



BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS.

Vous êtes débutant(e),

• INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
OU
• DIPLÔMÉ(E) DE L'UNIVERSITÉ

Vous avez le goût du travail en équipe, des contacts humains, des responsabilités et de l'engagement personnel.

Vous souhaitez, lors de votre *début de carrière,* participer à l'essor de notre

INFORMATIQUE DE GESTION

Vous serez chargé(e) de la conception et du développement de projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Ecrivez-nous avec un C.V. et une photo à :
BVCP
Direction du Personnel. 52, avenue Hoche - 75382 Paris Cédex 08.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS D'IMPLANTATION MONDIALE
recherche

pour ses services fiscaux

des cadres confirmés de haut niveau

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront une expérience de quelques années de la fiscalité en entreprise.

Déplacements éventuels.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères sera appréciée.

De larges perspectives de carrières seront offertes dans les différentes branches du groupe en France et dans le monde.

Adresser C.V. détaillé sous référence DANDE.
(mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet. 75008 PARIS

Johnson & Johnson s.a.

FILIALE FRANCAISE D'UN IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL
commercialisant des produits de grande consommation en pharmacie et des produits hospitaliers
recherche

UN ACHETEUR confirmé

Ce cadre aura pour mission :
- la recherche et la sélection des fournisseurs par des études de marchés à l'achat;
- la négociation puis la rédaction des contrats;
- la relance et le suivi des fournisseurs afin de respecter le planning de fabrication.

Ce poste est à pourvoir rapidement, nous vous l'offrons si vous possédez :
- une bonne formation (ESA ou équivalent) + une expérience de quelques années dans la fonction;
- pratique aisée de l'anglais;
- grande *rigueur professionnelle,* le *sens de* l'organisation, le goût des responsabilités et du travail en équipe.

Merci de bien vouloir adresser C.V. détaillé, *photo retournée) et prétentions* à Direction du Personnel, Johnson et Johnson S.A., 95, rue Alexandre Fourny, 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE. *Discrétion assurée.*

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS D'IMPLANTATION MONDIALE
recherche

pour ses services d'audit

des cadres financiers et comptables confirmés

(Expertise comptable)

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront une expérience de quelques années dans un Cabinet d'Audit ou dans les divisions financières ou comptables d'une grande entreprise.

Déplacements fréquents.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères sera appréciée.

De larges perspectives de carrières seront offertes dans les différentes branches du groupe en France et dans le monde.

Adresser C.V. *détaillé sous référence* COSE,
(mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet. 75008 PARIS

INFORMATICIENS ....

EVOLUEZ VERS LA FONCTION CONSEIL

Appartenir à un groupe de Sociétés de Services en Informatique et Bureautique ; *prendre en charge la responsabilité de projets et l'animation* d'équipes dans les grandes entreprises françaises dans des secteurs aussi diversifiés que la Banque, l'Automobile, la grande Distribution ou *l'Administration, voilà l'évolution que nous vous proposons aujourd'hui.*

Nous vous demandons un diplôme de grande école, une maîtrise ou un DUT d'informatique et de nous justifier de 1 à 5 ans d'expérience professionnelle. Des connaissances en Bases de Données et Télétraitement seraient pour vous un atout supplémentaire.

GIS
GROUPE DATAID

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature sous référence IC 81 M

48, avenue Raymond Poincaré 75116 - Paris

SOURCES

IMPORTANT GROUPE
de CONSEILS D'ENTREPRISES
recherche pour PARIS

conseil en organisation commerciale

30 ans minimum

- Expérience pratique de la vente.
- Goût pour le Conseil.
- Travail varié et enrichissant pour candidat dynamique.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à
FIDEX - DIRECTION PARIS
18 bis rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET

GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT
recherche

CHEF DE PUBLICITÉ HAUT NIVEAU

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE EN AGENCE

DISCRÉTION ASSURÉE

Envoyer curriculum vitae + lettre manuscrite à :
RÉGIE PRESSE
N° T 021.457 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

هكذا من الأصل

offres d'emploi

SOCIETE D'INFORMATIQUE
recherche
1) Pour son service méthodes et industrialisation :

— **UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN**
connaissances plastique appréciées.

— **SON RESPONSABLE**
DOSSIERS FABRICATION ET CODIFICATION

— **DESSINATEURS**
pour suivi dossiers de fabrication.

2) Pour ses plates-formes, mises au point de micro-ordinateurs :

— **TECHNICIENS TOUTES QUALIFICATIONS**

Envoyer C.V., photo et prétentions à Société R2E, Direction des Opérations, B.P. 73, 91403 ORSAY. Tél. : 928-20-50 poste 306.

L'ESIEE

Ecole Supérieure d'Ingénieurs de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
recrute

JEUNE INGÉNIEUR

— Enseignement et développement d'outils pédagogiques en physique ;
— Développement de nouveaux capteurs dans le cadre de son laboratoire de micro-électronique.

Poste à plein temps.

Env. C.V. à Mlle MESSAIN - 91, rue Falguière, 75015 PARIS.

MATRA

développe ses activités et renforce régulièrement son potentiel d'Ingénieurs en créant de nouveaux postes :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Centrale — ESE — SUP'AERO — ENST — ENSTA — ENSI

Aéronautique

- Les postes à pourvoir concernent :
  - Le Département Etudes Avant-Projet.
  - Les activités de synthèse : étude et développement de nouveaux projets aéronautiques.
  - Le département contrôle.
  - Le service essais de qualification d'équipements aéronautiques.
  - Le service synthèse de fabrication chargé de coordonner les programmes de fabrication en série de systèmes techniques complexes.

Electronique

- Les emplois disponibles concernent :
  - Les activités études et réalisations d'équipements électroniques.
  - Les départements qualités : traitant des problèmes de politique qualité sur des projets.
  - Les services fiabilités des équipements et des systèmes électroniques.
  - Les services techniques orientés sur le développement et la coordination pour la mise en place de nouvelles technologies électroniques.

Ces postes concernent des candidats débutants à 3 ans d'expérience industrielle.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant le ou les postes choisis sous N° NK 701 au Service du Recrutement des Ingénieurs & Cadres

MATRA B.P. N° 1 — 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
recrute

COLLABORATEUR CONFIRMÉ

Formation supérieure appréciée
Expérience cabinet indispensable

Pouvant prendre rapidement responsabilités dans missions de gestion, révision, assistance de direction P.M.E.

Ecrire et envoyer curriculum vitae, à : CONTROLE et EXPERTISE, 5, rue Charles-Pathé - 94300 VINCENNES.



GLAENZER SPICER

DIVISION D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
recherche pour sa DIRECTION DES ÉTUDES

ASSISTANTE TECHNIQUE

TRILINGUE ALLEMAND-ANGLAIS ou BILINGUE ALLEMAND

FORMATION : type B.T.S. assistante d'ingénieur ou niveau équivalent. Dactylo indispensable. Sténo française souhaitable.

ACTIVITE : secrétariat complet incluant la correspondance et le suivi des brevets. Le poste est évolutif pour une candidate intéressée par des fonctions variées alliant l'administratif et la technique.

Avantages sociaux intéressants.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions au Chef du Personnel, 10, r. J.-P.-Timbaud, 78301 POISSY.

MATRA

recherche pour sa Direction de Production :

INGENIEURS GENERALISTES confirmés

Les candidatures seront orientées sur l'une des fonctions suivantes :

- **Analyse de la valeur :** pour animer et coordonner les actions d'analyse de la valeur. Réf. A.
- **Responsable d'un programme de fabrication série :** pour animer une équipe de 3 ingénieurs et coordonner la mise en fabrication sous l'angle des coûts - délais - modifications techniques... Réf. B.
- **Industrialisation:** pour participer à l'élaboration de projets industriels, aux négociations techniques et au management des opérations de transfert de production à l'étranger (compensation industrielle - licence - assistance technique...) Réf. C.

Les postes concernent des Ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole (Centrale, Sup' aéro, A et M...), ayant de l'ordre de 5 ans d'expérience industrielle orientée sur des problèmes de fabrication de matériel électronique ou électromécanique.

Adresser CV, rémunération, en précisant la ou les orientations, en indiquant la référence NK 704

MATRA B.P. N° 1
78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

Société de Constructions Mécaniques
PARIS SUD
Filiale groupe multinational

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Formation GRANDES ECOLES
Débutants

Après votre formation vous serez responsable de l'étude, la conception de circuits électriques et électroniques pour véhicules spéciaux.
Vous travaillerez en laboratoire et sur le terrain.

Anglais souhaité, l'espagnol serait un atout.

Adresser votre candidature sous N° 7702 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

MATRA

recherche

INGENIEUR ASSURANCE QUALITE ELECTRONICIEN III A

ENSAE - ESE - ENSI

— Il est responsable de la politique qualité des systèmes de contrôle d'attitude sur une filiaire de satellites de Télécommunication.
— Il coordonne également l'activité des ingénieurs qualité d'autres groupes projets analogues.
— Le candidat retenu devra avoir au minimum 6 ans d'expérience acquise dans l'étude et la réalisation des systèmes électroniques de technologie avancée.
— Il aura des qualités personnelles d'organisation et sera naturellement porté vers le travail en équipe.
— Compte tenu des déplacements en France et à l'étranger, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 705 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres à

MATRA B.P. N° 1
78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

GROUPE SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

recherche pour participer à d'importants projets informatiques utilisant IMS et DL1 :

3 Informaticiens

(formation supérieure, au moins 2 ans d'expérience) Réf. YR1-4

Les personnes intéressées par ces postes sont invitées à envoyer leur C.V. avec prétentions et disponibilités en indiquant les références ci-dessus à : SG2 - B.P. 215-16 - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE PARIS 13ème recherche pour sa division Mesures

Dessinateurs études I ou II

ayant compétences en électronique et implantation circuits imprimés. (Référ. A)

Ingénieur études

formation E.S.E., I.R.G., E.N.S.E.T., I.N.S.A., ... connaissances électronique analogique et logique, microprocesseurs Expérience : débutant ou quelques années dans un service d'études de matériels électroniques de petites et moyennes séries, électronique bas niveau (continu et alternatif). (Référ. D)

Agents techniques électroniciens

pour son service ETUDES B.T.S. ou D.U.T. EXIGE.
Connaissances circuits logiques et analogiques souhaitées. (Référ. B)

Ingénieur

CHEF DU SERVICE INDUSTRIALISATION
Responsable du bureau de dessin et d'études mécaniques, formation Arts et Métiers, I.N.S.A., E.S.E., I.P.G., ... connaissances électronique analogique et logique. Notions de programmation, connaissances en tolerie, usinage mécanique, moulage des plastiques, technologie de cablage. Expérience 5 à 10 ans dans un service d'études ou industrialisation de produits électroniques de petites ou moyennes séries. (Référ. E)

Chef de Projets

responsable d'un groupe d'études, comportant des ingénieurs et techniciens. Formation : E.S.E., I.R.G., I.N.S.E.T., I.N.S.A., ... connaissances électronique analogique et logique, microprocesseurs technologies électroniques. Expérience 3 à 5 ans dans un service d'études de matériels électroniques de petites ou moyennes séries, particulièrement en électronique bas niveau (continu ou alternatif) et en métrologie. (Référ. C)

Ingénieurs technico-ciaux

pour la vente de matériel d'instrumentation électronique. Quelques années d'expérience souhaitées. (Référ. F)

aoip

Ecr. avec C.V. et prétentions à A O I P - B.P. 301 - 75624 PARIS CEDEX 13

PUBLIGR

RCS ASCENSEURS

notre chef du personnel recherche son adjoint

Dans un premier temps il sera chargé de constituer et d'exploiter une documentation en Droit Social pour notre service du personnel (Etudes et rédaction de notes pratiques).
Son expérience de juriste (licence minimum) lui permettra d'avoir auprès de nos Directions Régionales un rôle de conseil.
Il devra faire preuve d'un très bon sens des contacts.
Ce poste permettra à un candidat motivé de valoriser ses connaissances théoriques et de leur donner une dimension concrète sur le terrain. (Basé à notre siège de VELIZY, le poste impose de courts déplacements en Province).
Vous adresserez votre candidature avec CV, photo et prétentions à la DIRECTION du PERSONNEL - RCS Ascenseurs - 1 - 3, rue Dewoitine 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

BANQUE FILIALE GROUPE INDUSTRIEL AMERICAIN
recherche

ADJOINT(E) AU RESPONSABLE INFORMATIQUE

pour l'assister dans le suivi des travaux quotidiens et dans l'encadrement de projets à court et moyen terme.

Formation supérieure. Expérience de 2 ans minimum comme Chef de Projet.

La connaissance d'IMS/DL1 et ou de mini ordinateur de gestion serait un atout supplémentaire.

Lieu de travail : Paris 15ème

Adresser lettre manuscrite et C.V. à CONTESSE PUBLICITE - 20 av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra sous réf. 71368.

CALCULS DE STRUCTURES

Première entreprise française d'ingénierie, nous réalisons des ensembles industriels de très grandes dimensions intégrant des développements technologiques avancés.
Nous cherchons des ingénieurs qui se chargeront des calculs sur différents matériels au sein d'équipes d'étude et conception. (Tuyanteries, équipements des circuits auxilliaires, équipements internes).
Ils auront à utiliser des programmes de calculs, rédigeront et vérifieront les notes de calculs et les spécifications.
Ces postes offrent à terme des perspectives d'évolution.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 7285 à rscg carrières 64, rue la Boëtie - 75008 PARIS qui transmettra.

INGENIEUR DEBUTANT MAIS EVOLUTIF...

H/F

Nous sommes un important groupe industriel installé dans une ville universitaire proche de Paris. Nous voulons optimiser nos méthodes en tenant compte de nos objectifs techniques et économiques. Pour ce faire, notre Direction du Développement souhaite intégrer un Ingénieur Développement et Applications, même débutant, mais motivé et créatif : il contribuera à la conception et à la réalisation des méthodes nouvelles qui garantissent à nos produits leur fiabilité maximum.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'une école d'ingénieurs (Arts et Métiers, INSA...). Le potentiel du candidat devra correspondre à l'évolution prévue au sein du groupe. L'anglais est indispensable.

Notre conseil traitera chaque candidature avec attention. Merci d'adresser votre dossier sous réf. VE 23 à

INFRAPLAN 83, Bd Raspail 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Pôle Champs

SOCIETE IMPLANTEE A 50 KMS EST DE PARIS recherche rapidement

CADRE (homme)

ayant bonne expérience pour diriger comptabilité clients (C.A. important).

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 1000/S à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).





Adjoint Directeur du Personnel

Nous sommes une entreprise à taille humaine (450 personnes) au sein d'un important groupe industriel multinational favorable à l'innovation sociale.
Dans le cadre de La Direction du Personnel, vos responsabilités s'exerceront progressivement dans tous les domaines de l'administration et de la gestion.
Situation intéressante et évolutive, à 2 heures de Paris, pour DUT ou équivalent, 30 ans minimum, ayant une expérience concrète des questions de personnel *acquises pour partie en usine.*
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., rémunération actuelle sous référence 80617 M à François CORNEVIN

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES POUR ETUDES TECHNIQUES D'ENGINEERING INTERNATIONAL

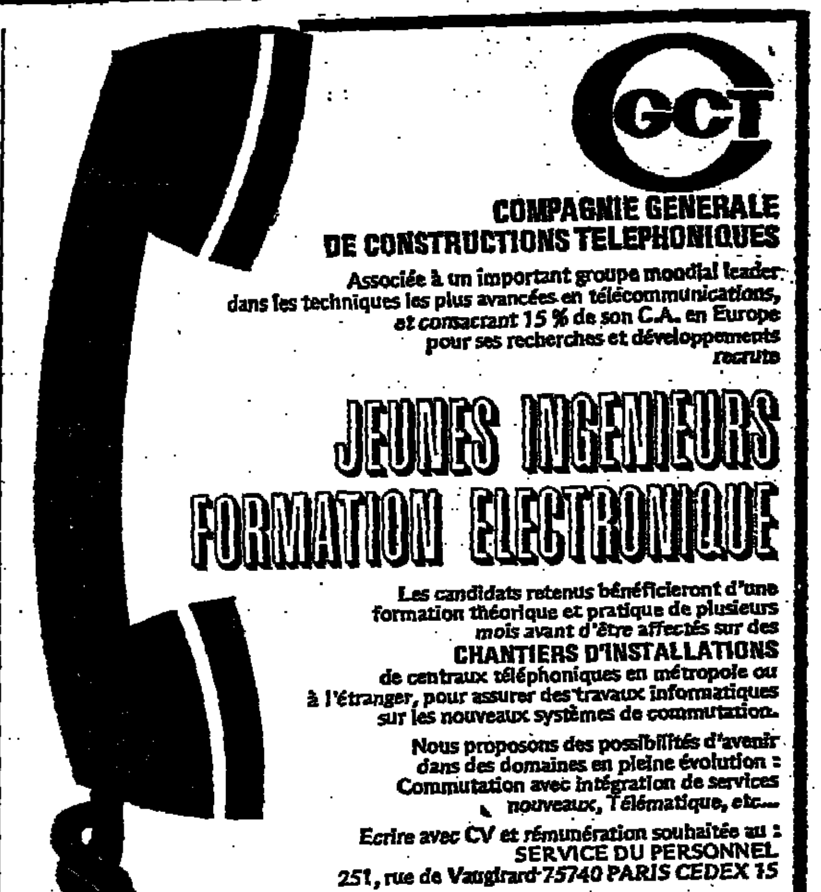
Notre Société vend et construit des usines dans le monde entier. Elle appartient à un très grand groupe français, son siège est à Paris.
Nos domaines d'intervention vont de la Pétrochimie à l'Agro-alimentaire, en passant par la Métallurgie, la Cimenterie, la Papeterie, etc... Les processes que nous mettons en œuvre sont d'origines très diverses.

Comme chaque année nous proposons à quelques jeunes ingénieurs diplômés de grandes écoles de venir nous rejoindre : nous leur apprendrons notre métier et nous en ferons les responsables de demain.

Intervenant en opérationnels dès leur arrivée, ils ne se fixeront cependant pas dans une fonction avant d'avoir fait un tour très complet de l'Entreprise.

Si vous parlez Anglais, si le challenge international vous attire, si vous êtes disponibles pour des missions à l'étranger, prenez contact avec nous en écrivant à :
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra, sous référence No 71041

Nous avons pris des dispositions toutes particulières pour accueillir les réponses à cette annonce.



L'AIR LIQUIDE

Offre à des jeunes

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ECP - MINES - SUPAERO - ESE

des postes dans sa **direction informatique** pour :
- Développer des applications de gestion
- Développer des applications scientifiques et techniques ;
- Faire évoluer les logiciels de base.

Ils mettront en œuvre sur l'ordinateur actuel IBM et sur des réseaux de mini-ordinateurs, les techniques les plus récentes :
Bases de données, temps réel, télétraitement, etc...
Ils pourront ainsi acquérir la connaissance du groupe AL et évoluer dans d'autres fonctions en France ou à l'étranger.

La connaissance de la langue Anglaise est indispensable. Une première expérience informatique serait appréciée.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, CV, photo retournée) sont à envoyer à la Société L'AIR LIQUIDE Direction Relations Humaines, 75 Quai d'Orsay - 75321 PARIS CEDEX 07.

un coordinateur expérimenté

BATIMENT

Nous sommes une société spécialisée dans le pilotage, la coordination, la planification..et l'ingénierie générale..
L'homme que nous recherchons peut justifier d'une expérience réussie de 5 ans et plus dans la profession.
Il souhaite faire évoluer sa carrière en province ou en région parisienne. Et pourquoi pas à l'Etranger, auquel cas il maîtrise l'Anglais ou l'Espagnol.

Une réponse sera adressée à toute candidature envoyée sous référence 9036 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)
recherche
pour son département
«APPROVISIONNEMENTS» à Paris

2 agents approvisionnement

ayant une solide formation de base au minimum : bac technique, ou BT ou BTS et un minimum de pratique, professionnelle dans une entreprise industrielle dans le domaine des achats, transit ou de la gestion des stocks.

Les candidats devront posséder un bon anglais technique, la connaissance du matériel et des marchés pétroliers sera appréciée.

Après un temps de fonction dans nos services à Paris, ces agents seront affectés dans un poste de responsabilités dans l'une de nos filiales à l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétent. sous No 70.448 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - Avenue des Lilas (Tour 12.04) 64018 PAU Cedex.

Très importante Entreprise de Bâtiment renforce sa Direction METHODES

et recherche pour son siège PARIS-SUD

- ingénieur CONFIRME

pour préparation de chantiers. Une expérience d'au moins 4 ans est indispensable, si possible dans un bureau d'études ou dans une fonction Travaux.

- ingénieur ORGANISATION PRODUCTION PROPRE

Il aura la responsabilité de cette cellule organisation du travail et production propre. Une expérience dans ce domaine est nécessaire.

- technicien ORGANISATION

Une expérience Bâtiment est souhaitée.

Ces postes sont à pourvoir rapidement
Adresser CV, photo et prétentions sous référence 9068 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

ESC ou diplômés d'études supérieures

Nous sommes une société performante dans un secteur en pleine expansion, celui de la distribution. Nous sommes un des premiers groupes français d'hypermarchés. Aujourd'hui nous proposons à plusieurs jeunes diplômés d'études supérieures, après formation, de devenir de véritables managers de la distribution moderne.

Entièrement responsables de leur unité, ils décideront de la politique commerciale à mener et formeront leur équipe. Pour mener à bien leur tâche nous mettons à leur disposition un outil de gestion informatisé extrêmement sophistiqué.

Il ne tiendra qu'à leur courage et à leur dynamisme, mais aussi à leurs compétences et à leur esprit d'entreprise, d'arriver dans des délais assez rapides aux fonctions de chefs de secteur et de directeurs adjoints, ou de s'orienter vers les fonctions de contrôleurs de gestion, responsables de personnel, etc... Tous nos directeurs ont suivi la même filière.

Si vous voulez commencer votre carrière dans un de nos hypermarchés, situé en Seine et Marne, envoyez votre CV + photo à ADM, 164 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris, sous réf. 10212, qui transmettra.

média-system

GFI CISMO

Le Groupe Français d'Informatique - mille personnes, une croissance de 50 % en 1979 - poursuit ses performances et cherche à PARIS, pour sa filiale CISMO spécialisée en mini-informatique, plusieurs

ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMÉS Réf. M 21

ayant une bonne connaissance du Temps réel. Ils développeront leurs compétences en participant, chez nos clients, à la réalisation de projets sur mini-ordinateurs conversationnels, en particulier HP 3000 et PDP 11. Une formation pratique sur ces matériels leur sera assurée.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS DÉBUTANTS Réf. M 22

titulaires d'une MIAG, d'un DUT ou équivalent. Une formation complémentaire leur sera donnée et ils acquerront une expérience de tout premier plan : diversité des matériels, des applications et des méthodes de travail.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI-SELECTION
49, avenue de l'Opéra,
75002 Paris.

GEM PUBLICITÉ

2 INGENIEURS INFORMATICIENS

La SFENA, pour sa Division Systèmes Informatiques, spécialiste français d'informatique distribuée et de construction de réseaux, recherche deux ingénieurs informaticiens.

Le premier, **technico-commercial**, sera chargé d'assister les ingénieurs commerciaux pour analyser les cahiers des charges, répondre aux appels d'offres, effectuer les démonstrations des systèmes.

Le second, **Chef de Produits**, aura à assurer la mise en place de nouveaux produits bases de données : tests pilotes, formation des commerciaux, assistance technique.

Ces deux postes s'adressent à des candidats de formation supérieure, connaissant les bases de données, ayant une expérience des mini-ordinateurs.

Restaurant d'entreprise.
Transports assurés.

Adresser CV, photo et prétentions, sous réf. I/047, à SFENA, Boîte Postale 59, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

SFENA

réviseur comptable confirmé

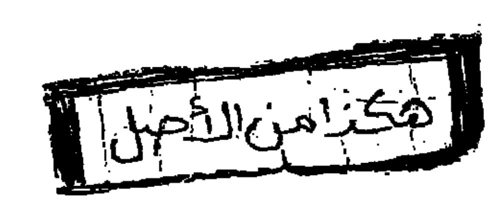
Nous sommes un cabinet d'expertise comptable international de tout premier plan. Nous recherchons pour Paris, un réviseur comptable confirmé intéressé par la fiscalité.

Le candidat devrait avoir une première expérience de 4 ans en audit ou en fiscalité, acquise de préférence en Cabinet.

Des diplômes en comptabilité et une bonne maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

Les personnes retenues seront assurées de trouver au sein de la firme toutes les possibilités de formation et de développement personnels.

Envoyer C.V. en indiquant votre salaire actuel à Pierre Alain MOLINIER sous référence 094, - 6, avenue Marceau, 75008 PARIS.



AUDIT TECHNIQUE

Importante Société d'Ingénierie solidement implantée en France et à l'Etranger souhaite confier à un ingénieur de haut niveau la responsabilité d'audit technique sur ses chantiers en Entreprise Générale.

Ce poste exige une formation Ecole d'Ingénieurs à dominante Génie Civil. (Connaissances en mécanique et électricité *appréciées*). Une expérience confirmée en Entreprise : devis, direction de travaux, coordination des sous-traitants, etc... et, au moins, la référence d'un commandement sur un chantier important à l'Etranger. 35 ans minimum, la pratique courante de l'anglais, une grande disponibilité pour des déplacements fréquents de courte durée, tous pays.

Adresser CV manuscrit et prétentions sous référence 7290 à rscg carrières, 64 rue la Boëtie 75008 PARIS.

chefs de produit junior

ESSEC, ESCP, SCIENCES ÉCO.

Une IMPRIMERIE d'importance nationale, spécialisée dans les ÉDITIONS ADMINISTRATIVES et commercialisant ses produits par CORRESPONDANCE, souhaite renforcer son équipe Marketing par DEUX JEUNES CHEFS DE PRODUIT.

Ils auront la responsabilité d'une ligne de produits à haute teneur intellectuelle. Ils définiront les nouveaux produits et assureront l'interface entre les besoins de la clientèle (professions juridiques, collectivités locales...) et les contraintes des spécialistes de l'imprimerie.
Ils apprécieront de se voir confier rapidement des responsabilités et de les exercer dans une ambiance vivante et non formelle.

Les dossiers de candidatures avec C.V. et photo – sous réf. 2004 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Ordis

RESPONSABLE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE, vous en maîtrisez les techniques les plus récentes, mais souhaitez donner une nouvelle dimension à votre poste en élargissant vos responsabilités.
Nous vous proposons de créer un poste à la mesure de vos aspirations en devenant :

L'ADJOINT DU DIRECTEUR

RÉF. MDU

d'une entreprise connue comme LA PREMIERE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS L'ASSISTANCE EN PERSONNEL D'EXPLOITATION ET SAISIE (300 personnes).

Dans le cadre d'une large autonomie, nous vous confierons une *mission de développement commercial, de gestion du personnel* et d'optimisation des services.

Ce poste impliquant des contacts à haut niveau, requiert une personnalité solide et rigoureuse.

Pour faire face au développement de son marché et préparer l'évolution de ses activités, la filiale d'un groupe informatique français, spécialisée dans le CONSEIL EN GESTION DE PERSONNEL recherche des :

CONSULTANTS

De formation et d'expérience, ce sont des SPÉCIALISTES de la FONCTION PERSONNEL, dont ils dominent les techniques et suivent l'évolution ; par tempérament, ils ont le sens du service, le goût des responsabilités et l'esprit d'entreprise.

Dans un premier temps, des postes sont à pourvoir dans deux domaines :

FORMATION

RÉF. MFO

- Interventions en entreprise : étude des besoins, élaboration de plans de formation, conception et animation de stages,
- Coordination des activités : définition d'une stratégie, mise au point de produits, action commerciale, supervision des animateurs.

RECRUTEMENT

RÉF. MRO

- Prise en charge complète d'opérations d'assistance en recrutement : analyse du poste dans son environnement, recherche, sélection et présentation des candidats, suivi des contrats.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET DE SERVICES EN INFORMATIQUE
DÉPARTEMENTS SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIE
offre à

INGENIEURS

GRANDES ECOLES OU UNIVERSITAIRES
RÉF. M CAST 1

INFORMATICIENS CONFIRMES

EXPERIENCE SOUHAITEE EN TEMPS REEL ET BASES DE DONNEES
RÉF. M CAST 2

de participer à d'importants projets dans les domaines suivants :

- Avionique
- Automatisme
- Calcul scientifique
- Gestion industrielle
- Gestion commerciale
- Gestion de Production
- Conseil en Organisation : informatique

Si vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes, envoyez, pour examen confidentiel, votre C.V. avec photo et prétentions, en mentionnant la référence correspondante à

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

Filiale d'un important Groupe Multinational
Equipements automobiles
pour s'intégrer dans l'équipe industrialisation
de son service méthodes centrales
recherche

INGENIEURS

A.M. ou équivalent

En liaison avec les services techniques des usines
Ils seront chargés de l'industrialisation et du développement des nouveaux produits.
- Une première expérience même de courte durée dans une unité de fabrication est nécessaire.
- La pratique de l'anglais est indispensable

Nous offrons :
- *une formation assurée*
- un plan de développement
- une rémunération motivante
- de réelles possibilités d'évolution
- des avantages sociaux à tous candidats à fort potentiel

Les postes à pourvoir sont situés en proche banlieue parisienne.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à no 70857
CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

URGENT
SUPPORT LOGISTIQUE INDUSTRIEL SOCIÉTÉ FRANÇAISE SOLIDEMENT IMPLANTÉE en EUROPE et aux U.S.A. ET OCCUPANT UNE POSITION DE LEADER DANS SES SECTEURS D'ACTIVITÉ :

- **DOCUMENTATIONS TECHNIQUES** utilisant d'importants moyens d'informatique générale et graphique (catalogues de pièces détachées, manuels de maintenance, etc...).
- **SIMULATION AÉRONAUTIQUE ET INDUSTRIELLE** production de simulateurs de maintenance de « Cockpit procédure trainers », divers simulateurs industriels.
- **AIDES PÉDAGOGIQUES AUDIO-VISUELLES** réalisation de programmes de formation et d'instruction pour les utilisateurs et le personnel de maintenance, de produits ou ensembles industriels complexes.

RECHERCHE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Leur mission sera d'assister le Directeur Commercial, dont ils dépendront directement dans toutes actions de prospection, de négociation ou de suivi d'affaires, au niveau National et Européen, dans un secteur industriel défini.

FORMATION
INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

AGE : 30 ANS MINIMUM

EXPERIENCE 2 à 5 ans dans les domaines du « *PRODUCT SUPPORT* » et/ou de la maintenance de produits industriels complexes.

LA PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS est indispensable.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS
FRÉQUENTS DÉPLACEMENTS

Notre société est en très forte expansion. Nous recherchons des individus à fort potentiel, ayant le goût de l'innovation, et capables de s'intégrer à une équipe jeune et très dynamique.

Env C.V., photo et prét. nº 53545 M sur enveloppe à
J.R.P. 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE
offre pour compléter son équipe
« Calculs de structures » les postes suivants :

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

— confirmé, ayant de bonnes connaissances en informatique scientifique et expérience de la maintenance et du développement de logiciels de calculs de structures.
(Référence CAL 1.)

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

— débutant ou ayant une première expérience, pour le développement de logiciels de calculs de structures.
(Référence CAL 2.)

TECHNICIEN

— ayant une première expérience de l'utilisation de codes de calcul de type éléments finis, pour travaux d'application.
(Référence CAL 3.)

Pour ces 3 postes connaissances de l'anglais appréciée.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions en indiquant la référence du poste sous le nº 70.454 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF

Division Télécommunications

recherche

CADRE COMPTABLE

de formation supérieure + DECS

Le candidat retenu aura la responsabilité d'une équipe de 4 à 6 personnes et sera chargé de la comptabilité Services Centraux comprenant notamment la consolidation de situations comptables d'un établissement de 1.600 personnes.
Une expérience de plusieurs années dans une Sté de dimension semblable serait très appréciée.

Adresser C.V., photo et prétent. à J.-P. GALLAIS, 16, rue du Fossé-Blanc, 92231 Gennevilliers.

adjoint du directeur général

Le Directeur Général d'un GROUPE de VINS et SPIRITUEUX recherche un collaborateur direct pour le seconder dans l'ensemble de ses tâches de gestion.

Il sera chargé plus particulièrement du contrôle des filiales, de l'étude des plans d'investissement, de l'élaboration des budgets, de l'organisation générale du groupe.

Ce poste comportant à la fois des études théoriques et des interventions concrètes conviendrait à un jeune cadre ayant une FORMATION SUPÉRIEURE de GESTION, quelques années d'expérience et souhaitant assurer un rôle polyvalent et évolutif dans une entreprise en fort développement.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1987 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

futur crédit manager HF

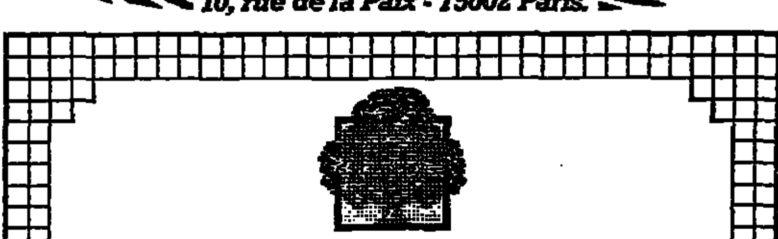
Un important ÉTABLISSEMENT FINANCIER figurant parmi les leaders de la profession recherche un(e) futur(e) CRÉDIT MANAGER.

Sa mission sera de développer et de contrôler la mise en place d'une nouvelle technique de sélection des risques et de participer à la formation des équipes chargées de l'appliquer.

Ce poste conviendrait à DIPLÔMÉ d'une ÉCOLE SUPÉRIEURE de COMMERCE ayant acquis 1 ou 2 années d'expérience dans le secteur des Banques ou des Assurances. Une connaissance de la langue anglaise sera appréciée.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2015 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



Cii Honeywell Bull

recherche pour sa Direction des Études Périphériques Magnétiques

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Expérimenté en circuits analogiques faibles niveaux, circuits logiques et microprocesseur, il se verra confié la conception et la mise au point de testeurs pour disques. **Réf. 170 M**

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Débutant, il participera à l'étude de nouveaux disques magnétiques et de testeurs appropriés. **Réf. 171 M**

INGÉNIEUR PHYSICIEN

Il s'intégrera à l'équipe chargée de l'étude des têtes magnétiques de haute performance et devra aussi avoir des connaissances en optique *et mécanique de précision.* **Réf. 172 M**

Lieu de travail : Centre d'Études des Clayes-sous-Bois (78).

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence correspondante (à préciser sur l'enveloppe) à :
Cii Honeywell Bull - ACLES - 61-63, rue d'Avron - 75980 Paris Cedex 20.

HAVAS CONTACT

contrôleur de gestion débutant

Un des premiers groupes de l'industrie des services alimentaires et touristiques, chiffre d'affaires 3 millions de F., siège Paris, recherche pour renforcer son équipe de contrôle de gestion, un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (ESSEC, SUP. de CO. Paris ou Province) ou d'une faculté, possédant une bonne connaissance d'une langue européenne.

Il participera à des missions très complètes comprenant l'analyse, la conception et la mise en œuvre des systèmes de gestion.

Après quelques années d'exercice de sa fonction, il sera destiné à s'inscrire dans la hiérarchie opérationnelle du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 237 RT, à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris
Discrétion assurée.

média-system

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
implanté dans un site agréable de la banlieue Ouest de Paris
près gares SNCF Garches/Marnes-la-Coquette
offre plusieurs postes

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

possédant bonne expérience COBOL NDL. (réf. 100)
MÉDIUM SYSTEM BURRHOUGHS.
DMS GAP II appréciés.
La fonction fait appel à des professionnels *expérimentés*
et créatifs pour mettre en place un ensemble de programmes.

OPÉRATRICE DE SAISIE

professionnelle confirmée sur IBM 37/42. (réf. 200)

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo (retournée)
sous référence correspondante à
EMPLOIS ET ENTREPRISES - 18, rue Volney - 75002 PARIS



Groupe
ELF AQUITAINE

recherche
dans le cadre de l'assistance technique au raffinage

un ingénieur procédés

de formation Grande Ecole (ENSPM souhaitée)

Possédant une bonne expérience professionnelle (au minimum 3 à 4 ans) des procédés catalytiques en raffinage.

Il aura particulièrement en charge :
- les négociations et la gestion des contrats de licence
- la gestion des catalyseurs (préparation des achats et reventes)
- une assistance technique à l'exploitation pour le suivi et l'amélioration des performances des unités catalytiques.

Ce poste implique une bonne pratique de l'anglais.

Basé à Paris le candidat aura à *effectuer* de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

un jeune ingénieur

Grande Ecole - X - ECP - Mines - AM - EGC - ECL (ENSPM souhaitée)

Il sera particulièrement chargé, en relation avec les raffineries et les ingénieries, du suivi des études d'économie d'énergie.

un ingénieur électricien

de formation SUPELEC ou ENSERG

Possédant une première expérience professionnelle acquise si possible *dans le raffinage ou la pétrochimie.*

Ses principaux domaines d'interventions seront :
- *le développement des nouvelles technologies*
- l'assistance technique auprès des raffineries
- les problèmes techniques dans le cadre des projets de construction.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand est souhaité.

Envoyer CV, photo, prétentions sous référence 71408
Service Recrutement ELF FRANCE
137, rue de l'Université 75340 PARIS CEDEX 07.

délégué exportation

100 000 Frs + **PARIS**

Le secteur hors taxe maritime France, le bassin méditerranéen, le Proche et le Moyen-Orient, une bonne partie de l'Est de l'Afrique anglophone et francophone seront le champ de votre activité.

En effet, nous sommes connus dans le monde entier, mais nous voulons renforcer la position de nos produits dans toute cette partie du globe.

Vous avez de préférence fait une Ecole Supérieure de Commerce. Vous avez une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé, ainsi que l'expérience, depuis 3 à 5 ans, de la vente des produits de luxe (liqueurs, parfums, vins fins...) dans ce genre de pays.

Notre image de marque est prestigieuse et vous serez l'ambassadeur de nos produits lors de vos déplacements de moyenne durée.

Merci d'envoyer votre *CV* sous référence 4711 à Bruno DEMOINET,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

steria

Dans le cadre du développement de son unité, STERIA SYSTEME recherche des :

INGENIEURS INFORMATICIENS

pour participer à des projets associant les techniques du temps réel, des bases de données et des télécommunications:
- applications spatiales (SPACELAB, ARIANE,...)
- outils génie logiciel (PASCAL, UNIX,...)
- services nouveaux de télématique (VIDEOTEX,...)

Les candidats sont assurés d'une rapide intégration dans une Société d'Ingénierie Informatique qui se situe parmi les leaders de sa spécialité en Europe. Ils bénéficieront de solides méthodes de travail, *d'une formation sans cesse renouvelée* et de larges possibilités d'évolution de carrière.

Adresser C.V. et prétentions à:
Pierre HUGOT
steria 26, avenue de l'Europe
78140 VELIZY

- *Vous êtes Ingénieur formé dans une Ecole à l'Informatique* industrielle.
- Vous avez au moins 1 an d'expérience de l'assembleur sur micro-processeur (Z 80, 8080, 6800,...).
- Vous avez le sens de la méthode et de réelles capacités de communication.

sema informatique

vous propose

de participer à la conception et à la réalisation d'importants systèmes temps réel (contrôle de processus, télécommunications, simulation).

Adresser votre C.V. et photo avec une courte lettre manuscrite sous réf. 10271 / M à J. Hajage, Sema - Sélection : 92126 MONTROUGE Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

FINDUS



Si vous êtes intéressé par des possibilités de carrière, lisez cette annonce.

Nous recherchons :

UN CHEF DE DISTRIBUTION RÉGIONAL

(RÉF. : CD)

VOUS AUREZ LA RESPONSABILITÉ :

- du stockage et de la distribution de nos deux gammes de *produits :* *Surgelés :* FINDUS
  Crèmes Glacées : GERVAIS
- de la gestion administrative et informatique du centre de distribution.
- d'une équipe d'une quarantaine de collaborateurs.

SI VOUS AVEZ :

- *un diplôme de l'Enseignement Supérieur.*
- *une expérience réussie de la gestion et de l'animation de* Personnel dans un Etablissement similaire.
- et si de « temps à autre » un changement d'air ne vous fait pas peur,

vous nous intéressez.

UN CADRE POUR L'ADMINISTRATION DES VENTES

(RÉF. : CA)

(poste à pourvoir au Siège Social)

VOUS AVEZ :

- un diplôme d'Ecole Supérieure de Commerce.
- 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine commercial (pas forcément sur le terrain).
- à la fois du dynamisme et le goût de la précision.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- d'acquérir une expérience administrative à l'intérieur d'un bureau d'Etudes et de Statistiques commerciales.
- d'avoir la responsabilité d'une équipe de travail.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la réf. à

FRANCE GLACES FINDUS

DIRECTION DU PERSONNEL
19, CITE VOLTAIRE - 75011 PARIS.

A PARTIR DU VENDREDI 19 SEPTEMBRE

(daté samedi)

carrières du commerce et de la vente

le bon jour, maintenant, c'est le VENDREDI

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux « nouveaux vendeurs ». C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le «niveau Monde». Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, vont maintenant disposer de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ?
Fonctions Commerciales

Ses annonceurs ? *Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.*

Ses résultats ? *Certainement des curriculum vitæ et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.*

TOUS LES VENDREDIS, DANS **Le Monde**
(daté samedi)
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

ENTREPRISE
DE FORAGE PETROLIER
recherche pour le
Service maintenance de son siège social à
VELIZY
(Navettes par cars depuis Pont de Sèvres ou Versailles).

AGENT TECHNIQUE-MÉCANICIEN

Pour secrétariat technique
Niveau DUT ou BTS.
Quelques années d'expérience souhaitées. Connaissance de l'anglais technique *indispensable.*

Adr. C.V. manusc., photo et prét. à nº 71.700, Contesse Publicité, 20, av. *Opéra, Paris-1er qui transm.*

ORGANISME PUBLIC
recherche

INGÉNIEUR OU PHYSICIEN

Quelques années d'expérience *professionnelle pour travail de* relation entre industriels et laboratoires de recherche du secteur public.
Lieu de travail : Paris

Déplacements fréquents Paris et province

Adr. C.V. et prétentions, à *Mme* CACHELOU, B.C.T., 48, rue Caumartin, 75009 Paris

Etablissement d'Enseignement
de COULOMMIERS
recherche

UN PROFESSEUR

FRANÇAIS - ANGLAIS
Tél. : 403-08-41

URGENT
Editeur littérature générale
cherche

CHEF COMPTABLE

Niveau D.E.C.S., expérience édition indispensable et informatique souhaitée.
LIBRE TRES RAPIDEMENT
Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions : EREL, No 927, 17, rue Saint-Séverin, Paris 5e

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TRAVAUX PUBLICS
5 000 personnes
Chiffre d'affaires 1,4 milliard
recherche

INGÉNIEURS DE TRAVAUX

DÉBUTANTS

(Ecole supérieure de T.P. - Arts et Métiers...)

POUR SES SERVICES DE
PROVINCE

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétent., s/réf. 15.908, à Publ. LAROCHE, 39, r. Périer, 92120 MONTROUGE qui transmettra

Ingénieur Chimiste
Laboratoire Développement

- De solides connaissances en **CHIMIE MINERALE.**
- Une première expérience : 3 ans, en laboratoire si possible *matériaux pour le* bâtiment (ciments, plâtres...).
- Un esprit ouvert et de bonnes capacités de contact.

Vous assisterez le responsable pour ce qui concerne les méthodes d'analyses, la conduite *et l'exploitation* des essais en laboratoire et en production (produits nouveaux, amélioration des produits existants, diagnostics).

A ce titre, vous serez en relation avec les responsables des labos-usines.

Vos compétences et votre ouverture d'esprit vous permettrons de vous associer à la conception et au développement des produits.

La connaissance de l'anglais (rédaction) est un atout.

Lieu de travail : VAUJOURS (93).

Nous sommes le premier fabricant français de plaques de plâtre. 4 unités de production, 1150 personnes, 600 millions de francs de C.A. (+ 21 % en 79).

Merci d'écrire sous référence C. 412-1 à J.J. CRAMPE




PLACOPLATRE
SERVICE RECRUTEMENT
B.P. 316
92506 RUEIL cédex

MEDIA BL

Cincom Systems

le spécialiste des systèmes DB/DC et des systèmes d'application RECHERCHE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une bonne connaissance des applications informatiques et/ou l'expérience de la vente de logiciels.
Les candidats retenus seront chargés de la promotion de nos systèmes avancés DB/DC.
Ces postes sont à pourvoir à Paris. Des déplacements ponctuels sont à prévoir. Rémunération très importante, promotion basée sur les résultats.

INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT (CII-HB)

Spécialiste CII-HB niveau 66, 64 et/ou Mini 6.
Bonne connaissance de GCOS et assembleur indispensable.
Connaissance TDS, DTF appréciée. Poste à Paris.

SGBD TOTAL est disponible sur plus de 25 matériels différents et constitue avec quelque 3000 utilisateurs le SGBD le plus utilisé à travers le monde.



Envoyez CV manuscrit, photo et prétentions à
CINCOM SYSTEMS
Ilôt des Mariniers
208, rue Raymond-Losserand
75680 PARIS CEDEX 14 - Tél. : 545.67.79

SAGHA

FILIALE FRANCAISE
TRES IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL AMERICAIN
SECTEUR PHARMACEUTIQUE
recherche pour PARIS

Assistant du Directeur des Systèmes Information

Ce collaborateur aura pour missions d'accomplir toutes études d'organisation et de mettre en place et contrôler l'ensemble des procédures comptables, financières et administratives. Ce poste convient à un homme jeune, 28 ans au moins, de formation ESC ou assimilé, possédant une expérience bivalente, opérationnelle et fonctionnelle, dans les domaines de l'organisation, de la gestion et de la comptabilité générale. Des connaissances d'informatique seront appréciées. Bonne pratique de l'anglais exigée. Des possibilités d'évolution existent dans l'entreprise.

Adresser C.V. + photo (retournée) + rémunération actuelle sous réf. 805M



SODECI — 140, rue de la Croix Nivert 75015 PARIS

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)
recherche

1 AGENT TECHNIQUE TELECOMMUNICATION

pour assurer maintenance réseau télécommunication dans une filiale à l'étranger ou effectuer des études de réseau dans un service central.

Diplômé BTS télécommunication ou électronique.

Domaine des connaissances souhaité :
TELEPHONIE, MATERIEL VHF, FAISCEAU HERTZIEN, BLU.

Connaissances en instrumentation appréciées.
Anglais courant parlé, lu et écrit.
Quelques années d'expérience souhaitées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à no 70833 SNEAP D.C. Recrutement 26, avenue des Lilas - (Tour 12.04) - 64018 PAU CEDEX.

LIBRAIRIE ERNEST FLAMMARION

L'UN DES PREMIERS ÉDITEURS FRANÇAIS
recherche

QUATRE CANDIDATS

ayant le goût des contacts humains et qui seront de véritables hommes de terrain, possédant un véhicule personnel.
— Les candidats résideront sur leur secteur.
— Tous ces postes offrent un salaire motivant et des perspectives d'avenir.

DEUX ATTACHÉS COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Chargés de la présentation de ses ouvrages auprès des détaillants des secteurs suivants :
Départements :
Rhône-Alpes, Auvergne : 01, 03, 07, 39, 42, 43, 63, 69, 71.
Sud-Ouest : 16, 17, 19, 23, 24, 32, 33, 40, 47, 64, 87.

DEUX ATTACHÉS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Sur les secteurs suivants :
— Benelux,
— Suisse.
La période de formation aura lieu à Paris et sera rémunérée.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo et numéro de téléphone à :
FLAMMARION, Direction Commerciale,
B.P. 463 - 94152 RUNGIS.

---

responsable gestion et organisation comptable

105 000 Frs +

Nous sommes une importante filiale d'un groupe multinational, leader sur son marché.

Rattaché au Service Comptabilité de notre Siège, vous participerez à l'élaboration des bilans, réel et prévisionnel, dans le cadre de la gestion anglaise et française. Vous conseillerez et assisterez vos interlocuteurs sur le plan technique et méthodologique. Enfin, vous élaborerez, mettrez en place des procédures et assurerez la maintenance et la cohérence des systèmes de gestion.

Vous avez un diplôme du type ESSEC, ESC..., complété par le DECS et une expérience de quelques années dans un cabinet d'expertise comptable, qui vous aura familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne.

En raison des fréquents contacts que vous aurez avec notre Siège européen, une pratique courante de l'anglais est indispensable.

Il s'agit d'un poste évolutif dont les perspectives devraient être à la mesure de vos aspirations.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4717, à Bruno DEMOINET,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR — CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

media-system

Le Groupe ROMBALDI, Filiale du Groupe Redoute, réalise un C.A. de 127 millions de Frs (+ 28%) par la commercialisation de livres et de lithographies. Pour étoffer l'équipe de la Direction Financière, nous créons le poste de

contrôleur de gestion

Ce poste est complexe par la diversité des activités du Groupe : Fabrication, Achats, *Vente par Correspondance* et par Courtage, Gestion des clients et des stocks, Gestion des réseaux de distribution. Nous recherchons donc un Cadre diplômé de l'enseignement supérieur, ayant 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine (de préférence dans une Société *de Distribution ou dans un Cabinet d'Audit*), capable de mettre en place les systèmes, de former ses Collaborateurs, et de s'imposer auprès des différents Services de la Société qui seront ses interlocuteurs. Le titulaire sera rattaché au Directeur Financier et sera basé au Siège. Il aura de bonnes connaissances en informatique, celle-ci devant devenir l'un de ses principaux outils de travail.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions à E. VIGNERON, Editions Rombaldi, 15, rue *de Rome* 75008 PARIS.



Banque de Paris et des Pays-Bas

PARIBAS

Pour compléter ses équipes la DIRECTION de l'ORGANISATION et de l'INFORMATIQUE

recherche

● ANALYSTES-PROGRAMMEURS EXPÉRIMENTÉS

2 à 3 ans de pratique exigée de la programmation.

● PROGRAMMEURS DÉBUTANTS

Niveau de formation : DUT informatique

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. P à BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, Direction du Personnel (625), boîte postale 141, 75060 PARIS CEDEX 02.

PARIBAS

O.C.S. MANAGEMENT CONSULTANTS GROUPE CLAUDE SICARD

recherche
pour faire face à son développement international

1 DIRECTEUR DU MARKETING

Pour prendre la responsabilité du Département chargé d'assister les entreprises dans l'élaboration de leur politique commerciale.
— Expérience minimale de 10 ans au marketing et vente.

1 CONSULTANT MARKETING-DÉVELOPPEMENT

— Formation grande école ;
— Expérience minimale de 3 ans de la fonction commerciale.

Pour ces deux postes, une connaissance concrète de l'exportation serait un atout, ainsi que la pratique de l'allemand.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
O.C.S., 17, quai de Stalingrad,
92100 BOULOGNE-SUR-SEINE (Paris)
Tél. : 621-41-71.

L'UNE DES PREMIERES IMPRIMERIES FRANÇAISES
renforce son équipe commerciale à Paris

Elle recherche

RESPONSABLE DU SERVICE EXPORTATION

(Poste référence A)

L'exportation du produit de l'imprimerie n'est pas une chose facile, pourtant l'entreprise a déjà lancé le pari, elle est décidé aujourd'hui à consolider et à développer sa position dans ce domaine.
Elle investira en ce collaborateur qui, par son dynamisme, son sens créatif et son expérience, saura élargir la structure mise en place :
— Il sera âgé de 25 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ;
— Bilingue anglais ;
— Basé à Paris et disponible pour effectuer de fréquents déplacements hors de France (Afrique, M.-O., U.R.S.S., etc.) ;
— Il saura mettre à profit une première expérience de contacts internationaux et maîtriser tous les problèmes inhérents au commerce extérieur.

CHEF SERVICE COMMERCIAL

APPLICATIONS INFORMATIQUES
(Poste référence B)

Depuis plus de 10 ans l'entreprise a débuté dans la technique de la photocomposition (saisie, traitement et préparation de textes).
Un service commercial a été créé pour vendre cette technologie après en avoir décelé les applications dans le service informatique des grandes entreprises, mais aussi pour assurer avec les services compétents la réalisation des travaux.

Pour prendre la responsabilité de ce service nous souhaitons rencontrer *un candidat de 25 ans, de formation supérieure (commerciale-informatique)*, justifiant d'une première expérience commerciale en milieu informatique.

COMMERCIAL APPLICATIONS INFORMATIQUES

(Poste référence C)

Nous souhaitons rencontrer un jeune candidat de formation I.U.T. informatique ayant réussi une première expérience commerciale en milieu informatique (constructeur, conseil, etc.).

Il lui sera demandé de comprendre et faire connaître les applications de la photo-composition en milieu informatique des grandes entreprises.

COMMERCIAL SERVICE « LEADER »

(Poste référence D)

Le candidat saura vendre les services de l'imprimerie aux entreprises (presse, éditeurs, agences de publicité, etc.) : élaborer le produit avec ses interlocuteurs, organiser avec rigueur ses dossiers, suivre avec constance des actions à long terme.

Ce poste convient à jeune candidat, 25 ans minimum, de formation supérieure ou vendeur confirmé.

TECHNICIEN D'IMPRIMERIE : ACHETEUR

(Poste référence E)

Attaché aux services commerciaux, ce technicien de l'imprimerie sera chargé de l'élaboration des devis, mais surtout devra choisir avec discernement les partenaires en sous-traitance et réaliser les achats (papiers imprimerie, photogravure, etc.).
Nous souhaitons rencontrer un homme justifiant d'une solide expérience en atelier.

La société s'engage à donner une solide formation.
Ces postes conviennent à candidat désireux de faire carrière.

Ecrire avec curriculum vitae ou téléphoner à :
JOB CONSEIL — 4 ter, rue du Tapis-Vert, 5400 NANCY. - Tél. : 8-336-45-71.

Attaché Commercial
Expérience Télécommunications

Notre département, rattaché à un groupe de télécommunications important, est déjà bien implanté sur le marché des systèmes de communications de groupe.
Pour développer progressivement et durablement les ventes ou la location de nos équipements auprès d'une clientèle d'entreprises, nous recherchons un COMMERCIAL DE VALEUR.
Ce poste évolutif s'adresse à un homme ayant une expérience dans le domaine des télécommunications et de la vente.
Rémunération attrayante, entièrement au fixe. Ce poste, basé à Paris, nécessite de fréquents déplacements de courte durée en province.
Discrétion et réponse assurées à toute lettre manuscrite + C.V. adressés sous référence 80550 M à Madame Claude FAVEREAU

EMPLOI centor — 13, bis rue Henri Monnier 75009 PARIS

RENTABILISEZ VOTRE COMPETENCE

Vous êtes diplômé MIAGE ou équivalent.
Vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans chez un Constructeur ou une SSCI.
Vous souhaitez un travail vivant, responsable, évolutif (et rémunérateur).
Vous voulez disposer d'une voiture de fonction pour vos déplacements.

Misez sur l'Entreprise qui «bouge» et devenez

INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX CMC

Sur Paris, Lille, Marseille, Nantes ou Rouen.
(référence : ITC - JCP)
Vous apporterez votre expérience des applications de gestion et votre connaissance d'un langage évolué (COBOL) et participerez à notre développement continu.

. Au niveau du Support Central France - Filiales Européennes
(référence : ITC - JCF)
Votre expérience des télécommunications et votre pratique de la langue anglaise nous seront d'utilité pour améliorer notre support en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Référence ITC - JCP : CMC FRANCE, Direction Commerciale, 26, rue de Mademoiselle 78000 VERSAILLES
Référence ITC - JCF : CMC FRANCE Support Central 15 rue d'Angiviller 78000 VERSAILLES

CMC

Poursuivant son expansion, LE GROUPE I.E. – société de conseil en informatique de gestion – recrute de jeunes

INGENIEURS GRANDES ECOLES

débutants, pas nécessairement formés à l'informatique, pour une activité d'ingénieurs conseils de haut niveau.
Une session de formation débutera pour eux le 17 novembre 80 suivie d'une intégration à une équipe entraînée où ils seront en relation directe avec nos clients.
La progression des 3 sociétés du groupe ouvre des possibilités de carrières motivantes liées aux efforts personnels.



GROUPE

Une lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. et d'une photo sont à adresser, sous la réf. 457 à
INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Informatique de Gestion
– 9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

CHEFS DE DÉPARTEMENT CONFIRMÉS

Société Alsacienne de Supermarchés
Groupe de 4500 personnes couvrant tous les secteurs de la distribution (Supermarchés, Hypermarchés, Cash, Entrepôts de gros, Fabrications industrielles, etc...)

recherche

pour l'ouverture de ses nouveaux magasins

CHEFS DE DÉPARTEMENT CONFIRMÉS EN HYPERMARCHÉS

Les axes de notre politique de développement sont l'innovation et la création.

Nous affirmons que ces deux facteurs sont essentiels :
- aux Entreprises de distribution pour assurer leur expansion, et
- aux hommes qui y travaillent pour assurer leur développement.

D'ailleurs nous considérons notre personnel comme une clientèle que nous fidélisons en établissant en permanence le dialogue.

Si cette démarche est également la vôtre et si vous avez :
- une formation supérieure (ESCAE ou équivalent).
- une expérience réussie d'au moins 2 ans dans un poste similaire.

Veuillez envoyer votre C.V. avec photo sous référence M 838
à Monsieur Dominique BALLOT

S.A.S.M.
117 A, Route des Romains
67200 STRASBOURG - KOENIGSHOFFEN

bleu

GROUPE MULTINATIONAL produits grande consommation (leader sur ses marchés) recherche

SPECIALISTE MATERIELS PUBLICITAIRES ET PROMOTIONNELS

FABRICATION — IMPRESSION — EDITION

En liaison étroite avec les responsables marketing, il aura pour mission de les conseiller, de leur apporter des idées, ainsi que de négocier les achats et d'assurer les relations avec les fournisseurs.
Le poste exige une formation de base appropriée (Arts Graphiques, Arts Déco...) et/ou une expérience de chef de fabrication en agence ou similaire chez un annonceur ou un imprimeur.
Poste d'avenir dans une société en expansion.
Adresser C.V. avec photo et salaire souhaité, sous Réf. 35839 M à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE CONSTRUCTIONS MECANIQUES
recherche pour son Siège Social à PARIS

cadre fonction personnel

POUR :
- prendre en charge la gestion informatisée et l'harmonisation des procédures liées à la paie de l'ensemble du personnel (10.700 personnes)
- participer à l'élaboration des bilans sociaux des établissements
- traiter les questions relatives à l'application de la participation des salariés.

Le candidat retenu justifiera d'une expérience en gestion industrielle ou comptable avec applications informatiques, sera diplômé de l'enseignement supérieur, fera preuve d'un esprit novateur et prospectif.

Possibilités d'évolution pour candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre, curriculum vitaë et prétentions No 70.891 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

---

Organiser les études d'ingénierie

Au sein du Secteur Etudes (plus de 800 personnes) d'une des plus grandes entreprises d'ingénierie, le Département Organisation et Méthodes recherche un ASSISTANT.
- pour participer à la définition et l'approfondissement des méthodes de gestion des tâches, de gestion des documents ainsi qu'à la mise en place de l'organisation correspondante
- pour intervenir sur le terrain dans la coordination des équipes chargées du développement de l'exportation et de l'utilisation du système de gestion des documents d'ingénierie.

Les candidats, de formation Ingénieur, doivent avoir une expérience concrète dans le secteur Etudes d'une industrie mécanique ou électrique et connaître les problèmes d'organisation et méthodes liés à l'ingénierie.
Adresser CV et prétentions sous réf. 7280 à rscg carrières, 64 rue la Boëtie 75008 PARIS. qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DU TERTIAIRE
recrute pour le service

Etudes et Marketing
CHARGE D'ETUDES

(Maitrise de Sciences-Eco et de Gestion)

Sa mission principale consistera :
- à organiser la surveillance du portefeuille (recherche des affaires déficitaires, conseils sur les mesures à prendre ...)
- à réaliser des études statistiques sur la rentabilité des produits.

Pour ce poste à caractère évolutif nous souhaitons rencontrer un débutant ayant un excellent contact et le sens des initiatives.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra sous référence No 71507.

---

responsable de la qualité

130/150 000 Frs — **Banlieue N.O.**

C'est un ingénieur grande école (Centrale, Arts et Métiers, ENSI ...) ayant une expérience dans la production de 3 à 5 ans et la pratique du commandement.

Il s'agit en fait de prendre en main le service contrôle qualité de notre société internationale américaine. Ce poste laisse une large part à l'innovation technique, le management des hommes (20 personnes) et l'organisation.

La connaissance de notre activité (la connexion électrique) où nous sommes leader n'est pas indispensable. Nous pouvons, en effet, vous apporter les moyens d'être rapidement opérationnel.

Par contre, la pratique de la langue anglaise est impérative.

Enfin, sachez que le CA de notre société progresse à un rythme de 25 % par an, autant dire que les possibilités d'évolution dépendent surtout de vous.

Merci d'envoyer votre CV, sous réf. 4725, à Michel GARNIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

GROUPE NATIONAL D'ASSURANCES
recherche pour son service
INFORMATIQUE et ORGANISATION
Siège Paris

JEUNE ORGANISATEUR

HOMME ou FEMME

- Dans une première période ce jeune cadre devra amener les responsables et le personnel des SERVICES GÉNÉRAUX et de la COMPTABILITÉ GÉNÉRALE à intégrer et à utiliser activement le système de gestion informatique récemment implanté. Il aidera à la mise en place d'une COMPTABILITÉ ANALYTIQUE.
  Ultérieurement, il prendra des fonctions opérationnelles dans l'organisation ainsi mise en place pour y développer une carrière complète.
- Écoles Supérieures de commerce, Expertise-Comptable, avec initiation à l'informatique, — ou bien Ingénieurs Informaticiens souhaitant élargir leur champ d'action et de responsabilité.
- Connaissance et expérience nécessaires de la comptabilité analytique secteurs industriels ou bancaire par exemple.
- Diplomatie et sens de la négociation. Habitude de l'animation.
- La formation informatique complémentaire sera assurée par le Groupe.
- Age minimum 30 ans.

Adresser c.v. détaillé sous réf. 107/19.997
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris.
(réponse assurée)

TRES IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE SECTEUR AERONAUTIQUE
recherche pour Banlieue PARIS

RESPONSABLES SECTEUR fabrication mécanique

Ces collaborateurs auront pour mission de diriger et gérer un atelier de fabrication de pièces mécaniques de haute qualité en petites séries. Personnel très qualifié (P2 - P3). Environ 80 personnes. Les candidats doivent détenir une formation CENTRALE, ARTS et METIERS ou équivalent. Anglais souhaité. L'expérience recherchée doit s'être déroulée dans les fonctions méthodes ou fabrications mécaniques, connaissances MOCN souhaitées. Une réelle aptitude au commandement est primordiale. Bon climat de travail. Possibilités d'évolution interne ou ouverture vers une carrière internationale

Ecrire avec C.V. + photo + salaire actuel sous référence 804

SODECI
140, rue de la Croix Nivert
75015 PARIS

LE CEDICAM
filiale du
CREDIT AGRICOLE

chargée des instruments de paiement recherche pour développer des systèmes de paiement électroniques

3 INGENIEURS Réf. SB 10

- **2 Ingénieurs Electroniciens ou Electrotechniciens** chargés des relations avec les industriels constructeurs d'automates bancaires ou de caisses enregistreuses, ayant une expérience ou une compétence dans les domaines de la microélectronique, des petits systèmes ou des automatismes.
- **1 Ingénieur en organisation** chargé d'établir les spécifications fonctionnelles de ce système de paiement.

2 ANIMATEURS COMMERCIAUX Réf. SB 20

Chargés d'assister le réseau Crédit Agricole dans ses relations avec la distribution et ayant une expérience ou une compétence dans les domaines commerciaux et juridiques.
Les candidats(tes) diplômés(ées) de l'Enseignement Supérieur devront avoir 2 ou 3 années d'expérience.
Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la référence à CNCA Recrutement Carrière Cedex 26 - 75300 Paris Brune

---



aerospatiale

1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE MATERIELS AEROSPATIAUX

La DIVISION des ENGINS TACTIQUES située à CHATILLON SOUS BAGNEUX réalise :
- en CHIFFRE D'AFFAIRES et à l'EXPORTATION, la meilleure performance du Groupe (plus de 100 pays sont équipés de nos matériels).

Le succès de nos activités se reflète au niveau de l'augmentation constante de notre carnet de commande. *Le développement de nos affaires* nous amène à poursuivre et à renforcer nos équipes d'études en offrant de nombreuses possibilités de carrière :

Nous recherchons :

Dans le cadre de notre DEPARTEMENT CONCEPTION, CALCULS ET SIMULATION

ingénieurs grandes écoles

ENSAé – ECP – ENSTA – ENSICA – ENAC

Débutants ou maxi 2 à 3 années d'expérience.

Les candidats retenus se verront confier des travaux de conception, sur programmes en développement et avant-projets nouveaux dans le domaine du guidage, du pilotage et du calcul de performances avec applications de techniques numériques récentes.

ingénieurs électroniciens de haut niveau

ESE – ENSERG – ENST – ECP – ENSAé

Débutants ou maxi 2 à 3 années d'expérience.

Les candidats retenus devront effectuer des travaux de mise au point, d'équipements destinés au vol fonctionnant en temps réel.

- Avoir une bonne connaissance de l'anglais
- Etre libéré des *Obligations militaires.*

Ecrire avec C.V. détaillé + photo à No 71266 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

société industrielle d'automatismes

recrute

DIRECTEUR DES VENTES

Minimum 35 ans, expérience de la vente de produits techniques élaborés, pour animation d'un réseau commercial d'agences et de distributeurs.
Formation ou bonnes connaissances techniques nécessaires.
référence : LM 101

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Homme de terrain, capable d'assumer les responsabilités commerciales et administratives d'une agence en région RHONE-ALPES.
référence : LM 102

Envoyer c.v., photo et prétentions en précisant la référence du poste no 19829, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

---

jeune cadre de gestion

Nous sommes un groupe français de BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS.

Notre dynamisme nous permet de poursuivre notre développement international.

Nous recherchons un jeune cadre, de formation supérieure, pouvant justifier d'une première expérience d'environ 2 années dans le domaine de la gestion.

Dans un 1er temps, il travaillera au sein de notre Direction Travaux Publics ETRANGER au siège.

Il participera à la Gestion d'un chantier Etranger dont il sera le correspondant.

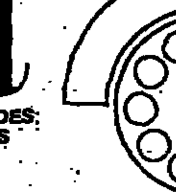
Après formation, ce poste débouchera vers la RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE et FINANCIERE d'un chantier à l'Etranger.

La pratique de l'Anglais et une volonté affirmée de travailler à l'étranger sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 9136 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.





LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

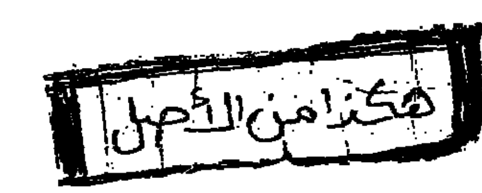
recherche des

INGENIEURS CONFIRMES

ayant 3 à 5 ans d'expérience pour des études portant sur les sujets suivants :
- Systèmes de télécommunications par satellites,
- Dispositifs hyperfréquences,
- Compatibilités entre systèmes radio-électriques.

Des connaissances approfondies en radio-électricité, télécommunications spatiales et hertziennes sont indispensables.
L'Anglais courant est nécessaire.

Adressez votre candidature avec CV détaillé, références et prétentions en indiquant le poste souhaité au :
CNET - PAB/ETR - 38-40 rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX



réussir votre rentrée

Vous êtes motivé par une carrière qui vous apporte la réussite sociale et financière.

Vous savez que le meilleur moyen d'y parvenir rapidement est la vente, plus particulièrement dans une importante société américaine fabriquant et commercialisant des biens d'équipement.

Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, ou équivalent, et vous considérez cette offre comme une bonne formation vous permettant ensuite d'évoluer.

Une première expérience du terrain est bien sûr un «plus».

Si vous êtes direct et accrocheur, venez nous rejoindre pour contribuer à l'augmentation, sans cesse croissante, de notre chiffre d'affaires et pour faire la preuve de vos capacités de contact.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4719 à Philippe SAMETT :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

media-system

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE
proche banlieue NORD, accès par métro
recherche

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT
DE FORMATION ELECTROTECHNIQUE

2 TECHNICIENS DÉBUTANTS
DIPLOMES BTS ou IUT
de formation électrotechnique

1 TECHNICIEN BTS ou IUT
Formation informatique de gestion.
Connaissance :
— Langage de programmation PL1,
— Gestion de base de données,
— Moniteur de télétraitement.

DESSINATEURS
CONFIRMES ou DEBUTANTS
de formation électrotechnique

Env. C.V. à n° 71.338 CONTESSE PUBLICITE 20, aven. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm

---



Première organisation d'assistance voyage en France et à l'étranger.

Dans le cadre de l'expansion de son service informatique, crée un poste

INGÉNIEURS ANALYSTES

Sous la supervision du Responsable de l'Informatique, et assisté d'une équipe d'analystes-programmeurs, il bénéficiera d'une large autonomie pour :
- assurer et développer les applications en cours en relation avec les services utilisateurs ;
- définir et mettre en place de nouvelles applications dans le cadre du plan informatique ;
- concevoir les nouveaux systèmes d'information ;
- assurer les relations avec les fournisseurs : constructeurs, SSCI.

Ce poste conviendrait à un informaticien diplômé de l'enseignement supérieur ayant 3 à 5 ans d'expérience dans la conception et la réalisation d'applications de gestion. Une pratique du système IBM 370/OS ou équivalent serait appréciée.

Veuillez écrire, sous référence 22 M en précisant votre rémunération actuelle, à notre conseil, Jacques BRUSSET, GROUPE BBC, 37, boulevard Sébastopol - 75001 Paris.
Vous pouvez téléphoner les 18 et 22 septembre au 233.86.30.

Discrétion assurée et réponse rapide.

HAVAS CONTACT

GM FRANCE

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour
SON SERVICE COMMERCIAL
équipements électriques automobiles :

ingénieurs technico-commerciaux

Auprès des FLOTTES DE CAMIONS.

Formation : diplômé Ingénieur.

Quelques années d'expérience dans l'automobile sont souhaitées.

Disponibilité pour déplacements sur toute la France.

Anglais courant exigé.
Notions d'allemand appréciées.

Voiture de service fournie par Société avec salaire intéressant et possibilités de développement de carrière à l'intérieur du groupe.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel YM - 5, bld Galliéni 92231 GENNEVILLIERS

GROUPE NATIONAL
AERONAUTIQUE
DIVISION FORGE FONDERIE
USINAGE TRAITEMENTS
recherche

ingénieur entretien

— capable assurer maintenance matériels de production.
— gérer 60 personnes (bonnes aptitudes au commandement).
— coordonner travaux
— traiter avec fournisseurs.

L'HOMME :

formation ingénieur
(AM, ICAM, ENSI, ENPG)
5 à 10 ans expérience industrielle, mécanique, électrique, hydraulique.

CONDITIONS :

travail à Gennevilliers
appointements intéressants,
avenir et avantages sociaux.

Merci d'adresser CV et photo à :

PAJ Conseil
Réf. A 160
2, rue des Dardanelles
75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT
CSNCR

COMPAGNIE D'ASSURANCES VIE
en expansion appartenant à un Groupe Multinational
recherche

CHEF COMPTABLE

de formation supérieure, le candidat disposera de 3 à 5 ans d'expérience dans poste similaire.
Anglais courant nécessaire.
Larges possibilités d'évolution.

Envoyer CV détaillé, prétentions et photo sous N° 7701 à

PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à no 70.967 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Très Important
Groupe Industriel Français
propose à un

JEUNE CADRE de HAUT NIVEAU

Désireux de se spécialiser dans le

DROIT SOCIAL

un poste de

JURISTE

Les Missions :
- Suivi de l'évolution de la législation sociale.
- Assistance et conseil aux différentes Sociétés du Groupe en matière de droit du travail.
- Information des Directions du Personnel impliquant de nombreux contacts.
- Traitement des problèmes juridiques liés aux Relations du Travail.

Profil recherché :
- Doctorat en Droit exigé. Formation de base Sciences Po. appréciée.
- Anglais et/ou Espagnol souhaité.

De larges perspectives de carrière sont assurées au sein d'un GROUPE MULTINATIONAL

Nous vous prions d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo (retournée) sous référence 860 099 M à Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Filiale d'un des premiers constructeurs mondiaux d'ordinateurs interactifs

responsable comptabilité analytique
(Revenue Accounting Supervisor)

Il animera une équipe de 5 personnes.

Habitué à l'utilisation de systèmes informatiques, il supervisera le contrôle des revenus, des stocks et nos transactions avec les autres filiales du groupe.

Une expérience comparable, acquise de préférence dans une société américaine, et la pratique de la langue anglaise sont nécessaire.

Notre société en constante expansion offre de réelles possibilités d'évolution.

Adressez votre candidature à Chantal MILLOT sous réf. M 89 à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

digital 18, rue Saarinen 94528 RUNGIS cedex

---

directeur commercial 180.000 +

Société de diffusion de publications hebdomadaires (CA 140 M de F), notre activité de distribution s'appuie sur une structure de vendeurs-livreurs s'adressant aux particuliers et implantés dans toute la France.

Nous souhaitons confier le développement de nos ventes et l'animation de notre réseau actuel - ou à venir - à un professionnel de la vente aux particuliers sachant concilier le dynamisme commercial et l'intendance qu'implique une telle distribution.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 2111-M à

CNPG
105 avenue Victor Hugo - 75116 Paris

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

LA CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE
recherche pour l'une de ses filiales bancaires quartier MONTPARNASSE

un Chef de Projet — réf. BV 1

Pour concevoir des schémas d'organisation et conduire des projets informatiques dans les domaines bancaires (dépôts, comptabilité, prêts).
Diplôme Grande Ecole ou équivalence et 5 années d'expérience en Organisation/Informatique.

un Analyste — réf. BV 2

Pour réaliser des analyses fonctionnelles et organiques d'applications bancaires.
Connaissant le COBOL/ANS sur série 66/C.Li. - HB.
Connaissance télétraitement et base de données appréciée. Niveau Maitrise Informatique et 3 années d'expérience.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la référence à CNCA Recrutement Carrières cedex 26 - 75300 Paris Brune

---



MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE
recherche

CHEF COMPTABLE expérimenté

Le poste comprend les responsabilités suivantes :
- supervision du Service Comptable
- coordination de la préparation du budget et analyses des écarts
- élaboration des documents financiers pour les actionnaires et les autorités françaises
- reporting à New-York et études diverses.
- Le poste nécessite une bonne connaissance de la Comptabilité U.S., une expérience bancaire est un atout supplémentaire
- anglais courant indispensable.

Salaire et avantages sociaux très compétitifs.

Envoyer lettre manuscrite, CV., photo, prétentions à M. Jean MILLARD - MHBN - BP 259-08 75364 PARIS CEDEX 08. Discrétion assurée

amp



The computing company. 120.000f+

Nous sommes la première Société de Services et de Conseils en Informatique dans le monde. Dans le cadre de notre implantation sur le marché français, nous recherchons :

INGENIEURS COMMERCIAUX

Chargés de la vente de nos produits. Ils devront avoir une expérience prouvée dans la vente de services, acquise de préférence auprès d'une SSCI, depuis plusieurs années et de bonnes connaissances en gestion. Très forte rémunération pour candidat de valeur. Formation permanente donnée au sein du Groupe.

Envoyer C.V. à A.D.P. - Tour Mercuriales 40 r. Jean Jaurès - 93176 BAGNOLET Cédex

---

AUDITEUR

Nous sommes un cabinet d'audience internationale en Audit.
Nous recherchons pour Paris un auditeur motivé par une carrière évolutive.
Vous êtes expert-comptable stagiaire et vous avez au moins 3 ans d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions à
Jeannine EMERIAU - HELIOS -
7, rue de Chaillot - 75116 PARIS.

HAVAS CONTACT

Un important établissement financier, rattaché à un Groupe industriel de dimension internationale, cherche pour sa Division Informatique à PARIS - plus de 30 personnes, un IBM 3031 sous VM, DOS avec CICS, DL1 - un

JEUNE CHEF DE PROJET

Il anime une petite équipe spécialisée dans la conception et la réalisation de projets concernant des opérations de leasing et de crédit pour différentes Sociétés du Groupe. Le développement de ces Sociétés devrait accroître le champ de ses interventions. Des responsabilités importantes pourraient lui être proposées, à moyen terme.

Diplômé d'une grande Ecole de préférence, il a déjà été responsable d'applications. Une connaissance du secteur bancaire ou financier serait appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M1600, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION
49, av. de l'Opéra 75002 Paris

GEM

SOGINFOR

filiale informatique du CREG, un des premiers établissements financiers spécialisés dans le crédit à la consommation, cherche à PARIS

UN JEUNE DIPLÔMÉ GRANDE ÉCOLE — Réf. M 1601

Débutant, il reçoit une formation en informatique. Intégré ensuite dans une équipe très performante qui conçoit et réalise des projets, il acquiert une expérience de tout premier plan qui pourrait lui permettre d'évoluer vers des fonctions de Chef de Projet.

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR — Réf. M 1602

Titulaire d'une MIAG, d'un DUT ou équivalent.
Après une formation complémentaire, il participe à la réalisation d'applications en Temps réel sur IBM 3031. Compte tenu du développement important des projets et des techniques à mettre en œuvre, il a la possibilité d'acquérir de solides compétences et d'envisager une progression de carrière intéressante.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION
49, av. de l'Opéra 75002 Paris

GEM

IMPORTANTE ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL
recherche
pour son siège à PARIS

AGENT COMPTABLE
(responsable comptable et financier)
138.000 F.

Responsable devant le Directeur Général et le Conseil d'Administration :
- de la comptabilité complète de l'association.
- de l'établissement des budgets et bilans.
- du contrôle budgétaire.
- du suivi financier des investissements.

BTS ou DECS de comptabilité et 5 ans minimum, expérience Chef comptable exigée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :
AREPOS
34, rue des Martyrs - 75009 PARIS

bleu

SOCIETE HOLDING
recherche pour 2 de ses filiales

1) JEUNE ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

- Niveau DECS
- Débutant ou quelques années d'expérience
- Poste à pourvoir à ST MAUR *(réf.1)*

2) CHEF COMPTABLE

- Niveau DECS
- Quelques années d'expérience.
- Poste à pourvoir à LORIENT après 6 mois de formation à Paris *(réf.2)*

Envoyer C.V et prétentions à :
H.DE MONFERRAND
SOCIETE SIFA
82-84 Bld des Batignolles 75017 Paris

offres d'emploi

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche

comptables

dégagés des obligations militaires ayant obligatoirement BTS ou DUT (option finance, comptabilité ou certificat comptable du DECS minimum).
Un minimum de 2 ans d'expérience dans une entreprise industrielle sera apprécié.
Bonne connaissance de l'anglais indispensable.
Ces agents exerceront dans un premier temps dans les services comptables à Paris et seront affectés ultérieurement dans nos filiales à l'étranger suivant les besoins du groupe.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 69490 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement 26 bis, av. des Lilas (Tour 12-04) 64018 PAU Cedex.



ARTHUR D. LITTLE

SENIOR MANAGEMENT CONSULTANT
(PETROLEUM DISTRIBUTION)

ARTHUR D. LITTLE International renforce son équipe européenne spécialisée dans les problèmes d'énergie. Les candidats devront avoir une expérience concrète de la *DISTRIBUTION PETROLIERE.*

PROFIL :
- Age : 30 à 40 ans.
- *Formation :* Grande Ecole ou équivalent (MIT, etc.) et, si possible, une formation supérieur en management (MBA).
- Expérience professionnelle :
- Soit 5 à 10 ans de service dans le marketing et la distribution d'une grande société pétrolière ;
  - *Soit* 5 à 10 ans dans le domaine de la distribution de produits vrac, surtout dans les pays en voie de développement.
- Références de premier plan indiquant un niveau élevé de performances au cours des années précédentes.
- Langues : anglais et français courants.
- *Localisation :* Paris, mais avec fréquents déplacements de courte durée à l'étranger.
- Rémunération : intéressante pour des candidats répondant sur tous les plans à ce profil.

Les candidatures seront examinées en toute confidentialité et devront être adressées, avec curriculum vitae détaillé, à :

Mme DUBOIS LAMBERT
Arthur D. Little
230, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 PARIS, France.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS CHERCHE POUR SA DIRECTION DÉVELOPPEMENT MÉDICO-CHIRURGICAL
EXPÉRIMENTATEUR CHEF de PRODUIT

connaissant bien les milieux hospitaliers et leurs besoins.
Résidence PARIS. Certains déplacements.
Il a pour mission de mettre en place et de suivre les *essais et expérimentations,* de définir avec le Directeur Développement les stratégies-produits et lancements auxquels il participe.

PROFIL : de préférence MEDECIN ou PHARMACIEN.
30 ans minimum,
2 ans d'expérience avec milieux hospitaliers et patients,
esprit expérimental, organisé et de bon contact.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à PUBLIMAX, 36, av. Hoche, 75008 Paris, sous référence B16 qui transmettra.



THOMSON-CSF

DESSINATEURS
B.T.S. BUREAU D'ÉTUDES
Niveau PROJETEUR

Env. C.V. et photo au SERVICE DU PERSONNEL 68, av. Pierre-Brossolette, 92240 MALAKOFF

INDUSTRIE DE POINTE
Région Parisienne

INGÉNIEUR DE BUREAU D'ÉTUDES
Réf. 286

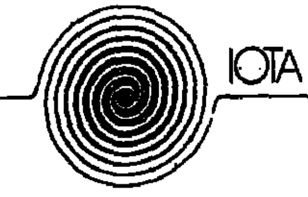
Concrétisation des projets élaborés dans les bureaux d'études. *Formation* ingénieur, type Arts et Métiers. Expérience de 3 à 10 ans *dans le domaine mécanique fabrication* et résistance des matériaux, de 110.000 à

175.000 F

Ce poste demande la connaissance de l'anglais.
Ecrire en rappelant la référence à

NOËL CHOAY et Associés
31, rue François-1er — 75008 PARIS,
à qui ces recherches ont été confiées.

offres d'emploi



IOTA

Nous sommes une Entreprise à taille humaine, filiale d'un important groupe français et nous mettons en oeuvre des techniques de pointe en :

- INFORMATIQUE EDITORIALE
- BASES DE DONNEES
- INFORMATIQUE GRAPHIQUE

pour renforcer nos équipes nous cherchons des :

ANALYSTES

- formation supérieure,
- *Expérience de 2 à 3 ans,* dans la réalisation de projets mettant en oeuvre *des S.G.B.D.*

Envoyer lettre mansucrite et C.V. à :
IOTA
Direction du Personnel 34, avenue de Roule
92200 NEUILLY SUR SEINE

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCE PARIS 15 *éme*

équipé de puissants moyens informatiques (Terminaux Lourds et Légers)recrute un

PROGRAMMEUR

- de formation supérieure I.U.T...
- bonnes connaissances du matériel IBM et des langages COBOL,ASSEMBLEUR-CICS sous OS/VS,
- expérience en réalisation d'applications *d'au moins 2 années,*
- esprit d'équipe, sens des contacts, *dynamisme.*

Merci d'adresser votre C.V.et prétentions à

steria

STERIA RECRUTEMENT
147, r.de Courcelles 75017 Paris
ou téléphoner pour premier contact à Madame FOSTIER au : 763.11.83.

LABORATOIRE ELECTR.
PROCHE BANLIEUE SUD PARIS
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
30-35 ANS

pour travail en laboratoire et sur site

- Solide formation en physique.
- Plusieurs années d'expérience de laboratoire dans activités de mesure, contrôle et régulation.

Envoyer C.V. et prétentions à no 8.862
PUBLIFOP 29, RUE BLEUE, 75009 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

Chargé(ée) d'Etudes Marketing

Formation statistiques et/ou économique complé*tée par une bonne connaissance des techniques* qualitatives.
Pratique des techniques de structuration des données demandée.
3 ou 4 années d'expérience exigées.
Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 8999 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANT GROUPE SPECIALISE EN AUDIT ET EXPERTISES COMPTABLES ET FINANCIERES
recherche

AUDITEUR CHEF DE MISSION

EXPERIENCE : 3 ans dans un cabinet important.
FORMATION : HEC, ESC, IEP, ESSEC, DECS complet. Niveau Révision comptable.
POUR MISSIONS 2/3 TEMPS A L'ETRANGER : *AFRIQUE, OCEAN INDIEN.*
LIBRE SOUS DELAI REDUIT.

Larges possibilités *de développement* de carrière.

Ecrire avec C.V. et photo, no T 021463 M. à : REGIE - PRESSE, 85 bis, rue réaumur, 75002 Paris.

Importante Société de Construction de gros Matériels Thermiques et Nucléaires située à VELIZY (78)
recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(E.C.P., ENSTA, MINES, I.D.N., ENSIM)

pour son service « Conception Calculs Nucléaires » Ils seront chargés, dans un premier temps, de calculs scientifiques de haut niveau en résistance des matériaux thermiques et hydrauliques, pour assumer ensuite la responsabilité de la conception d'appareils complexes.

- ANGLAIS INDISPENSABLE :
- Première expérience dans calculs de structure *appréciée.*

Adr. C.V. détaillé et prétentions sous réf. 2.452P, à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09.

offres d'emploi

SECIM

Filiale du groupe CREUSOT-LOIRE recherche pour renforcer le Service Commercial de son département PRESSES HYDRAULIQUES

ingénieur commercial

Il aura pour mission, avec l'appui des différents services de l'Entreprise (B.E. juridiques et financiers), de négocier et vendre auprès d'Industriels Français et Étrangers des presses hydrauliques de grande puissance (presses à filer et à forger).

Ce poste pourrait convenir soit, à un jeune technicien (niveau Ingénieur ou équivalent - option mécanique privilégiée) ayant eu une première expérience en B.E., préparation, estimation des coûts...et, souhaitant se diriger vers une fonction commerciale,soit à un autodidacte confirmé dans la vente de devis de biens Industriels.

- *Poste basé à Courbevoie ; déplacements fréquents mais de courte durée à prévoir en France et à l'Étranger.*
- *Anglais courant indispensable.*

Merci d'envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 775 au

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel,
397 ter, rue de Vaugirard,
75015 PARIS.

HAVAS CONTACT

WATERS S.A.
LA CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE OU BIOLOGISTE

pour région OUEST PARISIEN

- Chargé de la promotion de la technologie et du suivi des clients.
- Expérience souhaitée.
- Anglais apprécié.
- Avantages sociaux.
- Voiture fournie.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétent., à :
Madame RENARD,
Direction du Personnel,
Société WATERS S.A.,
18 à 26, rue Goubet - 75940 PARIS, CEDEX 19.



THOMSON-CSF

Département RADIO-TELEPHONE

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

ELLE ASSISTERA
LE CHEF DU RÉSEAU COMMERCIAL

La fonction implique :
- une personnalité dynamique ;
- le sens des relations commerciales ;
- un excellent niveau général ;
- une grande disponibilité.

Adresser lettre de candidature à J.-P. GALLAIS, 16, rue du Fossé-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS.

Société d'importation et de distribution de produits chimiques recherche

UN AGENT TECHNICO COMMERCIAL

Pour suivre la clientèle des secteurs Est et Ouest de la France au départ de la *région Parisienne.*
Ce poste requiert un tempérament de vendeur allié à une formation chimique de base. Une expérience de 2 à 3 ans de la vente de produits chimiques et/ou matières plastiques est souhaitée
Ce poste nécessite des déplacements fréquents et la pratique de l'anglais.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4256 à P. LICHAU S.A., BP 220 - 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

Société spécialisée dans la fabrication et construction sur site de matériel chaudronné et ensembles, orientée vers **L'EXPORTATION TOUS PAYS** recherche

JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Le candidat:
- aura une formation technique et une expérience industrielle;
- sera chargé de prospection, établissement des offres et négociations des contrats;
- anglais lu, écrit, parlé indispensable, autres langues appréciées.

Adressez C.V. détaillé avec photo et prétentions sous No 48916 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

offres d'emploi

Un consultant pas comme les autres...

Si comme nous, vous croyez au conseil HUMAIN pour une clientèle soucieuse d'intégration à long terme, et ambitieuse d'investir aujourd'hui sur les hommes de demain.
Si pour vous, il coule de source *qu'un entrepreneur* connait le sens du risque et que l'insécurité, loin de vous rebuter, vous stimule. Si vous agissez avec cohérence dans les idées et dans les faits, en un mot si vous n'êtes pas un cadre assisté.
Nous vous proposons la responsabilité de notre Agence Parisienne, laquelle vient de changer d'adresse.
Psycho de préférence, vous êtes à 30 ans minimum, un professionnel du *Recrutement de Cadres en* Cabinet ou Entreprise. Vous assisterez de manière autonome nos clients (PDG, DG, DRA) dans la recherche, le développement et l'insertion du potentiel humain.
Par la suite, vous deviendrez consultant associé.
Guy MORENO, fondateur du Cabinet attend vos *candidatures détaillées avec photo* et salaire actuel sous réf. 3535.
17, rue Courmeaux 57100 REIMS
58, avenue de Wagram 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

ÉTS FINANCIER FRANCO-AMÉRICAIN
TOUR MAINE-MONTPARNASSE

recherche

4 COLLABORATEURS GESTION COMPTABILITÉ

(diplôme d'enseignement supérieur ou Ecole de Commerce *complété* par une solide formation comptable, si possible D.E.C.S.).

Capables :
- de gérer les contrats d'affacturage conclus avec une clientèle de grosses *P.M.E. tous secteurs d'activité.*
- de proposer à cet effet toute initiative de nature à garantir la sécurité des engagements contractuels et à assurer la bonne qualité *des services rendus* à la clientèle.

Ces postes seront en conséquence confiés à des candidats maîtrisant les techniques d'analyse financière et de contrôle comptable pour les avoir pratiquées plusieurs années en entreprise, en cabinet ou au sein *d'une banque.*

Les candidats retenus devront être âgés de 28 ans minimum, avoir un sens aigu du risque et des responsabilités et allier la rigueur du gestionnaire à la qualité du contact commercial.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir pour des missions d'AUDIT.

POSTES A POURVOIR IMMÉDIATEMENT

Ecrire avec C.V. à FACTOFRANCE - HELLER Service du Personnel, 33, avenue du Maine - 75734 PARIS - CEDEX 15.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
recherche pour son
Agence du 16e arrondissement

SECOND D'AGENCE
CLASSE V ou VI

- Réception d'une clientèle particulière, suivi des comptes, traitement des problèmes de placements, titres notamment.
- Surveillance du fonctionnement interne de l'Agence.
- Répartition du travail entre les membres d'une petite équipe.

Ce poste conviendrait à I.T.B. ou équivalent, 30 ans minimum, ayant :
- bonne expérience professionnelle ;
- bonne présentation et bon contact humain ;
- qualités d'ordre et de goût pour approfondir les problèmes.

Adresser candidature avec curr. vitae et prétent. sous no 70.854, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm. DISCRETION ASSUREE

IMPORTANT ORGANISME
SECTEUR ASSURANCES
recherche

analystes programmeurs

Formation Baccalauréat minimum.
Ayant 1 ou 2 années d'expérience PL1 et/ou DL1 pour participer à la mise en place d'applications de gestion sur IBM 3031 - VM/CMS.
Faire acte de candidature sous référence 1629/M à Jean PORRACCHIA



CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

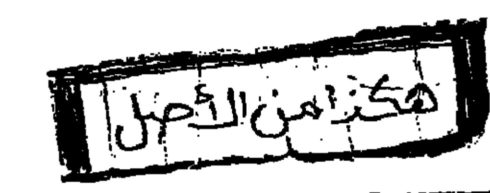


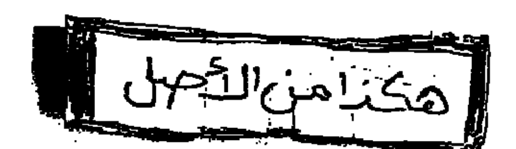
THOMSON-CSF

TECHNICIEN
B.T.S. FABRICATION MÉCANIQUE ou PHYSIQUE

Pour responsabilité section photogravure céramique :
- Etude et industrialisation de procédés nouveaux.
- Fabrication maquettes et prototypes.

Env. C.V. et ph. au SERVICE DU PERSONNEL, 68, av. Pierre-Brossolette, 92240 MALAKOFF





offres d'emploi

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi

SOCIETE SOUS-TRAITANT RADIO recherche :
TECHNICIEN ELECTRONIQUE pour câblage
70 % technique - 30 % de commande. Situation stable.
Tél. pour R.-V. : 665-81-11

STE PARACHIMIQUE
située banlieue
EST DE PARIS
recherche

CHEF DE SERVICE ACHATS

35 ans minimum
ayant une bonne connaissance de l'achat de produits en chimie minérale et chimie fine.

Env. C.V. à nº 71693 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er qui transmettra.

Sté située banlieue
EST de PARIS
recherche

INGÉNIEUR

35 ans minimum
Pour un poste de responsabilités au sein de son département équipement : mise au point et fabrication d'appareils de dosage et de contrôle.

Env. C.V. à nº 71.691 Contesse Publ., 2, av. Opéra, Paris-1er qui transmettra.

Fabricant de composants Passifs, Banlieue Ouest
CA 60 MF, en forte expansion
RECHERCHE

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Ayant 3-5 ans d'expérience de préférence dans la même branche pour assister son responsable export.
Le candidat aura a effectur de fréquents déplacements à l'étranger et devra parler couramment l'anglais ; l'allemand serait de plus apprécié.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 9011 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

LABORATOIRE
HYGIENE INDUSTRIELLE

INSPECTEUR VENTES PROVINCE

Domicile région parisienne.

Expérience confirmée, promotion et vente clientèle industrielle.

Minimum 30 ans.

Envoyer C.V. détaillé, photo à nº 40930 PA SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS

ORGANISME PARIS-14e
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE DIPLOMÉ

Dans le domaine du contrôle des produits sera chargé d'étudier des dossiers de produits chimiques en vue d'évaluer les risques de fabrication et d'emploi.
Expérience industrielle de plusieurs années.
Anglais lu indispensable.
Bonne connaissance en informatique. Adr. C.V., photo et prétentions sous réf. 2456 à : SWEERTS, B.P. 269 75424 PARIS cedex 09

Association nationale loi 1901 recherche

FORMATEUR PERMANENT H. OU F.

expérience vie associative, 30 ans environ.
— Assurer suivi pédagogique et enseignement gestion administration, économie.
— Public animateur, socio-éducatif.
— Lieu de travail banl. Est Paris 45 km.
Diplôme supérieur exigé, gestion ou économie.
Adresser C.V. détaillé nº 860296 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT

COLLEGE BANLIEUE SUD (35 km Paris) recherche
1 PROFESSEUR ALLEMAND
Expér. pédagogique confirmée.
Véhicule indispensable.
Tél. 484-34-36Z35-81.
COLLEGE INTERNATIONAL DE BONNELLES
78830 BONNELLES

URGENT

ECOLE PRIVEE 11e
recherche

1 PROFESSEUR PHYS.-CHIM.

30 ans min. expérience pédagogique confirmée.
Tél. 805-29-57

Cabinet d'expertise comptable recherche son

ASSISTANT (TE) PRINCIPAL (E)

Diplômé (ée) DECS, 3 a. expér. cabinet ; rémunération annuelle 110.000 F.
Adresser C.V. et photo au : Groupe PASQUIER, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS

Maison de quartier gérée par une association cherche disponible de suite

UN (E) ANIMATEUR (TRICE)

âge optimum 26 ans, possédant obligatoirement une formation complète D'EDUCATEUR ou D'ANIMATEUR
Il (elle) fera équipe avec un autre animateur plein temps.
Disponibilité en soirée indispensable y compris le samedi.
Cette maison assure une animation globale s'adressant à tous les habitants du quartier (12.000 habitants).
Adr. C.V. manuscrit, photo et prétentions au CENTRE d'ANIMATION DE PORCHEFONTAINE, 55, rue Rémont, 78000 VERSAILLES

BUREAU D'ETUDES
recrute
pour mission longue durée

P 2 ÉLECTRICIENS

pr important projet Bâtiment industriel, région ANNEMASSE-MT BLANC, salaire motivant et indemnités journalières.
EMBAUCHE IMMEDIATE
Env. C.V. où se prés. LOCAMEX, 11, r. Fr.-de-Pressensé, 93200 SAINT-DENIS
Mº Porte-Chapelle. Bus 302 arrêt Francs-Moisins/Bergeries.

Sté d'études (Gentilly)
recherche

ATP ET INGÉNIEURS

pour rédaction notices techniques en électronique.
Envoyer C.V. et prét. sous réf. 1047 à P. LICHAU S.A., B.P. 220 75063 Paris cedex 02. qui transmettra.

demandes d'emploi

33 ans - actuellement, **DIRECTEUR COMMERCIAL MARKETING FRANCE ET EXPORT**

Société de services informatique - 300 salariés.
Expérience études de marchés, lancement de produits en France et à l'étranger, création et direction d'équipe de vente.
Etudie toute proposition. Faire offre ss réf. 9938/S
A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS.

DIRECTION A L'ÉTRANGER

fonctionnelle ou opérationnelle

Chantier, filiale ou division industrielle, commerciale, services (Afrique, Moyen-Orient, Amérique du Sud), numéro deux dans le poste pour début si nécessaire, recherchée pour

CADRE SUPÉRIEUR GESTION
38 ans, diplômé Grandes Ecoles.

— Expérience gestion, finances, trésorerie, comptabilité, fiscalité, administration, informatique, relations humaines ;
— Expérience réussie marketing ;
— Connaissant l'industrie et le secteur des services;
— Organisateur ; contacts à niveau élevé ;
— Parlant anglais et espagnol.

Ecrire nº 7.003 « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

MANAGER INFORMATIQUE

33 ans

— diplômé grande école,
— 9 ans d'expérience Temps Réel, Téléinformatique, Réseaux...
— anglais courant,

cherche un poste où les qualités de meneur d'hommes, de gestionnaire, de négociateur sont nécessaires.

Ecrire sous le nº T 031.921 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur. — 75002 PARIS.

AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

Homme d'affaires, bien introduit
se rendant prochainement en Afrique pour plusieurs mois, avec résidence à ABIDJAN, accepterait missions commerciales et négociations projets.

Ecrire HAVAS SUPPORTS 3122, 81, r. de la République, Lyon-2e ou tél. (7) 893-33-42

J.F., E.S.C., anglais-espagnol, 15 ans publicité, presse et R.P., bonne présentation, sens contacts, étudierait toutes propositions. Ecrire nº 120.050, H.A.P. Petites annonces 7 X 44040 NANTES CEDEX.

H. 30 ans, DECS, Sc. Po., CSJF, 3 ans de cabinet, étud. ttes prop. Afrique - Moyen-Orient. Ecr. nº 2.612 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

CADRE, 37 ans, Bac Gestion administrative et commerciale achat alimentaire et non-alimentaire - Chef de Département d'un 15.000 m2 - Ancienneté 15 ans d'expérience, recherche poste de :
— Collaborateur de gestion ;
— Directeur de Supermarché ;
— Achat non-alimentaire.
Libre rapidement.
Région : PARIS ou Banlieue. Ecr. sous réf. 71.452, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui trans.

SECRETAIRE TRES QUALIF. Autonome - Respons. - Dispon., cherche situation intéressante. Téléphone : 370-55-97.

Femme cadre, agt de fabr. édit., cherche emploi stable édition et/ou publicité. Etudierait toutes proposition Paris ou rég. paris. Ecr. nº 7.003 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

Psychologue clinicienne, 35 ans, format. analytique, expér. éduc. 12 ans milieu pénitent., rech. pl. temps Paris ou 100 km, plus particul. en milieu enfants ou maternité. Etud. toutes proposit. Ecr. nº 6.983 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

F. CHIMISTE, 25 ans, expér. conseil en marketing industries chimiques, cherche poste Paris. Possibilité temps partiel. Ecr. nº 2.620 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

J.H., 21 ans, bac G II, probat., niveau DECS compt. (en attente résult.), rech. pour 6/8 mois, poste cabinet compt. ou entrepr. Ecr. à D. Cottereau, 48, av. Carnot, 93140 Bondy - 847-19-74.

FRANÇAIS - Cuisinier-Pâtissier, ch. pl. stable ou extra France et étrang., de préf. Pays de langue espagnole ou arabe, Libre imm. Téléphone : 724-65-16.

J.F. 30 ans, anc. élève ENS, niveau agrégation philo, DEA philo, lic. anglais, dipl. bibliothécaire, bilingue angl.-français, 5 ans expér. profess. enseign. université Londres, formation profess. Paris, conservateur bibliothèque, cherche poste à responsabilité dans EDITIONS FORMAT. PROF., DOCUMENT. Ec. nº T 21470 M, Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 25 a., nat. franç. maîtrise arabe, pratique courante de l'arabe et l'angl. igue juridique et commerciale, très bonnes connaissances d. M.-Orient rech. tout emploi en rapport avec le monde arabe. Libre de suite. Ecr. Luizard, 23 bis, r. Lavoisier 93110 Rosny-s.-Bois. T. 875-51-32.

J.H. 30 a., licencié psychologie + institut de droit des affaires, angl.-allemand, expér. en entreprise, étudier. ttes propositions. Jean Erard, 7, av. Vavin (6e).

H., 34 ans, licence lettres, histoire d'art, diplôme cinéma portugais, connaissances anglais. Ch. emploi. Ecrire sous référ. 97573 M, à Réie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LICENCIÉ EN DROIT ch. emploi. Tél. : 681-76-52.

H. jne, national. franç., 33 ans, excellente présent., dynamique, sens des responsabilités, parlant espagnol et italien, ex-artisan taxi parisien, 5 ans exp., not. sér. de mécanique automobile ch. place stable : chauffeur de direction ou de maître. Possible horaires élastiques, y compris samedi et dimanche. Salaire minimum 6.000 francs. Domicile proche Chps-Elysées. Ecr. nº 2.627 « le Monde » Pub. 5, r. Ital. 75427 Paris Cedex 09.

D., 35 ans d'expérience auprès dir. générales et commerciales, CADRE ; ANGLAIS (sténo française et anglaise, libre. Ecrire à nº 71.870 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

DIRECTEUR COMMERCIAL
38 ans, anglais, esp., ital., all.
— Formation : jurid. et Sc. Po.
— Expérience : dir. commerciale, marketing, publicité, import-export.
— Compétence : devis et gestion d'un C.A.
● Conn. marchés Sud-Europe et Sud-Amérique cherche poste à responsabilité. Libre de suite. Ecr. nº 6.975 « le Monde » Pub. 5, r. Ital. 75427 Paris Cedex 09.

EXPERT-COMPTABLE
Juriste, 50 ans, polyglotte. Libre.
Etudie toutes propositions Europe. - Ecrire : M. J. JACQUES, B.P. 68, B 1050 BRUXELLES

M B A
CHERCHE DEFI
VENTES/MARKETING
Scandinave, 30 a., femme française, courant anglais, français, allemand. 6 ans d'expérience marketing/ventes biens industriels et produits gde consommation ds Stés multinationales leaders.
Ecr. nº 2611, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09.

ATTACHÉ DE PRESSE
Gestion, animation des relations presse, réalisation de newsletter, house organ, revues de presse... 30 ans, formation sup. 8 ans d'exp. Libre immédiat., étudie toutes propositions au : 541-77-52

Jeune FEMME, 34 ans
SECRÉTAIRE DIRECTION
EXPERIMENTEE
STENODACTYLO - TELEX
Très bonnes notions ANGLAIS-ALLEMAND. Etudierait propositions temps partiel 30 heures par semaine ou MI-TEMPS.
Ecrire HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris sous référence 35.847.

Jeune Femme 40 ans
Cadre, dynamique
cherche poste
ADJOINTE DE DIRECTION
dans P.M.E. PARIS, 78 ou 92.
Excellentes références.
Ecr. nº 656 M. à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 30 ans, ancien fonctionnaire intern., prép. doct. sc. économ., 26 ans en Gde-Bretagne, Suisse et Moy-Orient, connaissance intime de l'Egypte et Orient musulman, anglais, arabe, persan, s'offre à conseiller ou représenter. Event. journalisme (anglais ou français). Disp. Imméd. Ecr. nº 2.628 « le Monde » Pub., 5, r. Ital. 75427 Paris Cedex 09.

CADRE JURIDIQUE ET COMMERCIAL
néerlandais, 29 ans, quadrilingue (anglais - mère anglaise -, français, allemand). Et. de droit : maîtr. de droit, Hollande, master of comparative law, university of Virginia, USA, mat. étudiées : droit internat. public (aussi droit C.E.E.), droit internat. privé, droit internet. com. stage juridique de 7 mois dans un cabinet d'avocats français à Paris. Préférence Paris ou région parisienne. Libre immédiatement.
Ecr. nº 2.629 « le Monde » Pub. 5, r. Ital. 75427 Paris Cedex 07.

H., 37 a., certif. compt. DECS ayant 17 ans expér. cabinet et 3 ans en entrepr. Afrique francoph. ch. poste responsabilité région indifférente.
Ecr. nº 8969 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 9

Femme, 45 ans, très bonne présentation, sérieuses réf. morales, dactylo, parle anglais, espagnol, rech. pl. dame de compag. Tél. 558-18-66

GEOGRAPHE
24 ans, dég. O.M., maîtrise géo Paris I, doctorat en cours, exp. urbanisme, enseignem., carto. et photo interprét. étud. ttes prop. Ecr. nº 2606 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

ETUDIANTE ALL., 20 a., ch. pl. au pair pr 6 ms ds famille franç. Tél. 969-38-97 ap. 20 h.

CADRE COMMERCIAL, 33 ans
— ESC + 2 ans Sc. Eco.
— Parle anglais.
— Expérience vente prestations de services.
— Connaiss. marchés Moy.-Or. (4 a) et Afrique noire (3 a.) comme expatrié.
— Exp. créat. bur. à l'étrang. Etud. ttes prop. Déplacements, séjours à l'étranger acceptés. Ecr. nº 2626 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Cherche place prof. espagnol, et/ou franç., Maîtr. lett. mod., licence espagnol. J.H., 29 ans, 2 a. expér. ds l'enseign. d'espag. GOMEZ Francisco, Grezels, 46700 PUY-L'EVEQUE

J.F., afin d'acquérir des responsabilités, l'étudie toutes propositions poste commercial avec possibilités déplacements. Je travaille act. pour un labo méd. avec un salaire moyen fixe + prime de 7.500 a/mois + frais. J'ai 24 ans et un sens inné du contact personnel, aidé par 3 a. d'études supérieures de Fac. Ecr. nº 7010 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

J.F., 23 a., nat. française, lic. de littérature, ch. emploi dans l'enseign. ou tout autre sect. Ecr. D. Psaltopoulos, 6, villa Jupe, Paris-15e

CADRE SUPERIEUR Fme 54 a. 25 a. expér. secrét. gén., resp. serv. administr., financ., jurid., active, méthodique, capable seconder patron P.M.E. ou P.M.I., lic. pour raison économique. Libre immédiat., gde disponib., voiture personnelle.
Ecr. nº T 022626 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 25 ans, maîtrise de lett. parlant couramment anglais, libre de voyager étranger. Etudie ttes propos. d'emploi. Ecr. nº T 022624 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.Fme, attachée de presse relat. publ. 27 ans, bil. angl. expérimentée dans secteur tourisme, transport et salons, rech. poste intégré dans entrepr. en expansion.
Ecr. nº T 022644 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre supérieur, solide expér. relations sociale et industrielle, 59 ans, disponible immédiat., étudie ttes propos. Rég. Paris. Ecr. Régie-Presse nº T 021469 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 24 ans, diplômée ESCAE, anglais, espagnol, cherche emploi dans branche commerciale, droit, économie, marketing, région Paris. Possibilité déplacem. France ou étranger. Ecr. nº T 022631 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

Partic. vend 127 FIAT, verte, 4 portes, 1977, 38.000 km. Très belle. 12.500 F. Téléphoner au 845-21-11, après 19 heures.

R 5 TL, très bon état, 1973, Px Argus. Tél. de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h. au 873-52-85.

8 à 11 C.V.

URGENT - Golf GLS, 9 CV, boîte automatique, 69.000 km, bleu métallisé. Toutes options. 18.500 F. (Essence ordinaire : 8 à 10 litres) - Tél. : 871-06-21.

12 à 16 C.V.

BMW 2800 CS coupé, 1970, noir. Prix : 10.000 F - Tél. 052-17-80.

divers



NEUBAUER PEUGEOT
EXCEPTIONNEL
2 DERNIERES 604
TURBO D. NEUVES MOD. 80
PRIX DE JUIN 1979 IMBATTABLE
M. Gérard, 821-60-21, ou 227, bd A.-France, Saint-Denis
Métro : Mairie-de-Saint-Ouen.

305 ET 505 1980
Export, peu roulé, garanties. 63, rue Desnouettes - 533-69-95

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

L'immobilier

appartements vente

1er arrdt.

PALAIS-ROYAL
dans petit immeuble, charme esc., 6 appts, 2 et 3 P. restaurés et aménagés - Tél. : 251-16-50.

2e arrdt.

OPÉRA. 261-06-50
Pptaire vend : studios, 2 et 3 pièces aménagés dans bel immeuble rénové, calme, soleil.

4e arrdt.

SUR PIAZZA BEAUBOURG
face Centre Pompidou
Luxueux 4/5 pièces 150 m2 + parking.
Immeuble neuf.
Livraison immédiate.
OFIBA. TÉL. : 296-53-07.

5e arrdt.

CARDINAL-LEMOINE
4 P., cuis., w.-c., s. de bains. Prix : 800.000 F. 575-23-75.

1, RUE DE POISSY
2 p. occupé, loi 48, 45 m2 imm. rénové. Sur place mercredi 17 de 14 à 15 h. - 563-52-35

MOUFFETARD-LHOMOND
neuf, stand., double liv. 32 m2 + 2 chbres, 68 m2 + studio 40 m2 même palier (idem 1er, 2e) rez-de-ch., dble liv. 42 m2 + 1 chbre, avec 130 m2 jardin, parkin, immeub. - 535-86-37

6e arrdt.

RUE DES BEAUX-ARTS
Très belle restauration, vue sur jardin, calme, très clair.
Appts 3 à 5 pièces - 261-16.50.

ST-SULPICE, dans MAISON du XVIIe, MAGNIFIQUE 4 P. 4 m haut sous plaf. LUXUEUX. DORESSAY - 548-43-94

VANEAU Immeuble pierre de taille
BEAU 3 P., cuis., bains, chauf. central. Refait neuf. 580.000 F. URGENT - 325-75-42

7e arrdt.

38, R. VANEAU NEUF GD STAND.
Du STUDIO au 4 P. GARAGES
Sur place 11 à 19 h. 550-21-26.

SEGUR PROPRIETAIRE VD TRES BEL APPT
de 105 m2 au 9e étage dernier étage et sans vis-à-vis, asc., tt cft, décoré, cheminée, gd calme. VUE PANORAMIQ. sur tout Paris, avec VRAI JARDIN AMENAGE en plein ciel et 2 balc. (130 m2) Arrosage automatique. Tél. 306-57-95, de préf. l'après-midi.

8e arrdt.

MIROMESNIL
Luxueux 5-6 P., mod. 150 m2, 6e ét. Gd conft. sur parc.
Px 2.200.000 F avec parking. Michel et Reyl S.A. 265-90-85.

R. DE NAPLES, 3e ét., 4 pces, 106 m2, tt cft, + chbr. de serv. Prix : 780.000 F. Tél. : 327-28-68.

9e arrdt.

Pl. Adolphe-Max dans bel imm. pierre de t., pptaire vd 4 pces, entrée, cuis., salle de bains, wc, chauffage individuel, 132 m2. 757-84-50

11e arrdt.

BASTILLE Immeuble rénové 2 pièces et petit grenier à aménager. 272-40-19.

12e arrdt.

GARE DE LYON, entrée, séj. + salon, balc., 1 chbre, cuis., wc, s. de bains, asc., chauff. central. 358.000 F. - 344-71-97.

14e arrdt.

EXCEPTIONNEL
Dans imm. récent, beau 4 p. tt cft, état impeccable, 8e étage. Balc., parkg sur rue avec vue sur parc Montsouris.
970.000 F. Visite sur place le 17, 18-09, de 14 h. à 18 h. : 1-3, rue Gazan, Paris (14e), ou 252-04-93.

16e arrdt.

16e POINCARÉ-FOCH
Vdons appt dans immeuble nf, tr. grand standg. Hall, récept., dressing, cuis., 3 ch., 3 s. bns, gar, cave 175 m2. Loggia, balc. 32 m2 - 766-01-06 (Poste 367).

BD SUCHET
(dans voie privée)
90 m2, dble liv. + 2 chambres. GARBI. - 567-22-88

PLACE VICTOR-HUGO près
Société propriétaire vd ds imm. pierre de taille, asc., entièrem. rénové, 6e et dernier ét., 60 m2. Partie libre + partie occupée. Loi 1948 - 555-91-00.

PLACE VICTOR-HUGO près Société
propriétaire vd ds imm. pierre de taille, asc., entièr. rénové : 2 P., 38 m2. Occupé loi 1948. TEL : 555-91-00

18e arrdt.

CUSTINE
dans immeuble pierre de taille
APPARTEMENTS OCCUPES
3 Pces, 1er ét., conft. 209.000 F.
3 Pces, 4e étage : 158.000 F.
2 Pces, 3e étage : 81.000 F.
TEL :281-27-59.

19e arrdt.

BUTTES-CHAUMONT
200 m du parc, beau studio équipé tout conft, placement idéal gros rapport garantie net d'impôt 5 ans. 555-92-72.

20e arrdt.

AV. GAMBETTA Imm. bourgeois, asc.
Beau 3 p., cuis., bains, chauff. Refait neuf. URGENT. 385.000 F - 325-77-33.

78 - Yvelines

SAINT-CYR-L'ECOLE
APPART. 5 PIÈCES
Particulier vend ds petite résid. 97 m2 environ, comprenant séj. double, 3 chbres, salle de bains, cabinet toilette, cuisine, cellier, loggia, cave, parking. Calme. Verdure. Prix : 440.000 F. Tél. après 19 h. au 468-24-83

91 - Essonne

RIS-ORANGIS 91
pptaire vend très beau F4 sans vis-à-vis, belle vue, placards rangement, débarr., belle bibliothèque fixée au mur. Cuisine équip., séchoir. Cave. Parking. 210.000 F. Tél. 943-19-74

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE BOIS
Triple récept., 2-3 chbres, petite terrasse. Rénovation de qualité. Px. 1.450.000 F. Tél. : 603-60-88.

94 Val-de-Marne

ST-MAUR, appartement 4/5 pces calme, dans imm. pierre de t., cave, garage, jardin, prox. RER Prix : 550.000 F - Tél. 883-99-80.

ST-MAUR Agence s'abstenir imm. pierre de t. S/jard., appt 100 m2, 4 p., cuis. équipée, cave, box. 650.000 F à débattre - Tél. : 883-84-73.

appartem. achat

RECH. appts 2 à 4 pces, Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou ss travx. Paiem. COMPTANT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

JEAN FEUILLADE - 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

PAIE COMPT. CHEZ NOTAIRE ACHETE 2 à 4 Pièces, PARIS, bon quartier, avec ou ss confl. Mme LEULIER, tél. : 261-68-81, ou téléph. le soir au 900-84-25.

appartements occupés

OBERKAMPF
15, rue Moret (XIe)

Dans imm. bon état, 2 p., cuis., s/r. Soleil. Poss. wc, s. d'eau. Occupé par M. seul, droit de reprise. Px 57.000 F, créd. pos. Pptaire, merc. 14 h. 30-16 h. 30.

19e prox. AV. JEAN-JAURES Ds bon immeuble ravalé Plusieurs 2 P., possib. 3-4 P. Depuis 70.000 F. Le propriét. : tél. 324-32-16 (le matin)

viagers

+ de revenus, — d'impôts, expertise discrète gratuite, indexation. Etude LODEL, 35, boulevard Voltaire, 355-61-58.

FONCIAL VIAGERS
19, boul. Malesherbes, Paris-8e. Téléph. : 266-32-35. Spécialiste, 41 ans expérience.
Etude gratuite - Rente indexée.

5 pièces, libre de suite, 7e près Invalides, bel imm. 780.000 F + 6.000 F. Couple 77-79 ans.
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00

immeubles

ACH. COMPT immeuble, préf. MARAIS ou RIVE GAUCHE. 562-03-27

échanges

ST-CLOUD, MAIS. 6-7 P., gar. Gd jdin 1.500 m2. Loy. 48 : 2.200 ms, ctre 4-6 p. Paris. Mme Polo, H.B., 266-33-26. Dom. 771-70-11.

villégiatures

LOUE SEPT., OCTOBRE, NOV., 500 m plages Antibes et Juan-les-Pins, villa F 2, quartier résidentiel et calme, jard. ombragé. Tél. pptaire : 577-28-47, l'après-midi ou préf. le soir jusq. 22 h.

villas

Saint-REMY-lès-CHEVREUSE proche RER, villa état impeccable, living, 5 chambres, 2 bains, w.-c., cuis. aménagée, sous-sol total, jardin 510 m2, garage double, 900.000 francs. Résidence PETITS-PRES, 8, rue Claude-Debussy.

ST-RAPHAEL. Villa provençale très belle vue sur mer. Séjour, 3 chambres, 3 s. de bains, gar., piscine, beau jardin. DUMONT (94) 95-19-61 heures repas.

14e DENFERT - 354-42-70
VILLA 300 m2, 9 PIECES Dans PARC
RARE - Calme - Parking.

pavillons

BRY-SUR-MARNE - Part. vd maison 5 pces. Jardin, près du R.E.R. - Tél. : 372-58-19.

URGENT
ANDRESY, 30' de Saint-Lazare. A vendre pavillon 7 pièces, 143 m2, sur 420 m2 de terrain, dans village style Ile-de-France 1974, 2 s. de bains, 2 wc, gar., proche gare, piscine, école, tennis. Prix 610.000 F. Tél. 974-51-66.

locations meublées Offre

Paris

A louer grand appart. meublé, très grand standing. pour la durée du SICOB proximité de la Défense avec personnel si désiré. Téléph. : 359-93-77 - 225-24-48.

locations non meublées Offre

paris

1er ARR. Libre le 1er octobre. Partic. à partic. loue duplex av. poutres, 3 pièces, cuis., s. bns, w.-c., téléphone. 3.200 F charges comprises + reprise justifiée. Tél. de 18 h. à 20 h. : 296-33-34.

PARIS-15e, 29, av. Lowendal, 3e ét. s/rue, 3 Pces, cuisine, s. de bns, 56 m2 refait à neuf, immeuble anc. Loyer et charges 2.662 F par mois. Visites sur place, 15 h. à 17 h., Mardi 16 septembre - 328-08-84.

PARIS 19e
Métro : Place-des-Fêtes
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
3 PIECES 62 m2 loyer 1.810 F, charges 485 F, parking 177 F.
4-5 PIECES 87 m2, loyer 2.240 F, charges 681 F, parking 177 F.
S'adresser au Régisseur : 25-29, rue des Lilas, Paris Tél. 202-05-88 de 9 à 12 h et de 14 à 17 h.

PARIS 13e
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent, bon standing
2 PIECES 52 m2, loyer 1.528 F, charges 418 F, parking 240 F.
4 PIECES 81 m2 loyer 2.195 F, charges 660 F, parking 240 F.
5 PIECES 105 m2, loyer 2.895 F, charges 859 F, parking 240 F.
S'adresser au Gardien : 205, boul. Vincent-Auriol Tél. de 14 h à 18 heures **589-44-67**

Région parisienne

Saint-Germain-en-Laye centre 5 P., 125 m2, box, résidentiel. S.M.C.I. GESTRIM - 742-40-89.

PALAIS CONGRÈS
NEUILLY. Studios nfs équipés luxe, 2.500 + ch. - Tél. 688-75-09.

PARIS EST
93 BAGNOLET
SANS COMMISSION
3 PIECES 67 m2, loyer de 1.453 à 1.470 F, charges 598 F.
4 PIECES 78 m2, loyer de 1.594 à 1.673 F, charges 696 F.
5 PIECES 96 m2, loyer de 1.685 à 1.798 F, charges 857 F.
Parkings sous immeuble inclus. S'adresser de 9 à 12 h, au Bureau de Gérance, du lundi au vendredi : LES PARCS DE LA NOUE 1 à 13, rue de la Noue, Bagnolet - Tél. 858-02-31
Métro : Gallieni
Bus 76 et 101 N

locations meublées Demande

Paris

Etudiante ch. chambre ou studio - 1.000 F - Quartier Ternes. Tél. : 558-49-20, après 20 heures.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés à Paris rech. du STUDIO au 5 PIECES. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. Tél. : 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 5 pièces pour banques et ambassades - 705-54-78.

locations non meublées Demande

Paris

EMBASSY - SERVICE recherche pour LOCATION ou ACHAT du studio au 6 pièces Paris et villa banlieue Ouest. 8, av. de Messine (8e) - 562-78-99.

Recherchons pour notre P.-D.G. appart. stand., vide ou meublé, avec caractère, comprenant : 2 chbres + living. Trocadéro - Etoile - Ternes et périphérie. 3.000 F à 3.500 F mensuel. Téléph. : 380-63-49 le matin ou 732-92-34 (poste 2.083) h. bur.

PPTAIRES LOUEZ SS FRAIS SOUS 48 H. vos APPARTEMENTS, 261-53-88

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loy. garantis. 5.000 ms. - 283-57-02.

terrains

Près MANTES et BONNIERES, terrains à bâtir de 700 à 1.000 m2 viabilisés, près rivière, cadre boisé. Téléphone 451-57-12.

Particulier vend dans Monts-de-Blonds (87) TERRAIN boisé de 19 hectares. Très beau site. Ecrire HAVAS LIMOGES nº 16.651 H.

BULLION près RAMBOUILLET
Terrain à bâtir 1.500 m2 boisé, calme. 250.000 F. Tél. 451-57-12

bureaux

60, av. des Champs-Elysées Bureaux meublés ensoleillés, silencieux avec terrasse, gde salle de conférences disponible. Disponible pendant la durée du SICOB. Bail possible par la suite. Tél. : 359-93-77 - 225-24-48

VOTRE SIEGE A PARIS secrétariat téléph. et dactylo., domiciliation ccial et artisan. DACTYLO FRANCE 387-55-04 (face gare Saint-Lazare)

NEUILLY - SABLONS Louons direct. imm. NEUF 1.000 m2 envir. IDEAL pour BANQUE - 563-83-33

POUR INVESTISSEUR A vendre, BANLIEUE TOURS 1.600 m2 Bureaux loués, TVA, rapp. 10 %, Immovest 265-80-23.

VOTRE SIEGE A PARIS de 80 à 250 F par mois. CONSTITUTION DE STES GEICA 56 bis, rue du Louvre, Paris-2e Tél. : 296-41-12 +

LOCAL BUREAU
80 m2, clair, état neuf.
PLATEAU BEAUBOURG
Imm. rénové, 4 lignes P.T.T. Loyer annuel 60.000 F. Libre au 1er octobre 1980. Tél. 278-12-33, heures bureau.

BUTTES-CHAUMONT (près) MÉTRO PYRÉNÉES
à vendre ou à louer
BUREAUX 90 M2
entièrement aménagés. Tél. : 367-58-58.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
BURX MEUBLES - TELEX PARIS-8e - 9e - 15e
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
Prix compét., délais rapides.
ASPAC 281-18-18 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
AV. SECRETARIAT TELEPH. CONSTITUTION DE SOCIETES ACTE S.A. PARIS. 261-80-88. MARSEILLE. (91) 93-11-13.

ILE DE LA CITÉ
QUAI AUX FLEURS
Pptaire vend directement bureaux libres en toute ppté. 9 P., 200 M2, situation exceptionnelle, vue sur Seine. Prix : 1.700.000 F. TEL. : 887-08-21.

ROME Beau 56 m2 4 bureaux 400.000 F. Clair - 266-32-35.

locaux commerciaux

ST-MAURICE, prox. Vincennes Murs café-restaurant avec terrasse, gar. Appt 200 m2 envir. Bail 1980 : 40.000 F par an hors charges. 420.000 F. 227-22-62

A vendre ou à louer SARRIANS (84), bordure R.N. ORANGE - CARPENTRAS

LOCAL INDUSTRIEL ou COMMERCIAL 1.000 m2 Construction neuve prévue pour recevoir plancher étage supplémentaire. Façade route 350 m2, clôture en dur. Piste gros porteurs. Parking intérieur 1.500 m2. Accès 2 grands portails. Téléphone : (93) 50-66-77

MARSEILLE
Part. loue sans droit au bail, atelier confect. 150 m2 envir., équipé machines. 4.000 F/mois. Téléphone : (91) 66-10-66

Boutiques

INVESTISSEZ
Murs de boutique de 240 à 600.000 F.
HAUT RENDEMENT
MURINVEST. 538-98-15.
Tour C.I.T., 3, r. de l'Arrivée, B.P. 178, 75749 PARIS-15e.

fonds de commerce

A vendre
PAS-DE-PORTE
à Lagny 77400 (Marne-la-Vallée)
TRES BIEN PLACE CENTRE VILLE
1 BOUTIQUE 40 m2, 2 grandes vitrines, 1 appt au 1er étage, 3 pièces, cave, grenier, w.-c.
Tél. : 430-19-00
Bail nf. Loyer min. 1.000 F/mois

propriétés

Part. vend env. Limoges très belle MAISON style moderne très bon goût T. G. confort, 3 pces, 2 salles de bains. Parc 7.000 m2 ; beau point de vue. Ecrire HAVAS LIMOGES nº 16.650 H.

TARN - AVEYRON
FERME en partie restaurée av. cour + 1 ha de terre + dépendances, grandes possibilités. Prix : 370.000 F.

BELLE MAISON DE MAITRE 6 chbres, séjour, s. à m., cuis., cave, dépendances, parc. Prix : 620.000 F.

De nombreuses autres propriétés à moins de 2.500 F le m2 habit. CASTEL CLUB 81170 CORDES Téléph. : (63) 56-02-07.

PROVENCE près AUBAGNE 24 ha, gde bastide, bâtiments anciens, environnem. intact. 2.000.000 F. GOUIN, 12, RUE MARTIN-BERNARD, 75013 PARIS - 589-64-96

domaines

Suis acheteur vaste domaine, bois et plaine, 250 km maxim. Sud Paris. Ecrire s/nº 200.796, ORLET, 136, av. Ch.-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-S/SEINE

chasse-pêche

Actions disponibles week-end Cerfs, sangliers, chevreuils 2.800 ha. Vosges - Ecrire : J.-C. ROURE, rue J.-Cortay, 69000 LE BOIS-D'OINGT

Cœur Sologne. Petit château, 4 logts, nombreuses dépendances. Idéal pour groupe d'amis, 35 ha de bois et friche. Poss. étang et réduire superficie. Cabinet A. DE ROCQUIGNY 22, place du Vieux-Marché ORLEANS - (38) 53-57-42

Le Monde

économie

ÉNERGIE

LA RÉUNION DE L'OPEP A VIENNE

La première journée a été dominée par les affrontements politiques

La conférence qui réunit à Vienne les ministres des affaires étrangères, des finances et du pétrole des treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se poursuit ce mardi 16 septembre (1).

La première journée des travaux, marquée par des affrontements politiques, notamment entre l'Iran d'une part et l'Arabie Saoudite et l'Irak d'autre part, a également fait apparaître des divergences aussi bien sur l'indexation des prix du pétrole que sur l'aide aux pays en développement.

De notre envoyé spécial

Vienne. — Interrogé sur la participation de son pays au sommet de Bagdad — au moment où les incidents de frontières se multiplient entre l'Iran et l'Irak, — l'ancien ministre iranien du pétrole, M. Moinfar, qui expédie les affaires courantes faute de successeur, répondait, lundi 15 septembre : « *Bagdad est une très belle ville que nous aimons beaucoup. Et puis, les Irakiens ont de telles difficultés intérieures que nul ne peut dire que Saddam Hussein sera encore à la tête de l'Etat dans un mois !* »

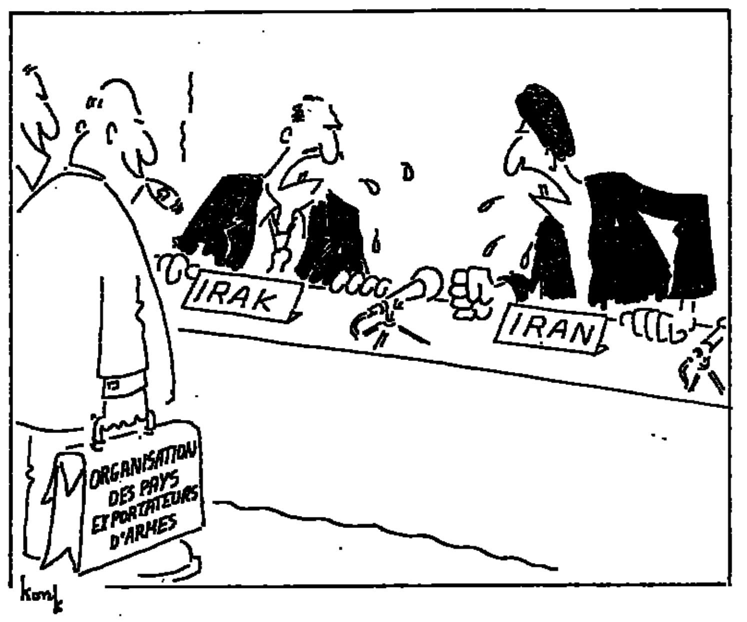
De telles aménités tranchent avec le caractère feutré et austère du palais Hofburg et ne sont guère propices à l'harmonie au sein de l'OPEP. Les incidents n'ont pas manqué au cours de la première journée de la conférence. Ainsi, la nomination de M. Abdoul Karim, le ministre irakien, comme président suppléant de la réunion n'avait guère été appréciée des envoyés de l'ayatollah Khomeiny.

Une longue diatribe des Iraniens contre l'Arabie Saoudite, qui « *fait le jeu des pays consommateurs, des impérialistes et d'Israël* », leur valut une protestation officielle du ministre des affaires étrangères de Ryad, le prince Al Fayçal. De plus, une intervention du chargé iranien des affaires étrangères, sur la nécessité de réduire les livraisons de pétrole aux pays industrialisés pour soutenir les revendications de l'O.L.P., fut fort mal accueillie par les pays arabes qui estiment n'avoir pas de leçon à recevoir de Téhéran. Seule la Libye appuie la démarche iranienne. La présence des chefs de la diplomatie des treize pays membres accentue, il est vrai, le caractère politique des divisions d'une organisation que les ministres du pétrole ont toujours voulu technique (même s'ils n'ont jamais hésité à se servir de l' « or noir » comme d'une arme politique).

Pourtant, malgré l'évidente volonté de la délégation de Téhéran de compromettre — ou du moins de retarder — la commémoration à Bagdad des vingt ans de l'OPEP par les chefs d'Etats des pays membres, la trentaine de ministres du pétrole, des finances et des affaires étrangères réunis à Vienne aimeraient trouver un accord, ne serait-ce que de principe, sur la stratégie à long terme. Beaucoup de délégués soulignent les risques qu'il y aurait à se rendre à Bagdad sans avoir amorcé des solutions sur l'indexation du prix du pétrole et l'aide au tiers-monde.

L'OPEP, qui veut prouver, à l'occasion de cet anniversaire, sa maturité, sa force collective et sa responsabilité internationale, ne peut guère se permettre un échec dans la capitale irakienne. Le choix de M. Benyahia, le ministre algérien des affaires étrangères, comme président de la conférence — sur proposition du Venezuela appuyé par l'Arabie Saoudite — est à cet égard habile. Très fin négociateur, M. Benyahia a été obligé de se démarquer quelque peu de l'Iran au cours des réunions du 15 septembre. Or, jusqu'à présent, l'Algérie avait toujours soutenu sans failles la délégation de Téhéran.

Après avoir rappelé que les multiples tentatives du dialogue avec les pays du Nord « *se sont heurtées à l'attitude intransigeante des pays développés, peu désireux de modifier les ressorts d'un ordre établi à leur seul profit* », le ministre algérien a souligné les principes qui devraient guider les ministres : « *Sur le plan des prix de l'énergie*, a-t-il dit, *l'évolution devra tenir pleinement compte de la nécessaire protection du pouvoir d'achat de nos exportations de pétrole brut et de gaz naturel, comme de la prise en compte des besoins de notre développement* », avant d'ajouter : « *L'OPEP peut et doit continuer à jouer un rôle privilégié dans le cadre du dialogue Nord-Sud. En même temps devra se développer et se renforcer la coopération entre pays en voie de développement.* » Les ministres pourront-ils aller au-delà de l'énonciation de ces vagues principes ?



(Dessin de KONK.)

Divergence sur l'indexation

Sur l'indexation du prix, alors que l'Algérie, la Libye et l'Iran avaient déjà dit se défier des indices calculés par les pays industrialisés, de nouvelles divergences sont apparues. Certains pays ont voulu ajouter aux critères retenus par le comité de stratégie à long terme (panier de dix monnaies, coût de la vie et indice du prix des exportations des pays de l'O.C.D.E., enfin croissance économique de ces pays industrialisés), un autre paramètre relatif au prix des énergies de substitution. Une gageure, puisque ceux-ci varient de 1 à 50 selon que l'on parle de charbon ou d'unité pilote de récupération des schistes bitumeux, par exemple.

Plusieurs ministres ont souligné l'inutilité d'une formule d'indexation qui ne s'accompagnerait pas d'une réelle programmation de la production. Or, on connaît les réticences de l'Arabie Saoudite à s'engager sur ce terrain.

Les divergences pourraient être plus grandes encore, mardi, lorsque les délégués entreront dans les détails pratiques du prix de base de la formule (30-32 dollars ?) et des différentiels (la différence de prix entre les divers pétroles en fonction de leur qualité et de leur degré d'éloignement des marchés de consommation). Tous les délégués affirment cependant vouloir rassurer les pays consommateurs quant à l'évolution future des prix du « brut », et cheik Ali Khalifa, le ministre du Koweït, croit possible un accord sur une formule plus vague que celle proposée par le comité de stratégie.

L'aide aux pays en développement divise, elle aussi, les membres de l'OPEP. Certes, tout le monde est d'accord pour la renforcer, mais les modalités divergent. Alors que le Venezuela et l'Algérie voudraient créer une grande banque du tiers-monde, concurrente des organismes financiers internationaux actuellement aux mains des riches, l'Arabie Saoudite qui, comme principal bailleur de fonds, devrait imposer son point de vue, entend limiter le champ d'activité de cet organisme : aide à l'équilibre des balances des paiements des plus pauvres, au développement des ressources énergétiques de ces pays (deux fonctions déjà réalisées par le fonds spécial d'aide).

Il n'est pas question, a affirmé le ministre des finances de Ryad, de se substituer aux pays industrialisés qui ont une responsabilité majeure à l'égard du tiers-monde. Il n'y a donc plus guère de délégués pour parler d'une banque dotée de 20 milliards de dollars.

Comme toujours, lorsque l'OPEP est divisée, des comités ont été créés pour étudier ces deux questions. Cela permettra aux ministres des affaires étrangères de se consacrer à la stratégie de l'OPEP à l'égard des pays industriels. Mais, d'ores et déjà, il semble que les Saoudiens entendent faire d'un accord sur la stratégie de l'Organisation, un préalable à la hausse de leurs prix à 30 ou 32 dollars le baril et à la réduction de leur production à 8,5 millions de barils par jour. De là à souhaiter un échec de la conférence de Vienne, il n'y a qu'un pas que les pays industrialisés n'ont aucun intérêt à franchir.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Algérie, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Equateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigéria, Qatar, Venezuela.

MARCHÉ COMMUN

A l'occasion de la session de rentrée

Le Parlement européen consacre un débat au problème de la faim dans le monde

De notre correspondant

Bruxelles. — *Le Parlement européen tient sa session de rentrée jusqu'au 19 septembre. Il devait consacrer ses travaux de mardi à un débat sur la faim dans le monde, en préparation depuis un an. Pas moins de cinq dossiers sont soumis à l'Assemblée de Strasbourg ; un rapport de synthèse de M. Ferrero (communiste italien) et quatre documents de travail de Mme Focke (socialiste allemande), MM. Sable (U.D.F.), Simmonds (conservateur britannique) et Vergeer (démocrate-chrétien néerlandais).*

Le rapport de synthèse de M. Ferrero comporte une proposition de résolution en cinquante-sept points. Tout y est : nécessité pour les pays industrialisés de modifier leur mode de production et de consommation, et de consacrer une part croissante de leurs dépenses d'armement au développement des pays pauvres ; accroissement de l'aide de la C.E.E. aux pays non associés (ceux d'Asie et d'Amérique latine) ; importance de la réforme agraire dans les pays en voie de développement ; rôle de la femme dans la production et la distribution des produits agricoles de ces pays ; adaptation de la politique commerciale de la Communauté à leurs besoins élémentaires ; adhésion des Neuf à l'accord international sur le sucre, etc.

N'est-ce pas trop ? Ne fallait-il pas mieux proposer aux gouvernements membres des actions concrètes et opérationnelles, de sorte qu'ils ne puissent « *oublier* » les recommandations de l'Assemblée de Strasbourg ? Ce n'est, en tout cas, pas l'avis de M. Cheysson, le commissaire européen chargé de la coopération. « *Le Parlement européen, en appréhendant le problème dans son ensemble*, commente-t-il, *joue pleinement son rôle. Il ne peut négliger aucun aspect du débat.* »

« *D'autant*, ajoute-t-il, *que ce débat intervient à un moment opportun.* » Se référant aux documents diffusés cet été à la télévision sur la famine en Ouganda, M. Cheysson poursuit : « *Cette fois, personne ne pourra dire qu'il ne savait pas. Les images se sont imposées chez nous, dans nos foyers, à nos enfants.* »

Des situations scandaleuses

Malgré cette « *bonne conjoncture* », le commissaire européen est pessimiste. « *Il n'y a pas*, estime-t-il, *d'illusions à se faire et il n'y aura certainement pas de retombées spectaculaires au niveau du conseil des ministres de la C.E.E. Ce qui serait important c'est que l'affaire suscite un débat au plan national et surtout au sein du Parlement européen.* »

Pour M. Cheysson, les mentalités des dirigeants du monde industrialisé sont telles qu'on en arrive à des « *situations scandaleuses* ». A titre d'exemple, il cite le cas des négociations sur les accords internationaux sur les produits de base. Leur objectif est d'assurer des recettes stables aux pays en voie de développement pour que ceux-ci puissent financer de façon régulière une partie de leurs approvisionnements en denrées alimentaires. Actuellement, les pays consommateurs de cacao, y compris les Neuf, refusent, « *préférant profiter des bas prix du marché* », de prendre les mesures qui s'imposent pour relever les cours de ces produits.

Dès lors, quelles suites concrètes attendre de ce débat ? Une augmentation de l'aide alimentaire des Neuf qui, de toute façon, affirme le commissaire européen, n'est qu'un palliatif ? Rien n'est moins sûr. La Communauté a mis plusieurs années avant d'augmenter son effort dans ce domaine... Pendant près de dix ans, elle a fourni 1 287 000 tonnes de céréales par an aux pays en voie de développement avant de porter cette quantité à 1 650 000 tonnes à partir de l'année prochaine.

De son côté, M. Cheysson espère pouvoir relancer à Strasbourg une affaire vieille de cinq ans : celle des contrats à long terme pour la fourniture de produits alimentaires aux pays en voie de développement (dix-huit Etats y sont intéressés pour l'instant). A l'époque, Allemands et Britanniques notamment avaient bloqué l'initiative de la Commission.

Y parviendra-t-il ? Ce qui est sûr, c'est que le débat de mardi devait au moins avoir le mérite de rappeler à la plupart des Etats membres qu'ils ne respectent pas leurs engagements internationaux dans le domaine de la coopération. Seuls, en effet, les Pays-Bas (0,82 %) et le Danemark (0,75 %) consacrent, selon l'O.C.D.E., au moins 0,70 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement, contre 0,57 % pour la France, 0,48 % pour le Royaume-Uni et 0,38 % pour l'Allemagne.

MARCEL SCOTTO.

● *Les salariés à l'E.G.F.* A l'E.G.F., les cadres et agents de maîtrise C.G.C. (U.N.C.M.) viennent de demander l'ouverture de discussions avec la direction. Le salaire de base, disent-ils, a pris un retard inacceptable sur les prix. La fédération des électriciens F.O. avait fait la même demande quelques jours plus tôt.

SOCIAL

Le droit de grève en Pologne... mais en France ?

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

Les Polonais ont-ils réellement obtenu la reconnaissance du droit de grève ? *La France s'est passionnée pour cette question en oubliant tout simplement* — ce qui confère parfois *une allure cocasse à certains commentaires* — qu'en fait ce droit n'est pas encore totalement reconnu chez nous.

Ce n'est nullement une boutade. Si les mots ont un sens, un droit n'est réellement reconnu que si son exercice n'expose à aucune sanction. Tel est en principe le cas du droit de grève, évoqué par notre Constitution (1). Son exercice ne doit *exposer* le salarié à *« aucune sanction ni juridique ni pratique »*, a d'ailleurs affirmé le président du patronat, M. François Ceyrac, *devant la commission des libertés* de l'Assemblée nationale. *A contrario*, si le fait de se mettre en grève *est susceptible d'entraîner un licenciement* irréversible, serait-ce avec quelques indemnités pour rupture abusive *(2), c'est que le droit* de grève n'est pas réellement reconnu. Des enfants comprendraient cette *évidence*, et tout *particulièrement*, n'en doutons pas, les enfants des salariés licenciés dans ces conditions. Que peut-il y avoir de pire pour un travailleur que de perdre son emploi et de se retrouver en chômage ?

Qu'en est-il exactement en France ? Alors qu'il devrait être acquis depuis des lunes que le licenciement pour grève est totalement interdit si cette grève ne présente *rien* d'anormal, *on en est encore* à discuter à l'infini, comme seuls les juristes savent le faire, pour savoir si le juge de *l'urgence*, c'est-à-dire le juge des référés, peut ordonner la réintégration immédiate des salariés licenciés *parce qu'ils ont arrêté le travail*. Acharnement qui s'explique dans la mesure où, en réalité, c'est l'existence *même* de cette liberté publique qui est l'enjeu du débat.

L'affaire serait bien trop délicate pour être *de la compétence* des juges des référés ; les travaux préparatoires de la loi de 1950, selon laquelle la grève ne rompt *pas le contrat de travail*, *révéleraient* une allergie du législateur à la reconnaissance pleine et entière du *droit de grève* ; la loi de 1973 sur les licenciements exclut cette réintégration dans ses dispositions sur *les licenciements abusifs*... Et, d'ailleurs, quelle que soit la situation envisagée, toute réintégration ne *heurte-t-elle pas certains principes* généraux de notre droit... ? Etc.

Un fatras

Rien, dans ce fatras, ne vaut un kopek, car le *problème juridique* réel est préalable : notre Constitution reconnaît-elle ou non l'existence d'un droit de grève ? C'est la seule question. Si la réponse est négative, si l'on pense qu'elle n'a donné à ce *droit* qu'un coup de chapeau purement symbolique, c'est le tapis roulant : effectivement, le juge référé est incompétent, et il faut exclure toute réintégration des grévistes. Si, au contraire, on estime que, sauf à laisser le législateur en réglementer l'exercice, notre charte fondamentale a voulu consacrer un tel droit de façon autre que symbolique, c'est alors le président Ceyrac qui a raison : l'exercice de ce droit ne saurait être sanctionné, et le licenciement qui le contredit n'est pas abusif mais nul ; le tapis roulant repart alors dans l'autre sens : la loi de 1973 n'a plus rien à faire dans le débat, et la continuation du contrat peut certainement être ordonnée *par* le juge des référés.

Jusqu'à maintenant, la Cour de cassation avait paru pencher dans le premier sens. Mais c'était à une époque où toute idée de réintégra*tion, en elle-même, lui déplaisait* profondément. Or elle a maintenant admis que le juge des référés doit *ordonner la continuation du contrat* de travail d'un représentant du personnel licencié sans autorisation de *l'administration*. *Mieux : allant infiniment* plus loin, un arrêt de la chambre sociale de la Haute Juridiction, rendu le 5 juin dernier, *refusait* de casser un arrêt de la cour d'appel de Versailles, qui, en application très audacieuse de l'article L 122-12 al. 2 du code du travail, avait ordonné sous astreinte la continuation, avec un deuxième adjudicataire prenant la place du précédent pour l'exécution d'une certaine tâche, du contrat de travail conclu entre un salarié et ce premier adjudicataire... On peut dès lors se demander quelle sera demain l'attitude de la Cour suprême devant des licenciements sanctionnant l'exercice ré*gulier du droit de grève*.

Le problème risque de lui être prochainement posé. S'étant mis en grève le 29 mai 1980, dans des conditions apparemment *régulières* (3), une vingtaine d'ouvriers furent d'abord mis à pied par Chrysler-Talbot, puis licenciés, le 12 juin. *Parmi eux, un certain nombre* d'immigrés, qui s'imaginaient sans doute que le droit de grève était reconnu *en France*.

Par un jugement très courageux du 1er juillet, le tribunal d'instance de Poissy (4), statuant en référé, a dé*claré que, à moins* de le vider de *tout contenu, « l'exercice du droit de grève suppose que soit assurée la sécurité de l'emploi par une protection directe du rapport contractuel* et *non seulement par le moyen détourné de la responsabilité et des dommages-intérêts auxquels elle peut donner lieu, lesquels sont sans commune mesure avec la reconnaissance constitutionnelle du droit de grève »*. Et d'ordonner la *réintégration* des grévistes licenciés. Décision que Chrysler-Talbot *aurait* refusé d'exécuter : *l'affaire* est venue en appel le 10 septembre et la Cour, vu l'importance du sujet, a mis l'affaire en délibéré, *bien qu'il* se soit agi de l'appel d'un jugement de référé.

Guérillas d'arrière-garde

Ce qui, en tout cas, nous paraît certain, c'est que, en 1980, il serait *temps de sortir des équivoques* et des faux-semblants. On peut être pour le droit de grève et, d'ailleurs, tout *en étant* pour, se *montrer* favorable à une réglementation plus précise. Au risque de choquer à gauche, *nous croyons* le *moment* venu d'une réflexion générale sur les conditions d'exercice de *ce droit, si l'on veut éviter* les coups de fouet en retour dont l'Angleterre nous donne aujourd'hui l'exemple ! On peut, à *l'inverse*, être contre le droit de grève, à condition d'avoir le courage élémentaire de le dire franchement.

Mais un *discours* n'est plus tolérable, surtout en période de crise et de sous-emploi. Celui qui consiste à féliciter bruyamment les travailleurs de ce pays de vivre dans une démocratie libérale qui sait leur reconnaître le droit de grève, *mais* à les avertir, sur le ton navré, que l'exercice de ce droit risque de leur faire perdre *leur* emploi.

Le président du C.N.P.F. a su prendre ses responsabilités en termes *catégoriques* ; *on comprendrait* mal que nos juridictions laissent se prolonger des guérillas d'arrière-garde (5). *On le comprendrait* encore moins après les événements de Gdansk.

---

(1) Le texte constitutionnel se borne à dire que *« le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent »*.

(2) *« Le prix de l'exemple »* sera insignifiant pour la grande entreprise ainsi privilégiée, si l'on peut dire, par rapport à la petite. Notons par ailleurs que l'indemnisation sera dérisoire pour les salariés de faible ancienneté.

(3) Nous nous en tenons aux attendus du jugement du tribunal de Poissy.

(4) Ce tribunal commence à avoir une *sérieuse* habitude des problèmes Chrysler-Talbot. *Cf.* le rapport du conseiller R. de Lestang sur les élections professionnelles dans cette entreprise, à paraître, *Droit social*, novembre 1980.

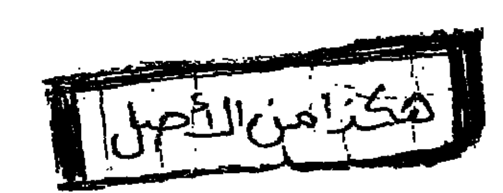
(5) Ce qui est exact, et qui pose un problème redoutable, c'est que la réintégration ne permet pas d'éviter un licenciement ultérieur pour d'autres motifs qui pourront être fantaisistes : seule la sanction pénale garantirait la protection des grévistes. Néanmoins, au seul plan des principes, un pas non négligeable serait fait si le droit de grève était simplement reconnu !

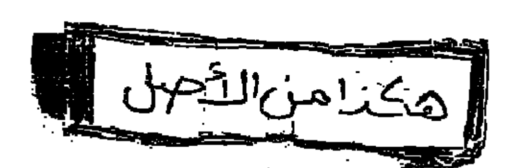
LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS PRÉCONISE UNE REPRISE DE LA CROISSANCE

Le retour au plein emploi en Europe occidentale d'ici à 1985 nécessite la création de 15 millions d'emplois, dont 10,8 millions dans la seule C.E.E., déclare un rapport de l'Institut syndical européen, organisme de recherches de la Confédération européenne des *syndicats* (C.E.S.). Selon ce rapport, intitulé *« L'économie européenne : 1980-1985, orientations pour une planification du plein emploi »*, la situation actuelle — *9* millions de chômeurs prévus pour 1980 en Europe occidentale (pays de l'O.C.D.E. moins la Turquie), *soit* 6,3 % de la population active — nécessite une relance de la croissance orientée vers la création d'emplois.

La C.E.S. propose un programme d'action qui permettrait de créer, d'ici à 1985, 6 millions *d'emplois dans l'industrie* et 12,5 millions dans le secteur tertiaire, notamment par l'amélioration des conditions de travail, la *conservation* de l'énergie, l'exploitation d'énergies nouvelles et la réduction du temps de travail. Objectif : le retour à un taux de chômage de 2 %. Selon cette étude, les politiques actuelles *« affaiblissent non seulement les perspectives de retour au plein emploi, mais ne sont même pas susceptibles de réduire l'inflation »*.

Le rapport indique que les statistiques officielles *sous-estiment* le nombre réel des chômeurs — avec une sous-évaluation de 1 million en 1978. D'autre part, entre 1973 et 1975, un million de travailleurs immigrés *ont quitté* la Communauté, ce qui contribue à *masquer une détérioration* de l'emploi dans certains pays.





SOCIAL

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Le tocsin de l'unité

Rien ne va plus entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Les discours de rentrée prononcés par MM. Georges Séguy et Edmond Maire semblent bien sonner le tocsin de l'« *unité d'action* ».

Pour Philippe Warnier, dans *HEBDO - T.C. - TEMOIGNAGE CHRETIEN*, « *la rupture est profonde et peut être irrémédiable avant longtemps, entre les deux organisations* ». Il explique : « *C'est l'aboutissement d'un long processus de dégradation commencé dès avant les législatives (...) et qui s'est accéléré depuis un an. La cause déterminante en est indiscutablement la pression des communistes sur la C.G.T. et la conjonction (plutôt que l'« alignement ») des stratégies P.C.F.-C.G.T., mais les responsabilités sont partagées entre les deux grandes centrales syndicales. Le poids du contexte politique de guerre froide au sein de la gauche se double d'une divergence fondamentale sur l'analyse de la crise et sur la stratégie syndicale. Divergence qui, parfois, traverse chaune des deux organisations.* »

Dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, Thierry Pfister (enquête de Claude-François Jullen) affirme : « *Chaque centrale syndicale va de nouveau camper sur ses positions, même si la C.G.T. et la C.F.D.T. entendent bien continuer à proclamer leur volonté unitaire. Cette situation est d'autant plus grave que, dans le même temps, les syndicalistes découvrent à quel point la crise exacerbe le corporatisme et renforce les égoïsmes catégoriels. Les routiers, en barrant les accès de Boulogne, ou certains agriculteurs bretons, en partant en guerre contre le blocage des ports par les marins-pêcheurs, l'ont bien illustré. Les mobilisations interprofessionnelles apparaissent donc problématiques. Et, plus que jamais, toute l'action syndicale dépendra de la capacité d'initiative des militants, entreprise par entreprise, branche par branche.* »

Sous le titre « La porte étroite », Henri Gibier, dans *LE NOUVEL ECONOMISTE*, observe que l' « *opération vérité* » de la C.F.D.T. « *impliquait qu'il soit possible de pratiquer un réformisme syndical sans pour autant faire du « bergeronisme »*. Il ajoute : « *Actuellement, ce n'est pas si sûr. D'abord parce que la rupture retentissante entre les deux anciens frères ennemis confirme* a posteriori *les préventions du leader de F.O. vis-à-vis de la C.G.T. C'est même en raison de la survie de l'accord de 1974 entre C.G.T. et C.F.D.T. que M. Bergeron avait repoussé, en décembre 1979, les offres de M. Maire. Aujourd'hui, il est donc probable que la question reviendra sur le tapis. Déjà des proches de M. Maire reconnaissent que « le mythe de l'unité avec la C.G.T. a fait négliger les chances d'un rapprochement avec F.O. ». D'autre part, la période électorale ne laisse guère place à une troisième voie syndicale telle que le « recentrage ».*

Le dilemme d'Edmond Maire

Dans *LE POINT*, Dominique Audibert résume ainsi le « *dilemme d'Edmond Maire* » : « *Résister aux sirènes de la droite sans rien concéder aux surenchères du P.C. et de la C.G.T. Son chemin de crête, il le sait, est étroit. Mais il le suivra jusqu'au bout, persuadé qu'il est que la ligne de la C.G.T. est suicidaire, et qu'il en recueillera à terme le bénéfice. De fait, en 1978 et 1979, la C.G.T. a enregistré une baisse de près de 25 % dans ses cotisations, ce qui représenterait la perte de cinq cent mille adhérents. Mais, pour autant, Edmond Maire ne les a pas récupérés à la C.F.D.T. Etrange boucle de l'Histoire ! En novembre 1976, en pleine période d'euphorie unitaire, par une petite phrase sur le nombre des nationalisations, Georges Séguy avait ouvert, sans que personne le remarque alors, la crise P.C.-P.S. Aujourd'hui, dans le cimetière glacé de l'union de la gauche, il vient de jeter la dernière pelletée de terre sur un défunt que personne, désormais, n'espère voir ressusciter.* »

Pierre Pujo, dans *ASPECTS DE LA FRANCE* (royaliste), affirme : « *Il n'y aura peut-être pas à l'automne de journées revendicatives communes à la C.G.T. et à la C.F.D.T., mais la première s'efforcera d'entraîner la seconde dans des actions ponctuelles dures. On sait que la C.G.T. a l'intention d'exaspérer au maximum les conflits sociaux. La C.F.D.T. craindra de se laisser déborder et emboîtera le pas. La discorde entre les deux centrales ne nous promet donc pas la tranquillité sociale. Au demeurant, la C.F.D.T. comme d'ailleurs F.O. n'entendent nullement aider le gouvernement et le patronat à faire face aux difficultés actuelles. Leur optique reste celle de la lutte des classes. Loin de faire entrer l'intérêt général dans leur programme revendicatif respectif, ces centrales comptent profiter de la période électorale pour arracher des avantages dont le caractère illusoire leur importe peu.* »

Evoquant également l'élection présidentielle, Michel Jacques, dans *L'EXPRESS*, écrit : « *Plus que jamais, il s'agit de faire apparaître la C.G.T. comme la seule organisation qui défende vraiment les salariés dans la période actuelle. Par opposition à une C.F.D.T. accusée d'immobilisme. Surtout, il s'agit de maintenir, voire de faire monter la pression avant l'élection présidentielle. Pour obtenir des résultats. Et faire gagner des voix de mécontents au candidat communiste.* »

Alain Griotteray, qui met en parallèle dans *LE FIGARO MAGAZINE* la « *tragédie* » polonaise et le « *psychodrame* » français, observe que M. Maire ne pouvait ignorer « *au beau temps de l'unité d'action* » tous les griefs que la C.F.D.T. nourrit à l'égard de la C.G.T. Il ajoute : « *Mais il l'oubliera à nouveau demain, à la première occasion, pour reprendre le rêve interrompu. On reste confondu par la naïveté apparente des uns, l'outrecuidance des autres.* »

Aux yeux de Pierre Burnand, dans *L'HUMANITE ROUGE*, organe du parti communiste marxiste - léniniste (maoïste), « *face aux attaques du patronat et du pouvoir, l'unité d'action contre eux constitue une priorité* ». Il poursuit : « *Ceux qui, pour des raisons autres que celles tenant à la lutte contre le pouvoir et le patronat, en viendraient à s'opposer à l'unité d'action porteraient une lourde responsabilité et démontreraient par là même que la défense des intérêts des travailleurs n'est pas ce qui les guide. A la C.G.T. comme à la C.F.D.T., ceux qui sont attachés réellement à cette lutte ne manquent pas.* »

Pierre Rème, dans *ROUGE*, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) exprime un avis sensiblement identique quand il assure : « *La perspective pour mettre Giscard-Barre en échec est claire. C'est pourquoi, tout en exigeant des directions nationales qu'elles cessent leur politique de division criminelle, les sections syndicales, les syndicats, les unions locales, etc., doivent donc multiplier les initiatives unitaires. Pour déjouer les calculs du pouvoir, qui compte bien faire passer sa politique grâce au maintien de la division, il y a une seule voie : traduire la volonté de lutte et d'unité dans la pratique des luttes, dans la préparation d'une lutte d'ensemble, dans les relations intersyndicales à tous les niveaux. Unité dans les luttes, union pour chasser Giscard-Barre, telle est la réponse plus que jamais d'actualité.* »

Dans *LE MONDE LIBERTAIRE*, hebdomadaire de la Fédération anarchiste, on peut lire : « *Les attitudes outragées du sieur Séguy comme les redondances de Maire font partie du jeu classique de cette période de l'année. La vérité est autre part ! Dans les gamelles à moitié pleines, à moitié vides, et cela dépend du jugement des foules. A moitié pleines, c'est la patience, l'attente des jours meilleurs, bercée par les voix de violoncelles des politicards ; à moitié vides, c'est la colère et le Ça ira remplace la musique classique. On ne prend pas la Bastille à la rentrée, sur rendez-vous, à partir de savants raisonnements sur le sexe des anges. C'est la colère qui tourne la page de l'Histoire, la colère imprévisible, la colère somptueuse, qui reste la grande fête de l'humanité.* »

C.F.D.T. : non à l'hégémonie du P.C. et non au réformisme

Après les tirs d'artillerie à boulets rouges échangés, depuis le début du mois, entre MM. Maire et Séguy, c'est avec une pondération marquée que les dirigeants de la C.F.D.T. ont parlé de l'unité d'action, en commentant devant la presse, les décisions de leur bureau confédéral réuni du 10 au 12 septembre.

La confédération, a dit M. Albert Mercier, secrétaire national, « *n'a pas l'intention de s'installer dans la situation créée par la C.G.T.*

Les polémiques sont démobilisatrices, constate M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint, et l'unité d'action est toujours nécessaire face aux problèmes concrets. Certes, l'alliance avec la C.G.T. est rompue.

Les deux centrales se trouvent ramenées à la situation des années 1965-1966. Comme alors, les dirigeants cédétistes se disent résolus à donner à leurs propositions d'action un caractère unitaire, afin de modifier la situation. Cela ne signifie pas que la C.F.D.T. ne réagira pas « *aux faux arguments, aux contre-vérités, avancés par la C.G.T. Au contraire, elle en rendra compte aux travailleurs* ».

Ce qui pèse, c'est à la fois la campagne présidentielle, la position du P.C.F. depuis la rupture de la gauche et ses conceptions *hégémoniques s'inscrivant dans* la stratégie internationale soviétique.

Quant aux rapports avec F.O., les dirigeants C.F.D.T. estiment que les chances de rapprochement sont « *ruinées* » par « *les préalables politiques et les arrière-pensées stratégiques* » de M. Bergeron. Les cédétistes ne sont pas moins rigoureux à l'égard de la C.G.C. « *Il est permis de rêver* », déclare M. Mercier en faisant allusion aux déclarations de *M. Jean Menu, qui aspire à créer* un « *club des réformistes* », avec F.O. et la C.F.D.T. Celle-ci tourne catégoriquement le dos à une telle hypothèse.

Cependant, la Confédération des cadres est la seule organisation, parmi toutes les autres centrales, à avoir accepté l'invitation — déjà lancée par M. Maire — de participer au congrès de la C.F.D.T., qui se tiendra à Metz au mois de mai 1982. — J. R.

ANCIENS COMBATTANTS

L'UFAC APPELLE A MANIFESTER LE 25 OCTOBRE

L'Union française des associations de combattants (UFAC) appelle tous les anciens combattants à manifester le samedi 25 octobre à Paris et en province pour protester contre la décision gouvernementale de ne pas réévaluer le rapport constant entre leurs pensions et les salaires de la fonction publique (*le Monde* du 12 septembre).

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion de son bureau national, l'UFAC s'élève contre « *cette décision arbitraire* » et contre « *l'attitude méprisante à l'égard du Parlement et des anciens combattants et victimes de guerre* ». Elle avait espéré « *une prise en considération par le gouvernement des conclusions de la commission tripartite évaluant à la majorité des deux tiers (parlementaires et anciens combattants unanimes) à 14,26 % le décalage préjudiciable aux pensionnés de guerre* ».

Au congrès de la Confédération nationale des combattants volontaires de la résistance, qui s'est tenu à Toulouse les 13 et 14 septembre, M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat a justifié la récente décision du gouvernement de ne pas modifier, dans le budget de la nation pour 1981, le montant des retraites et pensions des anciens combattants. M. Maurice Plantier a rappelé à ce propos qu'au cours des vingt-six dernières années les prix ont été multipliés par 5,1, les rémunérations de la fonction publique par 8,4, et les pensions de guerre par 12,1.

Cependant, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants a annoncé qu'à la demande du président de la République il va prochainement présenter en conseil des ministres un programme de revalorisation des petites pensions. Il a enfin manifesté son accord pour que soit célébrée avec davantage de solennité la date du 8 mai.

Dans leur motion finale, les participants à ce vingt-cinquième congrès de la F.N.C.V.R. ont affirmé par ailleurs leur volonté, trente-cinq ans après la deuxième guerre mondiale, de ne pas se démobiliser face à la résurgence du nazisme et du racisme et aux menaces qui pèsent actuellement sur la paix dans le monde. Les anciens combattants volontaires ont aussi exprimé leur désir de ne voir attribuer le titre de déporté qu'à ceux qui ont connu les camps de la mort et non pas à ceux qui ont accepté d'aller travailler dans les usines de guerre allemandes.

A l'issue de ce congrès, nous signale notr ecorrespondant régional, la ville de Toulouse a reçu la croix du combattant volontaire de la Résistance. Cette distinction a été remise dimanche 14 septembre à M. Pierre Baudis, maire (apparenté R.I.), député au Parlement européen, par M. Plantier, secrétaire d'Etat, en présence du général Simon, chancelier de l'ordre de la Libération.

DIMINUTION DU CHOMAGE EN AOUT (— 0,9 %) ET MOINDRE AUGMENTATION EN UN AN (+ 5,4 %)

Le nombre de demandes d'emploi non satisfaites — après correction des variations saisonnières — a diminué en août de 0,9 % par rapport à juillet (1 456 600 au lieu de 1 469 900). En un an, le chômage s'est accru de 5,4 % (1 456 600 en août au lieu de 1 382 600 en août 1979).

Au total, on observe une amélioration très relative : la baisse mensuelle est plus importante qu'il y a un an à la même époque (— 0,9 % au lieu de — 0,6 %) et le chômage, qui continue à dépasser celui de l'année précédente, n'enregistre plus qu'une augmentation annuelle de 5,4 % au lieu de + 12,6 % l'année dernière à la même époque.

En données brutes, le nombre des demandes a atteint, en août, 1 374 300 au lieu de 1 330 100 en juillet (+ 3,3 %) et de 1 302 600 il y a un an (+ 5,5 %).

Quant à l'évolution des offres d'emploi, elle n'est pas très favorable : baisse en données brutes (87 800, au lieu de 88 300 en juillet, soit — 0,6 % en un mois et — 8,3 % en un an) comme en données corrigées (81 400 au lieu de 83 900, soit — 3 % en un mois et — 8,2 % en un an).

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 2 OCTOBRE 1980 à 14 h. EN UN SEUL LOT : UN

UN STUDIO

au r.-de-ch. compr. chbre, cuis., dt à usage w.-c. commun, situé à

PARIS 19e

93, rue Rebeval et 71-73, rue de Belleville

MISE A PRIX : 12.000 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements à Me Jacques SCHMIDT, avoc. à PARIS (17e), 75, avenue de Wagram. Tél. : 763-14-13 de 11 heures à 12 heures et de 15 h. à 16 h. 30 et s/place pour vis.

Etude de Me OLIER, not. à REBAIS (77510) - Tél. : 404-50-17

ADJ. à la mairie de DOUE (77) le VENDREDI 19 SEPT. 1980 à 15 h.

DROIT DE CHASSE

pour 9 ans, sur 185 ha de BOIS

Région COULOMMIERS

BOIS DE DOUE - M. à P. : 40.000 F

S'adr. pour renseignem. au notaire.

Vente sur surenchère au Pal. de Just. à PARIS, le JEUDI 2 OCT. 1980, 14 h. EN UN SEUL LOT : UN

IMMEUBLE

sis à

BELFORT (Terr. de Belfort)

1, rue Louis-Parizot

MISE A PRIX : 137.500 FRANCS

S'ad. à Me Mary-Daphné FISHELSON, avocat au barreau de PARIS, 8, r. de l'Hôtel-de-Ville, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, tél. 745-67-40 ; Me Bernard DE SARIAC, avoc. à PARIS, 70, av. Marceau ; Me BOISSEL, avocat à PARIS, 14, r. Ste-Anne ; Me Georges MIELLET, avoc. à PARIS, 14, r. des Pyramides ; Me TOURAILLE, avoc. à PARIS, 48, r. de Clichy ; Me MOREAU, avocat à PARIS, 51, r. Ampère ; Me FERRARI, synd., 85, r. de Rivoli, PARIS-1er ; Me PERNOT, synd., 144, r. de Rivoli, PARIS (1er) ; Me PAVEC, syndic, 100, rue Quincampoix, PARIS (3e) ; Me SCREPEL, notaire à BELFORT.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 2 octobre 1980, à 14 heures,

APPARTEMENT PARIS 16e 3 Pièces ppales. Entrée, cuis., office, salle de bns, CAVE et droit copropriété.

49, RUE DE BOULAINVILLIERS

MISE A PRIX : 400.000 F - S'adresser Me BOISSEL,

avocat à Paris (1er), 14, rue Sainte-Anne - Tél. : 261-01-09.

VENTE s/licit. Pal. Just. à Versailles (78), 3, pl. A.-Mignot, 8 oct. 80, 10 h.

En un seul lot **PAVILLON à BUC (78)** avec JARDIN. Cce 6 a. 94 **M. à P. : 300.000 F**

« Hautpré », 15, avenue H.-Berlioz, rez-de-chaussée : hall d'entrée, séjour, salle à mang., family-room, 2 chbres à coucher avec placards, cuis., salle de bains, rangements, escalier conduisant à l'étage, cellier, double garage avec coin atelier, terrasse ; à l'étage : palier, 3 ch., 2 s. de bns, placards.

S'adr. avocats à Versailles-78 **Me MOURICHOUX, 950-08-57, 24, r. Réservoirs ;** Me COURTAIGNE, tél. 950-82-28 ; Me RAOULT, tél. 951-48-91.

VENTE sur surenchère au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 2 OCTOBRE 1980, à 14 heures

UNE PROPRIÉTÉ A USAGE INDUSTRIEL

comprenant trois bâtiments - Sise à

SAINT-MARTORY (Haute-Garonne)

Contenance totale de 14.940 m2

LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION

MISE A PRIX : 363.000 FRANCS

Me Y. TOURAILLE, ancien avoué, avocat à Paris, 43, rue de Clichy - Tél. : 874-45-85.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 2 octobre 1980, à 14 heures :

LOCAL COMMERCIAL PARIS (10e) BUREAU, MAGASIN, CAVE, droit copropriété.

22, rue de l'ÉCHIQUIER - MISE A PRIX : 250.000 FRANCS

S'adresser Me R. BOISSEL, avocat à Paris (1er), 14, r. Ste-Anne. Tél. : 261-01-09.

VENTE après liquidation de biens au Palais de Justice à Paris, le jeudi 2 octobre 1980, à 14 heures

MAISON D'HABITATION, DÉPENDANCES ET TERRAIN

Lieudit « Lauzon »

MONTSÉGUR-SUR-LAUZON (Drôme)

Contenance cadastrale 1 hectare 41 ares 20 centiares

MISE A PRIX : 110.000 FRANCS

S'adresser à Me POSTWEILER, avocat à Paris, 119, rue de Saussure ; Me *MARTIN*, syndic à *Paris*, 13, rue Etienne-Marcel. *PRET* possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la GRINDLAY'S BANK S.A.

VENTE sur publications judiciaires au Palais de Justice d'Evry (91), rue des Mazières, le Mardi 30 Septembre 1980, à 14 heures :

MAISON D'HABITATION à MENNECY (91)

18 bis, rue de Milly.

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

Possib. baisse en cas de non-enchère d'un quart puis de moitié. Pour renseignements, s'adresser à Mes AKOUN et TRUXILLO, avocats associés à Corbeil-Essonnes (91), 51, rue Champlouis, tél. 496-14-18 ; au Tribunal de Gde Instance d'Evry pour consulter le cahier des charges.

VENTE sur licitation et surenchère 1/10 au Palais de Justice à Paris, le Jeudi 2 octobre 1980, à 14 heures - En un seul lot

IMMEUBLE à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)

100, boulevard Jean-Jaurès et 29, rue de la Saussière.

LIBRE à l'exception d'un logement et d'une boutique en façade sur rue.

MISE A PRIX : 660.000 FRANCS

(plus le service d'une rente d'un montant de 1.827 F par trimestre) S'adresser à 1) Me *J. LYONNET DU MOUTIER*, avocat à Paris (1er), *182, rue de Rivoli, tél. 260-20-49* ; 2) Me *J.-M. GARNIER, syndic* à Paris (5e), 63, boulevard Saint-Germain ; au Greffe des Criées du Tribunal de Grande Instance de Paris, où le cahier des charges est déposé ; et sur les lieux pour visiter. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la GRINDLAY'S BANK S.A.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le Jeudi 2 Octobre 1980, à 14 heures - En un lot :

APPARTEMENT à PARIS - 6e Arrondissement

25, rue du Dragon.

Comprenant une entrée et deux pièces.

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements à Me Jacques SCHMIDT, avocat à Paris (17e), 76, avenue de Wagram, tél. : 763-14-13, de 11 h. à 12 h. et de 15 h. à 16 h. 30. - Sur place pour visiter.

VENTE sur surenchère du 1/10 au Palais de Justice à Nanterre, le Mercredi 24 septembre 1980, à 14 heures - En un lot

UNE PROPRIÉTÉ à BOIS-COLOMBES (92)

63, rue Jean-Jaurès

Comprenant pavillon élevé sur caves d'un rez-de-chaussée, d'un étage *carré et d'un deuxième étage lambrissé. Grenier perdu.* Bât. au fond du jardin à usage de bureau d'études et laboratoire.

Superficie cadastrale de 12 ares 90 centiares.

LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION

MISE A PRIX : 935.000 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements à : 1) Me J.-P. CORDELIER, avocat à Paris (5e), 3, rue Gay-Lussac, tél. 354-60-85 et 354-52-75 ; 2) S.C.P. DECLOZEAUX, MAZIERES, HEBERT, MOUGEOTTE, 7, boulevard Raspail, Paris (7e) ; 3) Me BENSUSSAN-BORENSTEIN, avocat au Barreau de Nanterre, 92, rue des Bourguignons, (92) Asnières ; 4) au Greffe du Tribunal de Nanterre, où le cahier des charges est déposé ; 5) et sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie au Pal. de Justice à Versailles, mercredi 1er octobre, 10 h.,

APPARTEMENT à HOUDAN (78) - LIBRE - M. à Px 145.000 F

43, Grande-Rue, bât. A, 2e ét., entrée, couloir, s. séj., bains, w.-c., kitchen.

S'adr. pour renseign. Me SILLARD, avocat, tél. : 950-02-99,

79 bis, boulevard de la Reine, Versailles (78).

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice de CRETEIL le JEUDI 2 OCTOBRE 1980 à 9 h. 30 - 3 LOTS

à AUVERS-SUR-OISE (Val-d'Oise)

1er Lot - UNE PROPRIÉTÉ, Lieudit « LE PRE-CREPIN » 2, RUE DES GORDS

compr. UN CHALET d'habitation de 4 pièces, cuis. Hangar. Terrain. Le tout d'une contenance de 63 A 67 CA.

2e Lot - TERRAIN, Lieudit « RUE EUGENE-LEFEVRE » ou « LES PORQUESSIS » - EN 2 PARTIES d'une contenance de 3 A 91 CA et 70 CA.

3e Lot - TERRAIN, Lieudit « RUE EUGENE-LEFEBVRE » de 42 A 28 CA.

MISES A PRIX : 400.000 F - 20.000 F - 100.000 F

S'adr. : S.C.P BRUN et ROCHER, avocats associés, 60, rue de Londres, PARIS (8e), tél. 293-50-40 ; Me J. CLAVEL, avocat à PARIS (14e), 87, av. Denfert-Rochereau, tél. 326-54-68 ; Me FOUCHE, not., Pontoise (95) 5, rue Séré-Depoin, tél. 032-44-22. Tous avocats près les tribunaux de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

VENTE sur liquidation de biens au Palais de Justice à Paris, le Jeudi 2 Octobre 1980, à 14 heures :

TERRAIN A CHATRES S/CHER (41)

avec bâtiment neuf à usage industriel

Contenance : 3.100 mètres carrés environ.

MISE A PRIX : 500.000 FRANCS

Visites sur place les mardis, de 14 à 15 heures, et tous les jours de la semaine sur rendez-vous, sauf le jeudi. Pour renseignements, s'adresser à la S.C.P. BODIN, LUCET, GENTY, avocats, 15, place de la Madeleine, tél. : 265-37-28 et 742-33-10.

Avis financiers des sociétés



Le GAZ NATUREL :

– consommation française doublée en dix ans
– 410 milliards de kWh en 1985
– 16 % du patrimoine énergétique national

La consommation de gaz naturel ne représentait en 1958 que 0,9 % de l'énergie *primaire française, soit 23 milliards de kWh.* Cette part a atteint en 1979 12,3 %, soit quelque 260 milliards de kWh. Mais là ne s'arrête pas cette remarquable expansion ; les pouvoirs publics ont en effet fixé à environ 16 % pour 1985 la part du gaz par rapport aux autres énergies, ce qui devrait correspondre à quelque 410 milliards de kWh, soit un doublement de la consommation entre 1975 et 1985.

Rappelons que, parmi les principaux pays producteurs de gaz naturel dans le monde, la France n'arrive qu'au 18e rang avec 8 milliards de m3, comme la Pologne et la R.D.A. Les Etats-Unis occupent le 1er rang, avec 560 milliards de m3, suivis par l'U.R.S.S. et ses 372 milliards de m3. Le montant officiel des réserves prouvées de gaz naturel enfoui sous la terre ou sous la mer dépasse 70 000 milliards de m3, chiffre nettement inférieur à la réalité, puisque chaque année de nouveaux gisements sont découverts.

Pourquoi un tel développement des consommations de gaz naturel

Cette forme d'énergie possède un certain nombre d'avantages.

Le premier tient à l'importance des réserves mondiales. Au début de 1980, elles s'établissent autour de 71 000 milliards de m3 (1 m3 = environ 11 kWh de gaz naturel), représentant environ quarante-sept ans de consommation. Les consommations annuelles ne dépassent pas, en effet, 1 500 milliards de mètres cubes. Or, chaque année, les découvertes de nouveaux gisements se révèlent plus importantes que l'accroissement de cette consommation et les réserves de gaz s'accroissent plus vite que les réserves de pétrole.

Ensuite, il convient de constater une diversification géographique des zones de production qui est beaucoup plus grande dans le cas du gaz que dans celui du pétrole. Si l'U.R.S.S. et l'Iran détiennent plus de la moitié des réserves de gaz du monde, il existe cependant d'importants gisements au Moyen-Orient, dans le continent américain, en Afrique, en Extrême-Orient et en Europe occidentale (essentiellement Pays-Bas et mer du Nord).

La troisième raison repose sur le fait que les importations de gaz en France entraînent souvent une retombée technologique au bénéfice de l'industrie française. En effet, le gaz naturel réclame des installations développées tant au niveau de la production qu'à celui du transport par gazoduc ou par navire méthanier. Qui dit importations de gaz, dit le plus souvent fourniture de matériels et de services aux pays producteurs, qu'il s'agisse d'usines de liquéfaction, de navires méthaniers ou de tubes.

Enfin, la quatrième raison résulte des qualités spécifiques du gaz naturel. Outre sa propreté, sa non-toxicité et son caractère non polluant, le gaz présente l'avantage d'être une énergie primaire directement utilisable, respectant l'environnement par sa possibilité de transport et de stockage souterrains. Au niveau des applications thermiques, par sa puissance et sa souplesse, le gaz favorise également les économies d'énergie ; il convient, par exemple, très bien au chauffage individuel, qui conduit à une économie de l'ordre de 20 à 30 % par rapport au chauffage collectif.

LE GAZ DE FRANCE EN CHIFFRES

	1979	1978	Variation en %
Chiffre d'affaires (millions de francs)	14 935,9	12 663,8	+ 17.9
Livraisons de gaz (milliards de kWh)	223,3	201,0	+ 11,1
— secteur résidentiel et tertiaire	117,5	110,6	+ 6,2
— secteur industriel	92,0	78,4	+ 17,3
— centrales électriques	—	2.5	—
— autres	13.8	9,5	+ 45.3
Nombres d'abonnements (milliers)	8 040,1	7 952,0	+ 1,1
Investissements hors T.V.A. (millions de francs)	3 004,0	2 576,6	+ 16,6
Valeur à neuf actualisée des installations en service (millions de francs)	41 594,5	38 908,2	+ 6,9
Effectif au 31 décembre	27 721	27 474	+ 0,9
Résultat d'exploitation (millions de francs)	— 276,5	— 379,5	—
Résultat général (millions de francs)	+ 4,7	— 131,3	—
Marge brute d'autofinancement (millions de francs)	1 817,0	1 671,1	+ 8,7

Les ventes de gaz en 1979

En 1979 les ventes de gaz du Gaz de France et de ses filiales (Compagnie Française du Méthane et Société Nationale des Gaz du Sud-Ouest) ont approché 260 milliards de kWh, contre 232 milliards de kWh en 1978, progressant dé 12 %.

Les ventes à usages domestiques ont augmenté d'environ 6,8 %. Corrigée des effets du climat, cette augmentation serait ramenée à 2,4 %, la température de l'année 1979 ayant été plus fraîche que celle de 1978, presque normale.

Dans le secteur tertiaire, l'accroissement serait un peu plus fort, de l'ordre de 10,1 %. Corrigé des effets du climat, cet accroissement s'établirait à 5,9 %.

En ce qui concerne les ventes à l'industrie et aux centrales électriques, le taux de croissance en 1979 est de l'ordre de 16,5 %.

Fin 1979, le nombre total des abonnements dépassait 8 millions, correspondant à une population approximative de 34,7 millions de personnes habitant les communes desservies par le Gaz de France.

Les opérations de conversion au gaz naturel ont concerné, au cours de l'année, environ 104.000 clients : désormais plus de 97 % des clients du Gaz de France consomment du gaz naturel en l'état.

LES INVESTISSEMENTS DU GAZ DE FRANCE

En 1980, le programme des investissements du Gaz de France a été fixé à 3 305 millions de francs, hors taxes.

Le tableau ci-dessous indique pour la période 1977-1980 les dépenses d'investissements hors taxes du Gaz de France (en millions de francs).

	1977	1978	1979	1980 (prévis.)
Production	18,9	8,1	6,6	9
Transport	436,3	761,0	877,8	922
Stockages souterrains	180,0	183,6	186,6	220
Terminaux méthaniers	82,4	184,0	285,0	322
Distribution	980,3	1 138,8	1 264,0	1 368
Autres	223,7	301,1	384,0	464
	1 913,6	2 576,6	3 004,0	3 305

D'où provient notre gaz naturel ?

La disparition progressive du gaz manufacturé, autrefois fabriqué à partir du charbon ou du pétrole, son remplacement par le gaz naturel de Lacq et des autres gisements situés dans le Sud-Ouest de la France ont donné à l'industrie gazière française un visage totalement nouveau puisque aujourd'hui plus de 97 % des clients du Gaz de France consomment du gaz naturel.

Cependant, les seules réserves nationales du gaz naturel disponibles en France ne suffisent pas à faire satisfaire la consommation. C'est pourquoi, il a été nécessaire de faire appel à des ressources étrangères en diversifiant au mieux les approvisionnements.

C'est ainsi que les 100 000 kilomètres des réseaux de transport et de distribution français sont aujourd'hui alimentés par du gaz en provenance d'Aquitaine, d'Algérie, des Pays-Bas, d'Union soviétique et de Norvège (mer du Nord).

Aquitaine

Depuis 1958, le gaz naturel, d'abord de Lacq, puis d'autres gisements satellites, contribue à la couverture des besoins en gaz naturel de la France. En 1979, le gaz d'Aquitaine a représenté environ 30 % de la consommation française mais la production du gaz de Lacq, qui a atteint son plafond, doit aller en diminuant par palier à partir de 1983-1984.

Algérie

Trois contrats ont été signés entre le Gaz de France et la Sonatrach pour l'importation de gaz naturel algérien en France, au moyen de trois chaînes de transport.

— Arzew-Le Havre : Depuis 1965, le navire méthanier français « Jules-Verne », d'une capacité de 25 000 m³ de gaz liquide (1 m³ de gaz naturel liquide correspond à 600 mètres cubes de gaz naturel à l'état gazeux ; pour liquéfier le gaz naturel, il faut abaisser celui-ci à la température de — 160° C), transporte au Havre le gaz naturel en provenance d'Arzew où il a été liquéfié.

— Skikda-Fos-sur-Mer : depuis 1973, deux navires de 40 000 mètres cubes chacun, le « Hassi R'Mel » et le « Tellier » transportant à Fos-sur-Mer le gaz liquéfié à Skikda.

— Arzew-Montoir-de-Bretagne : A la fin de 1980, doit être en service, dans l'estuaire de la Loire, le plus important terminal méthanier d'Europe qui pourra recevoir des navires d'une capacité de 125 000 m³ de gaz naturel liquéfié.

En 1979, le gaz naturel algérien a représenté environ 12 % de la consommation française et cette part doit augmenter dans les années à venir.

Pays-Bas

Le gaz des Pays-Bas approvisionne la France depuis 1967 en exécution d'un contrat signé en 1966 entre le Gaz de France et la Nam Gas Export.

L'année dernière, 40 % du gaz consommé en France était du gaz néerlandais.

RÉSEAUX DE TRANSPORT

au 1er Janvier 1980

LEGENDE

Union soviétique

Le gaz d'U.R.S.S. est livré à la France depuis 1976. Après avoir été échangé contre du gaz des Pays-Bas initialement destiné à l'Italie, pendant quatre ans, il parvient maintenant directement en France par une canalisation traversant l'Autriche et l'Allemagne fédérale. Sa part dans les approvisionnements français s'est élevée à 9,5 % en 1979.

Norvège

Le gaz en provenance des gisements de la zone d'Ekofisk situés dans la zone norvégienne de la mer du Nord est arrivé en France en 1977 par un gazoduc sous-marin puis terrestre. Il est livré à un consortium de sociétés européennes dont fait partie le Gaz de France. Le gaz de Norvège a représenté 8 % de la consommation française.

L'avenir : dans et hors l'Hexagone

Les analyses précédentes permettent d'affirmer que les approvisionnements sont pratiquement assurés pour atteindre l'objectif fixé par les pouvoirs publics en 1985. Mais déjà, au Gaz de France, les négociateurs préparent l'horizon 1990 en entamant ou poursuivant des discussions avec tous les pays qui accepteront de fournir du gaz dans des conditions économiques acceptables.

De nouveaux gisements ont été découverts dans le golfe de Guinée, au Nigéria et au Cameroun. Malgré la distance, les pays européens sont intéressés par ces ressources. Plus près de nous, la mer du Nord n'a pas encore livré tous ses trésors et des sociétés gazières européennes s'organisent déjà pour que les nouvelles réserves de gaz naturel prennent le chemin du continent.

L'U.R.S.S. dispose de réserves considérables de gaz, notamment en Sibérie, et plusieurs pays européens envisagent de se porter acquéreurs de quantités importantes en échange de l'équipement des nouveaux gisements et de l'établissement des gazoducs.

L'Algérie, enfin, est loin d'avoir épuisé ses réserves qui, au rythme actuel d'exploitation, peuvent durer plus d'un siècle. Les pays d'Europe occidentale sont certainement les mieux placés économiquement et géographiquement pour assurer des débouchés à ce gaz naturel.

Bien sûr, comme dans les autres domaines du secteur énergétique et des matières premières, les aléas politiques existent. Les négliger serait coupable, mais le renoncement à de nouveaux projets serait peu souhaitable. Le gaz contribue pour une part notable à la diversification des approvisionnements en énergie et les contrats de longue durée, qui sont la règle sur ce marché, le mettent à l'abri de la spéculation.

A terme plus éloigné, de nombreuses recherches sont lancées dans le monde pour mettre au point de nouvelles méthodes de gazéification du charbon.

Le substitut obtenu, gaz de substitution au gaz naturel ou encore gaz naturel de synthèse ou G.N.S., s'obtient, en effet, par gazéification du charbon. Or, les réserves de charbon sont en énergie équivalente plusieurs dizaines de fois supérieures aux réserves de gaz naturel et constituent donc, pour la production de G.N.S., une source d'une durée de plusieurs siècles.

Malheureusement, les réserves françaises de charbon exploitables suivant les méthodes classiques sont assez faibles et le charbon nécessaire à la gazéification devra être importé. Une possibilité existe cependant : gazéifier directement in situ le charbon des couches profondes, inexploitable autrement.

Les quantités de charbon ainsi utilisables seraient de l'ordre de 1 à 2 milliards de tonnes pouvant permettre d'obtenir quelques centaines de milliards de mètres cubes de gaz pauvre à éventuellement enrichir.

Ce sont ces perspectives qui ont incité le Gaz de France, les Charbonnages de France et l'Institut français du pétrole à mettre en commun, au sein du Groupe d'étude pour la gazéification souterraine (G.E.G.S.), leurs connaissances et leurs moyens de recherche en vue d'étudier la faisabilité de la gazéification souterraine profonde du charbon.

Le succès technique est loin d'être assuré, car le comportement des couches de charbon à grande profondeur est mal connu et aléatoire, et de ce comportement dépend la possibilité d'établir entre deux puits un chenal dans lequel s'effectuera la combustion du charbon.

Par ailleurs, le succès économique n'est pas évident ; il se peut que le prix de revient de ce gaz soit assez élevé et il est difficile de prévoir s'il pourra atteindre le seuil de compétitivité et quand.

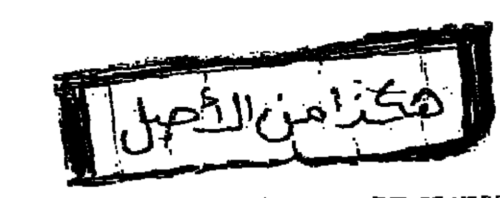
Cependant, la probabilité de réussir, quoique faible, a été jugée suffisante pour que le risque financier soit pris d'engager des études et des expériences qui, progressivement, conduiraient à la réalisation d'une installation pilote.

Les organismes membres du G.E.G.S. ont d'ailleurs reçu une aide de l'Etat sous forme d'une participation financière de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique.

Mais qu'il s'agisse de produire en usine un gaz naturel de substitution ou de procéder à la gazéification souterraine des couches profondes de charbon, les futures usines à gaz n'auront pas grand chose en commun avec celles qu'ont connues les précédentes générations.

Enfin, à terme plus lointain, certains ont tracé les grandes lignes d'une civilisation de l'hydrogène dont les quantités, quand on saura l'isoler par des procédés rentables, sont quasi illimitées à l'échelle de la planète.

Ainsi, à terme, l'industrie gazière a déjà tracé les cadres de son avenir. On peut donc assurer que, sauf crise mondiale majeure, elle sera en mesure de faire face aux développements attendus.



AFFAIRES | CONJONCTURE

Les négociations ont repris entre la direction de Fiat et les syndicats

De notre correspondant

Rome. — Les représentants de la direction de la Fiat et de la F.L.M. (Fédération unitaire des métallurgistes) ont repris, lundi 15 septembre, à Rome, en présence du ministre du travail, M. Foschi, les négociations pour trouver une solution alternative aux quatorze mille quatre cent soixante-neuf licenciements annoncés par l'entreprise turinoise, le jeudi 11 septembre (« le Monde » du 13 septembre).

L'annonce de l'accord Fiat-Peugeot pour la production en commun d'un moteur de petite cylindrée (voir ci-contre) est tombé à point nommé pour détendre un peu l'atmosphère après la rupture des négociations la semaine dernière. Cet accord a été interprété par le ministre comme *« l'indication d'un programme d'extension de l'entreprise turinoise »*, point de vue partagé par les représentants syndicaux. La Fiat n'insiste-t-elle pas pour que l'établissement de production commun de ces moteurs soit établi au sud de l'Italie, où les besoins d'emplois sont les plus importants ?

La discussion s'est concentrée sur les possibilités offertes par le marché de l'emploi à Turin pour le reclassement des ouvriers licenciés. La semaine dernière, au début des négociations, la Fiat proposait en effet la mise en chômage temporaire jusqu'au 31 décembre 1981 de 24 000 salariés, dont la moitié seulement seraient réintégrés à l'issue de cette période. 5 000 autres étant mis en pré retraite et 6 000 reclassés à l'extérieur du groupe Fiat. Cette dernière mesure, dite de *« mobilité externe »*, avait provoqué, du fait de l'hostilité de la F.L.M., la rupture des négociations.

Lundi à Rome, les partenaires sociaux ont discuté des chiffres du marché de l'emploi à Turin. Trois rapports étaient sur la table ; trois vérités opposées. D'une part, les chiffres de l'Union industrielle de Turin (organisation patronale), qui indiquent les possibilités de reclasser en moins de douze mois plus de six mille personnes ; de l'autre, ceux des syndicats, qui montrent qu'à Turin il y a déjà 58 199 chômeurs inscrits sur les listes ; enfin, les données du ministère du travail : il y a bien 58 199 chômeurs inscrits, mais beaucoup sont des jeunes ou des ménagères qui ne sont pas prêts à accepter n'importe quel travail.

Le front syndical est aussi divisé quant à l'attitude à tenir face à la mesure dite de *« mobilité externe »*. Refusée par principe par les délégués de base de la Fiat et dans un premier temps par la direction de la F.L.M., cette mesure est jugée avec beaucoup de nuances par les directions confédérales C.G.I.L. (à majorité communiste), C.I.S.L. (chrétienne) et surtout par la U.I.L. (proche des socialistes). Les directions confédérales insistent sur la nécessité pour la Fiat de prévoir un véritable nouveau plan de développement industriel pour les années à venir.

Si les partenaires sociaux essaient d'éviter de dramatiser la situation, le climat reste tendu, notamment à Turin, où lundi et mardi (comme chaque début de semaine jusqu'en octobre), 74 000 ouvriers étaient en chômage partiel. Les délégués d'atelier du syndicat voudraient que les négociations aient lieu à Turin pour permettre une plus facile participation de la base.

Mercredi 17 septembre, le gouvernement doit se réunir pour décider des modalités d'attribution d'un fonds de soutien de 1 500 milliards de lires (17,5 milliards de francs environ) aux industries en difficulté et, notamment, à l'automobile. Il doit aussi trancher, après plusieurs renvois, sur l'accord Alfa-Romeo-Nissan. Ces deux décisions conditionneront les négociations en cours sur la Fiat. Si tous les ministres sont d'accord quant au principe de donner une partie de ces 1 500 milliards de lires à l'entreprise turinoise, le gouvernement est totalement divisé sur l'opportunité d'approuver l'accord entre Alfa-Romeo et la société japonaise. Cet accord ne pourrait-il pas rendre la situation de la Fiat encore plus difficile, et l'accepter ne donnerait-il pas un alibi au groupe pour justifier ses réductions de personnel ? — *(Intérim.)*

Manufrance : négociations tous azimuts

Alors, nous indique notre correspondant, que des divergences apparaissent à Saint-Etienne, aussi bien parmi les politiques que parmi les syndicats sur la conduite à tenir dans l'affaire Manufrance, l'U.D. C.F.D.T. et la FEN ont décidé de ne pas participer à la journée d'action organisée jeudi 18 par la C.G.T., les négociations se poursuivent en coulisse sur le sort de la firme.

Les radicaux de gauche, avec leur chef de file, M. Michel Grossmann, adjoint au maire, prônent, depuis quelque temps, avec persévérance, une solution qui aurait été mise au point par l'homme d'affaires parisien, M. Tapie, qui s'était intéressé à Manufrance il y a quelques semaines. Cette demande est accueillie avec circonspection par la municipalité, et M. Tapie, pour sa part, a déclaré, avec un certain agacement, que parler d'un plan portant son nom était quelque peu prématuré.

M. de Saint-Just, pour sa part, poursuit des discussions avec un pays d'investisseurs dont on ignore encore le nom et, selon certaines informations, M. René Mestries, ancien P.-D.G. de la Société nouvelle Manufrance, serait en rapport avec des intermédiaires susceptibles d'apporter des capitaux suisses. Comme on le voit, les négociations tous azimuts se multiplient avant l'assemblée générale des actionnaires, prévue pour le 25 septembre.

M. Stoléru annonce la mise en place d'un visa administratif sur les importations de velours

De notre correspondant

Epinal. — M. Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs manuels et immigrés), a annoncé, lundi 15 septembre, devant une centaine d'industriels lorrains, alsaciens et francs-comtois réunis à Epinal, une série de mesures destinées à aider l'industrie textile, durement touchée par les importations de produits concurrents, en provenance notamment des Etats-Unis (pour les velours et le linge de maison).

● Un visa administratif préalable a été mis en place depuis le 12 septembre sur les importations de velours, peluches, tissus bouclés (éponges). Le visa, présenté comme une mesure de contrôle statistique, gêne en réalité les importateurs et permet de limiter momentanément les importations.

● Le décret sur le marquage d'origine des produits textiles vendus en France, publié en septembre 1979 au *Journal officiel* (*le Monde* du 14 septembre 1979), dont l'application avait été différée, sera effectivement mis en œuvre dès le 1er octobre 1980. En renseignant le consommateur sur la provenance réelle de son achat, il devrait permettre de retarder un moment l'écoulement des stocks des importateurs.

● Un groupe de travail réunissant les professionnels et les pouvoirs publics sera constitué afin de préparer les négociations internationales sur le nouvel accord « multifibres », qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1982.

● Les taxes parafiscales de la profession seront harmonisées, et un nouveau comité interprofessionnel d'aide à l'industrie textile sera créé le 1er janvier 1981. Il disposera de ressources supérieures à l'actuel CIRIT (Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile). Celui-ci, en attendant, recevra pour 1980 une dotation supplémentaire de 13 millions de francs pour le soutien des exportations.

● Le « plan coton » sera poursuivi. Près de 100 millions de francs d'aides publiques ont été distribués depuis trois ans à quarante-trois entreprises cotonnières (sur un total de deux cent soixante-quinze), ce qui a permis de faire progresser les investissements du secteur de 71 %.

YVON COLIN.

MONNAIES

NOUVELLE BAISSE DE L'OR

L'or a continué à fléchir mardi 16 septembre, le cours de l'once de 31,1 grammes revenant à 666 dollars environ sur la place de Londres, contre 672,50 dollars la veille et 692,50 dollars vendredi 12 septembre au matin. Ce repli, observé aussi bien à New-York qu'à Hongkong et à Zurich, est dû aux déclarations de certains ministres à la conférence de l'OPEP à Vienne, selon lesquelles aucun relèvement général du prix du brut ne serait décidé dans l'immédiat.

D'autre part, un haut fonctionnaire du ministère helvétique des finances a indiqué lundi à Berne que les pays exportateurs de pétrole avaient transféré hors de Suisse environ 143 tonnes d'or au cours des sept premiers mois de l'année pour une valeur d'un peu moins de 3 milliards de dollars.

Nous avons repris notre marche en avant

déclare M. Zannotti P.-D.G. de Renault-Véhicules industriels (R.V.I.)

De notre correspondant régional

Lyon. — C'est un bilan de bonne santé que M. François Zannotti, P.-D.G. de Renault-Véhicules industriels (R.V.I.), a dressé lundi 15 septembre à Lyon devant la presse à l'occasion d'une présentation des activités de la firme nationalisée avant le Salon de l'automobile.

« Après une période de normalisation de nos produits, de nos réseaux, de notre activité, de l'organisation et des rapports internes de l'entreprise, nous avons repris notre marche en avant. » M. François Zannotti, optimiste, a longuement commenté des résultats notamment commerciaux en hausse sensible sur les précédents exercices. En France, le taux de pénétration de R.V.I. sur le marché atteint pour les sept premiers mois de l'année 43 % contre 41 % en 1979. Signe encourageant : la tendance semble s'accélérer puisque 45,7 % des clients français ont choisi R.V.I. en juillet.

A l'étranger, le « boom » des exportations est spectaculaire ; la progression est en un an de 56 %. Le nouveau marché américain n'entre que pour une faible part — mille deux cents véhicules — dans ce bon résultat. Conséquence de cette relance des commandes : la production s'est accrue de 35 % et les stocks *« n'ont jamais été aussi bas à la rentrée de fin août »*.

Dans l'immédiat, quelques inquiétudes commerciales se font jour, nées d'une baisse ponctuelle des commandes, à cause d'un recul sensible des exportations, notamment vers l'Europe, et de l'attitude des investisseurs français qui attendaient de connaître de quel régime d'incitations fiscales ils pourront bénéficier. Ces ombres ne peuvent, selon M. Zannotti, masquer un *« dynamisme retrouvé »* appuyé sur une activité porteuse (les transports routiers) *« dont le marché sera soutenu par le renouvellement d'un parc vieillissant et énergétiquement obsolescent »*.

Trois facteurs extérieurs négatifs doivent pourtant, selon le patron de R.V.I., être pris en compte :

● La confrontation commerciale avec le Japon : *« Toute solution à ce problème sera nécessairement politique. »*

● Les crises induites par les chocs pétroliers : *« L'économie mondiale sort à chaque fois plus difficilement de la crise précédente. »*

● Les disparités monétaires enfin qui ne reflètent plus les différences d'inflation entre les pays : *« Dans ce cadre la compétitivité des entreprises françaises s'émousse de façon continue. »*

CLAUDE RÉGENT.

LA COTATION DE L'ACTION SOFITEL EST SUSPENDUE A LA BOURSE DE PARIS

La cotation des actions de la société internationale SOFITEL sur le marché hors cote de la Bourse de Paris a été suspendu mardi 16 septembre « en raison d'un projet d'opération financière ». La Chambre syndicale des agents de change a précisé qu'un communiqué de presse sera diffusé mardi en fin de journée et que la cotation desdites actions sera reprise le jeudi 18 septembre.

La société internationale SOFITEL résulte de la fusion de la chaîne hôtelière SOFITEL et de la Compagnie des hôtels Jacques Borel. Elle est donc une filiale du groupe Jacques Borel International. Par ses déficits répétés elle avait contribué en 1977 à mettre en difficulté ce groupe, ce qui entraîna le départ de M. Borel. Ces derniers jours, la rumeur courait, en Bourse, de négociations entre le groupe Jacques Borel et différents groupes hôteliers, dont NOVOTEL, pour une cession éventuelle de la chaîne d'hôtels SOFITEL.

Le déficit du commerce extérieur de la France a atteint 40,5 milliards de francs durant les huit premiers mois de l'année

Le commerce extérieur de la France a, de nouveau, été déficitaire en août de presque 5 milliards de francs. Les importations (33,7 milliards de francs) ont, en effet, nettement dépassé les exportations (28,8 milliards de francs). Après correction des variations saisonnières, les importations atteignent 44,8 milliards de francs (— 6 % par rapport à juillet) et les exportations 40,7 milliards de francs (— 0,5 % par rapport à juillet).

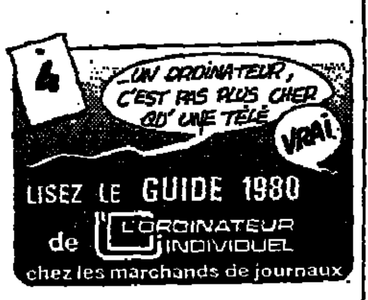
En un an, les ventes françaises progressent moins vite que les achats : + 12,2 % contre + 15,1 % (août 1980 comparé à août 1979).

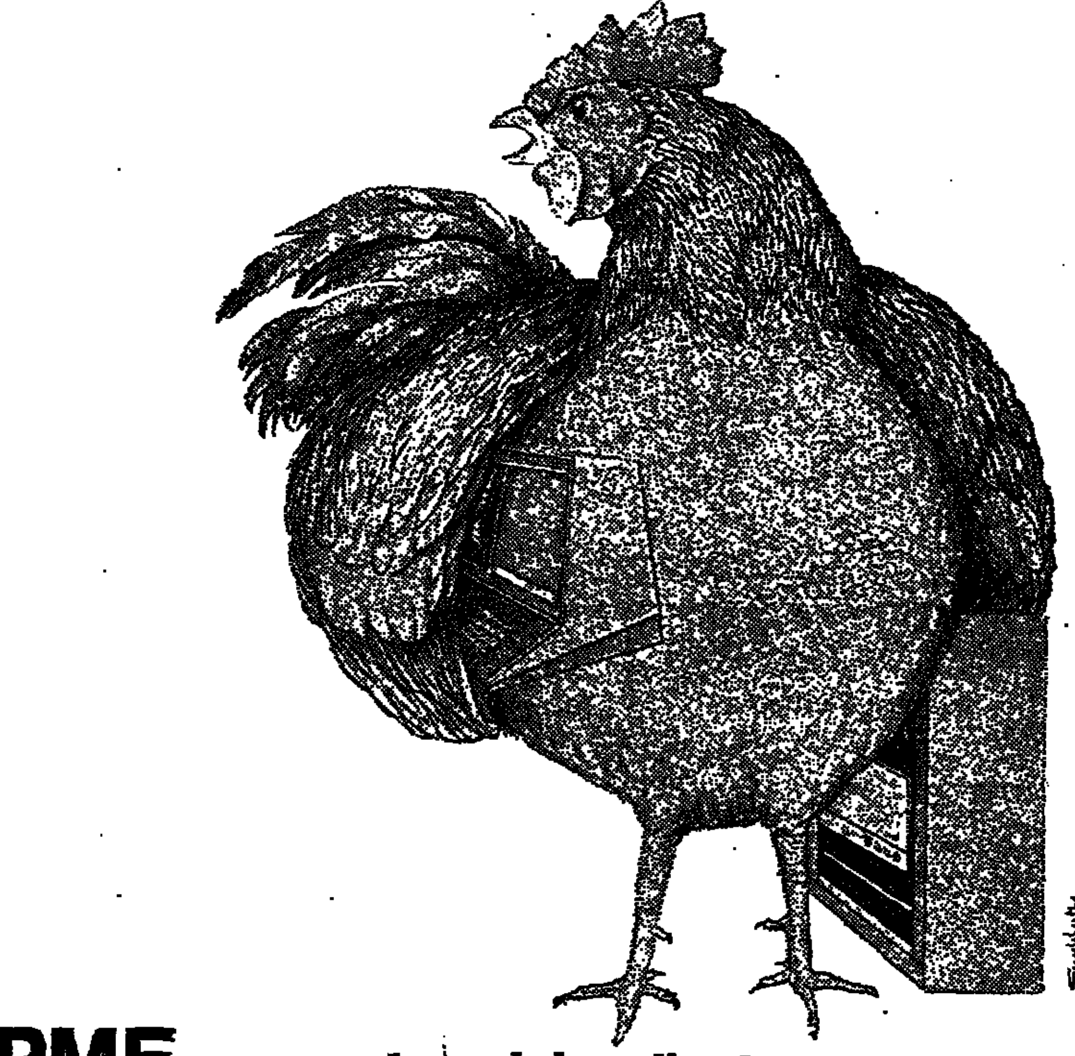
Depuis le début de l'année, c'est-à-dire en huit mois, le déficit du commerce extérieur atteint 40,5 milliards de francs.

Le moindre déficit d'août s'explique par une baisse après l'augmentation exceptionnelle observée en juillet de nos importations de produits non énergétiques.

Les exportations de produits agricoles de base et de produits agricoles transformés continuent de se développer et dégageant en août un excédent de 1,7 milliard de francs. De même, un accroissement des exportations de biens d'équipement professionnels, conjugué avec une relative modération des importations, permet de dégager dans ce secteur un excédent de 1,6 milliard de francs, supérieur à celui (875 millions de francs) observé en moyenne au cours des sept premiers mois de l'année.

Enfin, la bonne tenue des exportations et le retour à un niveau plus normal des importations de biens de consommation permettent de retrouver l'équilibre des échanges extérieurs dans ce domaine, pour la première fois depuis septembre 1978.





AGRICULTURE

M. Giscard d'Estaing réaffirme que le revenu agricole sera maintenu en 1980

Le président de la République a affirmé de nouveau que le revenu agricole serait *maintenu* cette année. Il a fait cette déclaration en recevant, lundi 15 septembre, cinq députés U.D.F. de la région Champagne-Ardenne.

M. Hubert Voilquin, député des Vosges, a souligné que les assurances présidentielles étaient très importantes en raison des inquiétudes de certains agriculteurs, notamment des producteurs de lait qui voient que jusqu'à présent « *les promesses de Bruxelles ne sont pas tenues* ». L'entretien a également porté sur les *questions* de la vigne, de l'industrie alimentaire, mais aussi *du* textile, du thermalisme et sur le développement des infrastructures.

Le chef de l'État s'était engagé pour la première fois à maintenir le revenu paysan en 1980, lors de l'inauguration de la Foire de Lyon, le 23 mars. Il l'a rappelé le 5 mai, lors d'un entretien télévisé, et confirmé le 5 juin, lors de *son* discours devant les chambres d'agriculture à Paris. A la télévision, M. Giscard d'Estaing avait expliqué que l'agriculture avait supporté probablement plus que les autres *activités économiques* les conséquences des hausses de prix. « *Les hausses de prix des carburants, des engrais, du machinisme agricole, depuis le début de l'année, sont considérables, alors que le revenu, lui, résulte des prix fixés une fois pour toutes par année.* »

Si la plupart des observateurs pensent que le revenu agricole sera stagnant, voire négatif en 1980, il est encore trop tôt pour se risquer à une estimation, ce d'autant que, l'expérience le montre, l'évaluation qui est faite en novembre par la commission *des comptes* de l'agriculture est souvent révisée, en baisse, par la suite, *comme ce* fut le cas pour les quatre dernières années (*le Monde* du 24 avril 1980). Les compensations qui pourraient être versées aux agriculteurs *sous* forme d'aides directes (1) ne seront calculées valablement qu'au début de l'année 1981, soit à quelques *semaines* seulement de l'élection présidentielle.

Les subventions aux exploitants ont été particulièrement élevées de 1973 à 1977, leur volume ayant fortement décliné en 1978 et 1979. Le paradoxe de cette année tient au fait que ces aides redeviennent nécessaires, alors que la production agricole continue de s'accroître *confortablement.*

(1) *Un point de revenu agricole* correspond à environ 700 millions de francs.

CORRESPONDANCE

Un paysan peut-il être chassé par un enseignant ?

A la suite de l'article intitulé « Un enseignant peut-il devenir paysan ? » paru dans nos éditions du 22 juillet, qui narrait les difficultés d'un enseignant, M. Pelletier, désireux de reprendre l'exploitation d'une ferme, léguée par son père, à l'expiration du bail de fermage qui avait été concédé en 1967 à M. André Chevalier, ce dernier nous écrit :

L'article publié le 22 juillet dans les colonnes du *Monde* et intitulé « Un enseignant peut-il devenir paysan ? » voulait apporter un éclairage original sur le statut du fermage, mais n'a abouti — et c'est regrettable, car le sujet est important — qu'à constituer la maille supplémentaire et, sans doute, superfétatoire d'une toile que cherche à tisser l'une des parties en cause.

Qu'il soit donc permis à l'autre partie, à ce fermier que l'on accable parce qu'il souhaite continuer à exploiter le mieux possible la terre que la loi, le contrat et la jurisprudence lui confient, de s'exprimer brièvement.

Chacun sait que, dans notre société de liberté et de propriété, ces deux droits fondamentaux ont été soumis, pour des raisons d'intérêt général, à des limitations ou des restrictions. L'agriculture n'a pas failli à cet impératif d'une société organisée, et c'est ainsi qu'au cours des âges se sont élaborés le statut du fermage et la jurisprudence qui l'entoure.

Pour ma part, j'exploite depuis 1954 la ferme dont fait état Antoine Pelletier dans les propos qu'il a tenus au correspondant du *Monde*. En l'absence de toute continuité familiale professionnelle, elle m'a donc été donnée à bail à ce moment-là, moyennant une indemnisation très conséquente et le paiement annuel du fermage prévu par la loi. Pendant que je la cultivais en en accroissant considérablement le potentiel — et sur ce point l'auteur de l'article en cause a bien voulu souligner les efforts accomplis, — mon propriétaire actuel se consacrait à d'éminentes études universitaires qui en *firent* un maître-assistant d'université.

De longues années s'étant écoulées, M. Pelletier, cinquante-quatre ans, a décidé d'ajouter à sa profession d'enseignant celle d'agriculteur et, à cette fin, de reprendre son bien. Or le législateur et les tribunaux ont, à juste titre et sans pour autant mettre en pièce le droit de propriété, protégé le fermier du risque de l'arbitraire que pouvait présenter l'intention d'un propriétaire de rentrer en possession de ses terres. Pourquoi ? Tout simplement parce que, contrairement à ce qu'affirme M. Pelletier, qui voit dans les agriculteurs d'aujourd'hui « *la nouvelle classe industrielle de la terre* », utilisant des méthodes assez comparables à celles de la colonisation (on peut d'ailleurs se *demander* comment, après un tel jugement, il peut *encore souhaiter* rejoindre cette corporation), le fermier ne *tire de son exploitation* qu'un revenu bien modeste, comparé à *celui d'autres activités* : il lui est donc indispensable de compenser *par la durée* la lente progression des gains.

Telle est la simple raison d'un statut et d'une jurisprudence qui, d'ailleurs, sont loin de remettre en cause la propriété *puisque* nombreux sont les cas de reprise par un *propriétaire* dans les conditions prévues par les textes. Si, *par exemple*, l'un des enfants de M. Pelletier avait voulu reprendre la propriété familiale pour l'exploiter parce qu'il aurait choisi l'agriculture comme profession, je me serais incliné devant la loi. Or M. Pelletier, en propriétaire omnipotent, que ses *éminentes* qualités d'historien feraient *directement* remonter à l'Ancien Régime, voudrait faire fi de *tout* l'acquis législatif et *jurisprudentiel* : en usant exclusivement de sa qualité de *propriétaire*, il semble oublier qu'à notre époque, si un propriétaire a des *droits*, il a aussi des devoirs. Du reste, il paraît bien peu soucieux du monde *dans* lequel il vit : en effet, malgré les nombreuses *critiques portées*, *dans* une période de chômage, à l'encontre des *cumuls d'emploi*, il semble paradoxalement vouloir s'y adonner, faisant ainsi preuve d'un don d'ubiquité ou cherchant à démontrer qu'un enseignant ou qu'un paysan ont vraiment bien peu à faire pour pouvoir le faire en même temps !

Tel est le fond d'une affaire qui, en aucun cas, ne peut être caractéristique dans une analyse de portée générale sur le fermage et ses conséquences. Nous sommes face à des circonstances très spécifiques et très claires, comme le montrent d'ailleurs le jugement du tribunal de Beauvais et l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens. Ces deux décisions de justice indiquent ainsi clairement qu'en aucun cas « *les agriculteurs ou les organisations professionnelles agricoles ne s'arrogent les fonctions de gardiens du droit qui les concerne* », comme le souligne faussement le commentaire introductif figurant dans *le Monde* du 22 juillet.

Dans la société de droit qu'est la société française, ce sont toujours, fort heureusement, les magistrats qui, en leur âme et conscience, rendent les arrêts, quelles *que soient* les *campagnes* d'agitation que suscite parfois l'une des *parties en présence*, voulant, sans doute, meubler ainsi un *temps de loisir* qu'elle souhaiterait combler en chassant de la *terre* un paysan !

● *Le Canada pourrait atteindre l'autosuffisance en matière de production de soja* grâce à une nouvelle variété appelée « Maple Presto », mise au point par le centre d'agronomie d'Ottawa.

Selon la revue *Canadian Research*, le « Maple Presto » est en effet à même de survivre aux latitudes canadiennes en ne bénéficiant que de 100 à *105 jours* d'ensoleillement annuels, soit de 10 à *15 jours de moins* que les variétés de soja actuellement *plantées sur* les 334 000 hectares réservés à cette culture au Canada.

En plantant 121 000 nouveaux hectares avec du « Maple Presto », le Canada aurait une production de soja couvrant tous ses besoins. — *(A.F.P.)*

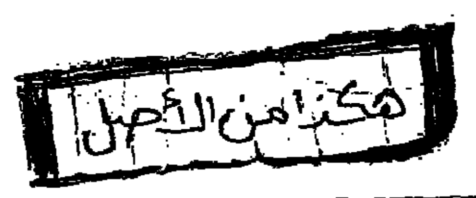
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

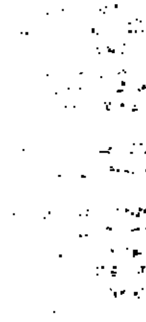
KLEBER-COLOMBES

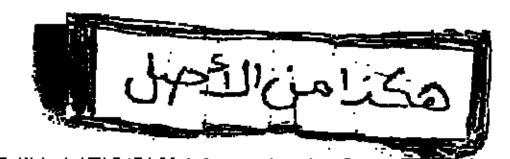
La Société Continental vient de faire savoir qu'elle remet en cause l'exécution de la prise de contrôle de Kléber-Colombes, annoncée le jeudi 19 juin 1980. Après vérification, Kléber-Colombes fera connaître son appréciation *de la situation qui* résulterait d'une éventuelle rupture des engagements pris.

COMPAGNIE DES MACHINES BULL

Rappelons que le conseil proposera à l'assemblée extraordinaire du 31 octobre la nomination, en qualité d'administrateurs, du président de CADAMAS, M. Alain *Minc*, et *des* trois administrateurs représentant les filiales de sociétés *du groupe* Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, qui en sont actionnaires : MM. Jean-Jacques Faust, Alain Gomez et Xavier de Villepin (voir « le Monde » daté 14-15 septembre 1980).







LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 SEPTEMBRE

Repli de Michelin

Après plusieurs séances de hausse, les valeurs françaises se sont repliées mardi. L'indicateur de tendance termine à environ — 0,50 %.

A quelques jours de la liquidation, qui commence vendredi avec la réponse des primes, on constate certains réajustements de position. Les informations négatives en provenance des Etats-Unis, en particulier la nouvelle hausse des taux d'intérêts, rendent les investisseurs prudents. D'autant que la publication des résultats de la balance commerciale française, toujours très déficitaire au mois d'août, n'incite pas à l'optimisme.

Mais surtout le marché a été affecté par le recul sévère de Michelin (— 5 %)), intervenant après l'annonce, par Continental Gummi, de sa décision de ne pas reprendre Kléber, filiale très déficitaire du groupe français de pneumatiques. Kléber-Colombes, un moment réservé à la baisse, a finalement perdu 13 %.

Parmi les autres valeurs particulièrement touchées, on note Docks de France (— 6,36 %), Lesieur (— 4,96 %) SCOA (— 3,79 %), B.H.V. (— 3,53 %), Saulnes et Gorcy (— 3,31 %), Entreprise J. Lefebvre (— 3,33 %).

Au chapitre des hausses, on remarque Compagnie du Midi (+ 4,52 %) (au plus haut de l'année), Sade (+ 3,03 %), SIAS (+ 2,92 %), Jacques Borel (+ 2,02 %), Chargeurs Réunis (+ 1,93 %).

Aux étrangères, Hitachi se distingue (+ 2,36 %). Les mines d'or sont en baisse.

Sur le marché de l'or, le lingot perd 990 F (89 000 F) et le napoléon 2,30 F (792,50 F). L'emprunt 4 1/2 % 1973 recule (2 595 F), tandis que le 7 % 1973 gagne quelques points (8 810 F).

La hausse de Jacques Borel International s'est poursuivie : la cotation de la filiale Sofitel International a été suspendue, dans l'attente d'une opération qui pourrait aboutir à la cession de cette filiale à Novotel.

LONDRES

DÉPRIMÉ

Le marché reste déprimé par la perspective d'une grève générale des dockers britanniques. Les industrielles perdent entre 2 et 3 pence. Recul également des pétroles et des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 663 .. contre 666 50

VALEURS	CLOTURE 15/9	COURS 16/9
Beecham	158 ...	156 ...
British Petroleum	358 ...	354 ...
Courtaulds	68 ...	68 ...
*De Beers	11 81	11 3/4
Imperial Chemical	364 ...	356 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	482 ...	473 ...
Shell	414 ...	412 ...
Vickers	135 ...	134 ...
War Loan 3 1/2 %	33 ...	32 3/4
*West Driefontein	183 3/4	182 3/4
*Western Holdings	94 ...	93 1/2

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

REVILLON. — La filiale textile du groupe André Boudière vient de prendre le contrôle de deux sociétés spécialisées dans les tissus de lainage. Cet ensemble représente un chiffre d'affaires de 40 millions de francs et dégage un résultat d'exploitation de 2,4 millions de francs.

RHONE-POULENC. — La société vient de signer avec l'Office chérifien des phosphates un accord de coopération pour la réalisation au Maroc de douze unités d'acide phosphorique. L'investissement représente 800 millions de francs.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Transport Industrie, bon	2 p. 7	5 ..

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	12 sept.	15 sept.
Valeurs françaises	112,8	113,1
Valeurs étrangères	116,9	117,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	112,9	113,4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15/9	16/9
1 dollar (en yens)	211 58	212 45

NEW-YORK

Flottement

Après un recul en début de séance, le marché américain s'est redressé par la suite. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles termine finalement à 937,63 (+ 1,1 point). Le volume d'échanges a un peu diminué par rapport à vendredi (44,63 millions contre 47,18 millions de titres).

Les hésitations des investisseurs tiennent d'abord à l'incertitude qui entoure la conférence des pays de l'OPEP. Certains craignent que l'Arabie Saoudite ne puisse jouer son rôle modérateur. Par ailleurs, la croissance, plus rapide que prévu, de la masse monétaire fait craindre à nouveau des mesures plus restrictives en matière de crédit.

Le secteur des chemins de fer s'est mis en vedette. Union Pacific gagne 1 3/8 (49 1/8) et Missouri Pacific 7/8 (68 1/2). Les deux sociétés devraient fusionner, sous réserve des autorisations fédérales.

Les pétrolières sont faibles. Texaco perd 1 1/4 après l'annonce d'une révision en baisse de ses réserves de gaz en Louisiane. Les automobiles sont diversement traitées. General Motor est en hausse de 1 1/4 (57 7/8), Chrysler de 3/8 (10). En revanche, Ford perd 3/8 (29 3/4).

Kennecott recule, après la publication d'un résultat déficitaire — conséquence de la grève de dix semaines qui a affecté ses installations.

Les mines d'or sont en baisse : ASA cède 4 points (72 3/4), Dome 6 5/8 points (123).

VALEURS	COURS 12/9	COURS 15/9
Alcoa	.. ...	68 3/8
A.T.T.	53 3/4	52 3/8
Boeing	38 5/8	38 5/8
Chase Manhattan Bank	43 3/4	43 1/4
Du Pont de Nemours	... ...	44 1/2
Eastman Kodak	63 1/8	63 1/8
Exxon	70 1/4	70 3/8
Ford	30 1/8	29 3/4
General Electric	53 5/8	53 5/8
General Foods	30 1/8	30 3/8
General Motors	56 5/8	56 7/8
Goodyear	... ...	16 1/8
I.B.M.	65 7/8	66 1/8
I.T.T.	30 7/8	31 ...
Kennecott	33 3/8	31 1/2
Mobil Oil	68 3/8	68
Pfizer	43 1/8	44
Schlumberger	147 1/4	146 1/2
Texaco	36 5/8	35 3/8
U.A.L. Inc.	20 3/8	21 1/2
Union Carbide	44 5/8	44 3/4
U.S. Steel	22 5/8	22 7/8
Westinghouse	27 1/8	27 1/4
Xerox	61 ..	62 3/8

Taux du marché monétaire

Effets privés du 16/9 ...... 11 3/4 %

BOURSE DE PARIS - 16 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	25 40	2 185
5 %	42 20	3 128
5 % 20-60	71 10	3 283
3 % amort. 45-54		0 336
4 1/4 % 1963	92 20	4 668
Emp. N. Eq. 5 1/2 65	113 90	5 879
Emp. N.Eq.6%66	107 70	5 770
Emp. N.Eq.6%67	98 .	1 775
Emp. 7 % 1973	8810 ..	. ...
Emp. 8,80 % 77	89 90	2 821
Emp. 9,80 % 78	85 50	1 799
EDF 7,80 % 61	... ..	5 830
EDF 14,5 % 80-92	...	3 969

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	191 50	192 50
A.G.F. (Sté Cent.)	798	797
Ass. Gr. Paris-Vie	2000	2000
Concorde	358 .	360
Epargne France	334	331 .
Financ. Victoire	362	365 .
France I.A.R.D.	169 50	... ..
Can (Sté) Centr.	693	695

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	221 .	220
O.A.P.	558 ..	558 .
Alsacien. Banque	357 ..	357 ..
Banque Hervet	215	211 ..
Bque Hypot. Eur.	317 ..	318 50
Bque Nat. Paris	264	264 .
B.O.I.C.	29 20	29 60
(Li) B. Scalb. Dup	122	121
Banque Worms	212	212
C.G.I.B.	40 50	39 90
Cie Crédit Univ.	382 50	382 50
C.A.M.E.	92	92 .
Créditel	120 10	120 10
Créd. Gén. Ind.	270	268 ..
Crédit Lyonnais	276 50	275 .
Electro-Banque	163 50	161 ..
Eurobail	146 50	. ..
Financière Sofal.	325	325 .
Fr. Cr. et B. (Cie)	126 80	130 .
France-Bail	292 80	3.2 .
Hydro-Energie	21 50	21 50
Immobail B.I.P.	231	230 ..
Immobanque	344	344 .
Immofice	279	280
Interbail	260	270 .
— (oblig. conv.)	258	258
Laffitte-Bail	135 10	182

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Locabail Immob.	360 2.	358 20
Loca-Expansion	141	141 50
Locafinancière	[illegible]	[illegible]
(Ly) Lyon Dép. Ct.	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Immoinvest	161 50	161 ..
Cie Lyon. Imm.	136 10	136

[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
(LI) Baignol-Farj.	45 20	46 50
Blanzy-Ouest	256	258 .
La Brosse	112	120
Degremont	150 ..	144 .
Duquesnes-Purina	285	276
Ecco	2250	2225
Ferrailles C.F.F.	290	286
Havas	595	695
Locatel	...	...
Lyon-Alemand	216	221 10

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
General Aliment.	.	.. ..
Iéna Industrie	..	... ..
Métall. Minière	160 ..	... ..
Océanic	... ..	.. ..
Pétrofigaz	... ..	... ..
Proenptia	815 .	... ..
Sab. Mer. Corv.	... .	... ..
Bq Fin. Brux Us.	214 .	... ..
Total C.F.M.	93 .	.
Ufinex	221 60	223 50
Voyer S.A.	2 60	2 40
Rorento NV	241 03	241 .

HORS COTE

[illegible]

SICAV

15/9	Émission frais inclus	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Uni Japon	389 47	371 31
UNI-M.T. (Vernes)	1082 52	1033 43
Uni-Obl. (Vernes)	2126 84	2045 04
Uniprem (Vernes)	2225 13	2139 55
Unirente	1204 31	1164 71
Unisic (Vernes)	243 24	232 21
Valorem	228 25	215 99
Worms Investiss.	369 79	353 02

* Cours précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2558	4,5 % 1973	2631	2587	2596	2595
3710	C.N.E. 3 %	3699	3698	3696	3679 .
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1180 ..	Elf-Aquitaine	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
230 ..	— (certific.)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
280	E. J. Lefebvre	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
850	Tél. Electr.	1010 ..	1012	1012	1012
133	— (obl.)	137 90	137 90	137 90	135 20
230	Thomson-Br.	260 50	253	253 ..	250
270	— (obl.)	290	297	297	281 10
335	U.I.S.	358	358	358	351
175	U.C.B.	177	175 50	175 50	172
120	Un. F. Bque.	187	181	181	181
181	U.T.A.	178 50	178 60	178 50	175
10 20	Usinor	11 10	11 10	11 10	11 05
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
82	Gencor	98	89	88 70	97 50
230	Gen. Electr.	219 80	215 30	219 30	222 30
230	Gen. Motors	227	232 20	232	232 10
53	Goldfields	57 80	57 10	57 15	55 50
101	Harmony	116	114	114	116
5 70	Hitachi	6 35	6 50	6 45	6 60
265	Hoechst Akti.	262	259	259	259 5.
35	Imp. Chem.	36 20	35 70	35 70	35 30
98	Inco Limited	108 80	106 10	106 10	1.6
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
189	DuPontNem.	182	181 40	181 40	182
265	East Kodak.	260	260 50	260 50	280 30
135	East Rand	153	152 50	152 50	152 50
86	Ericsson	82	82 40	82 40	82
309	Exxon Corp.	292	288	288	291
118	Ford Motor.	126	124 8	124 80	126
290	Free State	346	341	341 60	340 20

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
[illegible]	Unilever	259 60	256 60	259 60	... ..
103	U. Min. 1/10	165	104	104	105
205	Unit. Techn.	208 50	206 50	205 50	207
375	West Drief.	420	423 .	423	420 10
235	West Deep.	260	259 ..	258	264 10
330	West Hold.	382 10	381	381	353
250	Xerox Corp.	256	258	256 20	258 50
4 05	Zambie Corp.	4 49	4 41	4 35	4 39

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/9	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 146	4 148	4 080	4 240
Allemagne (100 DM)	232 470	232 460	226	238
Belgique (100 F)	14 486	14 496	13 900	14 600
Pays-Bas (100 fl.)	213 850	213 850	206	217
Danemark (100 krd)	75 220	75 270	72	77
Norvège (100 k)	86 ..	85 800	83	89
Grande-Bretagne (£ 1)	9 925	9 889	9 650	10 150
Italie (1 000 lires)	4 887	4 885	4 660	4 950
Suisse (100 fr.)	253 350	253 540	248	260
Suède (100 krs)	99 740	99 860	96	101 500
Autriche (100 sch.)	32 840	32 830	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 654	5 642	5 450	5 850
Portugal (100 esc.)	8 360	8 345	7 400	8 300
Canada ($ can. 1)	3 563	3 565	3 470	3 700
Japon (100 yens)	1 954	1 957	1 850	1 950

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/9
Or fin (kilo en barre)	89900	89100
Or fin (en lingot)	89990	89000
Pièce française (20 fr.)	794 80	752 50
Pièce française (10 fr.)	435 80	410
Pièce suisse (20 fr.)	647 50	647 90
Pièce latine (20 fr.)	620	623
Souverain	826	820
Pièce de 20 dollars	3210 ..	3204
Pièce de 10 dollars	1660	1652
Pièce de 5 dollars	... ..	882 50
Pièce de 50 pesos	3764	3743
Pièce de 10 florins	630 .	621

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 16 septembre 1980 a été tiré à 565 169 exemplaires.

A LA SUITE D'UN INCIDENT DIPLOMATIQUE

Le commandant supérieur des forces françaises à Nouméa est invité à demander son admission dans la réserve

Le général de division Jean Barthélémy, qui occupait jusqu'à ces dernières semaines les fonctions de commandant supérieur des forces armées de la Nouvelle-Calédonie, a été invité à demander, par anticipation, son admission en deuxième section (réserve) à compter du 1er octobre prochain. A l'origine de cette décision, qui place le général Barthélémy en deuxième section huit mois avant la limite d'âge de son grade, il semble qu'il y ait eu des représentations diplomatiques de l'Australie sur l'attitude du commandant supérieur des forces françaises à Nouméa vis-à-vis du consul général de ce pays en Nouvelle-Calédonie.

En poste à Nouméa depuis octobre 1978, le général Barthélémy a été, notamment, chargé de coordonner l'envoi de renforts français lors de la crise des Nouvelles-Hébrides déclenchée avant la proclamation, le 30 juillet dernier, de l'indépendance du condominium franco-britannique.

Durant cette crise, des éléments de l'armée de Papouasie-Nouvelle-Guinée, encadrés par d'anciens officiers de l'armée australienne, ont malmené des ressortissants français lors des opérations destinées à mater la rebellion de l'île d'Espiritu-Santo. Les troupes papouasiennes avaient pris la relève du contingent franco-britannique et un mouvement sécessionniste avait éclaté à Santo.

Il semble que des ressortissants français — métis ou wallisiens — et européens (on comptait plus d'un millier de citoyens français à Espiritu-Santo) ont été malmenés lors de leur arrestation et leur transfert à Port-Vila, la capitale des Nouvelles-Hébrides (devenues depuis Vanuatu), où ils ont été attaqués et, parfois, blessés par la foule néo-hébridaise.

Pour protester contre le rôle joué par des officiers australiens, le général Barthélémy a fait savoir, lors d'une cérémonie officielle, que la présence du consul général d'Australie à Nouméa n'était certainement pas la bienvenue. Le diplomate australien s'en est plaint auprès de son gouvernement, qui, considérant qu'il s'agissait d'un affront, à en croire des informations publiées par le *Sydney Morning Herald* du 2 septembre dernier, en a informé Paris.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé, à Nouméa, par le général de brigade Michel Lartigue.

Au Chili

LE GÉNÉRAL PINOCHET VA REMANIER SON GOUVERNEMENT

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — La démission collective des ministres et sous-secrétaires chiliens a été confirmée, lundi 15 septembre, par un communiqué officiel du gouvernement du général Pinochet.

Selon ce communiqué, la démission est destinée à « *laisser une liberté au président de la République, dans la nouvelle étape qui commence* ».

La décision des membres du cabinet intervient quatre jours après l'approbation par référendum (officiellement 67,06 % de voix pour) de la nouvelle Constitution présentée par la junte militaire, aux termes de laquelle le général Pinochet pourra rester au pouvoir au moins jusqu'en 1989, et éventuellement jusqu'en 1997.

● *La France* va demander à sa mission diplomatique au Chili des informations sur les conditions de détention de Mme Michelle Jobet, l'étudiante française qui a été détenue près d'une semaine par les services de sécurité chiliens (*le Monde* du 16 septembre). Mme Michelle Jobet a affirmé à une organisation catholique des droits de l'homme avoir été torturée à l'électricité et contrainte de se dévêtir lors des interrogatoires, subis entre le 7 et le 12 août. — *(A.F.P.)*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE NORD - PAS-DE-CALAIS LES 9 ET 10 OCTOBRE

Le président de la République fera, les 9 et 10 octobre, une visite officielle de travail dans la région Nord - Pas-de-Calais. Le programme de ce voyage, a précisé, mardi 16 septembre, M. Poirier, porte-parole de l'Elysée, n'a pas encore été définitivement arrêté, mais le sera incessamment.

● *M. Giscard d'Estaing* se rendra, le lundi 29 septembre, au camp de Caylus (Tarn-et-Garonne), où il assistera, selon le communiqué de la présidence diffusé ce mardi 16 septembre en fin de matinée, à l'entraînement de la 11e division parachutiste. A cette occasion (*le Monde* du 13 septembre), le chef de l'Etat devrait remettre des décorations à des cadres de cette unité d'intervention.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Fleury, à l'amiral Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, aux généraux (cadre de réserve) Jean Fuhr, Hyacinthe de Quatrebarbes et Lucien Le Boudec, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dunyach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bertrand de Montaudouin, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lanoire.

En Autriche

M. KLAUS BARBIE, L'ANCIEN CHEF DE LA GESTAPO DE LYON AURAIT SERVI D'INTERMÉDIAIRE POUR UNE VENTE D'ARMES A LA BOLIVIE

De notre correspondante

Vienne. — Klaus Barbie, ancien chef de la Gestapo de Lyon et un des criminels nazis les plus recherchés, a-t-il fait des affaires avec l'entreprise autrichienne de construction mécanique Steyr-Daimler-Puch ? M. Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juive de Vienne, affirme disposer de renseignements dignes de foi selon lesquels Klaus Barbie, qui vit en Bolivie sous le nom de Klaus Altmann, aurait eu des contacts avec un membre de la direction de cette entreprise. A la suite de l'intervention de Klaus Barbie, la firme autrichienne aurait vendu, en 1978-1979, cent chars Kuirassier à la Bolivie. M. Wiesenthal a protesté, dans une lettre adressée au directeur général de Steyr-Daimler-Puch et rendue publique le 15 septembre, contre ces relations commerciales « scandaleuses » avec un criminel de guerre.

Klaus Barbie-Altmann a organisé la déportation de milliers de juifs français et serait aussi responsable, selon M. Wiesenthal, de la disparition de Jean Moulin, chef du Comité national de la Résistance. Il a été condamné à mort par contumace par un tribunal français. Mais plusieurs demandes d'extradition ont été rejetées par le gouvernement bolivien, sous prétexte que le délai de prescription pour meurtre est, dans ce pays, de dix ans.

Steyr-Daimler-Puch, une entreprise semi-nationalisée, construit le char léger Kuirassier, en coopération partielle avec la France, qui livre la tourelle et les canons. L'entreprise a été tout récemment la cible de virulentes critiques pour un projet de vente de cent de ces chars au Chili (*le Monde* du 13 août). A la suite du veto du parti socialiste, elle a dû renoncer à ce marché. La direction de l'entreprise n'a pas encore réagi aux protestations de M. Wiesenthal.

WALTRAUD BARYLL.

● *Le Canard enchaîné*, dans son numéro du mercredi 17 septembre, publie une interview de l'ancien empereur Bokassa Ier, dans laquelle l'ancien chef de l'Etat centrafricain évoque notamment ses relations avec M. Giscard d'Estaing, l'affaire des diamants, et le rôle joué par M. Roger Delpey, ancien conseiller de Bokassa, arrêté le 10 mai dernier par les enquêteurs de la D.S.T. La deuxième partie de cette interview sera publiée dans le prochain numéro de l'hebdomadaire satirique.

La société ouest-allemande Continental renonce à racheter Kléber-Colombes

Un nouveau coup de théâtre vient de se produire dans le monde européen du pneumatique et du caoutchouc : après avoir annoncé, le 19 juin dernier, qu'elle rachetait, pour 50 millions de francs, à Michelin le contrôle de sa filiale Kléber-Colombes, la société Continental-Gummi, premier fabricant ouest-allemand de produits caoutchoutés, avec 5,8 milliards de francs de chiffre d'affaires, a fait savoir qu'elle renonçait à l'opération.

Dans un communiqué publié lundi 15 septembre, à Hanovre, elle a indiqué que, « *dans l'intérêt des deux entreprises, et compte tenu de la concurrence actuelle dans l'industrie du caoutchouc en Europe, elle ne peut faire de déclaration sur les motifs qui l'ont poussée à prendre cette décision* ».

Immédiatement, Kléber-Colombes a répondu que, « *après vérification, elle fera connaître son appréciation de la situation qui résulterait d'une éventuelle rupture des engagements pris* ».

Au siège de la société française on déclare se perdre en conjectures sur les raisons qui ont poussé Continental à cette rupture, l'aigreur de son communiqué reflétant sa mauvaise humeur et, vraisemblablement, la surprise de ses dirigeants.

Ainsi donc, après avoir divorcé au début de 1979 d'avec le producteur autrichien de pneumatiques Semperit, Kléber-Colombes se trouve à nouveau privée d'un éventuel partenaire, à la grande déception, sans doute, de sa maison mère, Michelin, qui espérait bien « caser » une fille très coûteuse (près de 400 millions de francs de pertes, trois fois le capital, au terme de six exercices déficitaires consécutifs, et un exercice 1980 qui se présente plutôt mal compte tenu de la crise de l'automobile).

Est-ce la conjoncture présente, bien peu favorable, et le coût éventuel de l'opération (Michelin a déjà avancé 200 millions de francs, et il en faudra davantage), qui a effrayé le prétendant ouest-allemand, sans compter les effets, malgré tout assez nocifs, de la campagne infructueuse lancée au début de l'année par l'Union fédérale des consommateurs pour obtenir le retrait des pneus Kléber V 10 et V 12 ? On ne le sait pas encore, mais une chose paraît sûre : à moins d'un troisième coup de théâtre, la constitution d'un ensemble européen de vingt-six usines, 44 000 personnes et près de 9 milliards de francs de chiffre d'affaires, « dirigé par des Européens et de taille suffisante pour affronter une concurrence de plus en plus rude sur le marché mondial du pneumatique et du caoutchouc », comme le disait le communiqué du 19 juin, semble irrémédiablement compromise.

Le Monde *publiera demain*

- DURÉE DU TRAVAIL, chômage et inflation, par Pierre DROUIN
- IDÉES : Hors de Paris
- ARTS ET SPECTACLES : Expositions en Vénétie, par André CHASTEL ; les bilans de la Mostra de Venise
- DOSSIER : le SICOB